Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

L'an deux mille vingt-six le 24 du mois de septembre s'est réuni le conseil communautaire de Seille et Grand Couronné à 18 heures 30, à Nomeny, après convocation légale du 17 septembre 2026, sous la présidence de monsieur Claude THOMAS.

Présents : M. RENKES David – M. DROUVILLE Marc – M. SALVE Olivier – M. BOURGEOIS Sébastien M. LEMOINE Anthony – M. RAKOTONDRAMANITRA Haja – M. VOINSON Philippe – Mme FRANCOIS Valérie Mme MARANDE Carole – M. HOLZER Alain – M. WARION Jacques M. DUJARDIN Gilles – Mme MARCHAL Astrid – M. MILLET Prisca – M. IOHNER Christophe – M. WEIL Rémy Mme RUSTOM Lina – M. GODEFROY Michael - M. MALGRAS Jean François – M. THOMAS Claude -M. BOUCHEZ Hubert – M. FAGOT REVURAT Yannick - Mme FOURCAULX Patricia - M. JOLY Philippe - Mme LORETTE Delphine – M. MEVELLEC Mickaël M. L'HUILLIER Nicolas - M. REGNIERE Patrice- M. VANNESSON Jean François – M. FRANCOIS Vincent M. BRIDARD Franck – M. HERBUVAUX Cyril - M. BERNARD Philippe – M. PEREIRA MARTINS Daniel M. GUILLAUME Geoffrey – M. CHANE Alain - M. CAPS Antony - M. LE GUERNIGOU Nicolas Mme GEHLFUSS Virginie – M. MICHEL Olivier - Mme DEGUILI Sabine - M. MOUGINET Dominique Mme ROJAS Magali – M. MATHIEU Denis - M. BAUDOUIN Cédric - M. LOUIS Didier
Procurations : M. THIRION Christian à M. THOMAS Claude – M. POIREL Patrick à M. MOUGINET Dominique M. MATHEY Dominique à M. MEVELLEC Mickaël – M. GUEZET Philippe à Mme MARCHAL Astrid M. HENQUEL Patrick à M. CHANE Alaiin – M. CERUTTI Alan à M. RENKES David – M. BARTHELEMY Philippe à M. RAKOTONDRAMANITRA Haja -
Excusé(e)s : -
Secrétaire de séance : Mme MARCHAL Astrid

L'assemblée dénombrait : **53 votants**

NOMBRE DE MEMBRES	**SUFFRAGE EXPRIME :**	**INSTITUTION**
En exercice : 55	Pour : 53	23_09_2026
Présents : 46	Contre :	
Pouvoirs : 7	Absentions :	
Excusés :		
Votants : 53		

Date d'affichage : 30 septembre 2026

Validation du projet de schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage de Meurthe-et-Moselle 2026-2032

Vu les statuts de la CCGSC en date du 1er janvier 2017 lui conférant la compétence d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage,
Vu le projet de schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage de Meurthe-et-Moselle 2026-2032 présenté lors de la commission départementale consultative des gens du voyage du 1er juillet 2026,
Vu l'avis favorable qu'elle a rendu à ce projet de schéma,
Vu l'article 1 de la Loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, soumettant ce document pour avis simple à l'ensemble des communes et EPCI du département.
Claude THOMAS, Président, indique que ce projet de schéma fixe les objectifs et la feuille de route pour une durée de 6 ans concernant la création d'aires permanentes d'accueil, d'aires de grand passage, de terrains familiaux locatifs, et la mise en œuvre d'actions socio-éducatives (scolarisation, accès aux droits, santé, insertion professionnelle).
Il propose aux conseillers communautaires de rendre un avis favorable sur ce projet de schéma.

Le conseil communautaire, constitué des délégués des 42 communes adhérentes, après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **Emet** un avis favorable au projet de schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage de Meurthe-et-Moselle 2026-2032

Claude THOMAS
2026.10.01 08:43:59 +0200
Ref:11866127-17928411-1-D
Signature numérique
le Président

Claude THOMAS

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Liberté
Égalité
Fraternité

Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage de Meurthe-et-Moselle 2026-2032

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage de Meurthe-et-Moselle 2026-2032

Partie 1 : bilan du schéma 2019-2024, diagnostic & évaluation des besoins

Introduction : cadre juridique, coordination avec les autres politiques publiques, méthodologie, repères géographiques, public ciblé

1. Grand passage et stationnement illicite : la Meurthe-et-Moselle, un département fortement sollicité par les gens du voyage

2. Entre itinérance choisie et subie, un accueil toute l'année des itinérants

3. Un ancrage historique de ménages sur le département et une sédentarisation croissante face à des solutions publiques peu développées

4. Un accompagnement des ménages les plus vulnérables sur les volets santé, scolarisation, insertion professionnelle et accès aux droits.

5. Une gouvernance et une animation du schéma aux échelles départementale et de certains territoires

6. Synthèse des enjeux

Partie 2 : plan d'actions et prescriptions

Plan d'actions

1. Stabiliser l'offre d'aires de Grand Passage via des aires pérennes et coordonner la gestion des grands passages

2. Maintenir l'offre d'accueil actuelle et accompagner les contextes d'occupation des aires

3. Répondre au besoin d'habitat en développant une offre d'ancrage, dans des conditions sécurisées et adaptées

4. Assurer l'accès aux droits et à un accompagnement social pour les personnes les plus vulnérables

5. Assurer une gouvernance et une animation du schéma dans le temps et sur l'ensemble du territoire

Prescriptions par EPCI

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Annexes :

1. Recensement des terrains privés aménagés dans des conditions prévues à l'article L. 444-1du code de l'urbanisme pour l'installation de résidences mobiles et des terrains mis à disposition des gens du voyage par leurs employeurs, notamment dans le cadre d'emploi saisonniers
2. Fiches synthétiques par EPCI
3. Fiches équipements
4. Paroles de Voyageurs : extraits des ateliers usagers
5. Liste des abréviations

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

SDAHGV 2026-2032 de la Meurthe-et-Moselle

Partie 1 : Bilan du schéma 2019-2024, diagnostic & évaluation des besoins

Table des matières

Introduction....3
1. Le cadre juridique de mise en œuvre du schéma....4
1.1. Les textes de référence....4
1.2. Le périmètre du schéma....5
1.3. L'organisation des compétences....6
1.4. Les territoires concernés par le schéma en Meurthe-et-Moselle....6
2. La coordination du schéma avec les autres politiques publiques du territoire....9
3. La méthodologie de révision du schéma....11
4. Quelques repères géographiques spécifiques à la Meurthe-et-Moselle....12
5. Le public ciblé par le SDAHGV....14
Partie 1 : Évaluation, diagnostic et perspectives....16
1. Grands passages et stationnements illicites : la Meurthe-et-Moselle, un département fortement sollicité par les gens du voyage....17
1.1. Des grands passages soutenus face à une offre qui reste précaire : le grand passage et les stationnements liés aux grands passages....17
1.1.1. Une offre d'accueil dédiée aux grands passages qui reste fragile avec une majorité d'AGP provisoires – *état des lieux de l'offre*....17
1.1.2. Un territoire fortement sollicité par les grands passages du Grand Est – *état des lieux des besoins*....22
1.1.3. Une gestion des grands passages coordonnée mais des conditions d'accueil non harmonisées sur le département – *état des lieux de la gestion des grands passages*....26
1.2. Un volume important de stationnements illicites non liés aux grands passages. .32
1.2.1. Des stationnements illicites majoritairement de petits groupes de moins de 40 caravanes....32
1.2.2. Un volume faible de stationnements illicites liés aux grands passages, soit de groupes de plus de 40 caravanes....37
1.2.3. Une gestion complexe des stationnements illicites, sans solution satisfaisante....37
2. Entre itinérance choisie et subie, un accueil toute l'année de groupes itinérants....40
2.1. Une offre permanente d'accueil importante en Meurthe-et-Moselle – *état des lieux de l'offre*....40
2.2. Une gestion des aires différente selon les territoires – *état des lieux de la gestion sur les APA*....43
2.3. Une occupation des aires inégale selon les territoires, entre sous-occupation et phénomènes de sédentarisation – *état des lieux des besoins*....48

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

3. Un ancrage historique de ménages sur le département et une sédentarisation croissante au fil des années face à des solutions publiques d'ancrage peu développées.....52

3.1. Une offre publique d'ancrage sous-développée sur le département – *état des lieux de l'offre*.....52

3.2. Des trajectoires de sédentarisation recensées sur l'ensemble du département – *état des lieux des besoins*.....56

4. Un accompagnement des ménages les plus vulnérables sur les volets santé, scolarisation, insertion professionnelle et accès aux droits.....62

4.1. L'accompagnement des gens du voyage, une mission principalement incarnée par Amitiés Tsiganes.....62

4.2. Une scolarisation en progression, avec une attention à porter sur l'assiduité et l'évitement scolaire.....63

4.2.1. Une hausse du nombre d'EFIV scolarisés, mais une vigilance à maintenir.....63

4.2.2. Des enjeux qui persistent en matière d'assiduité et d'évitement scolaire, nécessitant un accompagnement des familles.....65

4.3. Des mesures de prévention et d'accès à la santé émergentes mais encore limitées.....69

4.3.1. Une population davantage exposée aux inégalités en matière de santé.....69

4.3.2. Un poste de médiateur santé et des initiatives permettant de déployer des actions.....70

4.4. Le déploiement de projets socio-éducatifs sur les aires d'accueil, des dispositifs précieux à développer.....71

4.5. Une domiciliation et un accès aux droits facilités par l'accompagnement d'Amitiés Tsiganes.....73

4.6.1. Une domiciliation principalement au sein d'Amitiés Tsiganes, appréciée par les ménages mais pouvait constituer un frein à l'autonomie.....73

4.6.2. Un accès aux droits encore très accompagné.....74

4.7. Une insertion professionnelle des jeunes encore difficile et des enjeux de maintien des droits pour les auto-entrepreneurs.....75

4.7.1. Un accès à l'emploi encore fragile et accompagné, notamment pour les femmes.....75

4.7.2. Des freins à relever pour l'insertion professionnelle des jeunes.....76

5. Une gouvernance et une animation du schéma aux échelles départementale et de certains territoires.....77

5.1. Une animation du schéma portée principalement par la Commission Départementale Consultative des gens du voyage.....77

5.2. Des instances d'animation et de suivi du schéma déployées aux niveaux départemental et de certains EPCI.....79

6.1 Synthèse des enjeux.....81

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Introduction

L'élaboration et la révision du schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage sont réglementées par les lois 2000-614 du 5 juillet 2000 et 2018-957 du 7 novembre 2018 relatives à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites. L'article 1 de la loi du 5 juillet 2000 prévoit que les schémas font l'objet d'un processus de révision au moins tous les six ans.

La politique d'accueil, d'habitat et d'accompagnement des gens du voyage en Meurthe-et-Moselle est encadrée par le **Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage de la Meurthe-et-Moselle (SDAHGV).** Le SDAHGV en cours (2019-2024) arrivant à échéance, le schéma doit être révisé pour les 6 prochaines années.

Le SDAHGV, prévu par la loi du 5 juillet 2000, encadre la création des aires d'accueil, de grands passages, la mise en œuvre des solutions de sédentarisation pour les gens du voyage ainsi que les dispositifs d'accompagnement social et éducatif.

Le SDAHGV a vocation à programmer pour une période de 6 ans, par secteur géographique :

- des **équipements publics d'accueil** (aires permanentes d'accueil, aires de grand passage)
- des **équipements à usage privatif d'habitat** (terrains familiaux locatifs)
- des **actions à caractère social**

Cette programmation est effectuée à partir d'une **évaluation préalable des besoins et de l'offre existante** notamment de la **fréquence et la durée des séjours des gens du voyage**, de **l'évolution de leur mode de vie** et de leur **ancrage**, de la **scolarisation des enfants**, de **l'accès aux soins** et de **l'exercice des activités économiques** (art 1-II de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000).

La révision du SDAHGV 2019-2024 doit permettre de définir les orientations stratégiques et actualiser les obligations des collectivités, en tenant compte des besoins constatés, du contexte de sédentarisation croissante des populations de voyageurs et des problématiques des territoires. Le nouveau schéma, dans la continuité du précédent, doit trouver le juste équilibre entre les droits et les devoirs réciproques des gens du voyage et des collectivités territoriales, et fixer des obligations soutenables et proportionnées aux besoins des populations.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

1. Le cadre juridique de mise en œuvre du schéma

1.1. Les textes de référence

La loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil des gens du voyage modifiée par la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 Égalité Citoyenneté et par la loi n°2018-957 du 07 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites fixe le cadre de la politique publique.

- Le Préfet et le Président du Conseil départemental doivent élaborer un schéma départemental d'accueil qui prévoit les obligations à la charge des collectivités territoriales pour l'accueil des gens du voyage.
- Les modalités d'aménagement et de fonctionnement des aires permanentes d'accueil, des aires de grand passage et des terrains familiaux locatifs, ont été précisés par les décrets n°2019-171 du 5 mars 2019 et n°2019-1478 du 26 décembre 2019.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOtre) renforce le degré d'implication des intercommunalités en leur attribuant de nouvelles compétences et a rendu la compétence « aménagement, entretien et gestion des aires des gens du voyage » obligatoire pour les EPCI depuis le 01 janvier 2017.

La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité la citoyenneté est venue favoriser la prise en compte de la sédentarisation dans le mode de vie des gens du voyage par l'intégration des besoins au sein des Programmes locaux de l'habitat (PLH) et des Plans Départementaux d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD), et des prescriptions inscrites au schéma départemental d'accueil des gens du voyage.

La loi n°2018-957 du 7 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites clarifie les conditions dans lesquelles les communes et EPCI remplissent leurs obligations au titre du schéma départemental. Elle crée, pour les gens du voyage, une obligation d'information préalable des autorités publiques concernant les grands passages de plus de 150 caravanes. La loi prévoit par ailleurs, sous conditions, l'extension au maire de toute commune dotée d'une aire d'accueil, de terrains familiaux locatifs ou d'une aire de grand passage conformes aux prescriptions du schéma départemental, du pouvoir d'interdire le stationnement illicite de résidences mobiles hors des aires et terrains prévus à cet effet, même dans le cas où l'EPCI auquel elle appartient n'a pas rempli l'ensemble de ses obligations.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

1.2. Le périmètre du schéma

La loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 (article 1, paragraphe II) prévoit, au vu d'une évaluation préalable des besoins et de l'offre existante :

- L'élaboration d'un schéma départemental, par l'État et le Conseil départemental, qui prévoit les secteurs géographiques d'implantation et les communes où doivent être réalisés :
    - **Des aires permanentes d'accueil,** ainsi que leur capacité : accessibles tout au long de l'année, elles sont destinées à l'accueil des voyageurs itinérants, dont les durées de séjour dans un même lieu sont variables et peuvent aller jusqu'à 3 mois consécutifs (jusqu'à 10 mois à titre dérogatoire) ;

    - **Des aires de grand passage** destinées à l'accueil des gens du voyage se déplaçant collectivement à l'occasion des rassemblements traditionnels ou occasionnels, pouvant accueillir des groupes constitués de 50 à 200 caravanes pour une courte étape (de quelques jours à une quinzaine de jours). Il s'agira de préciser la capacité et les périodes d'utilisation de ces aires.

    - **Des terrains familiaux locatifs** aménagés et implantés selon les conditions prévues à l'article L. 444-1 du Code de l'urbanisme et destinés à l'installation prolongée de résidences mobiles, le cas échéant dans le cadre des mesures définies par le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées en Meurthe-et-Moselle (PDALHPD) destinés à l'accueil des voyageurs qui souhaitent disposer d'un ancrage territorial et séjourner sans limitation de durée sans pour autant renoncer au voyage une partie de l'année.

- Le schéma départemental définit aussi les conditions dans lesquelles **l'État intervient pour assurer le bon déroulement des rassemblements traditionnels ou occasionnels et des grands passages.**

- Les **communes de plus de 5 000 habitants figurent obligatoirement au schéma** départemental.

Le schéma départemental définit par ailleurs la nature des **actions à caractère social destinées aux gens du voyage.**

Le Conseil départemental est copilote du schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage aux côtés du représentant de l'État dans le département, d'après l'article 1-III de la loi Besson. Le Conseil départemental, en tant que chef de file de l'action sociale, porte le volet social du schéma. L'insertion professionnelle, la santé, la scolarisation et l'accès aux droits constituent les volets obligatoires d'un schéma départemental (article 1-II de la loi Besson). Le Conseil départemental porte ces actions aux côtés d'autres partenaires notamment l'Éducation Nationale (DSDEN), l'Agence Régionale de Santé, France Travail, la Caisse d'Allocations Familiales.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

1.3. L'organisation des compétences

Les communes

- La loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 prévoit dans son article 2.I que les communes figurant au schéma départemental et les EPCI compétents sont tenus, dans un délai de deux ans suivant la publication de ce schéma, de participer à sa mise en œuvre. Elles le font en mettant à la disposition des gens du voyage les prescriptions du schéma départemental sur leurs territoires en matière de :
  - aires permanentes d'accueil aménagées et entretenues,
  - terrains familiaux locatifs
  - aires de grand passage

Les EPCI

- Un EPCI chargé de mettre en œuvre les dispositions du schéma départemental **peut également contribuer financièrement à la création, l'aménagement et à l'entretien d'aires permanentes d'accueil aménagées et entretenues, de terrains familiaux locatifs et d'aires de grand passage**, dans le cadre de **conventions entre établissements publics de coopération intercommunale**.

- Ainsi un **EPCI compétent pour mettre en œuvre les dispositions du schéma départemental peut retenir un terrain d'implantation pour une aire permanente d'accueil, une aire de grand passage ou un terrain familial locatif situé sur le territoire d'une autre commune membre** que celle figurant au schéma départemental à la condition qu'elle soit incluse dans le **même secteur géographique** d'implantation prévu par le schéma départemental.

1.4. Les territoires concernés par le schéma en Meurthe-et-Moselle

Le recensement de la population totale en 2021 indique que sur les 591 communes Meurthe-et-Mosellanes, 32 enregistrent plus de 5 000 habitants (Insee, 2021) et sont donc prescrites au futur schéma. Elles se localisent principalement autour de Nancy, dont l'aire d'attraction s'étend sur les bassins de vie de Toul, Lunéville et Pont-à-Mousson. Deux nouvelles communes de la Métropole du Grand Nancy ont atteint le seuil de 5 000 habitants et sont donc nouvellement inscrites au SDAHGV 2026-2032 : **Pulnoy** et **Seichamps**.

Aussi, si l'on observe les communes qui se rapprochent du seuil de 5000 habitants, en ciblant celles situées entre 4 500 et 5 000 habitants, on remarque que la commune de Blénod-lès-Pont-à-Mousson (CC du Bassin de Pont-à-Mousson), accueille 4 645 habitants avec une croissance annuelle de +0,30 % sur la période 2015-2021. Cette dernière a déjà accueilli des grands passages en 2024 et 2025 sur son AGP provisoire.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

EPCI	Communes	Population totale 2021	Variation annuelle (2021-2015)
Métropole du Grand Nancy	Seichamps	5 141	+ 1,12
	Pulnoy	5 144	+ 2,35
	Heillecourt	5 377	- 0,70
	Ludres	6 081	- 0,75
	Laneuveville-devant-Nancy	6 551	+ 0,06
	Malzéville	7 927	- 0,10
	Essey-lès-Nancy	8 782	+ 0,14
	Tomblaine	9 019	+ 0,98
	Jarville-la-Malgrange	9 374	+ 0,18
	Maxéville	9 921	- 0,28
	Saint-Max	10 073	+ 0,42
	Laxou	14 671	+ 0,43
	Villers-lès-Nancy	14 761	+ 0,29
	Vandœuvre-lès-Nancy	29 537	- 0,22
	Nancy	104 260	- 0,14
Communauté de communes du Bassin de Pompey	Liverdun	5 694	- 0,96
	Frouard	6 511	- 0,32
	Champigneulles	6 594	- 0,53
Communauté de communes du Bassin de Pont-à-Mousson	Pont-à-Mousson	14 338	-0,64
Communauté de communes Terres Touloises	Toul	15 849	- 0,18
Communauté de communes du Territoire de Lunéville à Baccarat	Lunéville	17 755	- 1,14
Communauté de communes Mo-selle et Madon	Neuves-Maisons	6 619	- 0,72
Communauté de communes des Pays du Sel et du Vermois	Saint-Nicolas-de-Port	7 364	- 0,56
	Dombasle-sur-Meurthe	9 633	- 0,33
Communauté de communes Terre Lorraine du Longuyonnais	Longuyon	5 190	- 0,65
Communauté de communes Orne Lorraine Confluences	Homécourt	6 247	+ 0,24
	Jœuf	6 560	+ 0,11
	Val de Briey	7 996	- 0,61
	Jarny	8 130	- 0,36
Communauté de communes du Pays Haut Val d'Alzette*	Villerupt	10 069	+ 0,88
Communauté d'agglomération du Grand Longwy	Mont-Saint-Martin	9 202	+ 1,54
	Longwy	15 191	+ 0,85

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Dans une dynamique d'évolution démographique et de poursuite du SDAHGV 2026-2032 au-delà de la période, il est intéressant de noter que 3 communes se rapprochent du seuil de 5 000 habitants, sur deux EPCI déjà prescrits par le schéma : la CC du Bassin de Pont-à-Mousson et la CC du Bassin de Pompey.

EPCI	Communes	Population totale 2021	Variation annuelle (2021-2015)
Communauté de communes du Bassin de Pont-à-Mousson	Blénod-lès-Pont-à-Mousson	4 609	+ 0,30
	Dieulouard	4 739	- 0,120,120,120,12
Communauté de communes du Bassin de Pompey	Pompey	4 943	- 0,14

** sur les communes comprises sur le département 54*

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

2. La coordination du schéma avec les autres politiques publiques du territoire

Si le SDAHGV constitue le document de référence de la politique publique départementale concernant le public gens du voyage, d'autres politiques du champ social, de l'habitat et de l'aménagement du territoire sont intrinsèquement liées au schéma. Ces documents prévoient des actions de droit commun auxquelles les gens du voyage sont éligibles au même titre que n'importe quelle autre personne, et font parfois référence directement au SDAHGV.

Schéma	Période	Actions en lien avec le SDAHGV
Schéma Départemental de l'Habitat (SDH)	2022-2027	Action 9 : Co-construire avec les collectivités des réponses aux besoins liés à la sédentarisation des GDV
Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD)	2025-2031	Action A1 O1 F1 : Consolider l'offre de logements locatifs publics pour les ménages défavorisés ou ayant des besoins très spécifiques
Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne et Non-Décent (PDLHIND)	2023-2027	Lutte contre l'habitat indigne en lien avec les installations de groupes gens du voyage dans des conditions indignes et insalubres (non-raccordement aux fluides, auto-construction, etc.)
Schéma de Domiciliation	2017-2022 *(en révision)*	Domiciliation des GDV en CCAS, CIAS ou chez Amitiés Tsiganes
Schéma d'Action sociale de proximité (ASP)	2024-2028	Action 3 : s'appuyer sur la fonction d'expertise des travailleurs sociaux pour construire avec la personne son parcours et le cas échéant, l'orienter vers le partenaire le plus adéquat pour sa mise en œuvre

De plus, le département est couvert par des politiques locales de l'habitat :

- 2 Plans Locaux de l'Habitat (PLH)
- 7 Plans Locaux d'Urbanisme intercommunal et de l'Habitat (PLUiH) exécutoires ou en cours d'élaboration,
- 1 Plan Métropolitain de l'Habitat pour la Métropole du Grand Nancy.

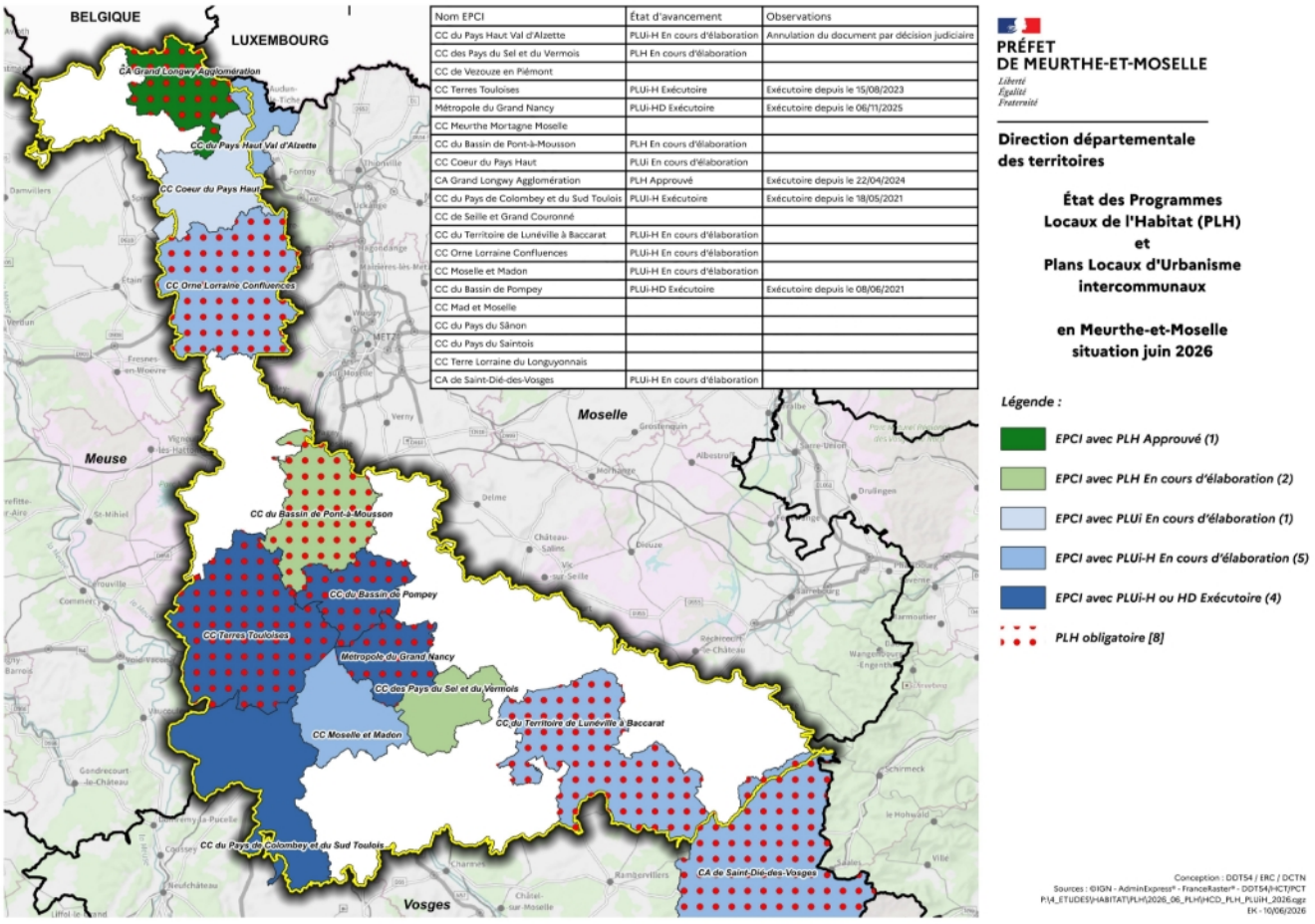
Ces documents doivent être en conformité avec le SDAHGV.

EPCI	PLH
CC de Seille et Grand Couronné	
CC de Vezouze en Piémont	
CC des Pays du Sel et du Vermois	Sans PLH exécutoire depuis novembre 2023, PLH non obligatoire. Nouveau PLH en cours d'élaboration.
CC du Bassin de Pompey	1er PLUiH(D) exécutoire depuis le 08/06/2023
CC du Bassin de Pont-à-Mousson	3e projet de PLH en élaboration, sans PLH exécutoire depuis mars 2024
CC du Pays de Colombey et du Sud Toulois	1er PLUiH exécutoire depuis le 18/05/2021
CC du Pays du Saintois	
CC du Pays du Sânon	
CC du Pays Haut Val d'Alzette	Annulation du PLUiH par décision judiciaire

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

CC du Territoire de Lunéville à Baccarat	2e PLUiH en cours d'élaboration
CC Mad et Moselle	
CC Meurthe Mortagne Moselle	
CC Moselle et Madon	Sans PLH exécutoire depuis février 2023, PLH non obligatoire, PLUiH en cours d'élaboration
CC Orne Lorraine Confluences	1er PLUiH en cours d'élaboration
CC Cœur du Pays Haut	PLUi en cours d'élaboration
CC Terre Lorraine du Longuyon-nais	
CC Terres Touloises	PLUiH exécutoire depuis le 15/08/2023
CA du Grand Longwy	2ème PLH exécutoire depuis le 22/04/2024
CA de Saint-Dié-des-Vosges	1er PLUiH en cours d'élaboration
Métropole du Grand Nancy	PLUiHD exécutoire depuis le 06/11/2025



Nom EPCI	État d'avancement	Observations
CC du Pays Haut Val d'Alzette	PLUi-H En cours d'élaboration	Annulation du document par décision judiciaire
CC des Pays du Sel et du Vermois	PLH En cours d'élaboration	
CC de Vezouze en Piémont		
CC Terres Touloises	PLUi-H Exécutoire	Exécutoire depuis le 15/08/2023
Métropole du Grand Nancy	PLUi-HD Exécutoire	Exécutoire depuis le 06/11/2025
CC Meurthe Mortagne Moselle		
CC du Bassin de Pont-à-Mousson	PLH En cours d'élaboration	
CC Coeur du Pays Haut	PLUi En cours d'élaboration	
CA Grand Longwy Agglomération	PLH Approuvé	Exécutoire depuis le 22/04/2024
CC du Pays de Colombey et du Sud Toulois	PLUi-H Exécutoire	Exécutoire depuis le 18/05/2021
CC de Seille et Grand Couronné		
CC du Territoire de Lunéville à Baccarat	PLUi-H En cours d'élaboration	
CC Orne Lorraine Confluences	PLUi-H En cours d'élaboration	
CC Moselle et Madon	PLUi-H En cours d'élaboration	
CC du Bassin de Pompey	PLUi-HD Exécutoire	Exécutoire depuis le 08/06/2021
CC Mad et Moselle		
CC du Pays du Sânon		
CC du Pays du Saintois		
CC Terre Lorraine du Longuyonnais		
CA de Saint-Dié-des-Vosges	PLUi-H En cours d'élaboration	

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

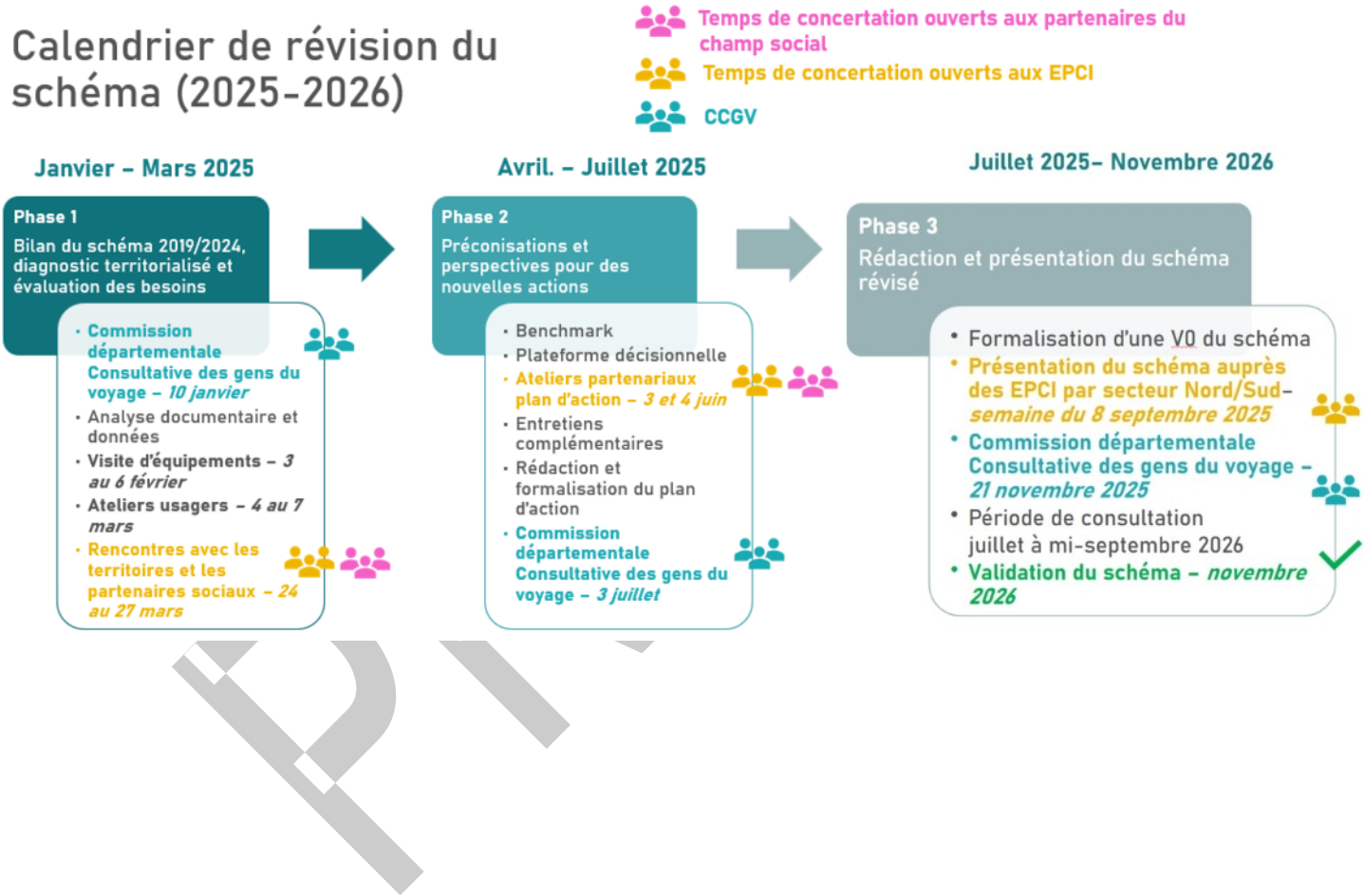
3. La méthodologie de révision du schéma

La révision du schéma a été lancée le 10 janvier 2025 au cours de la commission départementale consultative des gens du voyage. Trois étapes clés rythment cette révision :

- **Phase 1** : Bilan du schéma 2019/2024, diagnostic territorialisé et évaluation des besoins, présentés dans le présent rapport
- **Phase 2** : Préconisations et perspectives pour des nouvelles actions
- **Phase 3** : Rédaction et présentation du schéma révisé

A chacune des étapes, les partenaires (EPCI, associations, usagers, gestionnaires, services de l'État et du département, acteurs du champ social) ont été concertés dans le cadre d'entretiens, d'un questionnaire, d'ateliers usagers, territoriaux et thématiques, ainsi que durant les visites d'équipements, qui se sont déroulées au début du mois de février 2025.

Il a été proposé le calendrier suivant :



Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

4. Quelques repères géographiques spécifiques à la Meurthe-et-Moselle

La **Meurthe-et-Moselle** est un département du Grand Est, situé entre la Meuse à l'ouest, la Moselle à l'est et les Vosges au sud. Son relief est marqué par des plateaux calcaires, des vallées fluviales et des collines.

Les paysages et l'eau en Meurthe-et-Moselle
(Données IGN, Conseil général de Meurthe-et-Moselle, mai 2011)

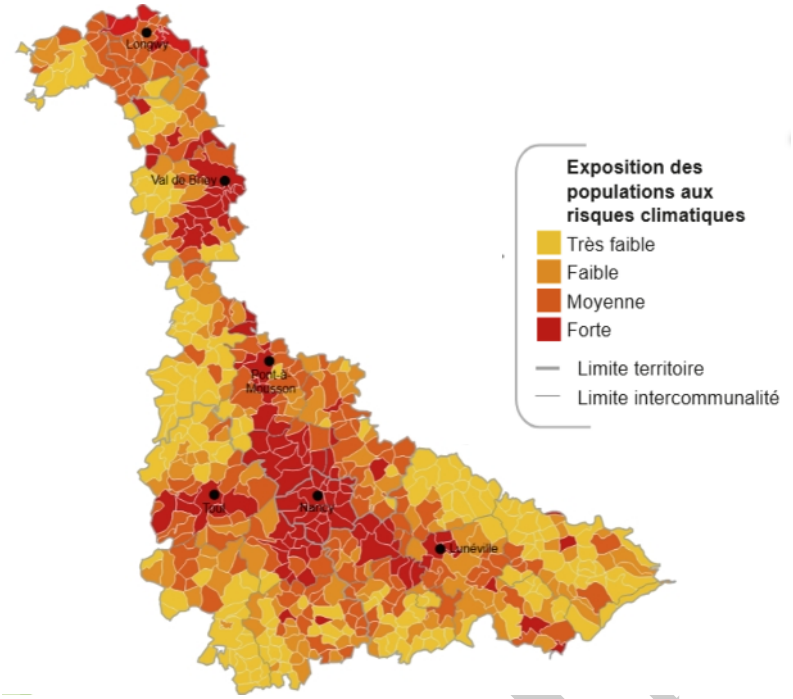


Des risques naturels :

- **Inondations :** Les principales zones inondables se trouvent le long des rivières Meurthe, Moselle et Chiers, qui connaissent des crues périodiques, notamment en hiver et au printemps.
- **Glissements de terrain :** Le sud du département, particulièrement autour de Nancy et du plateau lorrain, est sujet à des instabilités du sol en raison des caractéristiques géologiques.
- **Effondrements miniers :** Le territoire est marqué par un passé minier important (fer, sel, charbon) qui a fragilisé le sous-sol, entraînant des risques d'affaissements, faisant l'objet de 15 Plans de Prévention des Risques Miniers approuvés notamment à Longwy, Val de Briey, Jœuf, Neuves-Maisons, Varangéville et Einville au Jard.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Exposition aux risques climatiques (Atlas départemental 2023, DDT)



La Meurthe-et-Moselle a été un bastion industriel au XIXe et XXe siècle avec la sidérurgie et les mines de fer autour de Longwy, Val de Briey et Pont-à-Mousson. Le déclin industriel a laissé des friches, mais aussi des reconversions vers des activités tertiaires et technologiques, notamment à Nancy et Toul. De nombreux anciens sites industriels sont aujourd'hui inoccupés, notamment dans le Pays-Haut (Longwy, Villerupt, Jœuf, Herserange) et la vallée de la Moselle (Pont-à-Mousson, Neuves-Maisons).

Cela soulève des enjeux de reconversion de ces friches mais aussi de dépollution (135 sites pollués ou potentiellement pollués recensés par l'inventaire Basol en 2023 *(Source : Atlas départemental 2023, DDT)*), dans un contexte de pression foncière particulièrement prégnant dans le nord du département, à la frontière avec le Luxembourg et la Belgique.

En effet, l'extrême nord du département, notamment le Pays-Haut autour de Longwy, Villerupt et Mont-Saint-Martin, connaît un important flux de travailleurs transfrontaliers. Chaque jour, plusieurs dizaines de milliers de Meurthe-et-Mosellans traversent la frontière, attirés par les salaires élevés du Luxembourg, bien plus avantageux que ceux de la France. Ce phénomène a des répercussions directes sur le territoire, notamment en termes de pression foncière et immobilière, où la demande de logements ne cesse de croître.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

5. Le public ciblé par le SDAHGV

5.1 Les gens du voyage, entre modes de vie pluriels et besoins spécifiques

Voyageurs, gens du voyage, citoyens français itinérants… Présents depuis plus de 6 siècles en France, les «gens du voyage» représenteraient aujourd'hui **entre 350 000 et 400 000 personnes en France. D'origines culturelles et ethniques diverses** (Manouches, Gitans, Tsiganes ou Roms d'Europe de l'Est, Yéniches…), les gens du voyage en France sont majoritairement de **nationalité française.**

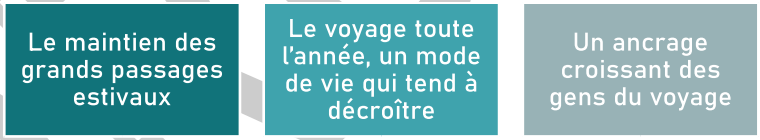
La loi du 5 juillet 2000 définit les « gens du voyage » comme des personnes « dont l'habitat traditionnel est constitué de résidences mobiles installées sur des aires d'accueil ou des terrains prévus à cet effet. » Une **« résidence mobile »** est un « véhicule terrestre habitable qui conserve des moyens de mobilité et que le code de la route n'interdit pas de faire circuler. » (décret du 26 décembre 2019).

Itinérants ou sédentaires, les gens du voyage se caractérisent par :

- Un mode d'habitat privilégié en caravane ;
- Un sentiment d'appartenance au monde du voyage ;
- Un mode de vie en famille élargie avec un attachement fort à la vie en communauté.

Ces dernières années, la place du voyage a évolué dans le mode de vie des gens du voyage avec une sédentarisation croissante de nombreux groupes. En France, on comptabilise environ ⅓ de sédentaires, ⅓ de semi-sédentaires, et ⅓ de nomades (source : Le défenseur des droits). En Meurthe-et-Moselle aussi, ce phénomène de sédentarisation se vérifie, mais n'exclue pas le maintien d'un attachement au mode de vie en caravane ni à l'itinérance de certains groupes.

L'enquête menée par Habitat et Territoires Conseil en 2025 a permis d'identifier, voire de confirmer 3 constats :



Plus globalement, les gens du voyage sont un public aux modes de vie et besoins spécifiques.

Il est possible d'identifier différents types de groupes issus des communautés des gens du voyage :

- Les **« itinérants »**, dont le mode de vie tend à décroître, qui continuent de voyager sur un territoire plus ou moins vaste et s'installent sur les aires permanentes d'accueil, principalement durant l'automne et l'hiver pour une durée de 6 à 9 mois. En été, ils quittent le territoire et rejoignent des grands passages.
- Les **« sédentarisés »**, disposant d'un lieu de vie fixe, en conformité ou non avec les documents d'urbanisme, sur des terrains dont ils sont propriétaires ou locataires. Les qualifier de sédentaires ne signifie pas qu'ils ne voyagent plus mais seulement qu'ils ont un territoire de vie pérenne.
- Les **« groupes ancrés territorialement »** mais forcés à l'itinérance ou à stationner dans des conditions et localités précaires, sans parcelle désignée (non-raccordement

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

aux fluides, localisation en zones soumises à des risques, etc.). Ils transitent sur un territoire restreint sans solution d'habitat pérenne.

5.2 Un vieillissement de la population gens du voyage, suivant les courbes démographiques nationales

Un cinquième de la population de Meurthe-et-Moselle est âgé de 65 ans ou plus, un chiffre en constante augmentation, à l'instar des dynamiques nationales (Insee, 2021). Le Lunévillois est le territoire le plus vieillissant du département, avec 22,5 % de sa population ayant plus de 65 ans. Le Grand Nancy reste plus jeune en raison de sa population étudiante. Le territoire de Longwy (près de la frontière luxembourgeoise) est relativement moins concerné, car il attire une population plus jeune et active.

Le vieillissement des gens du voyage est un enjeu crucial. Il est en effet de coutume que les familles préfèrent s'occuper de leurs aînés plutôt que d'envisager l'accueil en EHPAD. Aussi, l'accès aux soins et l'accompagnement social est un enjeu à considérer, en particulier pour les personnes vieillissantes.

Le schéma départemental pour l'autonomie 2023-2028 prévoit notamment de *Permettre à toutes les personnes en perte ou en manque d'autonomie de vivre dans un logement adapté en favorisant un accompagnement de leur parcours résidentiel.*

Pour les aires d'accueil, la législation prévoit que les équipements dédiés aux gens du voyage prennent en compte cette perte d'autonomie, liée à l'âge ou non. Ainsi, sur les aires permanentes d'accueil, « au moins un bloc sanitaire et 20 % des blocs sanitaires de l'aire doivent être accessibles aux personnes en situation de handicap. ». Sur les terrains familiaux locatifs, « la pièce destinée au séjour et le bloc sanitaire doivent être accessibles aux personnes en situation de handicap. »[1].

PROJET

[1] Décret n° 2019-1478 du 26 décembre 2019 relatif aux aires permanentes d'accueil et aux terrains familiaux locatifs destinés aux gens du voyage et pris pour l'application de l'article 149 de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Partie 1 : Évaluation, diagnostic et perspectives

Le Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage (SDAHGV) 2019-2024 de la Meurthe-et-Moselle prévoyait 5 axes et 15 actions.

Axe 1 : Le grand passage

1.1. Mettre en œuvre les prescriptions du schéma en matière de grand passage

1.2. Organiser et coordonner les grands passages. Mettre en place un médiateur départemental ainsi qu'un outil partagé de suivi des stationnements

1.3. Conforter, améliorer les aménagements et les équipements des terrains de grand passage. Formaliser les conditions et critères d'accueil de ces aires

Axe 2 : L'accueil permanent

2.1. Mettre en œuvre les prescriptions du schéma en matière d'aires d'accueil

2.2. Conforter et partager la connaissance technique des aires permanentes d'accueil. Conforter, améliorer les équipements existants

2.3. Harmoniser le fonctionnement des aires d'accueil, construire un référentiel commun

Axe 3 : La sédentarisation

3.1. Mieux connaître le nombre et les besoins des ménages sédentarisés sur le département
3.2. Améliorer l'accompagnement des ménages sédentarisés
3.3. Développer une politique ambitieuse d'habitat adapté

Axe 4 : L'accompagnement socio-éducatif

4.4. Poursuivre et approfondir les mesures en faveur de la scolarisation
4.2. Développer les mesures en faveur de la prévention et de l'accès à la santé
4.3. Mettre en place des projets socio-éducatifs dans les EPCI dotés d'aires d'accueil
4.4. Favoriser l'accès aux droits et à la domiciliation
4.5. Favoriser l'activité économique et l'insertion professionnelle

Axe 5 : La gouvernance du schéma

5.1. Assurer un pilotage, une animation et un suivi régulier de l'exécution des dispositions et des prescriptions du schéma

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

1. Grands passages et stationnements illicites : la Meurthe-et-Moselle, un département fortement sollicité par les gens du voyage

1.1. Des grands passages soutenus face à une offre qui reste précaire : le grand passage et les stationnements liés aux grands passages

Le SDAHGV 2019-2024 fixait 3 grandes orientations sur le sujet des grands passages :

1.1. Mettre en œuvre les prescriptions du schéma en matière de grand passage

1.2. Organiser et coordonner les grands passages. Mettre en place un médiateur départemental ainsi qu'un outil partagé de suivi des stationnements

1.3. Conforter, améliorer les aménagements et les équipements des terrains de grand passage. Formaliser les conditions et critères d'accueil de ces aires

1.1.1. Une offre d'accueil dédiée aux grands passages qui reste fragile avec une majorité d'AGP provisoires – *état des lieux de l'offre*

- **Une absence de création d'aires permanentes depuis 2019**

Le schéma départemental 2019-2024 prescrivait la réalisation de sept aires de grand passage (AGP), représentant une capacité totale de 1 080 places. Parmi ces prescriptions figuraient deux projets mutualisés associant plusieurs EPCI, reposant sur des mécanismes de solidarité financière et foncière (dans le cas des AGP tournantes). Malgré ces objectifs, aucune nouvelle aire de grand passage permanente n'a été créée au cours de la période.

En 2024, les équipements recensés étaient soit antérieurs à l'adoption du schéma, soit mis en œuvre dans le cadre de dispositifs temporaires (aires provisoires ou tournantes). L'offre départementale permanente reposait ainsi en 2024 sur deux AGP pérennes, situées à Val de Briey (CC Orne Lorraine Confluences) et à Toul (CC Terres Touloises), auxquelles s'est ajoutée, une AGP tournante implantée à Frouard puis à partir de 2023 à Rosières-aux-Salines. D'une capacité de 200 places, supérieure aux 150 places prescrites par le schéma, cette dernière était portée conjointement par la CC Moselle et Madon, la CC des Pays du Sel et du Vermois et la CC du Bassin de Pompey.

Au total, cette offre représentait théoriquement une capacité comprise entre 350 et 430 places. Cette capacité doit être nuancée :

- L'AGP de Val de Briey, d'une capacité de 80 places, est entièrement occupée par des ménages sédentarisés et ne peut plus remplir sa vocation d'accueil des grands passages. Depuis sa création en 2006, elle n'a d'ailleurs jamais pleinement répondu à cet objectif, en raison de son occupation durable mais également de caractéristiques peu adaptées aux attentes des voyageurs.
- L'AGP de Toul constitue le principal équipement permanent mobilisable du département. D'une capacité de 150 places, elle joue également un rôle stratégique du fait de sa proximité avec l'agglomération nancéienne. Des dynamiques de collaboration sont d'ailleurs menées entre la Métropole et la CC Terres Touloises pour l'accueil des grands passages, en raison de sa localisation, à 20 minutes de Nancy.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

- L'AGP de Rosières-aux-Salines a permis l'accueil de groupes chaque année, mais a également fait l'objet de dégradations et d'occupations illicites ayant nuit à son bon fonctionnement, en raison de sa configuration difficile à sécuriser.
- Par ailleurs, les quatre autres prescriptions du schéma n'ont été satisfaites qu'au moyen d'AGP provisoires, déployées en 2024 sur les territoires de la CC du Territoire de Lunéville à Baccarat, de la CA du Grand Longwy, de la CC du Bassin de Pont-à-Mousson et de la Métropole du Grand Nancy.

- **Une offre largement dépendante de dispositifs temporaires**

L'absence de nouvelles aires permanentes a conduit les collectivités à s'appuyer principalement sur des AGP tournantes et/ou provisoires pour répondre aux besoins d'accueil.

Si ces solutions permettent de disposer ponctuellement de capacités supplémentaires, elles présentent une fragilité intrinsèque. Leur maintien dépend en effet de la disponibilité de terrains adaptés et de la capacité des EPCI et communes à renouveler régulièrement les autorisations et les aménagements nécessaires.

Cette situation a généré également une forte pression sur les EPCI concernés, qui doivent identifier des fonciers compatibles avec les contraintes réglementaires tout en assumant des coûts parfois importants liés à la viabilisation, aux raccordements ou à la sécurisation des sites. Les difficultés rencontrées dans le cadre des prescriptions mutualisées illustrent cette fragilité. Sur le secteur de la couronne nancéienne, la CC Moselle et Madon, la CC des Pays du Sel et du Vermois et la CC du Bassin de Pompey se relaient pour assurer la mise à disposition d'une AGP tournante. Si la CC des Pays du Sel et du Vermois a pu accueillir cette mission de 2023 et 2024 grâce à un terrain situé à Rosières-aux-Salines qui devrait à terme être réaffecté à l'extension d'une zone d'activités économiques.

Une situation comparable a été observée sur le territoire regroupant la CA du Grand Longwy, la CC Terre Lorraine du Longuyonnais et la CC du Pays Haut Val d'Alzette. Seule la CA du Grand Longwy a proposé une aire provisoire. Son agrément en 2024 a toutefois été conditionné à plusieurs adaptations (études, mise à jour du Plan Communal de Sauvegarde, ...) liées notamment à des contraintes inhérentes à sa localisation.

- **Une lisibilité limitée pour les groupes de voyageurs**

Au-delà des difficultés de mise en œuvre, le caractère temporaire de ces dispositifs a été nuisible à la visibilité de l'offre départementale. Le changement régulier des sites ou leur ouverture ponctuelle ont compliqué leur identification par les groupes de voyageurs. Ainsi, lors de sa première année de fonctionnement, l'AGP tournante de Rosières-aux-Salines est restée largement méconnue, aucune demande d'accueil n'ayant été enregistrée. L'aire a donc été utilisée pour réorienter des groupes non prévus sur le département. Par ailleurs, les AGP provisoires présentent souvent des périodes d'ouverture plus courtes que les équipements permanents. En 2024, l'aire provisoire de la Métropole du Grand Nancy n'a ainsi ouvert qu'à partir du 23 juin, tandis que celle du Bassin de Pont-à-Mousson n'est entrée en fonctionnement que le 28 juillet. Ces délais réduisent les capacités d'accueil mobilisables durant la période de circulation la plus intense.

- **Des contraintes structurelles qui freinent la création d'équipements pérennes**

La rareté du foncier disponible constitue un premier obstacle. Les projets d'AGP entrent fréquemment en concurrence avec d'autres besoins de développement territorial ou avec les

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

objectifs de préservation des espaces agricoles et naturels. À cette contrainte s'ajoutent des caractéristiques physiques parfois défavorables : zones inondables, anciens bassins miniers, mouvements de terrain ou encore sols pollués limitent les possibilités d'implantation sur certains territoires. Enfin, les projets continuent de se heurter à des réticences locales, alimentées par des représentations parfois négatives et par les tensions générées par certaines situations de stationnement illicite.

- **Une situation à relativiser à l'échelle régionale**

Si le taux de réalisation des AGP permanentes en Meurthe-et-Moselle apparaît inférieur à celui de plusieurs départements du Grand Est, cette situation doit être mise en perspective avec le nombre de places prescrit par le schéma départemental 2019-2024. Avec un objectif de 1 080 places, la Meurthe-et-Moselle se distinguait par le volume de places à réaliser le plus important de la région, devant la Moselle (600 places), la Meuse (520 places), les Vosges (510 places), le Haut-Rhin (300 places) et le Bas-Rhin (160 places). Le niveau de réalisation atteint doit ainsi être apprécié au regard de cet objectif, qui reflète l'importance des flux de grands passages sur le territoire départemental.

Bilan de la réalisation des prescriptions du SDAHGV 2019-2024 en matière d'aires de grand passage

	Nombre d'équipements	Nombre de places
Prescriptions 2019-2024	7	1 080
Réalisations pérennes	2 AGP pérennes 1 AGP tournante	Entre 300 et 350 places pérennes ou tournantes fonctionnelles 80 places non fonctionnelles (Val de Briey)
Dont réalisées au cours du schéma	*0*	*0*
Réalisations provisoires	4 AGP provisoires	530

EPCI	Prescriptions Grand Passage (2019-2024)	Existant Grand Passage	Conformité au schéma
Communauté de communes des Pays du Sel et du Vermois	1 AGP de 150 places	**AGP tournante : 150 places**	✓
Communauté de communes du Bassin de Pompey			
Communauté de communes Moselle et Madon			
Communauté de communes du Bassin de Pont-à-Mousson	1 AGP de 150 places	AGP provisoire : 100 places	~ provisoire
Communauté de communes du Territoire de Lunéville à Baccarat	1 AGP de 150 places	AGP provisoire : jusqu'à 500 places (rassemblement régional)	~ provisoire
Communauté de communes Orne Lorraine Confluences	1 AGP de 200 places	**AGP permanente de Val de Briey : 80 places** *Capacité d'accueil gelée suite à l'occupation de l'AGP par des ménages*	✓

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

		sédentarisés	
Ommunauté d'agglomération du Grand Longwy Agglomération	1 AGP de 150 places	AGP provisoire : 200 places	~ provisoire
Communauté de communes Terre Lorraine du Longuyonnais		*L'AGP a été gérée et financée exclusivement par la CAGL*	~ provisoire
Communauté de communes du Pays Haut Val d'Alzette			~ provisoire
Communauté de communes Terres Touloises	1 AGP de 100 places	**AGP permanente Toul : entre 150 et 200 places**	✓
Métropole du Grand Nancy	1 AGP de 180 places	AGP provisoire : 200 places	~ provisoire

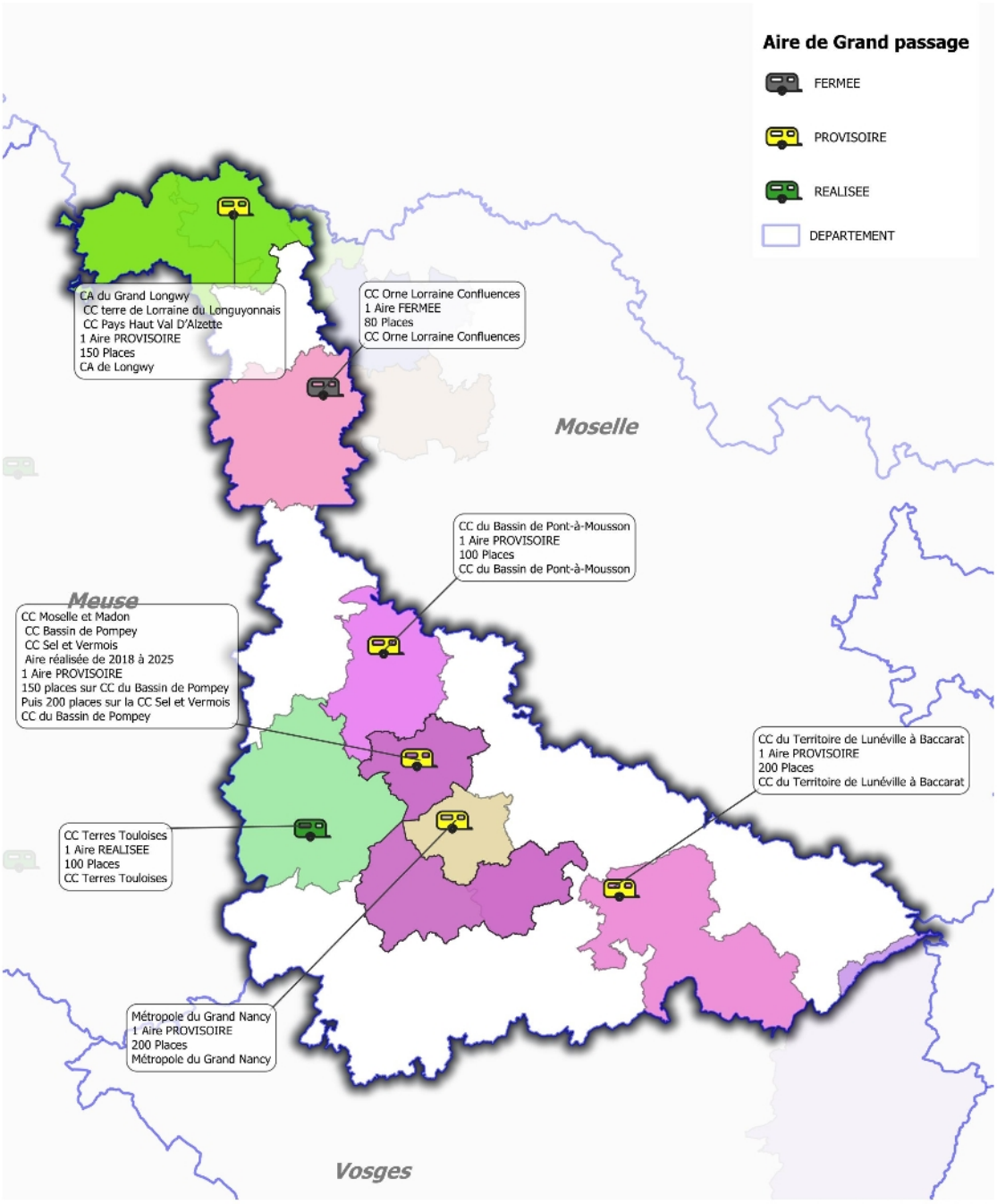
PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Liberté
Égalité
Fraternité

Aires de grand passage 2024



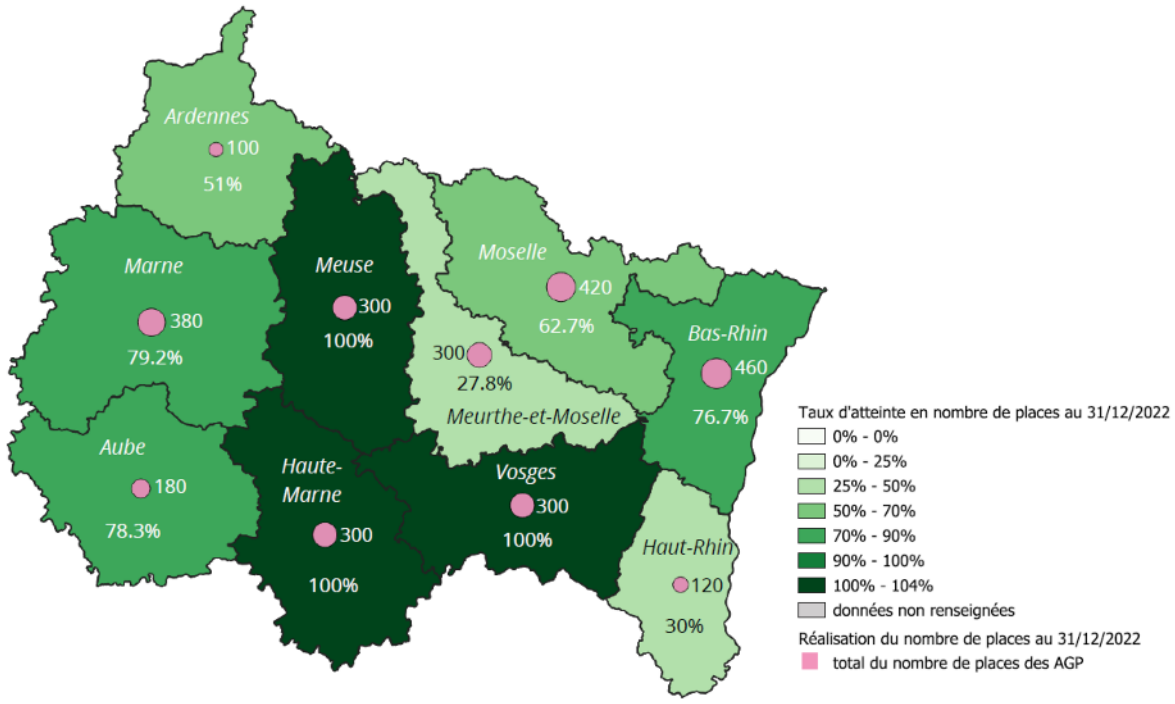
Conception : DDT54 / ADUR / VDT
Sources : ©IGN - AdminExpress©
P:\4_ETUDES\HABITAT\GENS_DU_VOYAGE\2026-04-gdv Aire_gdv_2026.qgz
JMC - 10/06/2026

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Nombre de places par habitant dans les départements voisins de la Meurthe-et-Moselle

Départements	Nombre de places	Nombre d'habitants	Nombre de places par habitant
Moselle	600	1 049 942	0,0006
Meuse	520	181 919	0,0029
Vosges	510	360 673	0,0014
Haut-Rhin	300	767 083	0,0004
Bas-Rhin	160	1 152 662	0,0001
Meurthe-et-Moselle	1 080	732 486	0,0015

Réalisation des prescriptions au 31/12/2022 des taux d'atteinte en nombre de places (%) et des nombres de places des aires de grands passages (AGP)



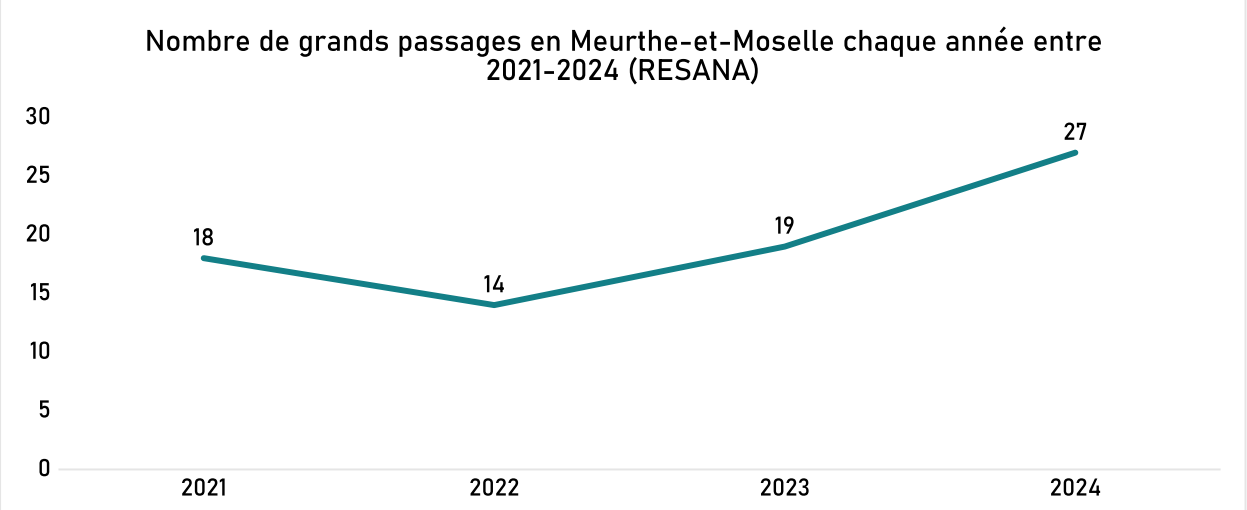
1.1.2. Un territoire fortement sollicité par les grands passages du Grand Est – *état des lieux des besoins*

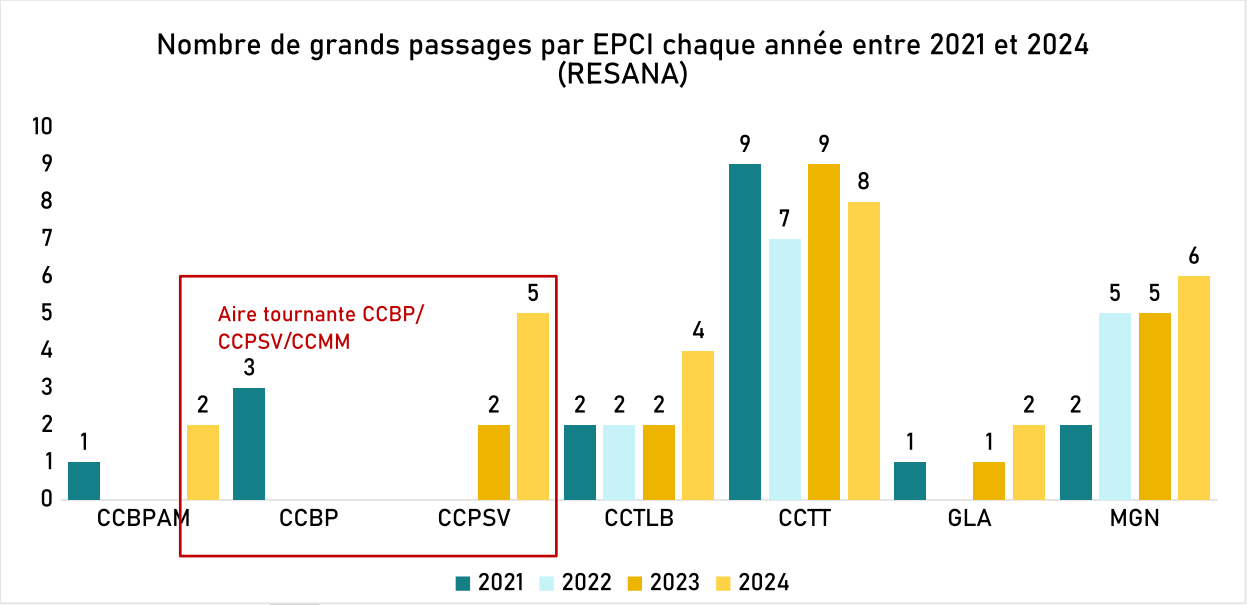
Les grands passages en Meurthe-et-Moselle sont principalement des missions évangéliques encadrées par l'association nationale Action Grand Passage. Ces missions en itinérance prennent place sur la période de mi-mai à mi-septembre, mais cette période peut varier légèrement, en fonction du rassemblement de clôture. Les groupes sont constitués de « noyaux durs » qui effectuent la totalité des périodes estivales et ces groupes sont rejoints dans les lieux où ils s'installent par des gens du voyage locaux. Pour cette raison, il est difficile d'évaluer avec exactitude la taille du groupe et il existe régulièrement un écart entre la taille du groupe annoncée et la taille réelle. Les groupes restent généralement entre 1 et 2 semaines sur un même terrain.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Un volume de grands passages qui se stabilise depuis 10 ans et qui se concentre sur le Sud du département

Sur la période 2021-2024, 78 grands passages ont été recensés. On constate une légère augmentation du nombre de grands passages, en passant de 18 grands passages en 2021 à 27 en 2024. Néanmoins, ces variations annuelles étaient également constatées lors du précédent schéma qui recensait entre 16 et 26 grands passages par an.





Deux secteurs du département accueillent les 2/3 des grands passages en 2024 :

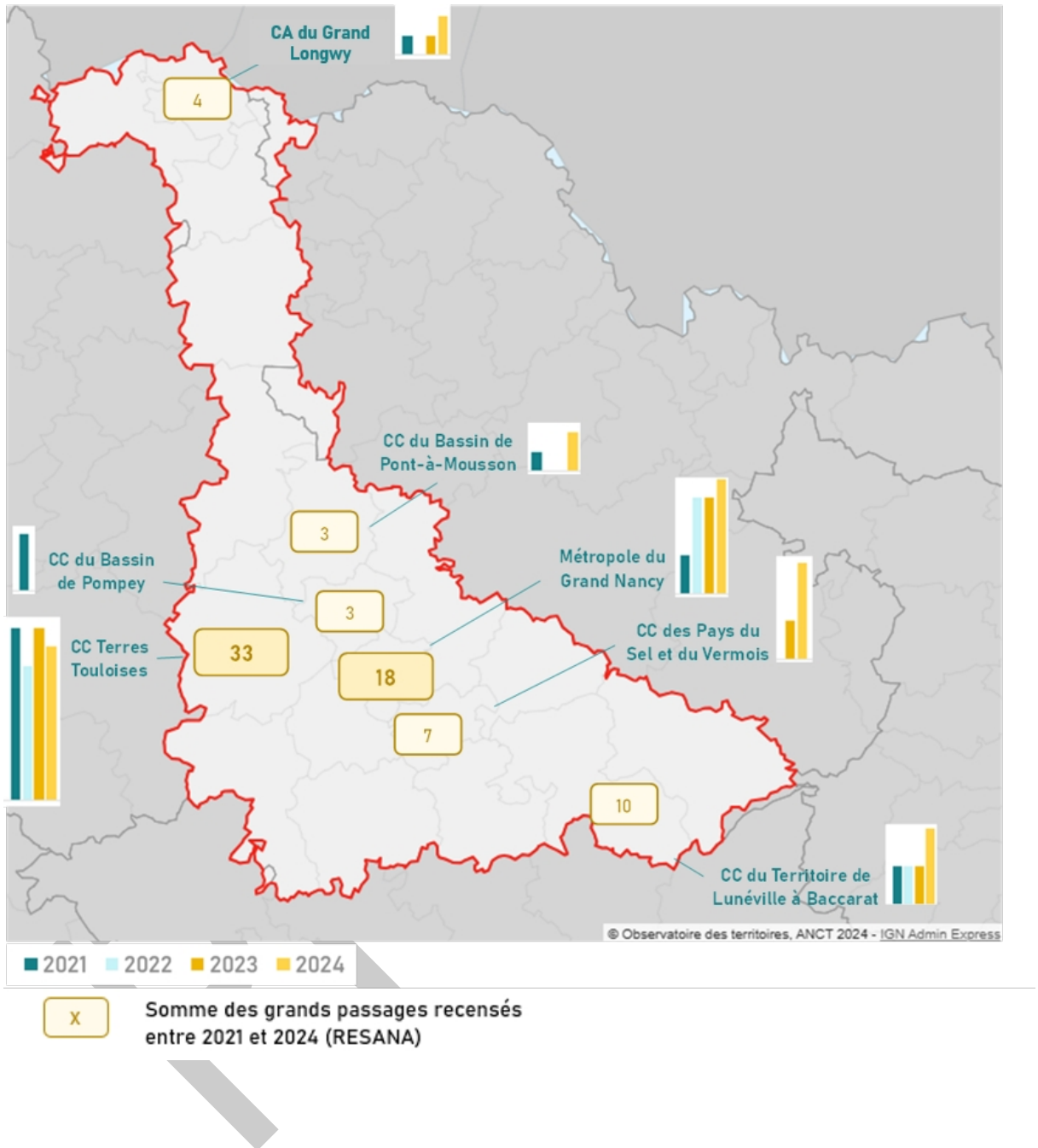
- la CC Terres Touloises, en lien avec la présence sur cet EPCI d'une des seules AGP permanentes du département, est la seule qui maintient sa vocation d'accueil ;
- la Métropole du Grand Nancy qui propose 1 AGP provisoire et les EPCI limitrophes qui proposent 1 AGP provisoire tournante, en lien avec l'attractivité de la Métropole.

Dans une moindre mesure, la CA du Grand Longwy et la CC du Territoire de Lunéville à Baccarat accueillent un volume stable de grands passages chaque année.

L'association Action Grand Passage indique que le département de la Meurthe-et-Moselle est une localisation recherchée par les grands passages itinérants dans le Grand Est. Sur le

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

département, les secteurs recherchés par les groupes du mouvement sont Nancy, Lunéville et Longwy.

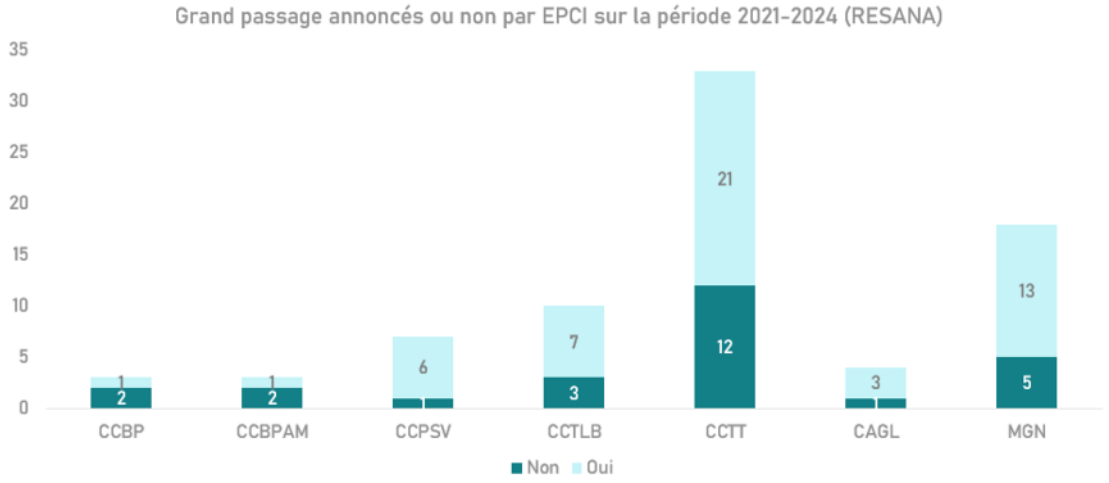


Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

La Meurthe-et-Moselle est également susceptible de voir son niveau d'accueil augmenter lorsque des rassemblements importants sont organisés sur des territoires voisins. Par exemple, en 2023, le rassemblement national à Grostenquin (Moselle) a induit un niveau d'affluence de gens du voyage très important sur la Meurthe-et-Moselle : 806 caravanes ont été recensées entre le 11 et le 28 août 2023 (contre 230 avant le 11 août), et 64 % de ces caravanes se sont installées illicitement. 3 conventions d'occupation temporaire (CC Pays du Saintois, CC Mad et Moselle et Métropole du Grand Nancy) et 3 mises en demeure ont été rédigées face à ces situations. A noter que si 2 de ces conventions étaient relatives à des grands passages, seule celle sur la métropole concernait un groupe local de petite taille. Ces situations soulignent l'importance d'une coordination régionale sur la gestion des grands passages. Le département des Vosges, dont le SDAHGV est en révision, dispose de deux AGP dont seulement une fonctionnelle (l'autre est goudronnée et inadaptée aux grands passages). De plus, aucune de ces aires ne fait 4 hectares. Ce faible taux d'équipements peut influer sur la fréquentation du département de la Meurthe-et-Moselle, davantage pourvu en équipements de grand passage.

- **Un accueil des grands passages complexifié par une asymétrie d'information communiquée par les groupes sur leur taille et leurs durées de séjour**

Sur les 77 grands passages recensés sur la période 2021-2024, 52 avaient préalablement été annoncés (à la préfecture ou aux EPCI et gestionnaires).



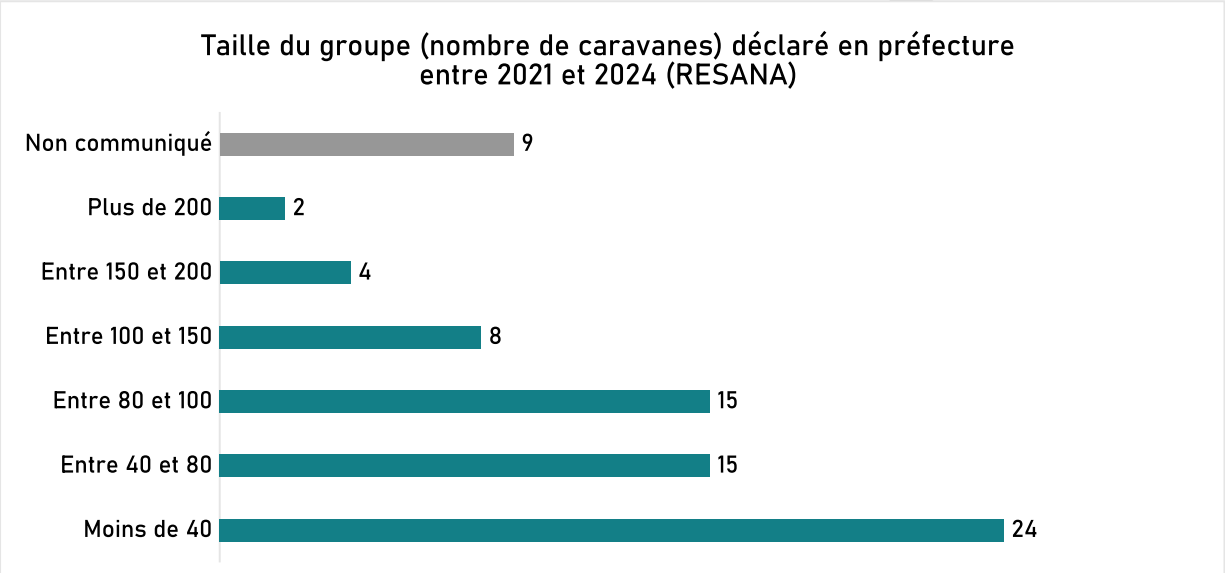
Ces groupes annoncés en préfecture étaient de tailles variables qui, de plus, évoluaient souvent en cours de séjours, à la baisse ou à la hausse par rapport aux prévisions. De plus, des groupes locaux stationnaient régulièrement en marge des grands passages, agrandissant les groupes au fur et à mesure du séjour. Ces mêmes groupes locaux ont eu tendance à prolonger leur présence au-delà des séjours des grands passages, gelant ainsi la capacité d'accueil de certaines aires.

Les groupes relevant du grand passage ont généralement séjourné sur des périodes de 1 à 3 semaines entre mai et fin septembre. Certains groupes séjournaient sur des durées plus courtes (quelques jours), d'autres sur des durées plus longues (1 mois).

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Sur les grands passages annoncés en préfecture sur la période 2021-2024 :

- un tiers d'entre eux étaient constitués de moins de 40 caravanes, et donc ne relevaient pas véritablement des grands passages au sens de la loi (les AGP accueillent en effet les groupes entre 50 et 200 caravanes). Néanmoins, sur le département, les AGP ont accueilli des groupes de plus petite taille, comme l'AGP de Blénod-les-Pont-à-Mousson qui a pu être utilisée pour des groupes à partir de 25 caravanes, ou encore l'AGP de Toul qui a accueilli en 2024 des groupes entre 7 et 20 caravanes ;
- un peu plus d'un tiers constitués de groupes entre 40 et 100 caravanes ;
- 20% des groupes étaient constitués de plus de 100 caravanes ;
- 9 groupes annoncés n'ont pas précisé en amont le nombre de caravanes.



A noter qu'à titre exceptionnel, l'AGP provisoire de l'aérodrome de Lunéville-Croismare a pu accueillir un rassemblement régional de 500 caravanes en 2024. Ce rassemblement régional a été programmé par l'association « Vie et Lumières ». Il s'est globalement bien déroulé, aucun incident n'ayant été relevé et les termes de la convention d'occupation ayant globalement été respectés.

La gestion des grands passages est souvent complexifiée dans la mesure où les groupes ne respectent pas toujours l'itinéraire initial annoncé, pour différentes raisons : les aires proposées par les EPCI ne correspondent pas à leurs attentes (localisation, niveau et qualité des équipements…), ou alors les AGP sont parfois occupées par des groupes locaux sédentaires, comme c'est le cas depuis 2019 sur l'AGP de Val de Briey. Enfin, certains groupes annulent leur venue au dernier moment ou modifient leurs dates de séjour. Ces imprécisions dans l'organisation des grands passages mettent à mal l'organisation au sein des EPCI et participent aux stationnements illicites en période estivale.

1.1.3. Une gestion des grands passages coordonnée mais des conditions d'accueil non harmonisées sur le département – *état des lieux de la gestion des grands passages*

- **Une coordination départementale et régionale facilitant la gestion des grands passages**

Depuis 2 ans, la coordination des grands passages est permise en partie par la création d'un poste de médiateur-coordinateur départemental, poste créé dans le cadre du schéma 2019-2024 et qui constitue une avancée dans la gestion des grands passages sur le département.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Le poste est rattaché au centre de gestion (CDG 54) de la fonction publique territoriale qui en assure la gestion administrative et qui est l'employeur de l'agent recruté.

Le financement du poste est proratisé entre chaque cocontractant comme suit :

- Préfecture de Meurthe-et-Moselle : 28,5 % (auxquels s'ajoute la mise à disposition de l'agent des moyens matériels nécessaires au bon déroulement de la mission)
- Conseil Départemental de Meurthe-et-Moselle : 28,5 %
- Métropole du Grand Nancy : 18,6 %
- Communauté d'agglomération du Grand Longwy : 4,5 %
- Communauté de communes Orne Lorraine Confluences : 3,8 %
- Communauté de communes Terres Touloises : 3,2 %
- Communauté de communes du Territoire de Lunéville à Baccarat : 3 %
- Communauté de communes du Bassin de Pont-à-Mousson : 2,9 %
- Communauté de communes du Bassin de Pompey : 2,9 %
- Communauté de communes Moselle et Madon : 2 %
- Communauté de communes des Pays du Sel et du Vermois : 2,1 %

L'agent mis à disposition est placé sous l'autorité hiérarchique du directeur de cabinet du préfet. Positionné au sein du bureau prévention et sécurité publique en préfecture, au cabinet, le médiateur assure des missions déclinées en 5 grands axes :

- **Coordination de l'accueil des grands passages** estivaux ;
- Recensement des **stationnements illicites** : recensement, mise à jour des outils de partage, information des parties sur les droits/obligations de chacun et des leviers d'actions à mobiliser ;
- **Médiation/information et appui-conseil aux collectivités** (informations juridiques et réglementaires…) ;
- Développement du **travail de réseau ;**
- Participation **aux instances du schéma départemental** d'accueil et d'habitat des gens du voyage.

Ses interventions s'effectuent en fonction des besoins et sur sollicitations des EPCI, des maires ou des particuliers. Le médiateur intervient principalement dans l'identification des problèmes et fait le lien entre les différentes parties afin de favoriser le dialogue et de trouver des solutions et compromis potentiels.

Si le poste de médiateur est reconnu tant par les EPCI que par les gens du voyage dans son objectif de coordonner les stationnements sur le département, les objectifs du poste n'ont pas été tous atteints :

- ✓ un travail en réseau avec les médiateurs régionaux ainsi que le pasteur de région a été développé, permettant d'assurer une coopération régionale. Par exemple, la médiatrice a été en contact avec le département de la Moselle mais aussi des Vosges, notamment dans le cadre du grand rassemblement à Lunéville.
- ✓ Une procédure unique de réponse des EPCI aux demandes d'accueil a été formalisée en 2023, sous la forme d'une réponse écrite. En effet, auparavant, les groupes de gens du voyage prenaient pour accord la non-réponse des EPCI à leurs demandes.
- ✓ Néanmoins, auprès des EPCI, les retours sont partagés sur la posture et la mobilisation du médiateur dans la gestion des stationnements sur le département :
  - Certains EPCI ont pu s'appuyer sur le médiateur pour gérer des stationnements illicites, en signant parfois des conventions d'occupation temporaire

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

- Certains EPCI n'ont pas noué de relations de travail satisfaisantes avec la médiatrice, bien que reconnaissant sa plus-value. Il convient de rappeler qu'un médiateur n'a pas de pouvoir coercitif.
- Certains EPCI n'ont pas noué des relations de travail satisfaisantes avec la médiatrice, avec des situations souvent non prises en charge, bien que le rôle d'un médiateur pour coordonner les stationnements illicites notamment soit reconnu par ces mêmes EPCI.

Plusieurs défis doivent être soulignés concernant ce poste : un poste nouvellement créé sur le département et donc récent, une posture d'interface entre les groupes de gens du voyage et les EPCI parfois délicate et un ETP unique sur un département très étiré (160 km entre Lunéville et Longwy par exemple), impliquant des déplacements fréquents et une difficulté parfois de réactivité dans les interventions sur site.

Par ailleurs, l'intégration du pasteur référent départemental pour les grands passages M. Sécula dans la création ainsi que dans gestion de l'AGP de Toul a permis la réalisation d'une aire en adéquation avec les besoins des groupes, ainsi qu'une gestion facilitée des grands passages. La coordination avec Action Grand Passage reste essentielle en amont et durant les grands passages.

- **Un outillage développé pour assurer le suivi des stationnements**

L'ensemble des stationnements sont recensés dans l'outil RESANA, accessible à tous les EPCI, ainsi qu'un tableau hebdomadaire à destination des sous-préfets. A cela s'ajoute le développement d'outils d'analyse de ces données.

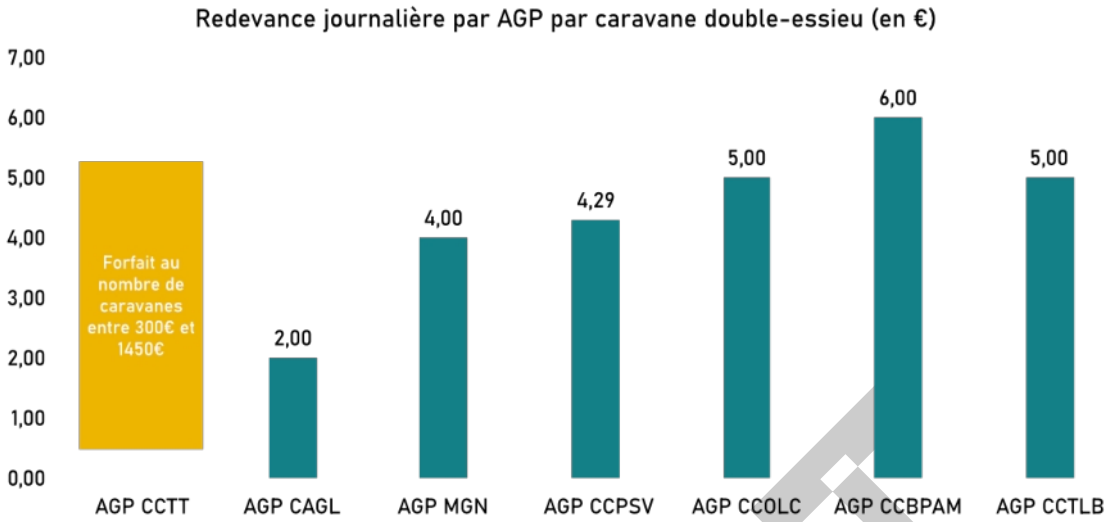
Un tableau de programmation prévisionnel des grands passages est mis en place par le médiateur, recueillant les demandes de grands passages ainsi que les avis des EPCI. Ce tableau permet d'assurer un suivi des grands passages, et une actualisation par territoire. Il est diffusé toutes les semaines aux sous-préfectures et aux forces de sécurité intérieure du département.

- **Des conditions d'accueil sur les aires de grand passage variables selon les territoires**

La moyenne tarifaire sur le département était de 4,63 € par jour par caravane double-essieu en 2024.Néanmoins, les tarifs pratiqués varient selon les aires, de 2 € à 6,50 € par jour. Sur l'une des aires de grand passage située à Toul, ,la redevance est calculée selon un mode de tarification différent, reposant sur un forfait hebdomadaire global dont le montant varie en fonction du nombre de caravanes accueillies. Les aires de Val de Briey, de Blénod-lès-Pont-à-Mousson et de Lunéville-Croismare sont au-dessus de la moyenne départementale. Sur toutes les AGP, les paiements s'effectuent à la semaine. Ces différences de prix peuvent influer leur fréquentation ainsi que la présence ou non de stationnements illicites.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE



Les modalités de cautions sont également variables d'un territoire à l'autre, avec une garantie de 1 000 € par groupe sur Blénod-lès-Pont-à-Mousson et Toul, 300 € à Tomblaine, 25 € par caravane à Longlaville-Mont-Saint-Martin et 7 € par caravane à l'aérodrome de Lunéville-Croismare.

En matière de gestion, seules les aires de Lunéville, Blénod-lès-Pont-à-Mousson (CC du Bassin de Pont-à-Mousson), de Tomblaine (Métropole du Grand Nancy) et de Longlaville-Mont-Saint-Martin (CA du Grand Longwy), et de Toul (CC Terres Touloises) disposent d'un règlement intérieur.

Il convient de noter que les tarifs, au-delà de ceux affichés, sont souvent négociés par les groupes. Aussi, les caravanes simple-essieu n'étant pas comptabilisées dans le paiement, des stratégies de contournement émergent, où les groupes annoncent à tort des caravanes simple-essieu. Les tarifs pratiqués se font parfois sur des périodes plus courtes que le séjour réel, avec des dépassements de quelques jours.

Les pratiques de tarification varient d'un EPCI à l'autre, à l'instar des règlements intérieurs. Sur les durées de séjour, la majorité des AGP ne précisent pas de durée de séjours maximum, tandis que la CCBPAM impose pour son AGP à Blénod-lès-Pont-à-Mousson une durée maximale de stationnement de 7 jours consécutifs, renouvelable une fois, avec une période de carence de 7 jours.

Cette distorsion des prix pratiqués à l'échelle départementale rend plus complexe l'établissement d'une programmation cohérente en amont des grands passages et favorise les installations illicites au sein de certains EPCI. Par ailleurs, les voyageurs pouvant facilement effectuer une comparaison départementale voir nationale des prix pratiqués, certaines collectivités se retrouvent en conséquence soumises à la pression de certains groupes.

- **Un état des équipements variables**

Les AGP présentent des caractéristiques techniques variables, certaines sont situées en zone PPRI, d'autres sont sujettes à des risques de glissement de terrain. Le revêtement des aires est également différent selon les sites : la plupart des AGP sont enherbées et appréciées des gens du voyage pour des raisons de fraîcheur en été, tandis que les surfaces en goudron sont moins appréciées. L'état de l'offre des AGP est parfois peu satisfaisant : par exemple, l'AGP de Longlaville-Mont-Saint-Martin n'attire pas de groupes en raison de son revêtement entièrement stabilisé et du zonage PPRI, les sols enherbés des AGP de Tomblaine

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

et de Val de Briey peuvent s'avérer peu praticables en cas d'intempérie. L'aire de grand passage de Val de Briey (CCOLC) n'a pas bénéficié d'une végétalisation, en raison de son occupation constante par des ménages en attente de relogement.

Enfin, l'état des AGP est également sujet aux modes d'occupation de celles-ci. Nombre d'AGP sont sujettes à des dégradations lors des passages (dépôts sauvages, branchements sauvages, vols de matériel…), engendrant des coûts de gestion importants supplémentaires pour les EPCI.

AGP	EPCI	Année de mise en service	Revêtement	Risques naturels	Constats d'occupation de l'aire
Blénod-lès-Pont-à-Mousson	CCPAM	2024 (provisoire)	Herbe	Zone PPRI	Un groupe avec dégradations, vols de matériels et branchements sauvages
Val de Briey	CCOLC	2014 (pérenne)	Terre, graviers	Risques de glissement de terrain	Sédentarisation depuis 2019 Auto-construction, branchements sauvages, ferraillage
Longlaville Mont-Saint-Martin	CAGL	2024 (provisoire)	Goudron et graviers installés par des locaux	Zone PPRI	Aucune occupation
Aérodrome Lunéville-Croismare	CCTLB	N.C.	Herbe	En dehors du zonage PPRI	Dégradations, vandalisme, dépôts et branchements sauvages
Rosières-aux-Salines	CCPSV	2024 (tournante)	Herbe	En dehors du zonage PPRI	Saison 2024 complexe après une saison 2023 relativement calme : vols, dégradations dans la zone industrielle, dépôts sauvages (150 m3 de bois), stationnements illicites
Tomblaine	MGN	2024 (provisoire)	Herbe	En dehors du zonage PPRI	Dégradations, dépôts sauvages, déjections
Toul	CCTT	2012	Herbe et goudron	En dehors du zonage PPRI	Vols et branchements sauvages

Prévisions travaux sur les aires :

Suite aux visites réalisées par le cabinet Habitat et Territoire Conseils mandaté pour accompagner la révision du schéma, plusieurs projets de rénovation et d'aménagement sont prévus :

- l'AGP provisoire de l'aérodrome de Lunéville-Croismare bénéficiera prochainement de l'installation d'une chambre anti-intrusion et de chicanes.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

- Sur l'AGP tournante de Rosières-aux-Salines, aucune réhabilitation n'est prévue, mais des actions préventives telles que le labour du terrain et le retrait des câbles et coffrets ont été menées afin d'empêcher les installations illicites, le site étant situé sur un chemin public non résidentiel.
- Une réhabilitation est prévue sur l'AGP de Val de Briey lorsque l'aire ne sera plus occupée (un projet de relogement en TFL est à l'étude).
- Les autres sites ne font actuellement l'objet d'aucune intervention particulière.
- **Une gestion des aires de grand passage coûteuse pour les EPCI**

La gestion des AGP représente un coût financier important pour les EPCI peu compensée par les recettes.

Exemples de coûts transmis :

AGP	Coût d'aménagement	Dépenses de fonctionnement	Dépenses fluides	Recettes
Blénod-lès Pont-à-Mousson (2024)	86 110 €	38 132 €	6 899 €	1 794 €
Tomblaine (2024)	40 000 €	Pas de données (fonctionnement en régie : déchets, personnel, etc.)	25 000 €	11 480 €

A noter que le système d'AGP tournante sur les 3 EPCI frontaliers de la Métropole nancéenne (CC Moselle et Madon, CC du Pays du Sel et du Vermois et CC du Bassin de Pompey) génère, selon les EPCI, des coûts d'investissement importants, et différents selon le terrain ciblé chaque année.

Afin d'assurer une gestion efficiente des grands passages, les EPCI investissent de l'argent et du temps (ETP dédiés pendant les séjours) afin de veiller au bon déroulement des séjours (gestion des déchets, médiation, recouvrement des redevances…).

Les recettes sont limitées pour les EPCI sur l'accueil des grands passages et ne permettent pas d'équilibrer les coûts d'investissement et de gestion des AGP. Les forfaits hebdomadaires proposés aux groupes, sans limitation des consommations des fluides et notamment de l'eau, représentent des coûts importants pour les EPCI et parfois en décalage avec les restrictions de consommation locales lors des périodes de sécheresse. Ces recettes limitées sont accentuées par la facturation uniquement pour les caravanes doubles-essieux (cf. article 5 du décret du 5 mars 2019) tandis que de plus en plus de groupes utilisent des caravanes simple-essieu. D'autre part, certaines caravanes sont parfois annoncées à tort comme simple essieu et se révèlent être des caravanes double-essieu.

Dans le SDAHGV en révision des Vosges, il est prévu de mettre en œuvre une solidarité pour financer les coûts de gestion de l'aire de grand passage prescrite, pour tous les EPCI du département, prescrits et non prescrits, à hauteur des moyens de chacun. Il est aussi préconisé de déployer un syndicat dit « à la carte » comprenant la gestion et l'investissement des aires d'accueil et de grand-passage, en particulier pour les EPCI prescrits par le schéma.

Dans le SDAHGV du Haut-Rhin, il est également prévu une solidarité financière pour la réalisation de l'AGP entre 4 EPCI.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Les incivilités constatées sur certains passages génèrent des coûts supplémentaires pour les EPCI :

- Raccordements sauvages aux fluides,
- Gestion des déchets sur l'aire
- Hygiène des abords (déchets et déjections)
- Dégradations des aires coûteuses, celles-ci étant le plus souvent le fait de groupes locaux et non des groupes de grand passage.

Sur l'AGP de Toul, un état des lieux est réalisé à l'arrivée et au départ de groupes. Toutefois, certaines dégradations et vols sont parfois constatés postérieurement à leurs départs. Par ailleurs, il ne peut être exclu que certains faits soient imputables à des tiers ayant pu accéder au site après le départ des groupes.

A titre d'exemple, l'AGP provisoire de Blénod-lès-Pont-à-Mousson mise en service en 2024 a subi des dégradations, vols, impayés, et nécessité des opérations de nettoyage coûteuses, résultant en un déficit financier de 36 338 € pour l'EPCI, cela sans compter les coûts d'aménagement de l'aire.

1.2. Un volume important de stationnements illicites non liés aux grands passages

Précisions méthodologiques :

- Les données exploitées ici sont issues de la base de données RESANA qui recense l'ensemble des stationnements illicites sur le département de la Meurthe-et-Moselle. Ces données sont accessibles à tous les EPCI et sous-préfectures. Ces données sont exploitées et communiquées aux partenaires.

- Le parti pris dans cette analyse est le suivant : **le seuil de 40 caravanes distingue les groupes relevant ou non d'itinérance liée aux grands passages traditionnels**.

1.2.1. Des stationnements illicites majoritairement de petits groupes de moins de 40 caravanes

90 % des stationnements illicites recensés sur le département concernent des groupes de moins de 40 caravanes, témoignant d'une recherche d'ancrage par des groupes locaux. En effet, entre 2021 et 2024, sur les 532 stationnements illicites recensés, 484 concernent des groupes de taille réduite, entre 1 et 40 caravanes. Ce constat chiffré est partagé par le rapport de la médiatrice qui identifie au sein des stationnements illicites une majorité de groupes composés d'un faible nombre de caravanes, qui gravitent le plus souvent au sein du même EPCI et stationnent de manière illicite sur des terrains publics ou privés.

En 2024, 121 stationnements illicites ont été recensés sur l'outil RESANA, représentant 300 caravanes stationnées en simultané. On constate un volume stable de stationnements illicites sur ces dernières années, voire une baisse par rapport à 2022 où l'outil a recensé 143 stationnements.

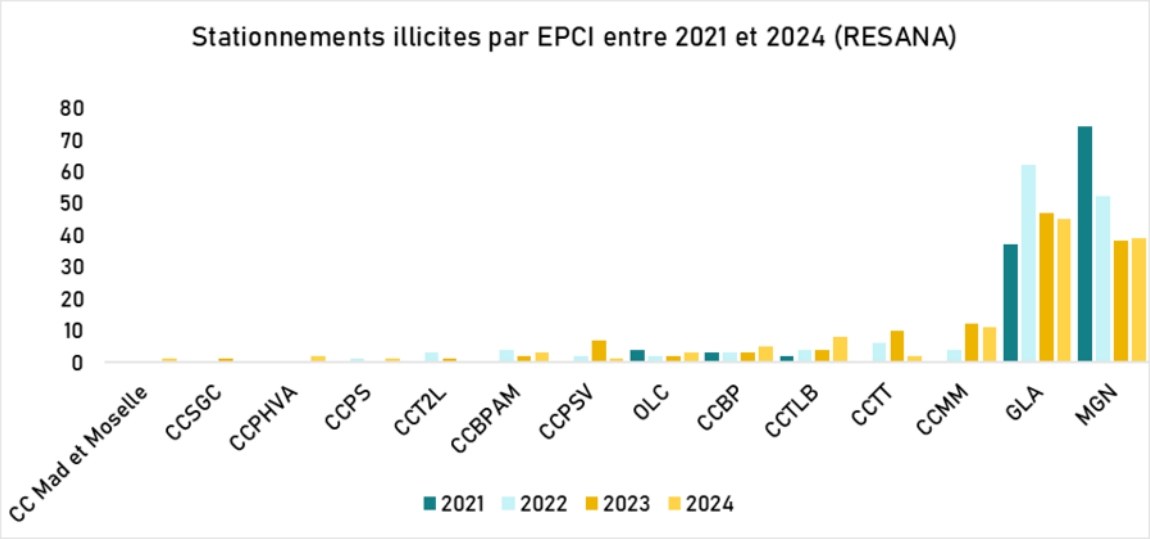
Deux secteurs sont particulièrement concernés par ces stationnements :

- La **Métropole du Grand Nancy**, où se concentrent les services comme les hôpitaux, mais aussi la potentielle clientèle des travailleurs et les proches des groupes gens

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

du voyage, témoignant d'un réel ancrage des familles. Une présence régulière de 100 à 150 caravanes y est constatée.

- La **Communauté d'Agglomération du Grand Longwy**, du fait de sa proximité avec le Luxembourg et la Belgique connaît une présence régulière de 150 à 250 caravanes dans le Grand Longwy Agglomération en situation de stationnement illicite sur sont territoire.

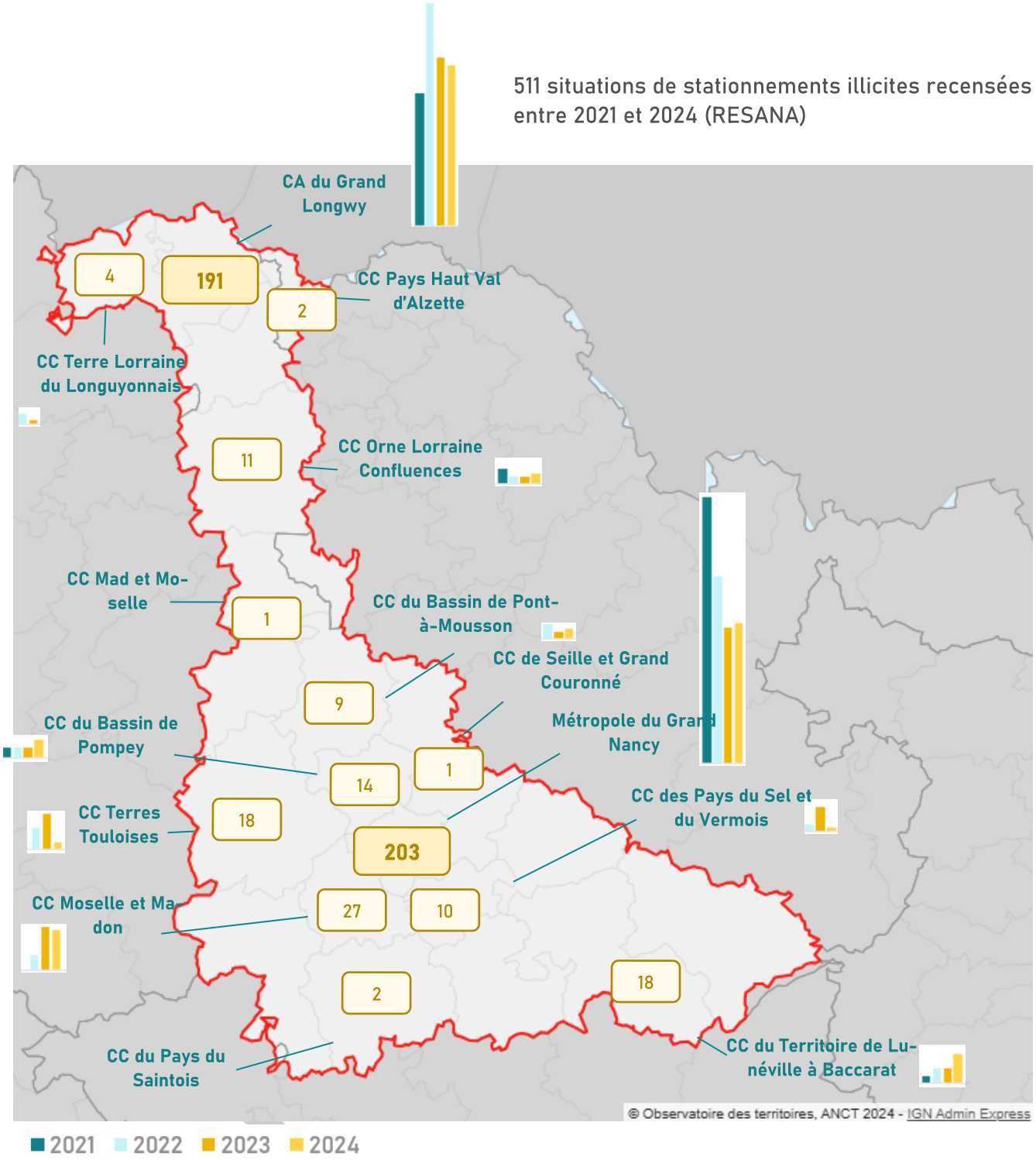


Nb : Il convient de préciser que certaines situations sont en double d'une année à l'autre, selon l'année de fin du stationnement, ainsi que pour les stationnements en cours.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

511 situations de stationnements illicites recensées entre 2021 et 2024 (RESANA)



X Somme des stationnements illicites recensés entre 2021 et 2024 (RESANA)

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Si la Métropole du Grand Nancy rassemble le plus gros volume de situations de stationnements illicites, c'est le Grand Longwy Agglomération qui accueille le plus de caravanes, suivi de la CC du Territoire de Lunéville à Baccarat et de la CC Moselle et Madon.

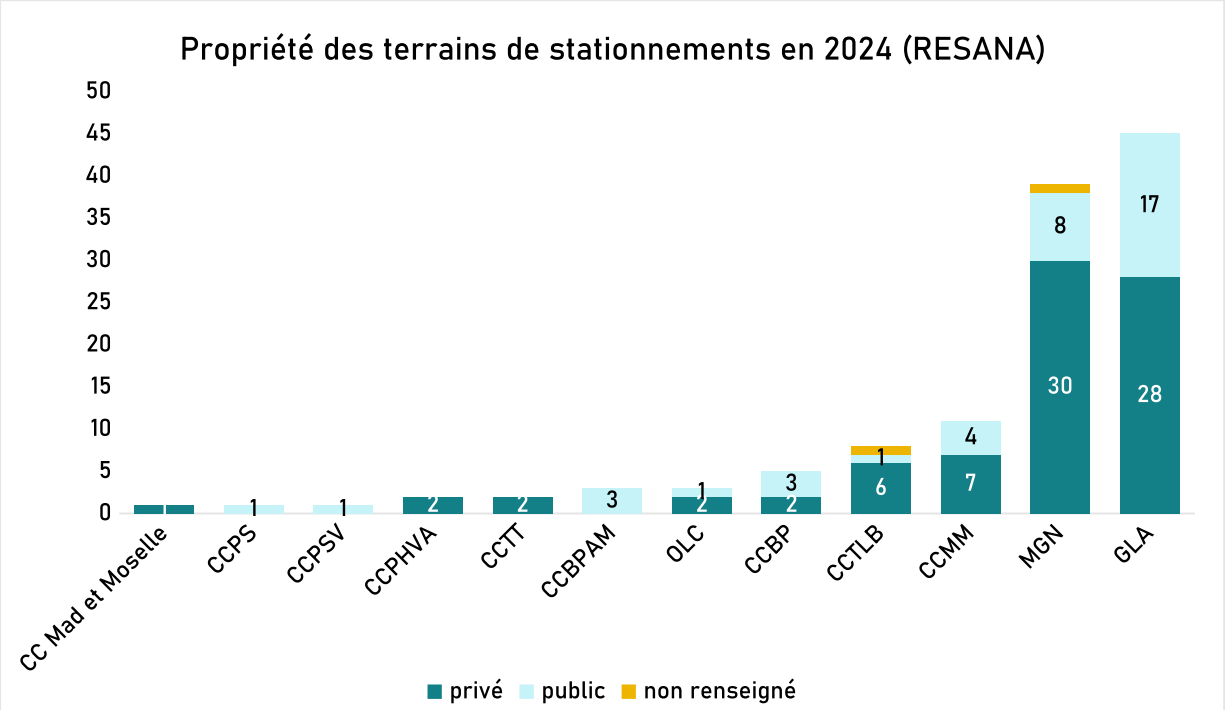
Nombre de situations (RESANA)

	2021	2022	2023	2024	Total
CC Mad et Moselle				1	1
CCSGC			1		1
CCPHVA				2	2
CCPS		1		1	2
CCT2L		3	1		4
CCBPAM		4	2	3	9
CCPSV		2	7	1	10
OLC	4	2	2	3	11
CCBP	3	3	3	5	14
CCTLB	2	4	4	8	18
CCTT		6	10	2	18
CCMM		4	12	11	27
CAGL	37	62	47	45	191
MGN	74	52	38	39	203
Total département	120	143	127	121	511

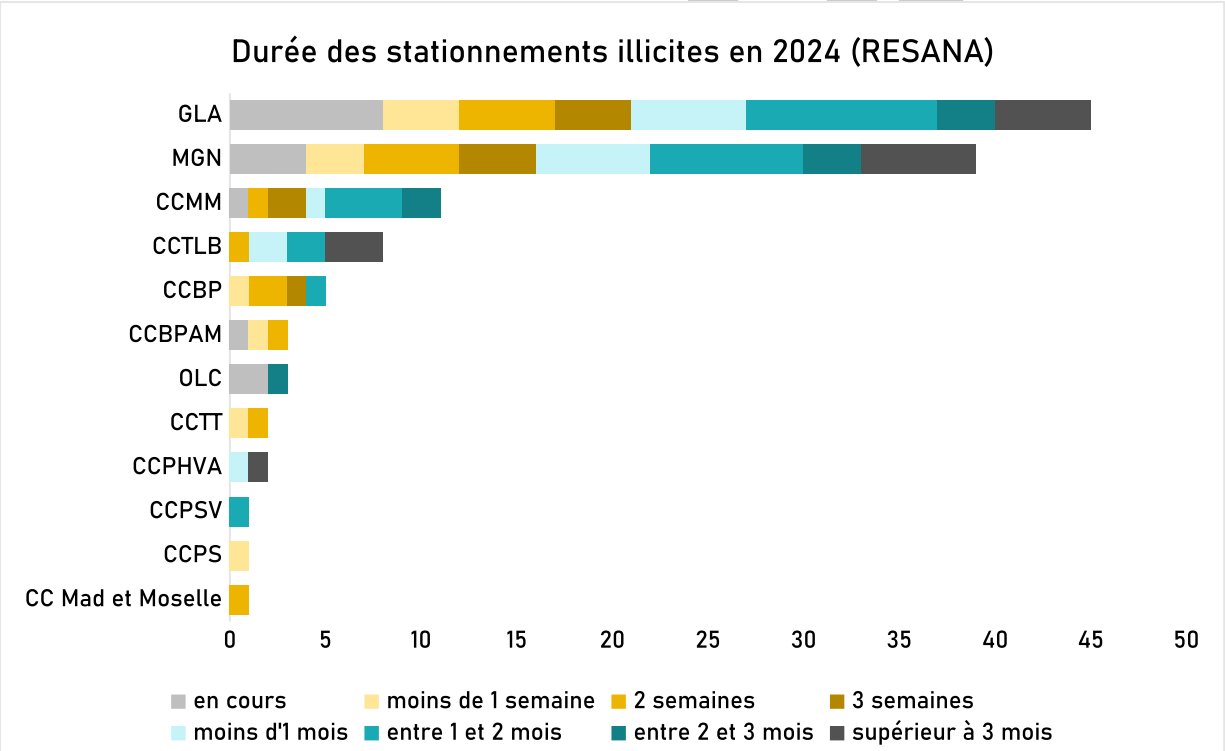
En 2024, 80 des 121 situations relèvent de stationnements sur des terrains privés (parkings, zones commerciales, friches…), tandis que 39 concernent des terrains publics (stades, forêts…). En été, ces groupes se déplacent pour passer de terrains en dur à des terrains enherbés (ancien stade, zone d'expansion des crues, aménagement paysager des zones, parcs publics etc.). Sur les parcelles privées, certains propriétaires privés perçoivent des loyers.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

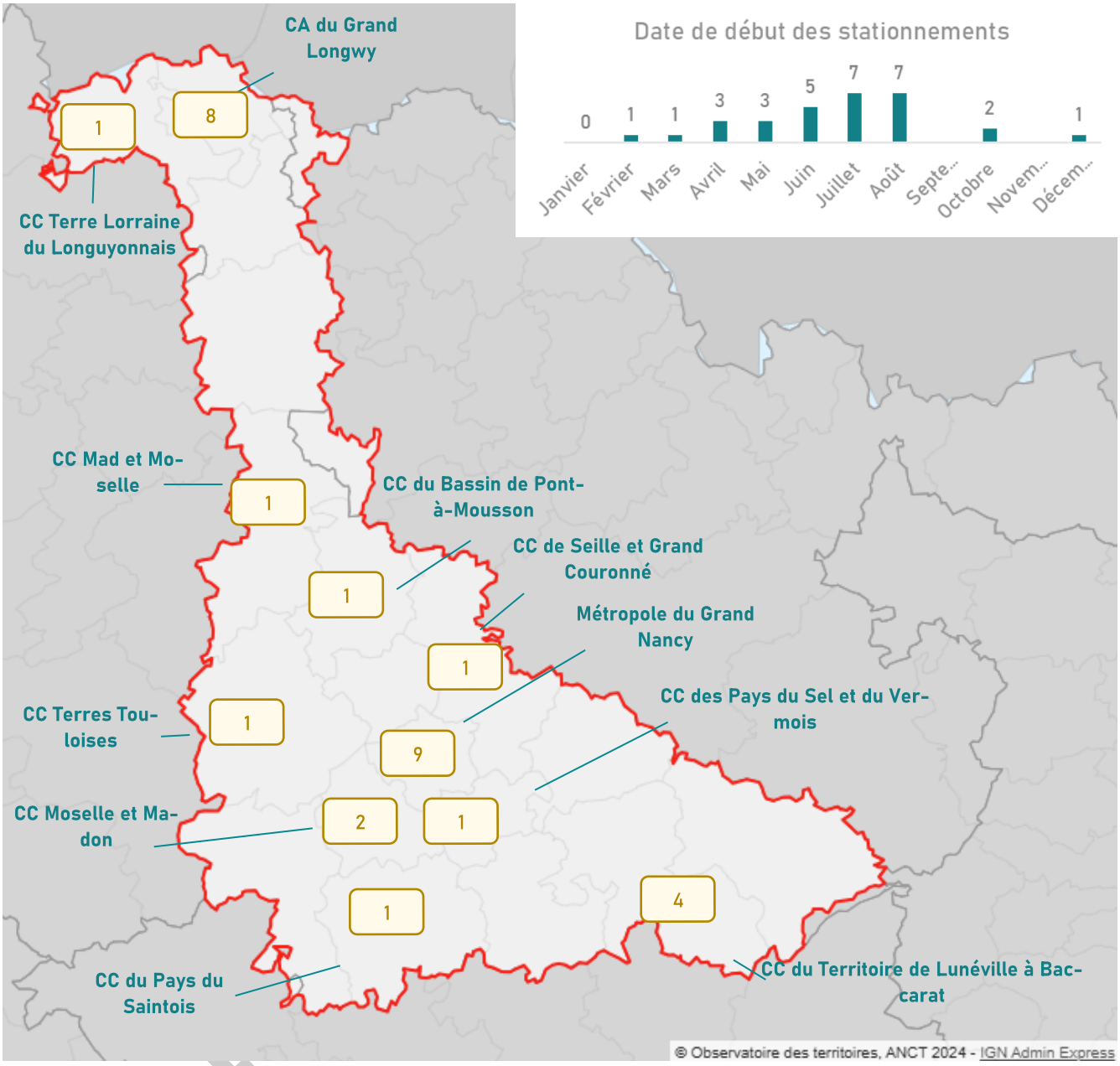


Au 1er février 2025, sur les 121 stationnements illicites recensés en 2024, 16 sont en cours, 55 ont duré moins d'un mois et 50 plus d'un mois.



Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

1.2.2. Un volume faible de stationnements illicites liés aux grands passages, soit de groupes de plus de 40 caravanes



Par ailleurs, certains de ces groupes de plus de 40 caravanes ne constituent pas des groupes de type grand passage organisés et coordonnés mais un regroupement d'opportunité de plusieurs groupes familiaux en recherche d'ancrage local.

1.2.3. Une gestion complexe des stationnements illicites, sans solution satisfaisante

Les stationnements illicites posent des défis pour les territoires d'accueil : sécurité, facturation des groupes, occupations illicites de terrains publics ou privés, troubles à l'ordre public… Les stationnements illicites impliquent des problématiques en matière de raccordements aux fluides non sécurisés, de gestion des ordures ménagères, de pollution, ou de tout autre trouble à l'ordre public. Ces stationnements génèrent également des coûts importants

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

pour les EPCI (gestion des déchets, raccordements sauvages à l'eau et l'électricité, dégradations éventuelles des sites, remise en état des terrains…). Par exemple la CA du Grand Longwy indique les stationnements illicites sur son territoire représentent un coût de 41 343,74 €/an pour la seule gestion des déchets.

Les stationnements illicites sont très rapidement repérés par les services de police et de gendarmerie, qui réalisent un rapport transmis à la préfecture. Les procédures d'expulsion varient selon les EPCI et les lieux d'implantation. En 2024, la gendarmerie a constaté sur sa zone de compétence 26 installations illicites de gens du voyage pour une moyenne d'une vingtaine de caravanes. Entre mai et août, 4 stationnements ont rassemblé entre 60 et 100 caravanes. Ces chiffres sont bien en deçà de ceux de 2023, où les gendarmes étaient intervenus pour 50 installations illicites, dont 7 de 50 à plus de 100 caravanes entre mai et août, pouvant s'expliquer par les grands passages, notamment celui de Grostenquin.

- En cas de non-conformité au SDAHGV et de l'existence d'un trouble à l'ordre public, les installations illicites peuvent faire l'objet de Mise En Demeure (MED) préfectorale de quitter les lieux sous 48 heures. Ainsi, au 30 novembre 2024, 33 demandes de MED ont été recensées (contre 43 en 2023), parmi lesquelles 19 ont été accordées (contre 15 en 2023). 13 d'entre elles ont été accordées dans la CA du Grand Longwy, 5 dans la Métropole du Grand Nancy et 1 dans la CC du Bassin de Pompey. Le rôle du médiateur est de recueillir les éléments permettant d'apprécier la nature et le niveau des troubles à l'ordre public grâce aux rapports de police/gendarmerie et de vérifier la situation de la collectivité vis-à-vis du schéma départemental. Ces éléments sont transmis à la direction des sécurités de la préfecture ainsi qu'aux sous-préfectures, puis au Préfet pour décision.

- En cas de non-conformité au schéma, les collectivités ont la possibilité de demander le concours de la force publique à l'exécution d'une décision de justice préalable.

A noter que la résolution des stationnements illicites est souvent complexe pour les forces de l'ordre lorsqu'aucune proposition de terrain n'est formulée en contrepartie. Sans solution alternative, les groupes expulsés d'un terrain se déplacent immédiatement vers un autre terrain où ils renouvellent un stationnement illicite. Ces itinéraires en pointillés de stationnements illicites sont fréquents sur le département.

En outre, les stationnements illicites sur des équipements d'accueil de type aire permanente d'accueil ou aire de grand passage impactent l'accueil des groupes itinérants, désorganisant ainsi la planification des séjours annoncés dans le cadre du grand passage et contraignant les groupes itinérants en recherche de places sur les aires permanentes d'accueil.

A l'inverse, la présence de stationnements illicites corrélée à la faible occupation de certaines aires permanentes d'accueil démontre de potentielles stratégies d'évitement de ces dernières, pouvant s'expliquer de différentes manières : tarification, cohabitation, places insuffisantes pour le volume du groupe, etc.

L'accompagnement des EPCI dans la gestion des stationnements illicites constitue l'une des missions du **médiateur-coordinateur départemental** :

- Sur le territoire de la métropole, les agents du pôle gens du voyage de la Métropole du Grand Nancy assurent la gestion des stationnements illicites sur les terrains publics tandis que les stationnements illicites sur les terrains privés sont pris en charge par le médiateur.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

- Lors de ses interventions, le médiateur effectue également un **travail de sensibilisation** auprès des gens du voyage sur plusieurs thématiques (utilisation de l'eau, captage d'énergie, mécontentement des riverains, contraintes des élus, scolarisation des enfants…). Il rappelle également aux voyageurs le cadre, les enjeux et les contraintes de réalisation des équipements prévus dans le SDAHGV.

- Le médiateur a pu proposer la mise en place de **conventions d'occupation temporaire** entre les EPCI et les groupes stationnés illicitement.

    - Outil expérimental développé au cours du SDAHGV 2019-2024, ces conventions doivent également être motivées par des circonstances exceptionnelles (durée d'occupation limitée, absence de solution d'accueil sur le territoire, etc.). Ces conventions d'occupations temporaires, impliquant un accord du maire/ propriétaire du terrain, la définition d'un prix et de modalités d'indemnisation et une formalisation par écrit, permet d'indemniser les collectivités et de sensibiliser les groupes aux coûts d'une installation illicite pour les collectivités. Ces conventions permettent de définir une durée d'installation, ainsi que de facturer les frais générés par la consommation des fluides, la gestion des ordures ménagères et autres désagréments.
    - En 2024, 3 conventions d'occupation temporaire ont été signées dont 2 relatives à du grand passage : CC Pays du Saintois, CC Mad et Moselle, Métropole du Grand Nancy ; contre 9 en 2023, dont 3 relatives à du grand passage : Métropole du Grand Nancy, CC Seille et Grand Couronné, CC Moselle et Madon, CC des Pays du Sel et du Vermois, CA du Grand Longwy.
    - Cet outil est davantage déployé sur d'autres départements, comme dans les Vosges où le médiateur indique que 85% de ses interventions en 2024 se solvaient par la signature d'une convention d'occupation temporaire.
    - **Néanmoins, ces conventions d'occupation temporaire ne sont pas satisfaisantes pour répondre aux situations de stationnements illicites.** En effet, nombre d'EPCI sont réfractaires à la mise en place de conventions d'occupation temporaire en raison de l'image renvoyée par la légalisation d'une situation initialement illicite. De plus, en cas de signature d'une convention d'occupation temporaire, l'extension du séjour au-delà de la période prévue ne permet pas d'imposer aux groupes un paiement supplémentaire lié à cette extension.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

2. Entre itinérance choisie et subie, un accueil toute l'année de groupes itinérants

2.1. Une offre permanente d'accueil importante en Meurthe-et-Moselle – *état des lieux de l'offre*

Le SDAHGV 2019-2024 fixait 3 objectifs sur le volet de l'itinérance toute l'année

2.1. Mettre en œuvre les prescriptions du schéma en matière d'aires d'accueil

2.2. Conforter et partager la connaissance technique des aires permanentes d'accueil. Conforter, améliorer les équipements existants

2.3. Harmoniser le fonctionnement des aires d'accueil, construire un référentiel commun

Des prescriptions globalement atteintes pour les Aires Permanentes d'Accueil

Le précédent schéma prescrivait la réalisation de 13 aires permanentes d'accueil, soit 308 places, dont 3 projets à développer :

- 2 nouvelles APA à créer
  - 1 APA de 30 places sur la CC du Pays Haut Val d'Alzette, prescription mutualisée entre les deux départements : 15 places pour la Meurthe-et-Moselle, 15 places pour la Moselle. Selon les opportunités foncières, cette aire pourra être localisée indifféremment sur l'un ou l'autre département.
  - 1 APA de 19 places sur la CC Orne Lorraine Confluences
- 1 extension de l'APA de Mont-Saint-Martin de 14 à 19 places

Seule l'extension de l'APA de Mont-Saint-Martin a été réalisée avec une réalisation de 6 places supplémentaires, aboutissant à une capacité d'accueil de l'aire de 20 places.

Ainsi, 2 EPCI ne respectent pas leurs prescriptions en matière d'APA :

- Communauté de communes du Pays Haut Val d'Alzette : déficit de 15 places (30 au total, mutualisées sur le département de le Moselle et le département de la Meurthe-et-Moselle)
- Communauté de communes Orne Lorraine Confluences : déficit de 19 places

A ce jour, le département dispose donc de 11 aires d'accueil permanentes, représentant 275 places.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Bilan de la réalisation des prescriptions du SDAHGV 2019-2024 en matière d'aires permanentes d'accueil

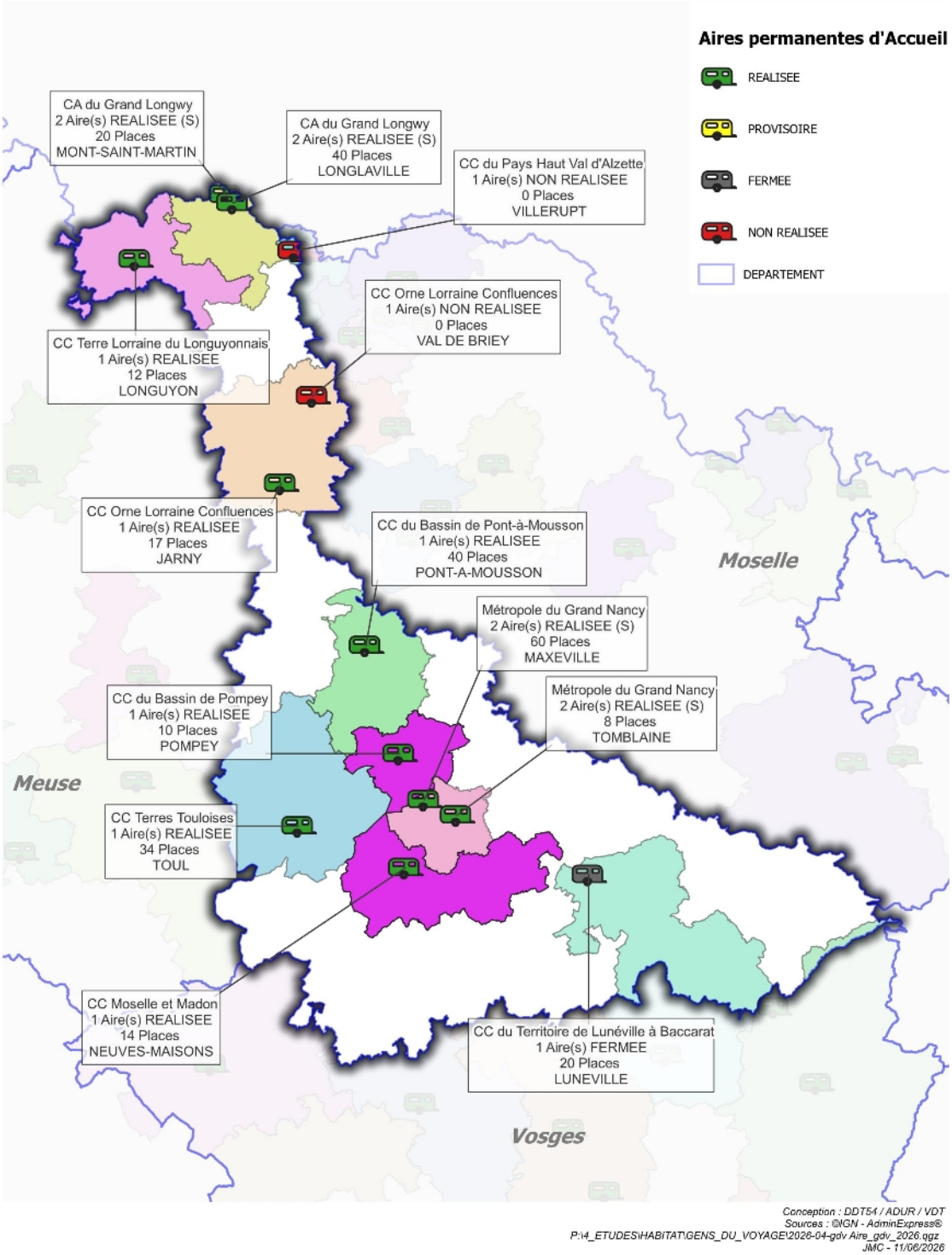
	Nombre d'équipements	Nombre de places
Prescriptions 2019-2024	13 *Dont 2 nouvelles APA* *Et 1 APA à agrandir*	308 *Dont 53 nouvelles places*
Réalisations	11	275
Dont réalisées au cours du schéma	*Extension APA Mont-Saint-Martin*	*+ 5 places*
Non réalisation	2	34

EPCI	Prescriptions en nombre de places-caravanes (2019-2024)	Existant Passage	Conformité aux prescriptions
Communauté de communes des Pays du Sel et du Vermois	14	Neuves Maisons : 14 places	✓
Communauté de communes Moselle et Madon			✓
Communauté de communes du Bassin de Pompey	10	Pompey : 10 places	✓
Communauté de communes du Bassin de Pont-à-Mousson	40	Pont-à-Mousson : 40 places	✓
Communauté de communes du Pays Haut Val d'Alzette	30 (dont 15 en Meurthe-et-Moselle)	X	X
Communauté de communes du Territoire de Lunéville à Baccarat	20	Lunéville : 20 places	✓
Communauté de communes Orne Lorraine Confluences	36	Jarny : 17 places	X
Communauté de communes Terre Lorraine du Longuyonnais	12	Longuyon : 12 places	✓
Communauté de communes Terres Touloises	34	Toul : 34 places	✓
Communauté d'agglomération du Grand Longwy	59	Longlaville : 40 places – Mont-Saint-Martin : 20 places – **extension de l'aire réalisée au cours du schéma**	✓
Métropole du Grand Nancy	68	Maxéville : 60 places – Tomblaine : 8 places	✓
Total Meurthe-et-Moselle	308	275	

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Liberté
Égalité
Fraternité

Aires permanentes d'accueil 2024



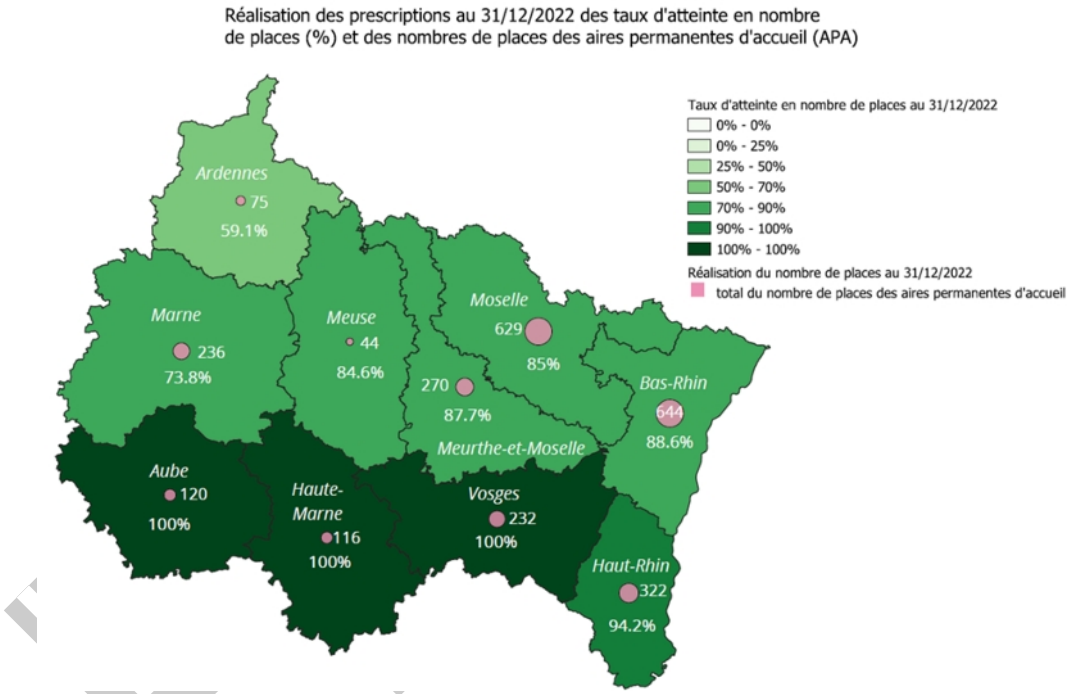
Conception : DDT54 / ADUR / VDT
Sources : ©IGN - AdminExpress®
P:\4_ETUDES\HABITAT\GENS_DU_VOYAGE\2026-04-gdv Aire_gdv_2026.qgz
JMC - 11/06/2026

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

- **Un niveau d'accueil parmi les plus importants à l'échelle de la région**

Avec 275 places, la Meurthe-et-Moselle est le 4ème département (sur 10 au total) en terme du niveau de places en aires permanentes d'accueil (à noter que sur la carte ci-dessous, le niveau d'accueil de la Meurthe-et-Moselle de 270 places n'est pas à jour).

La Meurthe et Moselle se situe à la 6ème place régionale en termes de réalisation de ses prescriptions, avec un taux de réalisation de 87,7%. Ses deux départements voisins à l'Est et à l'Ouest présentent un taux de réalisation inférieur (85% pour la Moselle, 84,6% pour la Meuse). Au Sud, les Vosges ont réalisé l'intégralité de leurs prescriptions. Toutefois, il est à noter que les aires permanentes d'accueil Vosgiennes ne sont pas toutes aux normes réglementaires, ni fonctionnelles. En effet, seules 4 APA sont fonctionnelles sur le département : Vittel, Neufchâteau, Thaon-les-Vosges, et l'aire de Gérardmer, qui ferme en période hivernale. Certaines présentent d'importantes problématiques de dégradations et de remise aux normes, tandis que d'autres sont sédentarisées.



2.2. Une gestion des aires différente selon les territoires – *état des lieux de la gestion sur les APA*

- **Une gestion des aires organisées à l'échelle de chaque EPCI**

La gestion des aires du département est assurée soit par les intercommunalités, soit spécifiquement pour la CC Bassin de Pompey par la brigade intercommunale de la police municipale, soit par des gestionnaires prestataires présents sur le département (SG2A l'Hacienda jusque 2023, AGVC jusque fin 2024, Vago et Saint Nabor Services). Soit 4 aires en régie directe et 7 aires en prestation de services (marché de gestion ou délégation de services publics).

Les gestionnaires assurent des missions de gestion administrative, financière, d'entretien, de maintenance et de régie mais aussi de médiation. A l'exception de l'aire de Pompey, où il

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

revient à la brigade intercommunale de la police municipale de se déplacer tous les débuts de semaines pour relever les fluides, l'ensemble des aires disposent d'un ou deux agents d'accueil ou gestionnaires. Professionnels de terrain, ils sont quotidiennement en contact avec les groupes sur les aires et interviennent dans toutes les situations du quotidien.

Le SDAHGV 2019-2024 fixait l'objectif d'« harmoniser le fonctionnement des aires d'accueil » et de « construire un référentiel commun » afin d'éviter des disparités territoriales et des effets concurrentiels entre les groupes itinérants.

Au cours du schéma, un référentiel départemental partagé déclinant les modes de gestion, ainsi que la tarification des aires d'accueil a été élaboré et partagé avec les territoires. Il est notamment disponible sur le site internet de la Préfecture et du Conseil départemental.

De plus, la plupart des EPCI mettent à jour sur leur site internet les informations relatives aux conditions d'accueil sur leurs APA. Seuls 4 EPCI n'ont pas de rubrique dédiée : la Métropole du Grand Nancy, la CA du Grand Longwy, la CC du Territoire de Lunéville à Baccarat et la CC Terre Lorraine du Longuyonnais.

Néanmoins, à ce jour chaque EPCI dispose d'un règlement intérieur différent pour ses APA, avec des modes de gestion, des modes de facturation et des règles de séjour variables.

Il convient de noter que le Décret n° 2019-1478 du 26 décembre 2019, postérieur à la publication du schéma départemental 2019-2024, définit maintenant un modèle type de règlement intérieur d'une aire permanente d'accueil

- **Une balance financière négative sur certains EPCI où les recettes n'équilibrent pas les dépenses de fonctionnement et d'investissement (rénovation, travaux suite aux dégradations, etc.).**

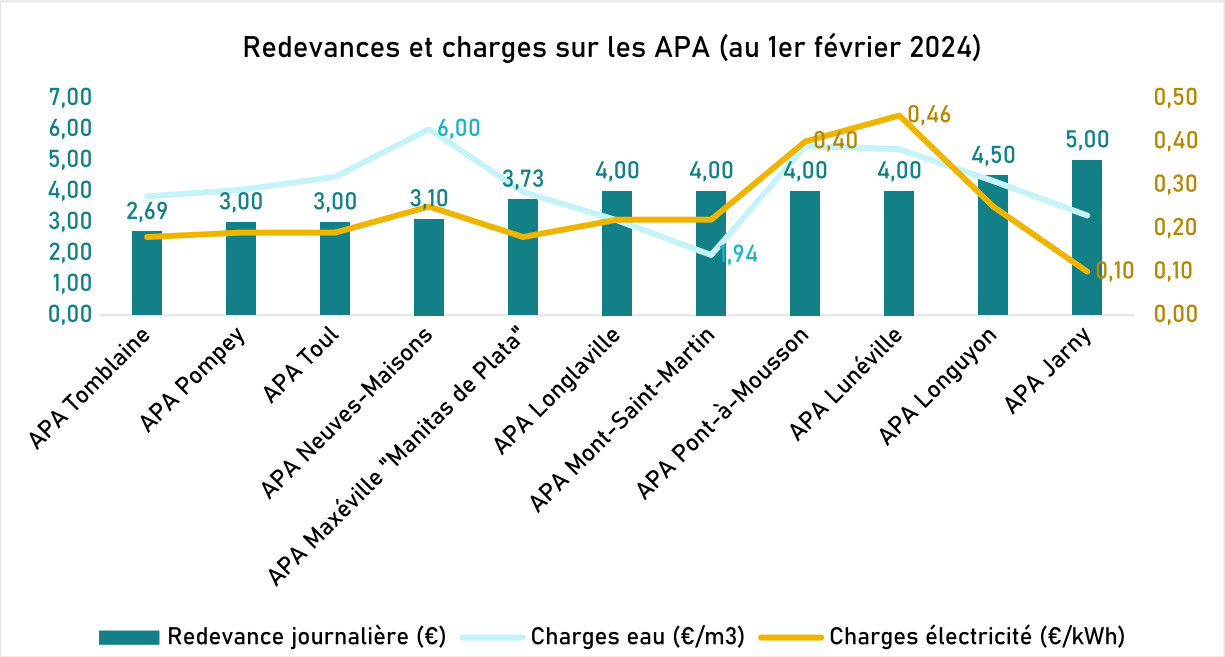
APA	Dépenses	Dont fluides	Recettes	Déficit	Subventions Etat	Subventions CD
Pompey	23 594 €	17 208 €	5 974 €	-17 620 €		
Pont-à-Mousson	247 535 €	70 021 €		-234 905 €		12 630 €
Lunéville						
Neuves-Maisons	98 185 €			-82 685 €	12 000 €	3 500 €
Jarny						
Longuyon						
Toul						
Longlaville et Mont-Saint-Martin (2 APA)	386 221 €	172 097 €	111 651 €	-168 203 €	82 259 €	24 108 €
Tomblaine	57 942 €	22 807 €	15 829 €	-33 279 €	5 634 €	3 200 €
Maxéville	254 337 €	159 424 €	95 545 €	-94 876 €	40 666 €	23 250 €

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

- **Des conditions d'accueil sur les aires permanentes d'accueil variables selon les territoires**

La moyenne des redevances hebdomadaires sur le département est de 3,73 €, mais les tarifs varient selon les aires pour la redevance journalière (entre 2,69 €/jour et 5 €/jour), ainsi qu'au niveau des fluides (eau : entre 1,94 et 6 €/m³ ; électricité : entre 0,1 €/kWh et 0,4 €/kWh). Cette différence peut notamment s'expliquer par une révision des tarifs non synchronisée entre les aires du territoire.



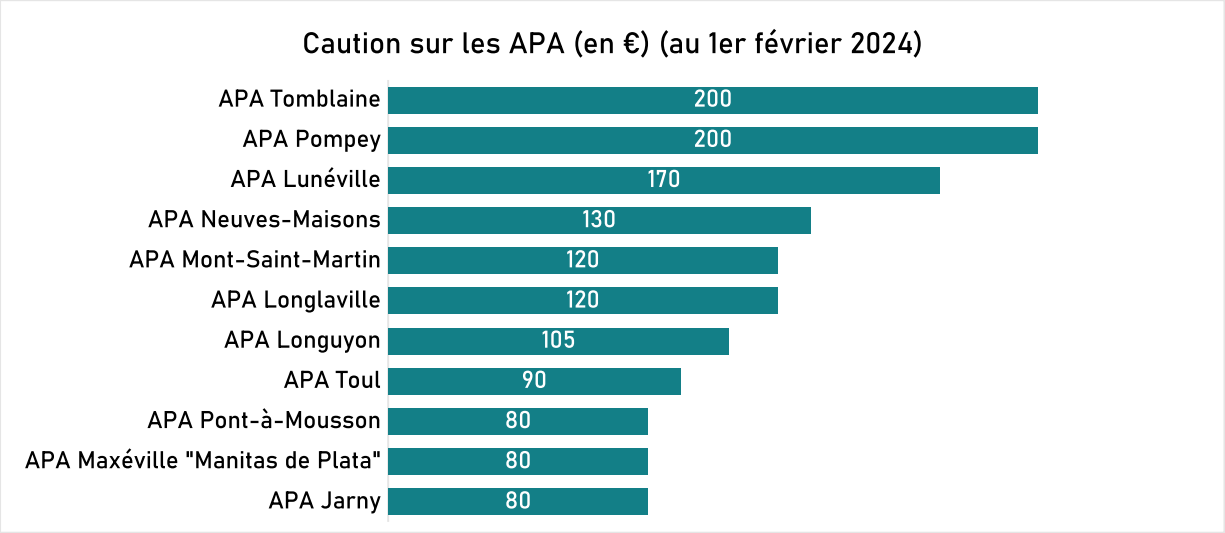
Certaines aires proposent des tarifs adaptés en hiver ou pour les seniors. A titre d'exemple :

APA Pont-à-Mousson	APA Maxéville « Manitas de Plata »	APA Toul
Tarif classique : 4 € Tarif simple essieu et +65 ans : 2 € Tarif hivernal : 3 €	Tarif classique : 3,73 € Tarif +65 ans : 2,20 € Tarif hivernal : 2,14 €	Tarif classique : 3 € Tarif si 2 caravanes : 5 € Tarif +60 ans : 2 €

D'autres aires mettent en place des tarifs progressifs au fur et à mesure du séjour, une augmentation incitant les groupes à ne pas se sédentariser sur les aires. Par exemple, sur l'APA de Pompey, la redevance augmente au bout de 45 nuits passées de 3 € à 6 € par jour.

Les montants des cautions versées sont également variables, allant de 80 € à 200 €, pour une moyenne de 124 €. Celles-ci augment sur certaines aires en l'absence de carte grise.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE



La majorité des aires mettent en place la télégestion selon le principe du prépaiement, ce qui permet une tarification au réel de la consommation des fluides. Cette tarification au réel permet de réduire la consommation en eau et électricité des ménages. Ce dispositif fonctionne bien et est apprécié des partenaires, à l'exception de quelques situations où le système peut être piraté et donc inutilisable.

Le paiement des fluides et de la redevance se fait individuellement et de façon hebdomadaire, soit en espèces, chèques ou en carte bancaire selon les aires.

Ces disparités de tarifs contribuent à un manque de lisibilité et de compréhension par les groupes. Les gestionnaires des aires doivent expliquer, à chaque arrivée d'un nouveau groupe, les tarifs sur l'aire en question et les modes de paiement et argumenter les raisons du différentiel avec d'autres aires.

Les aires d'accueil ferment généralement entre 1 semaine et 1 mois dans l'année, souvent l'été. Cette fermeture ne concerne pas forcément l'ensemble de l'aire, au gré des travaux à réaliser. Les aires d'un même EPCI essayent de se concerter pour ne pas fermer au même moment afin de ne pas interrompre l'accueil sur le territoire, en particulier en période estivale. Toutefois, la majorité des aires réalisent des travaux sur les mois de juillet ou août.

Les règlements intérieurs varient selon les aires. Certaines aires demandent les certificats de vaccination (Pont-à-Mousson), et limitent l'accueil de ménages à deux séjours de 3 mois par an.

Enfin, sur certaines aires, des actions d'animation sont menées sur les volets socio-éducatifs (voir partie 4 sur le volet de l'accompagnement socio-éducatif) : tri des déchets, médiations santé, concertation sur les travaux de rénovation…

- **Un état technique des aires globalement bon, avec des besoins de travaux localisés sur certaines aires**

En février 2025, le cabinet HTC a entrepris une visite de l'ensemble des aires du département. Le tableau ci-dessous présente l'état technique des aires permanentes d'accueil, basé sur une évaluation détaillée des infrastructures. La cotation attribuée repose sur la grille d'évaluation présentée en annexe, qui définit précisément les niveaux de notation et les points de contrôle, permettant ainsi une analyse objective de l'entretien et du fonctionnement des équipements.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

	Accès et circulation	Espaces verts	Local d'accueil	Clos-couvert	Plomberie	Equip-sanitaire	Chauffage	Ventilation	Equip. Elect	Etat global
Pompey	3	3	NC	3	3	3	2	3	3	2,9/4
Pont-à-Mousson	2	4	3	2	3	3	3	3	3	2,9/4
Maxéville	3	4	4	3	2	2	3	3	3	3,0/4
Tomblaine	3	NC	3	4	3	3	3	3	3	3,1/4
Mont-St-Martin	3	NC	4	4	4	4	4	4	4	3,9/4
Longlaville	3	4	3	3	3	3	4	4	4	3,7/4
Longuyon	3	3	3	2	3	3	2	3	4	2,9/4
Lunéville	3	4	NC	2	4	3	3	2	4	3,3/4
Neuves-Maisons	3	NC	2	2	2	2	2	3	3	2,4/4
Toul	3	2	3	3	3	3	2	2	3	2,7/4
Jarny	3	NC	2	2	2	1	2	3	3	2,3/4

L'état des aires permanentes d'accueil est globalement satisfaisant, avec plusieurs sites offrant des infrastructures en bon état et bien entretenues. Certaines aires se démarquent par des équipements récents, une ventilation efficace et des travaux de rénovation qui garantissent un cadre de vie fonctionnel. Les espaces verts et les accès sont généralement maintenus, et des améliorations ont été apportées sur certaines aires pour assurer une meilleure qualité des installations, notamment en plomberie et en chauffage.

Toutefois, quelques sites nécessitent encore des interventions pour moderniser certaines infrastructures vieillissantes. Si certaines installations restent perfectibles, notamment sur la question du chauffage et de l'humidité, elles restent globalement fonctionnelles et adaptées aux besoins des résidents.

De plus, les incivilités constatées sur certaines aires génèrent des coûts d'entretien supplémentaires pour les EPCI : raccordements sauvages aux fluides, gestion des déchets sur l'aire, hygiène des abords (déchets et déjections), des dégradations des aires coûteuses…

Recensement des besoins travaux :

Les travaux à engager sur les aires d'accueil doivent permettre d'améliorer les infrastructures tout en tenant compte des spécificités de chaque site. Pour celles nécessitant des interventions ciblées, l'accent pourrait être mis sur la remise en état des équipements essentiels, comme les installations sanitaires, électriques ou la réfection des toitures. Des ajustements, tels que l'optimisation des espaces et l'adaptation aux normes PMR, contribueraient également à améliorer le confort des occupants. À l'inverse, certaines aires bien entretenues

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

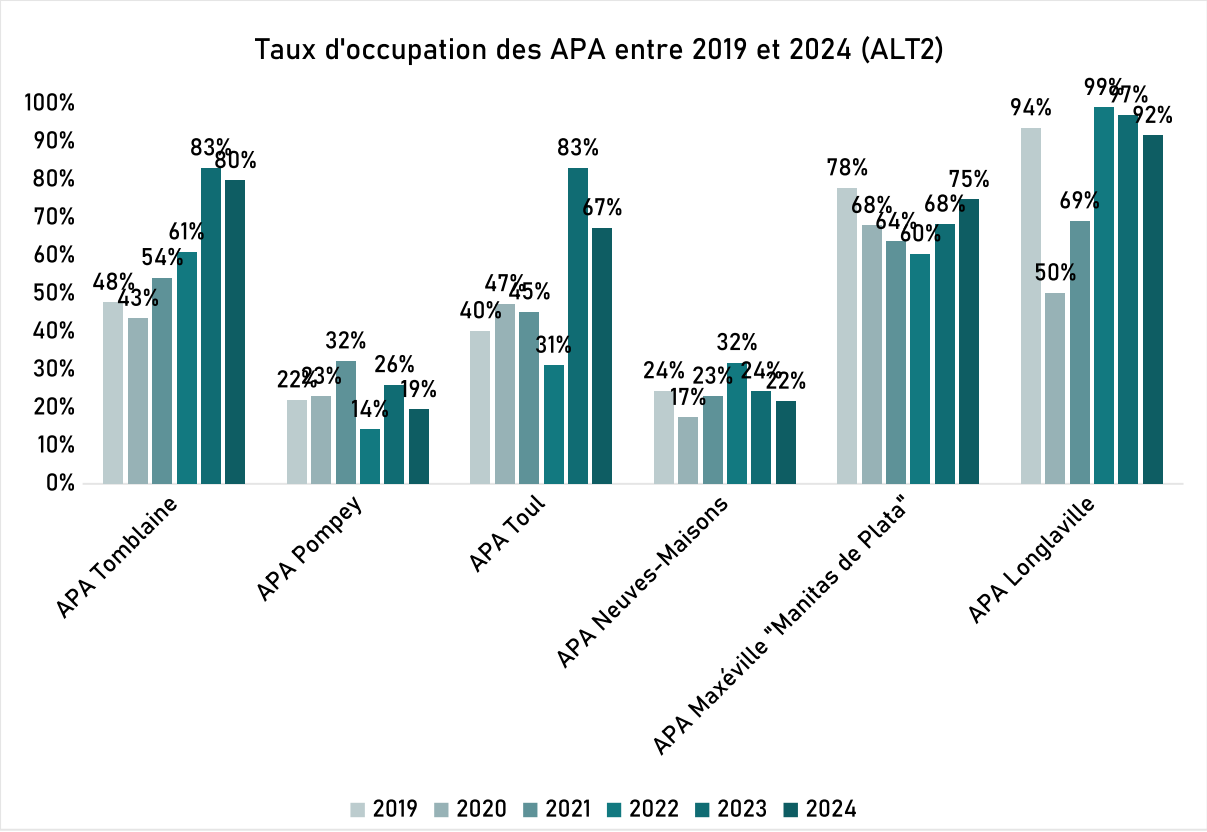
nécessitent uniquement un suivi régulier pour préserver leur bon état et éviter toute dégradation à long terme.

Sur les sites les plus vétustes, une approche plus globale est nécessaire avec des travaux structurels plus importants. Cela pourrait inclure la modernisation complète des infrastructures électriques, la mise à niveau des installations sanitaires ou encore l'amélioration des dispositifs de ventilation et de chauffage.

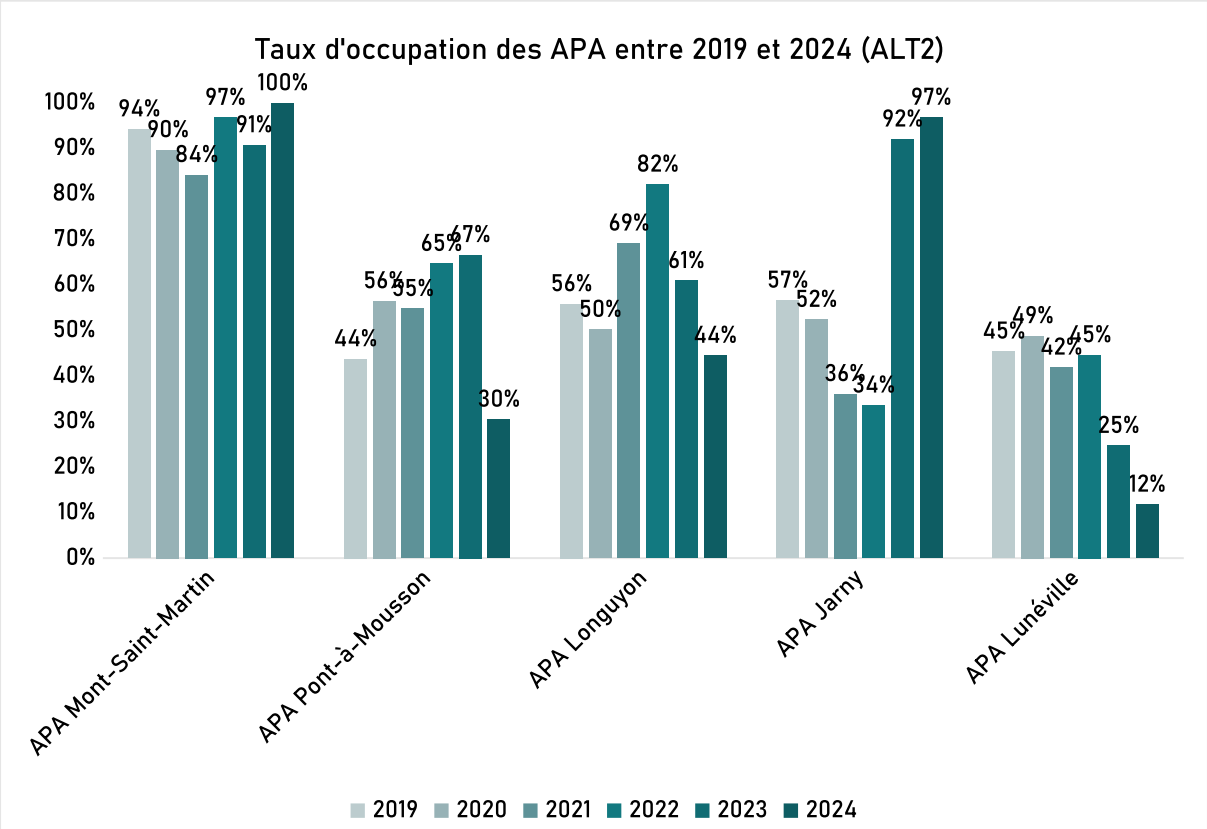
Pour améliorer la durabilité et le confort des aires d'accueil, il est essentiel de dépasser la simple remise en état des infrastructures. **La végétalisation**, en plus de favoriser un environnement plus agréable, contribue à atténuer les effets de chaleur. **L'individualisation des blocs sanitaires** et l'intégration de **structures accessibles aux personnes à mobilité réduite (PMR)** offriront à la fois plus de confort et une meilleure accessibilité. La localisation des aires, en lien avec l'accès aux services et la qualité de l'entretien, joue également un rôle clé dans leur attractivité et leur efficacité.

2.3. Une occupation des aires inégale selon les territoires, entre sous-occupation et phénomènes de sédentarisation – *état des lieux des besoins*

La fréquentation des aires permanentes d'accueil du département présente des contrastes. Certaines aires connaissent une occupation durable s'apparentant à une forme de sédentarisation, tandis que d'autres sont fortement sollicitées par les groupes itinérants. À l'inverse, certaines structures demeurent sous-occupées. Seules quelques aires affichent un niveau d'occupation correspondant pleinement à leur vocation première, à savoir l'accueil temporaire des voyageurs dans le respect de l'esprit de la loi.



Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE



Au-delà des taux d'occupation relevés grâce à l'ALT2, les réalités d'occupation sur les aires sont variables. Ainsi, on peut distinguer 4 types d'aires selon leur état d'occupation :

3 aires sous-occupées	3 aires avec une occupation courante	2 aires avec une occupation intense de groupes itinérants	3 aires sédentarisées
• APA Pompey, • APA Neuves-Maisons • APA Lunéville	• APA Pont-à-Mousson • APA Longuyon • APA Toul	• APA Tomblaine • APA Maxéville « Manitas de Plata »	• APA Longlaville, • APA Mont-Saint-Martin • APA Jarny

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

APA	Etat d'occupation qualitatif (affiner la qualification des aires)	Commentaires/précisions
APA Tomblaine	Occupation intense de groupes locaux itinérants mais pas de sédentarisation – aire « populaire »	Une aire de petite capacité qui accueille des groupes locaux qui se connaissent
APA Pompey	Sous-occupation	Une aire sous-occupée, par des groupes itinérants (irlandais notamment), avec une seule situation de sédentarisation
APA Toul	Occupation courante de groupes locaux et/ou non locaux	Une aire moyennement occupée, principalement par des groupes locaux, dont certains obtiennent des dérogations pour la scolarisation des enfants
APA Neuves-Maisons	Sous-occupation	Une aire sous-occupée en raison notamment de la présence de blocs sanitaires collectifs
APA Maxéville "Manitas de Plata"	Occupation intense de groupes locaux itinérants mais pas de sédentarisation – aire « populaire »	Une forte occupation de l'aire par des groupes locaux en quête d'ancrage
APA Longlaville	Sédentarisation	Une sédentarisation sur l'aire de groupes locaux, contraignant l'accueil d'itinérants non-locaux dès le printemps
APA Mont-Saint-Martin	Sédentarisation	Une sédentarisation sur l'aire de groupes locaux, contraignant l'accueil d'itinérants dès le printemps
APA Pont-à-Mousson	Occupation courante de groupes locaux et/ou non locaux	Une aire dont la capacité n'est jamais totalement atteinte, occupée par des groupes locaux et non-locaux
APA Longuyon	Occupation courante de groupes locaux et/ou non locaux	Une aire dont la capacité n'est jamais totalement atteinte, principalement à cause de groupes locaux
APA Jarny	Sédentarisation	Une aire entièrement sédentarisée depuis plusieurs années (auto-construction, boites aux lettres)
APA Lunéville	Sous-occupation	Une aire faiblement occupée en raison de tensions. Une occupation exclusivement par des groupes locaux. Des dégradations volontaires ayant engendré la fermeture administrative de l'aire en 2023 et depuis octobre 2024

Si le SDAHGV 2019-2024 prévoyait une augmentation du taux de fréquentation des aires, cet objectif est partiellement atteint, avec des disparités selon les aires, pouvant notamment s'expliquer par l'augmentation des tarifs, mais aussi des situations territoriales plus complexes comme des tensions entre groupes, etc. Par exemple, sur l'aire de Lunéville, le taux d'occupation a chuté de 45% d'occupation en 2022 à 25% en 2023. Elle est actuellement totalement vide et fermée pour travaux à la suite de l'incendie du local d'accueil. L'APA de Longuyon connaît également une baisse de son taux d'occupation, en passant de 82% en 2022 à 61% en 2023. Par ailleurs, certaines aires d'accueil de petite capacité sont occupées par un même groupe local, contraignant l'installation d'autres ménages.

Les aires permanentes d'accueil sont plus ou moins fréquentées selon :

- Leur **localisation**

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

- La proximité des écoles ou des hôpitaux peut être un facteur décisif dans le choix d'installation des ménages.

- Leurs **tarifs**
  - certains groupes adoptent des stratégies d'évitement des APA afin de ne pas payer.
  - les APA du département ne proposant pas toutes les mêmes tarifs, les groupes orientent leurs trajectoires d'itinérance selon ces réalités tarifaires.
  - Certaines aires proposent des tarifs croissants au fil du séjour, incitant ainsi les groupes à ne pas se sédentariser sur les aires.
- Le **règlement intérieur de l'APA**
  - Certaines APA prévoient des durées de carence entre 2 séjours sur la même aire, ce afin de limiter les phénomènes de sédentarisation.
- Les **équipements sur l'APA**
  - La présence de blocs sanitaires collectifs peuvent contraindre l'installation de groupes qui ne se connaissent pas.
- Les **flux de passage ou l'ancrage des groupes locaux par territoires**
  - Des groupes sont présents sur certains secteurs du département depuis des générations, c'est le cas du Lunévillois ou encore de la Métropole.
  - Les territoires du Pays Haut, notamment la CA du Grand Longwy, sont particulièrement concernés par les flux de passage entre la France, la Belgique et le Luxembourg, notamment pour l'activité professionnelle. A noter que le Luxembourg ne respecte pas les recommandations du Conseil de l'Europe et ne dispose pas de politique d'accueil des Gens du voyage.

Recommandation Rec(2004)14 du Comité des Ministres aux États membres relative à la circulation et le stationnement des Gens du voyage en Europe : *Les États membres devraient : reconnaître aux Gens du voyage un droit de stationnement ; créer des aires d'accueil pour la halte et le séjour des Gens du voyage afin de leur permettre d'y stationner plus durablement que de coutume en consultation avec les Gens du voyage et en tenant compte de leurs besoins*

D'autre part, l'occupation importante sur certaines aires permanentes d'accueil est révélatrice avant tout d'une recherche de solutions d'ancrage par des ménages sans solution alternative qu'une itinérance subie. De manière générale, les ménages qui fréquentent les aires sont majoritairement originaires du département, et voyagent entre des aires sur un territoire restreint. Ce sont des ménages « ancrés » sur le territoire, qui ont encore aujourd'hui un mode de vie itinérant, mais qui recherchent pour la plupart un lieu d'ancrage. Face à la pénurie de solutions publiques d'ancrage dédiées aux gens du voyage, nombre de ménages se retrouvent contraints d'adopter un mode de vie itinérant. Toutefois, on constate sur certaines aires une tolérance pour octroyer des dérogations pour la scolarisation, l'activité professionnelle ou l'hospitalisation et allonger les durées de séjour, comme à Toul, Lunéville ou Jarny, APA complètement sédentarisées depuis plusieurs années.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

3. Un ancrage historique de ménages sur le département et une sédentarisation croissante au fil des années face à des solutions publiques d'ancrage peu développées

3.1. Une offre publique d'ancrage sous-développée sur le département – *état des lieux de l'offre*

Le SDAHGV 2019-2024 fixait 3 objectifs sur le volet de la sédentarisation des gens du voyage

3.1. Mieux connaître le nombre et les besoins des ménages sédentarisés sur le département

3.2. Améliorer l'accompagnement des ménages sédentarisés

3.3. Développer une politique ambitieuse d'habitat adapté

- **Des prescriptions non atteintes en matière de solution publique d'ancrage**

Le SDAHGV 2019-2024 prescrit la réalisation de Terrains Familiaux Locatifs sur 2 EPCI : 22 places TFL sur la Métropole du Grand Nancy et 20 places TFL sur la CA du Grand Longwy.

Le faible niveau de prescription est à mettre en relation avec l'année de révision du schéma 2019-2024. En effet, l'élaboration de l'actuel schéma précédait de quelques mois le décret de 2019 (décret n° 2019-1478 du 26 décembre 2019) qui d'une part, souligne l'importance de développer des TFL afin de répondre aux modes de vie évolutifs de plus en plus de ménages issus de la communauté des gens du voyage et d'autre part introduit le cahier des charges des TFL de nouvelle génération.

Les trois prescriptions n'ont pas été réalisées à ce jour.

Le département compte néanmoins deux TFL, réalisés avant 2019 :

- un TFL de 6 places, situé à Longwy (CA du Grand Longwy), réalisé en 2012 afin de régulariser le terrain occupé par une famille depuis plusieurs années.
- un TFL de 3 places, situé à Chaligny (CC Moselle et Madon), réalisé en 2018, accueillant une famille implantée sur le territoire depuis plusieurs générations.

Ces TFL ne sont pas conformes au décret de 2019 (postérieur à leur création) mais apportent néanmoins une réponse d'habitat répondant au besoin des ménages concernés.

Deux projets de solution publique d'ancrage sont accompagnés par une MOUS départementale :

- Un projet d'habitat adapté de 4 places sur la commune de Mont-Saint-Martin (CA du Grand Longwy) ;
- Un projet de 21 places de TFL sur la commune de Auboué (CC Orne Lorraine Confluence) ;
- 2 sites sont également identifiés dans ce cadre sur les communes de Longlaville et Cosnes-et-Romain pour des projets de création de TFL ;
- 1 site identifié par la CC Terres Touloises à proximité immédiate de l'aire d'accueil.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Bilan de la réalisation des prescriptions du SDAHGV 2019-2024 en matière de terrains familiaux locatifs

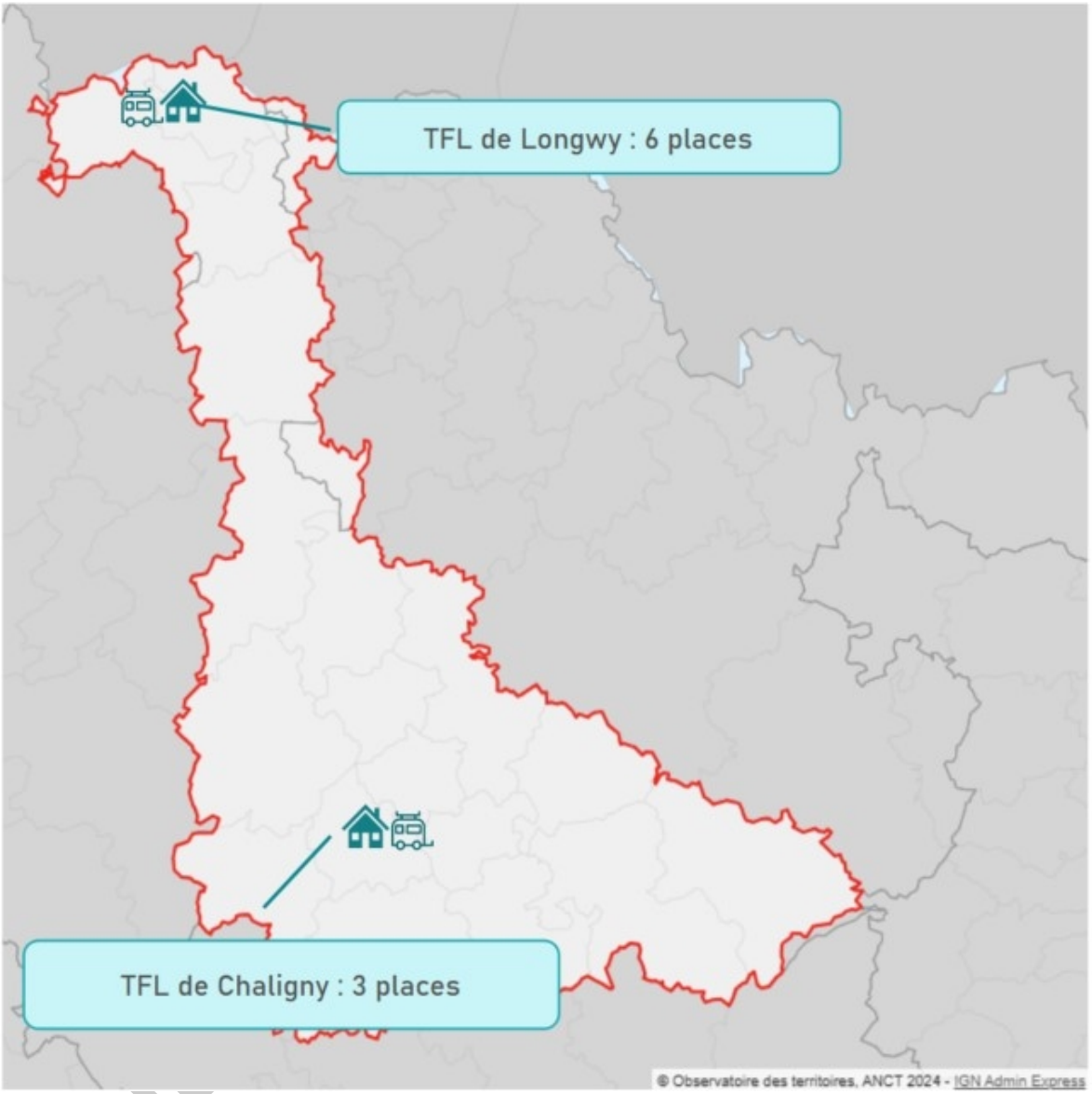
	Nombre d'équipements	Nombre de places-caravanes
Prescriptions 2019-2024	Non applicable	42 nouvelles places de TFL
Réalisations	2	9
Dont réalisées au cours du schéma	*0*	*0*
Non réalisation	Non applicable	42

EPCI	Prescriptions Ancrage (2019-2024) en places-caravanes	Existant Ancrage	Conformité au schéma
Communauté de communes des Pays du Sel et du Vermois			✓
Communauté de communes du Bassin de Pompey			✓
Communauté de communes du Bassin de Pont-à-Mousson			✓
Communauté de communes du Pays Haut Val d'Alzette			✓
Communauté de communes du Territoire de Lunéville à Baccarat			✓
Communauté de communes Moselle et Madon		Chaligny : 3 places	✓
Communauté de communes Orne Lorraine Confluences		*MOUS pour terrains familiaux locatifs en cours*	✓
Communauté de communes Terre Lorraine du Longuyonnais			✓
Communauté de communes Terres Touloises		*MOUS pour terrains familiaux locatifs engagée en 2025*	✓
Communauté d'agglomération du Grand Longwy	20	Longwy : 6 places *MOUS pour habitat adapté en cours à Mont-Saint-Martin (4 logements) + identification de foncier potentiel à Longlaville et Cosnes-et-Romain*	X
Métropole du Grand Nancy	22		X

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Les Terrains Familiaux Locatifs en Meurthe-et-Moselle (HTC, 2025)



- **Des projets émergents accompagnés par une MOUS départementale**

Conformément au schéma et à la suite de l'étude de sédentarisation réalisée en 2022, une MOUS a été engagée, portée par Amitiés Tsiganes et SOLIHA 54. Son rôle est d'accompagner les collectivités dans la réalisation de solutions d'ancrage, en adéquation avec les besoins des ménages préalablement identifiés. Son intervention a lieu à la demande des EPCI. Ainsi, Amitiés Tsiganes réalise un diagnostic social et urbain, sur la base d'un recensement des ménages sédentarisés et une identification de ceux qui souhaiteraient bénéficier d'un TFL ou d'un habitat adapté. Des temps d'échanges avec les ménages sont mis en place, afin de présenter les modèles de solutions d'ancrage et recueillir leurs besoins. Soliha réalise par ailleurs un diagnostic foncier et peut appuyer les intercommunalités dans la recherche de

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

disponibilités foncières, conformément aux demandes de l'État et du département, financeurs des projets.

La MOUS s'est principalement concentrée sur le territoire de la CA du Grand Longwy, concerné par des prescriptions en matière d'ancrage. Elle a ainsi identifié une possibilité de projet d'habitat adapté sur la commune de Mont-Saint-Martin. Elle est également mobilisée dans la CC Moselle et Madon, pour loger un ménage vieillissant.

Certains EPCI se portent également volontaires à la réalisation de projets d'ancrage. La CC Orne Lorraine Confluences étudie un projet de création de TFL. La MOUS a établi un pré-projet de 21 places, sur deux zones d'implantation, permettant de loger deux groupes familiaux installés de manière pérenne sur l'aire de grand passage de Val de Briey et à Joeuf.

D'autres projets pour lesquelles la MOUS n'a pas encore été engagée sont au stade de réflexion sur des fonciers identifiés à Longlaville, et Cosnes-et-Romain. Des réflexions sont également portées par la Communauté d'Agglomération du Grand Longwy concernant un groupe familial d'environ 50 personnes vivant en habitat privé non conforme aux règles d'urbanisme à Mexy.

La Métropole du Grand Nancy, faisant également l'objet d'une prescription, était en réflexion pour un projet de TFL dans la commune de Jarville, sans avoir engagé de MOUS.

La CC Terres Touloises s'est portée volontaire pour la réalisation d'un TFL, afin de loger des ménages sédentarisés de Dommartin-lès-Toul et éventuellement certains ménages en itinérance forcée qui fréquentent l'APA de Toul. Un terrain a été identifié.

Un niveau d'offre publique d'ancrage en Meurthe-et-Moselle en deçà des départements voisins

Les trois départements limitrophes à la Meurthe-et-Moselle proposent un volume de places publiques dédiées à la sédentarisation bien supérieur :

- La Meuse compte 22 places TFL/habitat adapté*
- La Moselle compte 20 places TFL/habitat adapté*
- Les Vosges comptent 4 habitats adaptés*

**source : schémas en cours de révision sur les 3 départements et entretiens réalisés avec des référents sur chaque département - données 2024.*

Les schémas en cours de révision (Vosges, Moselle) identifient la nécessité de développer encore davantage de projets dédiés à la sédentarisation des gens du voyage, à la suite des diagnostics des besoins.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

- **Etat technique du TFL de Chaligny, réalisé dans le cadre de la révision du SDAHGV 2019-2024 par Habitat et Territoires Conseil**

	Accès Circulation	Espaces verts	Clos-couvert	Plomberie	Equip-sanitaire	Chauffage	Ventilation	Equip. Elec	Etat global
TFL Chaligny	3	4	4	3	4	3	4	4	3,8/4

L'évaluation de l'état des infrastructures du TFL de Chaligny montre un état global très satisfaisant, avec une moyenne de 3,8/4. La majorité des critères, tels que les espaces verts, le clos-couvert, les équipements sanitaires, la ventilation et les équipements électriques, sont jugés en bon état (note de 4).

La plomberie et le chauffage sont globalement en bon état, le chauffage mérite une attention particulière. En effet, bien que le cumulus ait été récemment remplacé, il serait opportun de planifier à terme le remplacement du convecteur, afin d'assurer une performance durable du système de chauffage. Ainsi, bien que le site soit globalement bien entretenu et fonctionnel, il est nécessaire de suivre de près l'évolution de ces équipements pour garantir leur pérennité à long terme.

A noter, le cabinet HTC n'a pas coté le TFL de Longwy, celui-ci n'étant pas conforme au décret de 2019 et certains équipements supplémentaires ayant été mis en place par les usagers. Le TFL de Chaligny ayant été réalisé juste avant le décret, il n'y est pas non plus conforme uniquement en matière d'accessibilité PMR et en raison de l'absence d'un deuxième cabinet d'aisance accessible depuis l'extérieur.

3.2. Des trajectoires de sédentarisation recensées sur l'ensemble du département – *état des lieux des besoins*

- **400 ménages ancrés ou sédentarisés en Meurthe-et-Moselle**

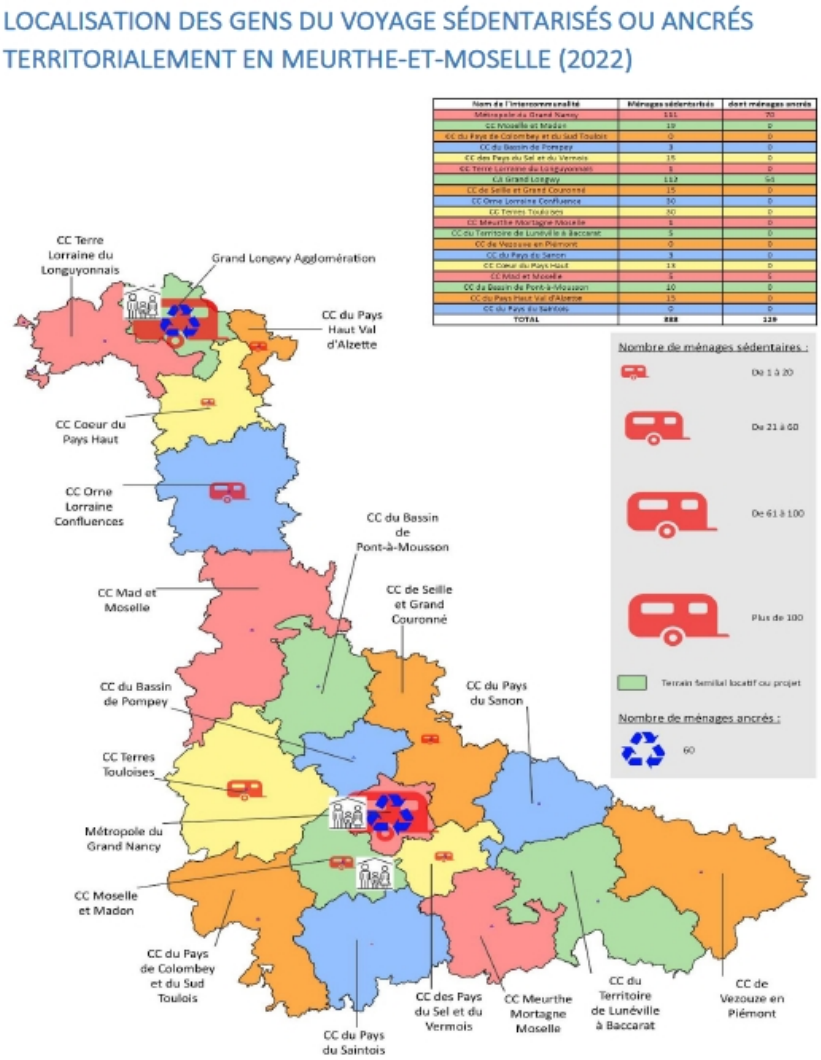
L'étude relative à la localisation des ménages sédentarisés ou ancrés territorialement issus de la communauté des gens du voyage en Meurthe-et-Moselle réalisée par Amitiés Tsiganes et SOLIHA 54 en 2022 estime à **plus de 400 le nombre de ménages sédentarisés ou ancrés sur le territoire**, dont **85% sont installés de manière précaire et/ou sont en attente d'une solution pérenne d'habitat.** La notion de ménage concerne celle définie par l'Insee.

L'étude distingue les ménages sédentarisés, c'est-à-dire installés sur un lieu fixe, des ménages ancrés qui sont en stationnement tournant, c'est-à-dire des sédentaires qui se déplacent constamment sur le territoire, faute de solutions pérennes.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Localisation des gens du voyage sédentarisés ou ancrés territorialement en Meurthe-et-Moselle – Étude sédentarisation 2022, Amitiés Tsiganes



Terrain Familial Locatif (TFL)	Propriétaires occupants		Aire d'accueil	Stationnement		NSP
	Zone non constructible	Zone constructible		Autorisé	Non autorisé	
2	104	51	70	28	110	23

La Métropole du Grand Nancy et CA du Grand Longwy sont les deux territoires qui concentrent le plus de situations d'ancrage et de sédentarisation identifiées par la MOUS.

- La métropole attire les ménages du fait de son attractivité (services, emplois, écoles, lieux de soin, lieu de domiciliation auprès de l'association Amitiés Tsiganes…).
- La CA du Grand Longwy attire de nombreux ménages exerçant une activité professionnelle au Luxembourg et en Belgique.

Les autres territoires sont, quant à eux, habités par des ménages attachés à ces territoires depuis plusieurs générations.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

EPCI	Ménages sédentarisés identifiés par l'étude de sédentarisation (2022)	Situations d'ancrage identifiées par l'étude de sédentarisation (2022)
Communauté de communes des Pays du Sel et du Vermois	15	0
Communauté de communes du Bassin de Pompey	3	0
Communauté de communes du Bassin de Pont-à-Mousson	10	0
Communauté de communes du Pays Haut Val d'Alzette	15	0
Communauté de communes du Territoire de Lunéville à Baccarat	5	0
Communauté de communes Moselle et Madon	5	5
Communauté de communes Orne Lorraine Confluences	44	0
Communauté de communes Terre Lorraine du Longuyonnais	1	0
Communauté de communes Terres Touloises	30	0
Communauté d'agglomération du Grand Longwy	112	54
Métropole du Grand Nancy	110	70

A noter : le descriptif des situations recensées par l'étude MOUS est détaillé sur chaque fiche EPCI, en annexe à ce diagnostic.

Une sédentarisation qui s'opère de différentes manières sur le département

Amitiés Tsiganes et SOLIHA 54 identifient cinq formes de sédentarisation :

- **La sédentarisation sur les aires d'accueil (1)**

3 aires permanentes d'accueil du Pays Haut sont intégralement sédentarisées (APA Longlaville, APA Mont-Saint-Martin et APA Jarny), tandis que des phénomènes localisés de sédentarisation sont observés sur d'autres aires (APA de Neuves-Maisons).

Sur certaines aires, on observe de l'auto-construction, l'installation de boites aux lettres ou encore de clôtures, des signes matériels d'une sédentarisation des ménages.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE



Clôture, auto-construction et boîtes aux lettres sur l'APA de Jarny, photographie HTC, 07/02/2025

Il convient de préciser que les situations de sédentarisation sur les aires s'expliquent par une crainte des ménages de perdre leur place s'ils venaient à quitter l'aire, notamment pour voyager. Les solutions d'ancrage sont en effet un moyen pour les familles d'avoir un pied à terre, une sécurité, leur permettant potentiellement de reprendre le voyage.

- **La rotation d'aire en aire dans un secteur proche (2)**

Les 2 aires permanentes d'accueil de la Métropole du Grand Nancy voient des groupes ancrés sur le territoire y séjourner régulièrement tout au long de l'année, des groupes en recherche de solutions d'ancrage (APA Tomblaine, APA Maxéville).

L'itinérance d'aire en aire est contrainte, ce afin de respecter les durées de séjour et les délais de carence entre deux séjours sur une même aire prévus par les règlements intérieurs des aires. Cette itinérance forcée met en lumière une inadéquation des équipements par rapport aux besoins des familles sur certains territoires.

- **L'errance forcée** (principalement en zone urbaine) (3)**, la sédentarisation de groupes sur des zones « vacantes »** (4) et **l'installation diffuse en zone peu tendue, souvent sans conformité urbanistique** (5).

L'étude identifie 104 propriétaires occupants résidant sur une zone non-constructible et 110 ménages ancrés en situation de stationnement illicite.

Les partenaires associatifs identifient un réel cœur de cible concernant les ménages ancrés territorialement qui sont sujets à de l'itinérance forcée ou à des conditions d'installation précaires. Cela représenterait environ 410 ménages et plus de 1 200 personnes qui vivent au rythme des expulsions (hors aires permanentes d'accueil), sont installées dans des lieux relevant de l'insalubrité (Dommartin-lès-Toul, Chaudeney-sur-Moselle), en zone soumise aux risques (inondation à Varangéville, glissement de terrain) ou en zone naturelle (Mexy). Entre 100 et 150 caravanes sont réparties sur la Métropole du Grand Nancy et entre 150 et 250 dans la CA du Grand Longwy.

Cette population est celle rencontrant le plus de situations de précarité, tant sur le plan scolaire, économique, qu'en matière de santé mentale, d'addictions, etc. Cette situation de grande précarité témoigne d'un manque de solutions d'ancrage sur le territoire. Un réel sujet est à mener sur le développement de solutions d'habitats, adaptés aux besoins des ménages.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Dans la Métropole du Grand Nancy, l'expropriation de ménages vivant aux Jardins de Tomblaine depuis une trentaine d'année est un réel sujet en matière de relogement dans des conditions adaptées à leurs besoins.

La CCTLB présente ainsi de réels sujets en matière de stationnements illicites et donc en matière de besoins de solutions d'ancrage. Si l'aire permanente d'accueil de Lunéville apparaît comme sous-occupée à l'année, les partenaires associatifs expliquent cette sous-occupation par des tarifs élevés sur l'aire (5,90 € de redevance par jour, réduite à 4 € en janvier 2025), ainsi qu'une demande moindre en itinérance sur ce territoire, proportionnellement au besoin de sédentarisation. Au moins 8 ménages sont sédentarisés sur la friche industrielle de Trailor, visée par un projet d'aménagement de ZAC. Aussi, des ménages en errance ont stationné sur l'aérodrome de Lunéville-Croismare en dehors des périodes de grands passages pendant 2 mois jusqu'à début février 2025, et occupent illégalement l'aire permanente d'accueil durant sa fermeture suite à des dégradations.

Pour accompagner les ménages installés sur des terrains privés non-conformes, le médiateur coordinateur départemental peut intervenir en appui des élus et de l'association Amitiés Tsiganes. Depuis 2008, la mission Habitat d'Amitiés Tsiganes intervient dans le traitement de situations de sédentarisation en caravane, individuelles ou collectives, sur des terrains privés ou non, en lien avec les communes et les travailleurs sociaux référents du territoire. Pour les ménages sédentarisés sur des terrains privés non-conformes, il peut être envisagé une régularisation des situations via une assistance à maîtrise d'ouvrage (régularisation cadastrale, accès aux réseaux, STECAL pour les zones naturelles). Les STECAL sont encore très minoritaires dans les procédures. Les communes sont plus ou moins tolérantes à la régularisation d'installations illicites sur leur territoire. Des PLU peuvent encore refuser l'installation de caravane comme habitat.

Une MOUS qui permet de qualifier et de territorialiser les besoins

L'étude sédentarisation de 2022, portée par Amitiés Tsiganes et SOLIHA 54 a permis d'identifier et territorialiser les besoins en habitat des Gens du Voyage.

L'objectif de la MOUS est de permettre un accompagnement vers des solutions d'habitat, conformes aux aspirations des ménages, via une étude précise des besoins au sein de chaque territoire du département. Les solutions d'ancrage étudiées par la MOUS sont déjà prédestinées à des ménages. Une exigence est portée sur la localisation des projets à proximité des aménités urbaines.

Entre 2023 et 2025, quatre territoires ont candidaté à la MOUS :

- **CA Grand Longwy** :

Sur ce territoire, 2 terrains sont entièrement sédentarisés, un depuis 8 ans, l'autre depuis 6 ans. Amitiés Tsiganes a repéré des profils sédentarisés, qui engorgent et empêchent la rotation sur certaines aires. La commune de Mont-Saint-Martin a été identifiée pour un projet de 4 habitats adaptés. A Longlaville, la MOUS devrait prochainement être engagée dans le but de reloger une quinzaine de familles installées illicitement sur un terrain où est envisagé des projets de développement économique (Parc Central). De plus, à Mexy, 18 ménages sont installés sur un terrain soumis au régime forestier, déconnecté de tous réseaux d'alimentation aux fluides, ce qui pose des problématiques de salubrité.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

- **CC Moselle et Madon** :

1 famille vieillissante est sédentarisée, dont les caravanes sont en trop mauvais état pour être déplacées. Amitiés Tsiganes relève un besoin d'habitat autre que le TFL.

- **CC Orne Lorraine Confluences** :

La MOUS a fait état de lieux quasiment exclusivement sédentarisés (Val de Briey, Joeuf). Un travail mené par la CCOLC avec le Conseil départemental et la DDT a permis d'identifier un terrain potentiel à Auboué pour y créer 21 places, permettant de reloger l'ensemble des ménages en stationnement non conforme déjà originaires du territoire, non loin des services et équipement du centre urbain, et de conserver du lien social. Deux zones d'implantation avaient été proposées, conformément aux besoins des ménages qui ne s'entendent pas.

La CC Terres Touloises a adressé en janvier 2025 sa candidature pour intégrer la MOUS. Les études débutent pour réaliser des places de terrains familiaux locatifs à proximité de l'aire permanente d'accueil. Ce projet pourrait, sous réserve de l'avancée de la phase d'ingénierie sociale de la MOUS, permettre le relogement de certains ménages sédentarisés sur l'aire et stationnés actuellement à Chaudeney-sur-Moselle.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

4. Un accompagnement des ménages les plus vulnérables sur les volets santé, scolarisation, insertion professionnelle et accès aux droits

4.1. L'accompagnement des gens du voyage, une mission principalement incarnée par Amitiés Tsiganes

Rappel des orientations et des objectifs du SDAHGV 2019-2024

4.1. Poursuivre et approfondir les mesures en faveur de la scolarisation

4.2. Développer les mesures en faveur de la prévention et de l'accès à la santé

4.3. Mettre en place des projets socio-éducatifs dans les EPCI dotés d'aires d'accueil

4.4. Favoriser l'accès aux droits et à la domiciliation

4.5. Favoriser l'activité économique et l'insertion professionnelle

Créée en 1973, l'association Amitiés Tsiganes a pour vocation de favoriser la promotion sociale, économique et professionnelle des ménages gens du voyage qu'elle accompagne. Elle intervient en Moselle et Meurthe-et-Moselle.

En Meurthe-et-Moselle, elle est financée notamment à hauteur de 420 000 € par le Département de Meurthe-et-Moselle, la DDETS 54 à hauteur de 99 000 € et l'ARS à hauteur de 21 000 € (données 2024). Sur le département de Meurthe-et-Moselle, son équipe est composée de 5 travailleurs sociaux, de 4 postes transversaux (habitat, santé, médiation sociale et culturelle), un poste de conseiller numérique (pour lequel les financements n'ont pas été reconduits), une assistante de direction et, depuis peu, de 2 médiateurs scolaires. L'association intervient sur l'intégralité du département découpé en sur 6 grands territoires : la Métropole du Grand Nancy, Briey, Val de Lorraine, Lunévillois, Terre de Lorraine, et le Pays-Haut.

L'équipe intervient via des visites à domicile à la demande des ménages suivis (au nombre de deux par semaine), quel que soit le lieu de stationnement, et propose des animations et évènements variés. Chaque travailleur social est référent d'un territoire et binôme sur un autre, afin qu'il y ait toujours un professionnel sur place au besoin. 1 508 visites à domicile ont été effectuées en 2023. Aussi, environ 4 visites par an sont réalisées sur chacune des aires permanentes d'accueil afin de recenser les éventuels besoins des familles.

L'accueil des ménages itinérants est permis via deux jours de permanences sociales par semaine, dispositif fréquenté par 778 personnes sur rendez-vous en 2023 et 420 personnes hors rendez-vous. Les principaux sujets abordés concernent la domiciliation, les contrats d'insertion, les droits CAF, la sécurité sociale, les impôts, les aides comme le FSL, l'URSSAF, la retraite (CARSAT) ou encore la demande de logement social et des démarches en lien avec la fracture numérique. Les ménages peuvent également prendre rendez-vous avec leur référent : 1 457 personnes ont pris rendez-vous avec leur référent en 2023.

En 2024, 4 205 démarches accompagnées par Amitiés Tsiganes, soit 1 098 bénéficiaires ayant eu au moins un accompagnement. 817 bénéficiaires ont été accompagnés au titre du RSA, soit 3 150 rendez-vous. Aussi, 355 contrats d'insertion ont été renouvelés.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

4.2. Une scolarisation en progression, avec une attention à porter sur l'assiduité et l'évitement scolaire

Rappel des orientations et des objectifs du SDAHGV 2019-2024

4.1. Poursuivre et approfondir les mesures en faveur de la scolarisation

Dans le cadre de la Commission nationale consultative des gens du voyage (CNCGDV), divers groupes techniques « Scolarisation des enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs » se sont déroulés en 2022 et 2023. Ces groupes techniques étaient animés par la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL) et la Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO), réunissant 5 départements, dont la Meurthe-et-Moselle. A l'issue de ces groupes de travail, 4 priorités sont ressorties :

- **Identifier**, en s'appuyant notamment sur les maires, tous les enfants partout où ils se trouvent
- **Faciliter l'accueil** des enfants en école et en établissement
- **Prévenir la déscolarisation** en cas de déplacement de la famille ou dans toute autre situation susceptible d'entraîner une rupture du parcours scolaire
- **Développer des actions d'accompagnement** renforcé des familles et des enfants vers l'école

Cette dernière action a permis la mise en place d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) pour la création de deux médiateurs scolaires sur le département, venant appuyer les deux enseignants de l'Éducation Nationale.

4.2.1. Une hausse du nombre d'EFIV scolarisés, mais une vigilance à maintenir

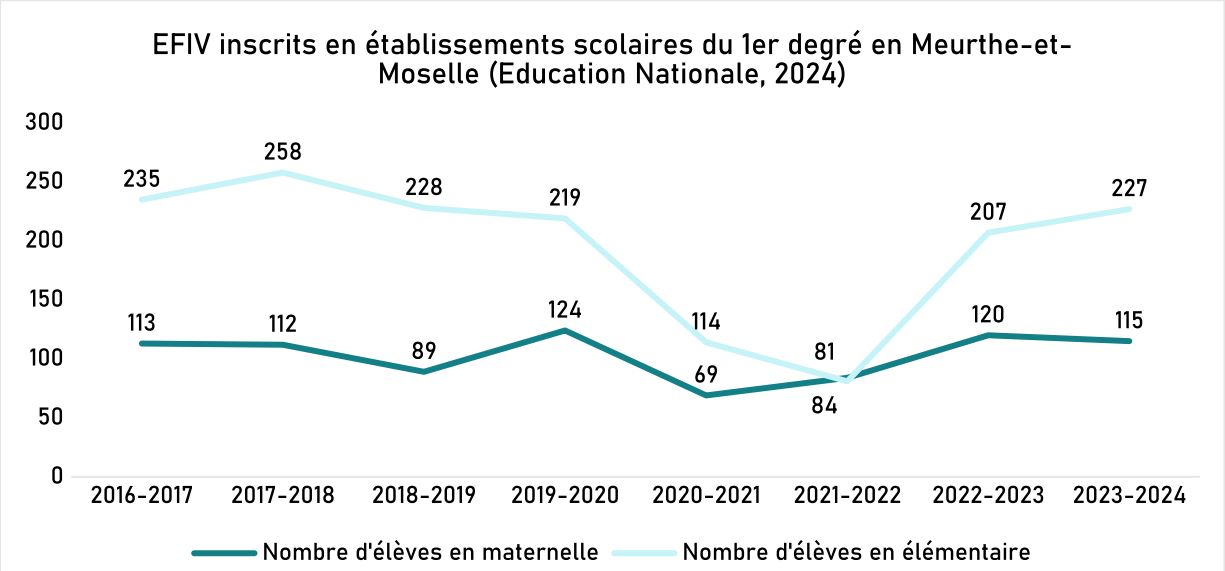
Les élèves issus de familles itinérantes et de voyageurs (EFIV) sont des enfants vivant dans des familles itinérantes ou bien sédentarisées depuis peu. La scolarisation des EFIV est prise en charge par l'Éducation Nationale et le CASNAV (centres académiques pour la scolarisation des élèves allophones nouvellement arrivés (EANA) et des enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs (EFIV)).

On constate une hausse du nombre d'élèves EFIV scolarisés sur le département : 342 enfants scolarisés sur l'année 2023-2024, contre 327 sur l'année précédente, et déjà 180 enfants recensés sur l'année 2024-2025 (CASNAV, Éducation Nationale).

Les partenaires de l'Éducation Nationale et du CASNAV ont fait part des avancées en matière de scolarisation des EFIV, principalement dans le 1er degré, qui vient pallier la forte baisse lors de la période COVID.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE



Ces chiffres sont néanmoins à manier avec précaution puisqu'ils ne se réfèrent à aucune donnée globale d'enfants en âge d'être scolarisés sur le territoire. Le précédent schéma avait pour objectif de recenser précisément les effectifs des EFIV, et d'avoir une meilleure connaissance de leurs parcours scolaires. Toutefois, les partenaires identifient des difficultés à identifier le nombre d'EFIV inscrits au sein de chaque établissement.

Le recrutement de deux médiateurs scolaires en janvier 2025 devrait permettre un recensement concret et réaliste des taux de présence des élèves inscrits. Ces médiateurs ont été recrutés dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) sur la scolarisation des EFIV (financement des postes à hauteur de 50 000 €, dans un premier temps pour une durée de 6 mois). Les médiateurs mènent des actions de terrain allant de la rencontre et l'accompagnement des familles, à l'animation d'activités extrascolaires, en passant par la coordination avec les équipes pédagogiques et le renforcement des liens entre parents et établissements scolaires, afin de favoriser la scolarisation et l'insertion socio-éducative des enfants sur l'ensemble du territoire. Leur arrivée repositionne les missions des deux enseignants de l'Éducation Nationale avec qui Amitiés Tsiganes travaille depuis 40 ans. Ces enseignants se rendaient notamment sur des terrains de stationnement en dehors des aires d'accueil. A présent, il revient aux médiateurs d'assurer cette mission.

La scolarisation au sein d'établissements scolaires est également appuyée par l'évolution des règles concernant l'accès à l'Instruction En Famille (IEF). En effet, depuis 2021, en France, l'inscription directe au CNED doit faire l'objet d'une demande d'instruction en famille (IEF) auprès de la DSDEN, attestant l'itinérance du ménage pour bénéficier d'un enseignement à distance. La justification ne se fonde plus sur du déclaratif mais sur une dérogation. Ce durcissement du dispositif permet d'encourager les familles à aller vers le droit commun mais constitue une difficulté supplémentaire pour l'intégration des enfants n'étant jamais allés à l'école. Une vigilance et un réel accompagnement des familles devront être poursuivis à l'avenir. En effet, certaines familles ancrées sur le territoire avaient pour habitude d'inscrire leurs enfants au CNED lors de leur passage au collège.

Le SDAHGV fixait la mise en œuvre de conventions CNED-Collège. Depuis septembre 2024, 9 conventions ont été signées avec des collèges pour l'accueil ponctuel d'EFIV bénéficiant du CNED : à Toul, Longlaville, Longuyon, Piennes, Pont-à-Mousson, Laxou, Jarny, Lunéville et Neuves-Maisons. 7 établissements se localisent dans des communes disposant d'une aire permanente d'accueil.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

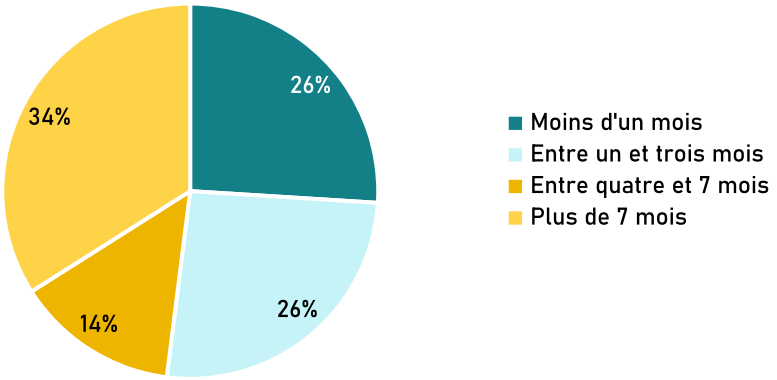
Les chefs d'établissement sont en contact constant avec les inspecteurs de l'éducation nationale (IEN) et les chargés de l'information et de l'orientation (IEN-IO) afin de construire des parcours aménagés et un accompagnement adapté, en lien avec les ressources du CASNAV, Amitiés Tsiganes ou encore les services sociaux selon les besoins identifiés. Le CASNAV propose des formations à destination des nouveaux directeurs d'établissements scolaires, des futurs psychologues scolaires ou aux enseignants du 2nd degré en début de carrière afin de sensibiliser sur les enjeux de la scolarisation des EFIV.

Les partenaires du volet social ont souligné l'intérêt de mettre en place davantage de temps de concertation réguliers, associant EPCI, gestionnaires, services de l'État et du département et acteurs du champ social.

4.2.2. Des enjeux qui persistent en matière d'assiduité et d'évitement scolaire, nécessitant un accompagnement des familles

Malgré une scolarisation en hausse, l'inscription dans un établissement n'indique rien sur la fréquentation effective et l'assiduité à l'école. Une des missions des médiateurs scolaires sera de recenser le nombre d'enfants issus de communautés Gens du voyage afin de mettre ces données en perspective

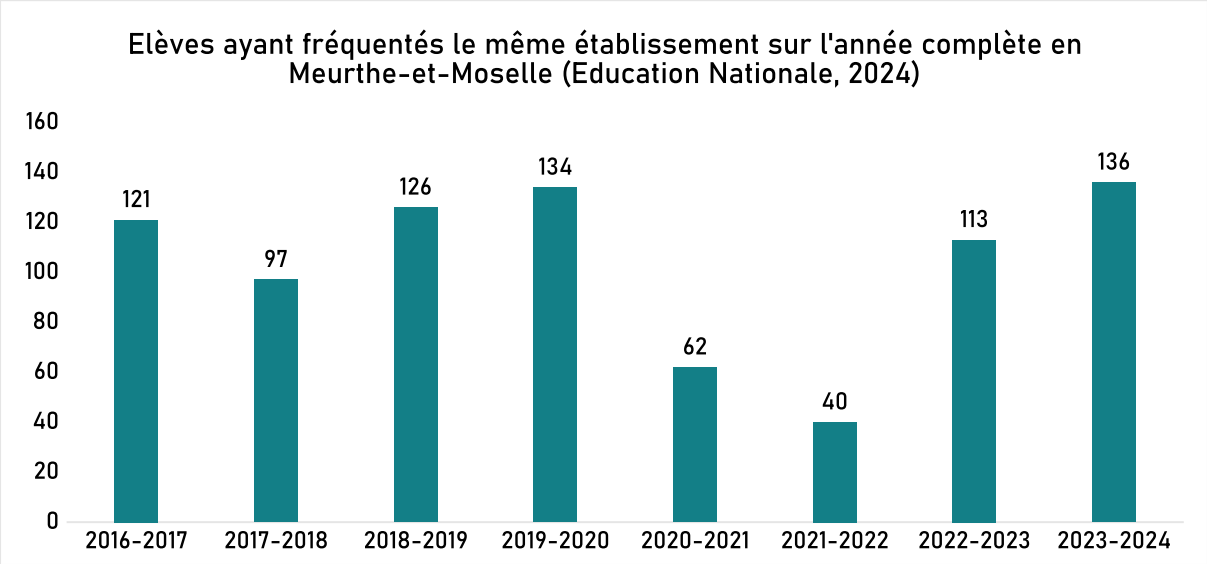
Durée de scolarisation des EFIV au sein des établissements du 1er et 2nd degré sur l'année 2023-2024 (Education Nationale, 2024)



Selon les données de l'Éducation Nationale, une tierce inscription à une école donnée est inférieure à un mois. 1 tiers entre 2 et 5 mois et déjà une soixantaine d'enfants non scolarisés en novembre. 52 % des EFIV sont scolarisés pendant moins de 3 mois, dont 26 % pendant moins d'un mois : ils concernent les ménages itinérants mais peuvent aussi potentiellement concerner des élèves en évitement scolaire.

En outre, les durées de scolarisation au sein des établissements scolaires renseignent sur la situation des familles. On constate que 136 EFIV ont fréquenté le même établissement scolaire sur l'année 2023-2024, contre 113 l'année précédente. De plus, 34 % des EFIV sont scolarisés plus de 7 mois dans le même établissement. Ce faible pourcentage est à mettre en relation avec le mode de vie itinérant, parfois contraint, sur le département, comme analysé plus haut.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE



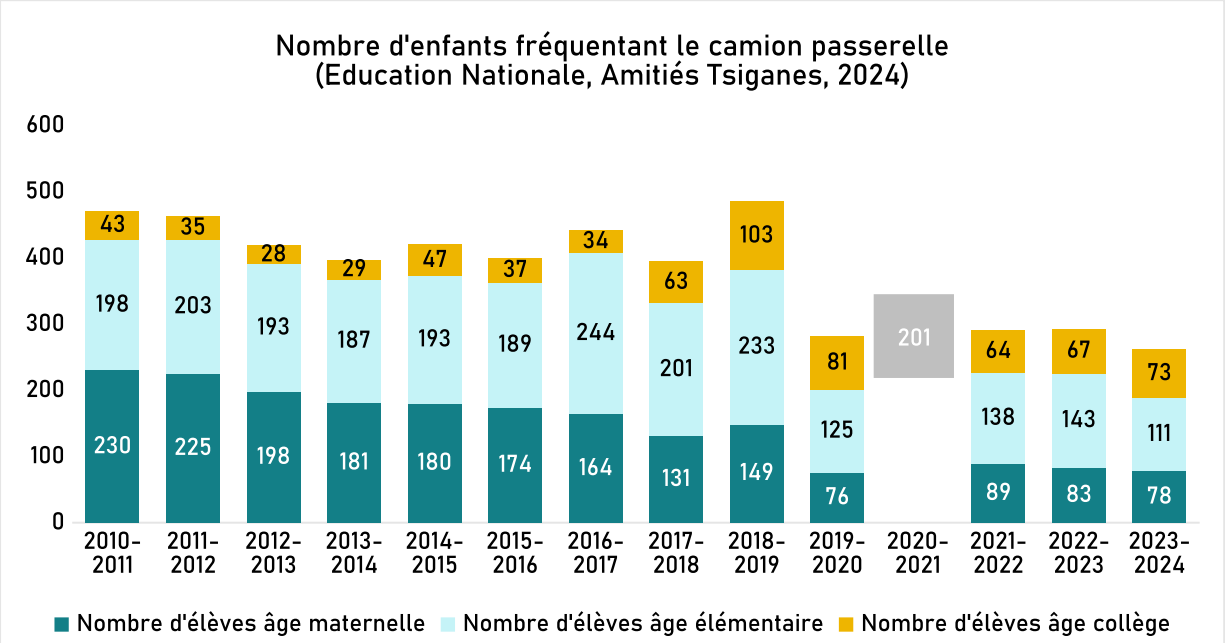
En date du 4 novembre 2024, l'Éducation Nationale recense 68 enfants non scolarisés sur le département (ni scolarisé à l'école, ni scolarisé en famille avec le CNED), dont 14 faisant l'objet d'un accompagnement ou de démarches de scolarisation (au 04/11/2024, Éducation Nationale) :

Commune	Lieu de stationnement	Type de stationnement	Nombre d'enfants non scolarisés	Dont mise en place d'accompagnement et démarches de scolarisation
Maxéville	Manitas de Plata	APA	10	
Maxéville	Rue Fruchard	Stationnement illicite	5	
Maxéville	Parking Zénith	Stationnement illicite	4	
Pompey	Allée des jardiniers	APA	3	
Longwy/Longlaville	Avenue de Longwy	APA	10	4
Longwy	Parking Kineopolis	Stationnement illicite	8	
Longwy	Secteur Pulventeux	Stationnement illicite	7	3
Mont-Saint-Martin	Proche parking auto-école	Stationnement illicite	11	3
Mont-Saint-Martin	Parking Conforama	Stationnement illicite	8	2
Neuves-Maisons	Proche Intermarché	Stationnement illicite	2	2

L'association Amitiés Tsiganes dispose d'une antenne mobile dédiée à l'équipe de l'Éducation Nationale, qui circule sur les aires d'accueil, et qui circulait jusqu'à fin 2024 sur l'ensemble des lieux de vie des Voyageurs. Ce dispositif ne remplace pas l'école mais permet d'informer et sensibiliser aussi bien les enfants que les parents qui ne scolarisent pas leurs enfants. Sur l'année 2023-2024, 231 enfants ont fréquenté le camion passerelle, dont 15 % qui ont rejoint l'école. Ce travail a fait ses preuves, au regard de la dynamique de retour à l'école observée ces dernières années.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE



Les partenaires tels que l'Éducation Nationale identifient un réel enjeu à scolariser les EFIV dès la maternelle, afin de s'intégrer dès le plus jeune âge au rythme scolaire et d'éviter les parcours de rupture. Cet objectif présent dans le précédent schéma semble avoir porter ses fruits. Néanmoins, l'inscription en 2nd degré reste fragile, il convient de poursuivre les efforts menés sur le sujet.

Les enfants de ménages en itinérance forcée sont davantage sujets à des décrochages scolaires, au gré des déplacements et des changements d'école mais aussi au vu des conditions de vie et d'habitat parfois précaires pour certaines familles. De plus, la fracture numérique de certaines familles et l'absence de WIFI sur les aires permanentes d'accueil contraint l'accès au portail numérique des établissements scolaires.

Une vigilance particulière doit être portée lors de la période des grands passages, où des vagues de déscolarisation surviennent dès le mois de mai. Lors du rassemblement régional 2024 sur l'aérodrome de Lunéville-Croismare, une médiation a été mise en place auprès des familles pendant les deux premiers jours du rassemblement pour inciter à la scolarisation.

Depuis septembre 2024, sur 22 EFIV inscrits en CM2, seulement 6 ont réellement le niveau CM2, tandis que 6 autres ont le niveau CE2 et 3 le niveau CP. Aussi, dans le 2d degré, les partenaires font le constat d'élèves qui regagnent des établissements scolaires en raison de l'absence d'IEF leur permettant de bénéficier du CNED, mais n'ont pas le niveau attendu vis-à-vis de leur âge.

Il y a un réel enjeu de sensibilisation des familles sur la scolarisation. En effet, certains parents peuvent garder des souvenirs douloureux de l'école, ne souhaitant pas que leurs enfants vivent ce qu'ils ont vécu. Lors des ateliers usagers organisés dans le cadre de la révision du schéma départemental sur quatre territoires du département, des parents racontaient que dans leur enfance ils étaient placés au fond de la classe à faire des coloriages et étaient victimes de moqueries et préjugés de la part des autres enfants.

Au-delà de la scolarisation, la formation obligatoire des 16-18 ans et l'orientation professionnelle des jeunes sont des enjeux cruciaux, en prolongement du parcours scolaire et en lien avec les missions locales. Lors des ateliers usagers, une mère expliquait que sa fille

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

souhaite être dentiste, ou encore un père disait qu'il serait heureux si son enfant devenait avocat par exemple. Les perspectives professionnelles des enfants de familles gens du voyage sont souvent limitées à quelques domaines spécifiques, par le biais d'études en CAP notamment : bâtiment, espaces verts, coiffure, services à la personne, etc.

D'après le rapport d'activité 2024 d'Amitiés Tsiganes, les différents secteurs départementaux rencontrent des enjeux spécifiques sur le volet scolarisation :

Grand Nancy

- Accompagner et sensibiliser les familles dans les nouvelles obligations de scolarisation (fin du CNED en accès libre).
- Renforcer le lien avec les établissements pour lutter contre l'absentéisme scolaire.
- Consolider les partenariats pour fluidifier les parcours de scolarisation.

Grand Longwy

- Soutenir la transition des enfants vers la scolarisation en milieu ordinaire.
- Créer des relais locaux pour garantir la continuité pédagogique.

Terre de Lorraine

- Développer un accompagnement renforcé pour les jeunes de 16-18 ans en sortie de parcours scolaire.
- Consolider la scolarisation sur l'ensemble du territoire.
- Mieux repérer les situations de décrochage pour agir plus tôt.

Briey

- Capitaliser sur la sédentarisation pour stabiliser les parcours éducatifs.
- Encourager la poursuite dans le 2nd degré auprès des familles.
- Améliorer le suivi des enfants en CNED pour éviter l'isolement pédagogique.

Val de Lorraine

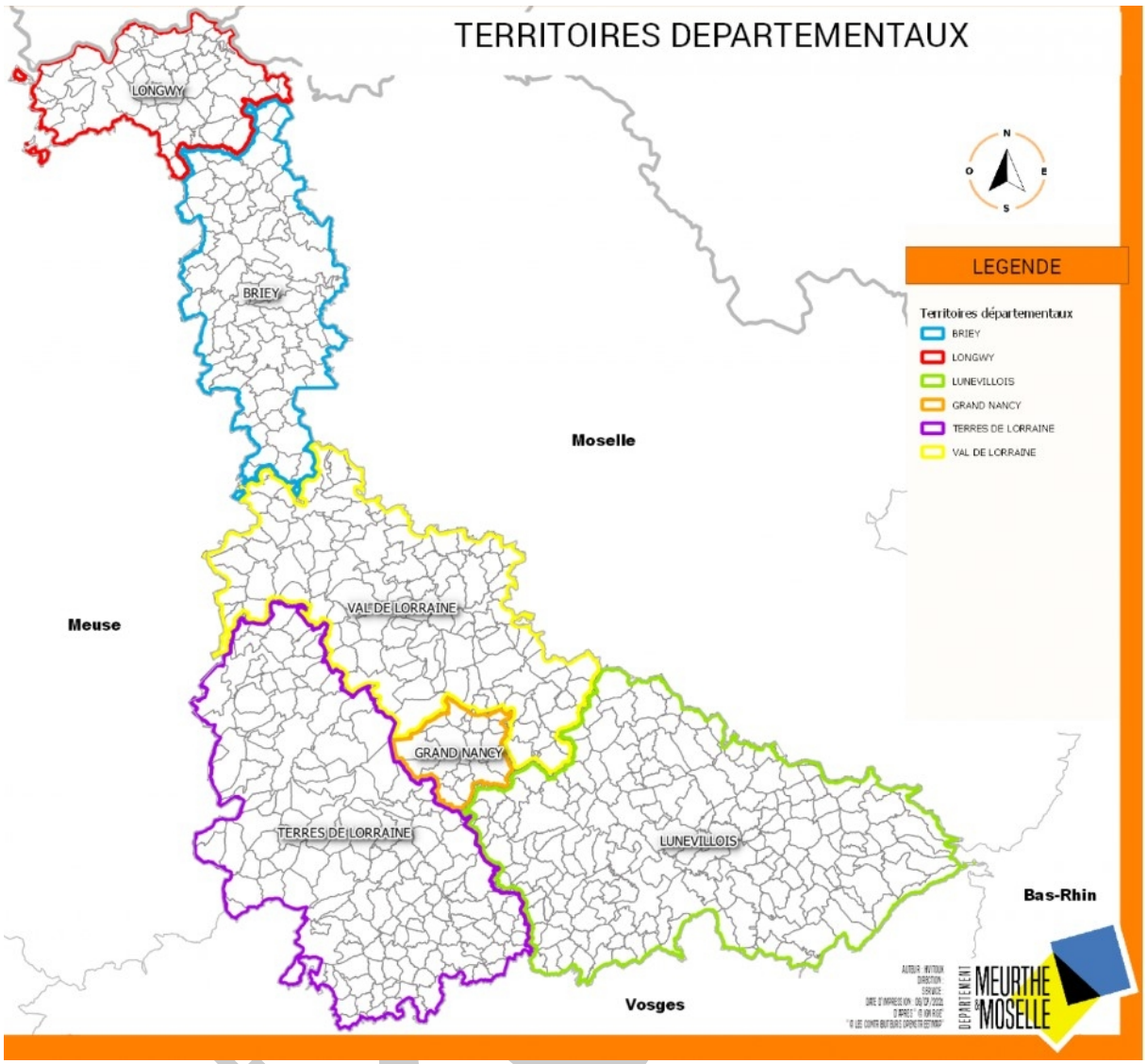
- Favoriser l'accès au collège en limitant le recours exclusif au CNED.
- Maintenir un dialogue régulier avec les familles sur l'importance de l'assiduité.
- Renforcer la coopération avec les établissements pour les élèves en difficulté.

Lunévillois

- Repenser la scolarisation à la suite de la fermeture de l'aire d'accueil.
- Consolider les parcours en cas d'expulsion pour éviter les ruptures.
- Valoriser les bonnes relations famille/école comme levier d'insertion.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE



4.3. Des mesures de prévention et d'accès à la santé émergentes mais encore limitées

Rappel des orientations et des objectifs du SDAHGV 2019-2024

4.2. Développer les mesures en faveur de la prévention et de l'accès à la santé

4.3.1. Une population davantage exposée aux inégalités en matière de santé

Les conditions de vie et d'habitat précaires auxquelles sont confrontées certains gens du voyage ont un impact sur leur santé et leur accès aux soins. Les règlements des aires d'accueil prévoient des dérogations pour motif d'hospitalisation. Toutefois, ces dérogations ne suffisent pas nécessairement selon les durées de suivi. En février 2024, une étude menée en Nouvelle-Aquitaine par Santé publique France et l'ARS, en lien avec la FNASAT-gens du voyage met en évidence les liens de causalités entre problématiques d'habitat et mauvaise santé : plus l'habitat est dégradé, plus la santé est mauvaise. Elle fait suite à l'épidémie de rougeole qui a sévi en France en 2017. L'étude révèle des problématiques de santé plus importantes chez les gens du voyage qu'en population générale (diabète, obésité, risques cardiovasculaires, état dépressif).

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Les gens du voyage suivis dans le cadre de cette étude font face à des conditions de vie et des expositions environnementales pouvant affecter leur santé et leur recours aux soins. Ces résultats plaident pour des actions ciblées « d'aller vers » comme la médiation en santé, tenant compte de leurs conditions de vie difficiles.

Les partenaires font état de réels enjeux autour de la vaccination de base, en particulier de la rougeole, mais aussi autour du saturnisme, lié aux activités de ferraillage. Dans ce cadre, il a été suggéré par l'ARS de solliciter le service santé environnement sur les APA pour sensibiliser sur le saturnisme.

4.3.2. Un poste de médiateur santé et des initiatives permettant de déployer des actions

Depuis 2022, une action en médiation santé est financée par l'ARS au sein de l'association Amitiés Tsiganes, dont les actions concernent principalement de la prévention, de l'action collective ainsi que le suivi de certains cas complexes. Ce poste de médiateur santé est renouvelable tous les ans, ce qui contraint parfois la portée de ses actions sur le temps long.

Le poste de médiateur santé intervient sur plusieurs volets :

- **Des permanences et des rencontres** sur les aires d'accueil, les lieux de stationnement et les lieux de vie où le médiateur informe, conseille et accompagne les gens du voyage dans leurs besoins de soin. Des rendez-vous individuels sont notamment proposés. Ces permanences permettent également de mener un travail de veille sur l'adéquation entre les besoins et l'offre de santé sur les territoires. Elles reçoivent environ 420 personnes dans l'année.
- **Des actions collectives en santé publique**, en s'appuyant notamment sur les conclusions de l'étude conduite en Nouvelle-Aquitaine pour identifier les sujets d'attention (santé bucco-dentaire, obésité, hypertension artérielle, asthme, diabète, dépression, saturnisme) et en ciblant tout particulièrement les enfants.
- **Des actions de sensibilisation partenariale** autour des parcours complexes de santé.
- Lors du grand rassemblement sur l'aérodrome de Lunéville-Croismare, Amitiés Tsiganes a été mobilisée par l'EPCI en dehors de son domaine d'intervention et a constaté un besoin de consultations médicales auprès de certaines familles. L'association a donc fait intervenir un médecin pendant toute une après-midi.

Comme évoqué plus haut, les actions de prévention et de dépistage organisées sur les aires d'accueil existent, mais sont encore insuffisamment déployées sur l'ensemble du territoire. Un gestionnaire soulignait qu'il était plus difficile de faire adhérer des parents sur des sujets de prévention santé que des animations récréatives à destination des enfants.

Les Contrats Locaux de Santé, signés à l'échelle des PETR, ne couvrent pas l'ensemble du département. De plus, ils ne traitent pas ou peu des Gens du voyage.

Un groupe de réflexion sur la santé des enfants de voyageurs réunissant l'Université de Lorraine, l'ARS, la PMI ainsi qu'Amitiés Tsiganes et la FNASAT a été lancé fin 2024. Son objectif est d'établir un programme de prévention adapté à la protection de l'enfant, en co-construisant avec les voyageurs une politique de prévention du saturnisme chez l'enfant et les femmes enceintes. Cette démarche fait suite à l'étude de Santé Publique France sur le saturnisme chez l'enfant. Elle s'inscrit également dans le cadre du développement de la médiation en santé auprès des populations vulnérables (loi hospitalière Marisol Touraine de 2016 - programme national de médiation en santé) et le développement de « l'aller vers » porté par Amitiés Tsiganes.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

D'après le rapport d'activité 2024 d'Amitiés Tsiganes, les différents secteurs départementaux rencontrent des enjeux spécifiques sur le volet santé :

Grand Nancy

- Renforcer l'accès aux soins des personnes âgées sédentarisées.
- Améliorer les conditions de vie sur les aires d'accueil (individualisation des blocs sanitaires sur Manitas).
- Développer les actions collectives de prévention santé.

Grand Longwy

- Organiser des campagnes de prévention régulières en lien avec les professionnels locaux.
- Créer des relais de santé de proximité pour répondre à l'augmentation de la demande (objectif difficilement atteignable en raison de la désertification médicale du territoire et de la concurrence du Luxembourg pour les professionnels de santé).
- Travailler sur les déterminants de santé liés aux conditions d'habitat.

Terre de Lorraine

- Lutter contre les effets sanitaires de l'habitat indigne (humidité, isolation).
- Renforcer la médiation santé pour les publics isolés.
- Engager les collectivités sur les enjeux croisés santé/habitat.

Briey

- Mieux structurer le suivi médical pour les personnes en habitat précaire.
- Renforcer les partenariats avec les MDS et CPAM locales.
- Intégrer la prévention santé dans les visites sociales régulières.

Val de Lorraine

- Maintenir un suivi de proximité via les dispositifs existants malgré la faible demande.
- Travailler la coordination entre les structures sociales et sanitaires.
- Prévenir les ruptures de droits à la santé par un accompagnement renforcé.

Lunévillois

- Organiser des temps de santé mobiles sur le territoire (ex. Chanteheux).
- Mettre en place une veille sanitaire pour les familles menacées d'expulsion.
- Intégrer les enjeux de santé dans les projets d'habitat pérennes.

4.4. Le déploiement de projets socio-éducatifs sur les aires d'accueil, des dispositifs précieux à développer

Rappel des orientations et des objectifs du SDAHGV 2019-2024

4.3. Mettre en place des projets socio-éducatifs dans les EPCI dotés d'aires d'accueil

Le précédent schéma prévoyait de mettre en œuvre des projets socio-éducatifs sur l'ensemble des EPCI détenant des aires d'accueil, dans l'objectif de favoriser l'intégration des gens du voyage et d'améliorer leurs conditions de vie, par la création de lien social et

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

d'actions de prévention. Ces projets devaient notamment faire le lien avec la scolarisation, mais aussi avec la culture tsigane. Des actions sont menées sur plusieurs aires d'accueil, portées par plusieurs acteurs, notamment les EPCI, les gestionnaires et Amitiés Tsiganes ainsi que d'autres partenaires locaux.

L'association Amitiés Tsiganes dispose d'un poste de médiatrice socio-éducative et culturelle, visant à l'insertion des publics par des actions culturelles, la promotion et la valorisation de la culture tsigane, l'accompagnement des 16-25 ans, etc. Des animations variées sont proposées sur les aires d'accueil à l'aide du camion PASS (Prévention, Action Sociale, Santé), notamment en période de vacances scolaires. Les femmes sont globalement plus réceptives à ce type d'actions, portant sur la santé, la parentalité, la scolarité, la mixité, la culture et le numérique.

- Des actions à destination des enfants et des parents sont régulièrement menées sur l'aire de Maxéville (Manitas de Plata) : animations, sorties culturelles, classe mobile. Ces projets sont organisés par les agents médiateurs de la Métropole du Grand Nancy, en partenariats avec Amitiés Tsiganes, la Maison du Lien et de la Solidarité de Maxéville, le centre social, la PMI, la médiathèque, la MJC, la mairie ainsi que la Métropole du Grand Nancy.
  Récemment, des projets portant sur Octobre Rose, la réflexologie, le tri des déchets, ou encore des ateliers vélos ont été organisés. La fête de Manitas a eu d'excellents retours, aussi bien de la part des résidents que des partenaires.



Exemples de projets organisés sur l'aire de Maxéville (Source : Métropole du Grand Nancy)

- La société VAGO propose également des projets socio-éducatifs par le biais du coordinateur social. Diverses actions sont menées sur la CA du Grand Longwy, en particulier sur les aires de Mont-Saint-Martin et Longlaville. En 2024, 39 animations ont été proposées (35 en 2023), dont 6 à destination des adultes, concernant notamment la sensibilisation à la gestion des déchets, et des formations aux « gestes qui sauvent ». Les 33 restantes concernent principalement des activités ludiques et des sorties récréatives et culturelles. Un livre de recettes de cuisine tsiganes a été réalisé et sera publié prochainement. Certaines de ces animations sont réalisées en partenariat avec Amitiés Tsiganes mais aussi l'U2AF (Union d'Associations d'Aide à la Famille). A cela s'ajoutent des missions d'aide aux entrepreneurs, à l'insertion professionnelle, aux

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

démarches administratives, à la domiciliation et aux permanences sur les aires (3 demi-journées par semaine).

- Tous les contrats de gestion de Saint Nabor Services disposent quant à eux d'une mission d'accompagnement social, mais seule l'aire d'accueil de Pont-à-Mousson dispose d'un poste dédié de conseillère sociale, reconduit chaque année. Il fait l'objet de partenariats avec la faculté dentaire, la Croix-Rouge, des associations d'art créatif, des associations de tri, la mission environnement de l'EPCI. Des animations sont proposées régulièrement à destination des enfants. Les gestionnaires ont relevé l'importance de ce poste, dans la mesure où du lien peut plus facilement se créer qu'avec des agents d'accueil, qui ont souvent le mauvais rôle auprès des groupes (paiement des redevances et des charges, rappel du règlement intérieur, etc.).

La dynamique partenariale pouvant s'essouffler au fil du temps, il convient de souligner l'importance d'un pilotage structuré et durable pour maintenir l'engagement des acteurs et assurer la continuité des actions.

Les familles qui adhèrent à ces actions collectives sont majoritairement des ménages ancrés sur le territoire. Il est constaté des difficultés d'adhésion de certaines familles itinérantes avec qui il est plus complexe de créer du lien.

Les partenaires ont souligné la nécessité de proposer des thèmes d'animation adaptés aux besoins identifiés par les ménages, mais aussi des projets portant sur des sujets parfois délicats comme l'éducation sexuelle, la contraception, qu'il convient d'amener progressivement en créant du lien avec les familles.

4.5. Une domiciliation et un accès aux droits facilités par l'accompagnement d'Amitiés Tsiganes

Rappel des orientations et des objectifs du SDAHGV 2019-2024

4.6. Favoriser l'accès aux droits et à la domiciliation

4.6.1. Une domiciliation principalement au sein d'Amitiés Tsiganes, appréciée par les ménages mais pouvait constituer un frein à l'autonomie

L'association Amitiés Tsiganes est le référent unique pour la domiciliation des ménages itinérants ainsi que le renvoi du courrier. En 2024, 888 ménages étaient domiciliés chez Amitiés Tsiganes en Meurthe-et-Moselle, soit environ 2 500 personnes avec 43 600 courriers reçus et distribués annuellement, dont la moitié est réexpédiée. Quelques familles étaient également domiciliées au sein des CCAS. Amitiés Tsiganes ne domicilie en principe que les ménages itinérants, dépourvus d'adresse fixe. A ce jour, Amitiés Tsiganes domicilie de nombreuses familles ancrées sur le département et sans solution de sédentarisation.

Lors des échanges animés avec les gens du voyage par le cabinet HTC chargé d'appuyer la révision du schéma, certaines personnes ont souligné le frein que pouvait constituer une domiciliation au sein de l'association Amitiés Tsiganes dans la réalisation de leurs démarches administratives, comme l'ouverture d'un compte bancaire ou la recherche d'emploi par exemple. Une domiciliation au sein d'une association peut être perçue comme peu sécurisante pour des banques ou des employeurs, et constitue ainsi un frein à l'insertion

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

professionnelle et l'autonomie des gens du voyage. Les gens du voyage peuvent en effet subir des discriminations à l'embauche. Ce frein est d'autant plus important que les personnes en question sont en recherche de solution d'ancrage, et rencontrent ici un frein supplémentaire dans leur projet de sédentarisation.

Le précédent SDAHGV prévoyait de mettre en place un réseau d'échanges et d'information sur la domiciliation, en particulier sur l'arrondissement de Val de Briey. Ce réseau ne semble pas avoir été mis en œuvre. Aussi, il était prévu d'harmoniser les règlements intérieurs des organismes domiciliataires. Cet élément figure également dans le schéma départemental de la domiciliation 2023-2028, faisant le constat d'un manque de coordination et d'informations des différents organismes domiciliataires et de l'absence de suivi et d'évaluation du dispositif. Ainsi, dans ce schéma de la domiciliation il est prévu la création d'une instance de pilotage et d'un référent dédié à la DDETS. En matière de suivi et de gouvernance, le schéma de domiciliation prévoit l'organisation d'un Comité de pilotage annuel, associant l'ensemble des organismes domiciliataires. Par ailleurs, il est prévu d'améliorer la diffusion d'informations autour du dispositif, via la création d'un guide explicatif sur la domiciliation pour les organismes et les usagers. Enfin, les agents de CCAS bénéficieront d'une formation afin d'harmoniser les pratiques.

4.6.2. Un accès aux droits encore très accompagné

Sur le volet de l'accès aux droits, l'Association Amitiés Tsiganes accompagne de nombreux gens du voyage du département dans leurs démarches administratives : domiciliation, contrats d'insertion, droits CAF, sécurité sociale, impôts, aides comme le FSL, URSSAF, retraite (CARSAT) ou encore la demande de logement social.

La CARSAT va prochainement intervenir en Meurthe-et-Moselle afin de traiter les sujets de dossiers retraite, via un partenariat avec Amitiés Tsiganes.

Un poste de conseiller numérique est financé au sein de l'association Amitiés Tsiganes jusqu'en 2025 par la Caisse des dépôts, mais ne sera pas reconduit, malgré 714 personnes accompagnées pour motif de fracture numérique en 2023.

L'association Amitiés Tsiganes travaille également en lien étroit avec des défenseurs des droits, deux d'entre eux siégeant au Conseil d'administration de l'association.

D'après le rapport d'activité 2024 d'Amitiés Tsiganes, les différents secteurs départementaux rencontrent des enjeux spécifiques sur le volet accès aux droits et domiciliation :

Grand Nancy

- Lutter contre la fracture numérique et l'isolement administratif.
- Poursuivre les ateliers d'accompagnement aux démarches (CAF, CPAM, impôts).
- Assurer la continuité de la domiciliation malgré les instabilités de lieu de vie.

Grand Longwy

- Développer des points d'accès aux droits mobiles ou de proximité.
- Renforcer les permanences sociales dans les aires ou lieux de passage.
- Maintenir l'accès au droit pour les indépendants (statut, couverture sociale).

Terre de Lorraine

- Assurer un accompagnement de qualité malgré l'éloignement géographique.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

- Outiller les familles pour les démarches en ligne (CPF, retraite, santé).
- Structurer un réseau de partenaires sociaux pour un maillage plus efficace.

Briey

- Cibler l'accompagnement vers les indépendants en difficulté administrative.
- Créer des rendez-vous dédiés au tri et à la compréhension des documents.
- Assurer un suivi régulier pour éviter la rupture de droits.

Val de Lorraine

- Poursuivre l'autonomisation des familles dans leurs démarches.
- Maintenir une présence sociale pour les cas complexes.
- Améliorer la coordination entre assistante sociale et structures d'accueil.

Lunévillois

- Renforcer l'aide aux démarches pour les personnes expulsées ou non domiciliées.
- Déployer des outils numériques et ateliers pour favoriser l'autonomie.
- Mobiliser les collectivités pour faciliter l'accès au droit commun.

4.7. Une insertion professionnelle des jeunes encore difficile et des enjeux de maintien des droits pour les auto-entrepreneurs

- **Rappel des orientations et des objectifs du SDAHGV 2019-2024**

4.5. Favoriser l'activité économique et l'insertion professionnelle

4.7.1. Un accès à l'emploi encore fragile et accompagné, notamment pour les femmes

Amitiés Tsiganes est le référent unique des bénéficiaires du RSA (BRSA) gens du voyage. 1 170 personnes BRSA sont orientées et réparties auprès des travailleurs sociaux de l'association, chaque travailleur social est référent de près de 240 personnes. Entre 400 et 450 personnes bénéficient d'un suivi précis tandis que le reste est davantage concerné par de la veille sociale. De plus, 450 travailleurs indépendants sont accompagnés par Amitiés Tsiganes. En 2023, 526 contrats d'insertion ont été mis en place, et 134 rendez-vous ont été pris liés à l'accompagnement URSSAF.

D'après le rapport d'activité 2023 d'Amitiés Tsiganes, les différents secteurs départementaux rencontrent des enjeux assez similaires sur le volet activité économique et insertion professionnelle. De manière générale, Amitiés Tsiganes identifie des besoins d'accompagnement des ménages dans le maintien aux droits, notamment pour les auto-entrepreneurs.

Les femmes exerçant une activité professionnelle sont peu nombreuses, et celles qui occupent un emploi occupent des emplois peu qualifiés (ménage, aide à la personne…).

Sur certains territoires, des ménages sont accompagnés par les services de droit commun, comme sur la CC Moselle et Madon où des personnes ont pu être accompagnées par l'espace emploi et l'antenne de la mission locale. Toutefois, il a été constaté par les partenaires des difficultés d'accompagnement des jeunes itinérants par les Missions Locales qui n'interviennent que sur un périmètre spécifique et immuable. L'itinérance des gens du voyage contraint l'insertion professionnelle, en particulier des jeunes.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

4.7.2. Des freins à relever pour l'insertion professionnelle des jeunes

Le précédent schéma prévoyait notamment de développer la promotion de la formation qualifiante des jeunes. L'insertion professionnelle des jeunes est à accompagner dans la continuité de la scolarisation et de la formation des nouvelles générations. Si des actions sont menées sur le sujet et laissent entrevoir des parcours d'insertion professionnelle réussis, des freins persistent dans l'insertion professionnelle des jeunes issus des communautés gens du voyage. La Métropole du Grand Nancy anime des ateliers d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes et a notamment permis à un jeune de réaliser un stage à la Métropole. Des sujets se posent quant à la formation obligatoire des 16-18 ans ainsi que l'accompagnement des jeunes en insertion par l'activité économique en tant que travailleurs indépendants, notamment en poursuivant la régularisation des démarches administratives et les actions d'aide au numérique.

Lors des ateliers usagers, il a été évoqué la stigmatisation subie par les gens du voyage dans l'accès à l'emploi, au point où des jeunes venaient à ne pas divulguer l'adresse d'Amitiés Tsiganes pour ne pas être identifié comme gens du voyage. D'après le rapport d'activité 2024 d'Amitiés Tsiganes, les différents secteurs départementaux rencontrent des enjeux spécifiques sur le volet insertion professionnelle :

Grand Nancy

- Mieux encadrer l'accompagnement des travailleurs non salariés.
- Proposer des actions collectives favorisant la montée en compétences.
- Soutenir l'accès à la formation via les dispositifs du droit commun.

Grand Longwy

- Organiser des actions de proximité (camion multi-services) pour le RSA.
- Valoriser les initiatives (jardin, cuisine) comme leviers d'insertion.
- Structurer les parcours d'entrepreneurs avec les acteurs économiques locaux.

Terre de Lorraine

- Engager les jeunes vers des dispositifs de formation professionnelle.
- Renforcer les passerelles entre accompagnement social et économique.
- Proposer un accompagnement individualisé pour les femmes.

Briey

- Mieux structurer le suivi des indépendants cumulant RSA et activité.
- Encourager la formation continue et les reconversions professionnelles.
- Développer des partenariats pour l'appui à la gestion d'activité.

Val de Lorraine

- Consolider les liens avec France Travail et les Missions locales.
- Renforcer l'accompagnement pour les jeunes en sortie de scolarité.
- Proposer des actions adaptées aux contraintes de mobilité.

Lunévillois

- Améliorer la continuité des parcours professionnels malgré la précarité résidentielle.
- Mettre en réseau les partenaires emploi, insertion, formation.
- Soutenir l'accès à la création d'activité pour les jeunes motivés.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

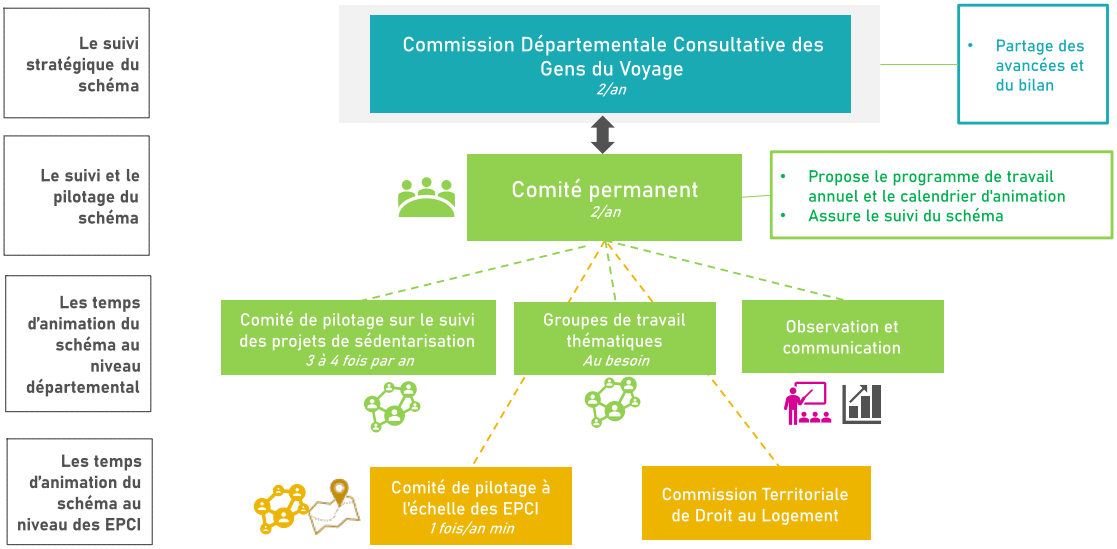
5. Une gouvernance et une animation du schéma aux échelles départementale et de certains territoires

5.1. Une animation du schéma portée principalement par la Commission Départementale Consultative des gens du voyage

Le SDAHGV 2019-2024 fixait 1 objectif sur le volet de la gouvernance du schéma :

> 5.1. Assurer un pilotage, une animation et un suivi régulier de l'exécution des dispositions et des prescriptions du schéma

La gouvernance du SDAHGV de Meurthe-et-Moselle 2019-2024 (HTC, 2025)



L'animation départementale du SDAHGV 2019-2024 a été essentiellement portée par la **CDCGDV**. La CDCGDV se réunit une à deux fois par an.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Composition de la CDCGDV de Meurthe-et-Moselle en 2024

(arrêté préfectoral n°2024-DDT-07 du 32/12/2024)

Représentants de l'État (5 voix)	
le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant	TITULAIRE
le directeur départemental DDT son représentant	TITULAIRE
la directrice départemental de l'emploi, du travail et des solidarités ou son représentant	TITULAIRE
l'inspecteur d'académie, directeur académique des services de l'éducation nationale ou son représentant	TITULAIRE
le délégué territorial de l'agence régionale de santé ou son représentant	TITULAIRE

Représentants des associations, pers. qualifiées, CAF et MSA (7 voix)	
Christian DELON (AT)	TITULAIRE
Gérard HOUOT (AT)	SUPPLÉANT
Pierre SECULA (ASNIT)	TITULAIRE
Jean-Pierre DUBOIS-POT (DAL 54)	TITULAIRE
Denis SIMERMANN (DAL 54)	SUPPLÉANT
Michel FOLLEY (UDAF)	TITULAIRE
Jean-Paul LACRESSE (UDAF)	SUPPLÉANT
Yann MARTIN (CASNAV)	TITULAIRE
Anne KUHNEL (CASNAV)	SUPPLÉANT
Monique DEBAY (CAF)	TITULAIRE
Sébastien PLAID (CAF)	SUPPLÉANT
Bernard HELLUY (MSA)	TITULAIRE
Jean-Louis LEPAGE (MSA)	SUPPLÉANT

Représentants du Département (5 voix)	
La présidente du CD ou son représentant	TITULAIRE
Michèle PILOT	TITULAIRE
Pascal SCHNEIDER	TITULAIRE
Bruno TROMBINI	TITULAIRE
Christopher VARIN	TITULAIRE
Jennifer BARREAU	SUPPLÉANT
Séverin LAMOTTE	SUPPLÉANT
Monique POPLINEAU	SUPPLÉANT
Sabine LEMAIRE-ASSFELD	SUPPLÉANT

Représentants des communes (1 voix)	
Marc OGIEZ	TITULAIRE
Alde HARMAND	SUPPLÉANT

Représentants des EPCI (4 voix)	
Bertrand KLING	TITULAIRE
Serge DE CARLI	TITULAIRE
Pascal FLEURY	TITULAIRE
Bruno MINUTIELLO	TITULAIRE
Christophe CHOSEROT	SUPPLÉANT
Joseph AMMENDOLEA	SUPPLÉANT
Fabrice CHARTREUX	SUPPLÉANT
Philippe DANIEL	SUPPLÉANT

Instance consultative d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation du schéma, cette commission a pour objet notamment de :

- présenter l'avancement du schéma sur les volets des prescriptions et des diverses actions menées ;
- suivre les besoins recensés au niveau départemental : nombre de grands passages annoncés et passés, stationnements illicites, fréquentation des aires permanentes d'accueil ;
- partager les évolutions réglementaires, les retours d'expériences et de bonnes pratiques ;
- échanger entre les membres.

Le **comité permanent** est chargé de coordonner et de préparer la commission consultative. Ce comité n'a pas été animé durant le dernier schéma, en-dehors de la période de révision.

Ces CDC GDV sont appréciées des membres. Un enjeu demeure quant au renforcement de la participation de l'ensemble des partenaires, en particulier des acteurs du champ social. Il apparaît également souhaitable de favoriser d'avantage les échanges entre les participants afin de dépasser une logique principalement descendante et de renforcer la dynamique collaborative.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

5.2. Des instances d'animation et de suivi du schéma déployées aux niveaux départemental et de certains EPCI

A l'échelle du département, plusieurs volets d'animation du schéma sont prévus :

- Le **comité de pilotage** sur le suivi des projets de sédentarisation, chargé d'accompagner les projets de solutions publiques d'ancrage (Terrains Familiaux Locatifs et Habitat adapté). Ce comité doit se réunir 3 à 4 fois par an.

- Des **groupes de travail thématiques** peuvent être réunis, au besoin, afin d'assurer le suivi stratégique et dynamique du schéma sur diverses thématiques : gestion des aires d'accueil (échanges de pratiques et d'harmonisation), mise en œuvre d'actions socio-éducatives…
    - Si certains groupes thématiques ont pu être organisés, notamment sur l'arrondissement de Val de Briey leur animation est devenue limitée. L'une des explication réside dans le rôle structurant joué par l'animation de la MOUS au cours du schéma qui a offert aux territoires et partenaires un cadre de travail structurant, au delà de la seule commission départementale.

- L'animation du schéma se traduit également via un travail **d'observation et de communication** qui permet de partager des informations et données sur les situations observées sur le département. En particulier, les EPCI ont accès aux données RESANA où sont récensés les stationnements illicites et les grands passages sur le département.

A l'échelle des EPCI :

- Des **comités de pilotage** étaient encouragés par le schéma, afin d'effectuer des points sur les prescriptions, les actions et les difficultés rencontrées inhérentes aux gens du voyage sur les EPCI. Une fréquence de 1 fois par an minimum était conseillée. Plusieurs EPCI ont animé ces comités de pilotage :
    - La CA du Grand Longwy et la CC Orne Lorraine Confluences organisent des COPIL sur le sujet de la sédentarisation, afin d'étudier les projets de terrains familiaux locatifs et d'habitat adapté sur leurs territoires

    - La CC Terres Touloises et la CC du Bassin de Pont-à-Mousson ont animé 1 COPIL annuel en présence du sous-préfet, du représentant d'Action Grand Passage sur la région Grand Est (M. Sécula) et des services sociaux. Ces COPIL ont été l'occasion de faire un bilan de la fréquentation des équipements d'accueil sur l'EPCI, des situations de sédentarisation et des actions déployées, de valoriser le travail de l'EPCI auprès des copilotes et de faire remonter les difficultés du territoire.

    - La CC Moselle et Madon, la CC du Bassin de Pompey et la CC des Pays du Sel et du Vermois se sont rencontrées annuellement et ont travaillé en partenariat, notamment en lien avec leurs prescriptions communes (l'AGP tournante sur les 3 EPCI, et l'APA mutualisée de Neuves-Maisons entre la CC Moselle-et-Madon et la CC des Pays du Sel et du Vermois).

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Au-delà de ces COPIL, des liens épars se sont créés entre EPCI, sans que ceux-ci ne soient systématisés. Les dynamiques de partenariat apparaissent inégales selon les territoires. Dans le nord du département, la communauté d'agglomération du Grand Longwy ainsi que les communautés de communes Terre Lorraine du Longuyonnais et Pays Haut Val d'Alzette n'ont pas réussi à construire, sur la période 2019-2024, un travail partenarial autour de la prescription qui leur était commune en matière d'accueil des grands passages.

- Les **Commissions Territoriales de Droit au Logement (CT DAL)** peuvent être mobilisées en fonction des situations individuelles concernées, notamment pour les difficultés liées à la sédentarisation, selon une fréquence à définir au rythme des besoins.
  - Ces commissions se sont peu réunies sur la thématique gens du voyage au cours du schéma : dans la CC Terres Touloises et la Métropole.

De manière générale, l'animation départementale est appréciée par les partenaires, qui trouvent dans la CDC GDV un lieu d'échange assez fréquent.
Néanmoins, quelques partenaires seraient intéressés par des temps d'échange plus techniques à l'échelle de sous-territoire par exemple (arrondissements, sous-secteurs géographiques…) qui pourraient aborder d'autres sujets tels que la gestion des stationnements illicites, les bonnes pratiques sur les projets d'ancrage…

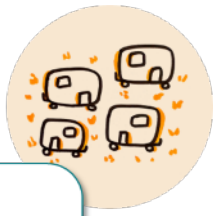
Les gestionnaires regrettent par ailleurs de ne pas être suffisamment impliqués dans la démarche. Enfin, les EPCI se disent également en attente de clarification quant au cadre légal du schéma : calcul des prescriptions, pénalités en cas de non-respect aux prescriptions du schéma, cadre d'intervention des mises en demeure..

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

6.1 Synthèse des enjeux

Grand passage



Constats du diagnostic

550 places pérennes dont 80 non utilisables, majorité d'**aires provisoires (680 places)**
Volume de passages en hausse autour de Nancy et Grand Longwy.
Asymétrie d'information (nombre de caravanes réel vs annoncé, durée du séjour).
Gestion coûteuse pour les EPCI.

Les points soulevés lors des ateliers partenariaux

Définition du Grand Passage à préciser (40-200 caravanes) + modalités pour l'accueil de groupes > 200 caravanes.
Reconnaissance souhaitée de l'AGP tournante comme aire pérenne.
Questionnements sur l'évaluation des besoins en AGP permanentes du SDAHGV 2019-2024.
Possibilité d'envisager un fond territorial de mutualisation pour les évènements exceptionnels ou d'un dispositif de **solidarité territoriale** entre EPCI du département
Demande d'**outils juridiques pour refuser l'accueil de groupes qui auraient commis des dégradations ou ne « seraient pas à jour de leurs obligations »**
Demande de **participation de l'intégralité des EPCI prescrits**

Premières pistes d'actions

Harmoniser les pratiques de gestion sur l'ensemble du département.
Préparer une meilleure coordination inter-EPCI pour l'accueil du grand passage.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Itinérance



Constats du diagnostic

Offre importante (275 places) mais **occupation inégale**.
Aires sous-occupées vs aires saturées.
Qualité et gestion hétérogènes (tarifs, équipements, règlements différents selon les EPCI).

Les points soulevés lors des ateliers partenariaux

Comparatif demandé sur coûts de fonctionnement et recettes des 11 aires.
Mettre en place un tableau comparatif des tarifs des équipements

Premières pistes d'actions

Harmoniser les conditions d'accueil sur tout le département (tarifs, règlements) en fonction de l'offre.
Calibrer précisément les besoins en aires selon l'occupation réelle.

Habitat



Constats du diagnostic

2 TFL existants seulement (9 places).
400 ménages ancrés recensés, dont **85% en situation précaire**.
De nombreux stationnements illicites liés à une recherche d'ancrage.

Les points soulevés lors des ateliers partenariaux

Une nécessité de bien identifier les besoins des familles entre **TFL, habitat adapté et accession à la propriété.**
Un nombre de familles intéressées par l'ancrage serait **plus faible qu'attendu sur certains territoires.**
Installations sur terrains privés non conformes → demande d'**appui juridique** pour les maires.

Premières pistes d'actions

Produire des solutions adaptées aux besoins réels des familles.
Accompagner et sensibiliser les élus dans la gestion des installations privées et les enjeux d'habitat.
Offrir des solutions d'habitat pérennes pour limiter le stationnement et l'ancrage illicites.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Accompagnement social

Constats du diagnostic

Hausse de la scolarisation (342 enfants scolarisés en 2023-2024) mais une vigilance à maintenir sur l'assiduité et le passage au secondaire.

Difficultés d'accès aux droits, enjeux en matière de santé et **insertion professionnelle** encore difficile, notamment pour les jeunes.

Des difficultés d'accès aux droits et à l'emploi liées notamment à la **domiciliation**

Actions socio-éducatives développées sur plusieurs aires.

Les points soulevés lors des ateliers partenariaux

Données à enrichir sur la scolarisation au collège et le nombre d'enfants en âge d'être scolarisés sur le département

Suivi important à prévoir pour **l'obligation de formation des 16-18 ans**.

Répartir géographiquement les postes de médiateurs scolaires proportionnellement au nombre de gens du voyage

Premières pistes d'actions

Renforcer l'accompagnement scolaire, notamment au secondaire.

Stabiliser les dispositifs de santé

Accompagner l'insertion professionnelle avec un focus jeunes (16-18 ans) et auto-entreprenariat.

Gouvernance

Constats du diagnostic

Une **animation** du schéma qui se **territorialise** sur plusieurs EPCI
Des **outils d'animation** qui ont été consolidés au cours du schéma : RESANA, médiateurs…
Une **MOUS** qui constitue un lieu d'animation du schéma.

Les points soulevés lors des ateliers partenariaux

Renforcer l'animation du schéma sur un plan technique à l'échelle du département en complément de la commission départemental consultative (rencontres EPCI, réunions thématiques….) et des temps d'animation lors de la révision.
Animer des échanges entre gestionnaires d'aires.

Premières pistes d'actions

Animer des temps d'échange réguliers dans l'année sur les différents volets du schéma
Mobiliser le **médiateur** dans cette animation technique

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

SDAHGV 2026-2032 de la Meurthe-et-Moselle

Partie 2 : plan d'actions et prescriptions

Table des matières

Introduction....3

Présentation des orientations....4

Orientation 1 : Stabiliser l'offre d'AGP via des aires pérennes et coordonner la gestion des grands passages....8

Action 1.1 : Réaliser 5 aires de grand passage pérennes et conforter/améliorer l'offre existante....8

Action 1.2 : Préparer une meilleure coordination inter-EPCI pour l'accueil des grands passages....8

Action 1.3 : Mettre en place des outils afin de réguler des dégradations sur les équipements....8

Orientation 2 : Maintenir l'offre d'accueil actuelle et accompagner les contextes d'occupation des aires....12

Action 2.1 : Réaliser entre 10 et 12 aires d'accueil (ou équivalence TFL) et conforter/améliorer l'offre existante....12

Action 2.2 : Harmoniser les conditions d'accueil....12

Orientation 3 : Répondre au besoin d'habitat en développant une offre d'ancrage, dans des conditions sécurisées et adaptées....15

Action 3.1 : Réaliser entre 113 et 154 places d'ancrage en terrain familial locatif ou équivalent....15

Action 3.2 : Accompagner les collectivités, y compris les EPCI non prescrits par le schéma....15

Action 3.3 : Accompagner les ménages en s'assurant de l'adéquation entre l'offre et les besoins recensés, et en favorisant l'accès ou le maintien dans le logement....15

Action 3.4 : Réfléchir à de nouvelles modalités d'ancrage et alternatives d'habitat....15

Action 3.5 : Favoriser le parcours résidentiel des ménages vers des solutions d'habitat de droit commun....15

Orientation 4 : Assurer l'accès aux droits et à un accompagnement social pour les personnes les plus vulnérables et lutter contre le non-recours....22

Action transversale 4.0 : S'assurer de la communication à tous les ménages de l'existence des dispositifs de droit commun et de leur orientation vers les points de relais/information (Maisons Départementales des Solidarités, France Service, CAF...) 22

Action 4.1 : Garantir la scolarisation des enfants de 3 à 16 ans....24

Action 4.2 : Améliorer le recensement et le suivi des EFIV inscrits, scolarisés et en âge de l'être, ainsi que leur assiduité....24

Action 4.3 : Renforcer les actions de prévention et de sensibilisation sur l'ensemble des sites d'installation des gens du voyage....26

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Action 4.4 : Assurer un suivi spécifique des familles vivant dans des conditions précaires voire indignes, notamment les familles vieillissantes....26

Action 4.5 : Réaliser un bilan annuel des enjeux du territoire en matière de santé et des actions menées dans le cadre de la médiation santé financée par l'ARS....26

Action 4.6 : Accompagner les projets professionnels dans leur diversité, notamment sur le volet de l'auto-entreprenariat....29

Action 4.7 : Accompagner la formation professionnelle obligatoire pour les 16-18 ans 29

Action 4.8 : Former des référents dédiés à l'insertion professionnelle des Gens du voyage....29

Action 4.9 : Expérimenter des temps de partage pour former à la participation citoyenne....29

Action 4.10 : Accompagner les ménages vers l'autonomie dans leurs démarches administratives....34

Action 4.11 : Accompagner le maintien de la domiciliation quel que soit le lieu de vie et face aux éventuelles discriminations....34

Action 4.12 : Déployer des actions socio-éducatives sur l'ensemble des EPCI dotés d'aires d'accueil....36

Orientation 5 : Assurer une gouvernance et une animation du schéma dans le temps et sur l'ensemble du territoire....37

Action 5.1 : Structurer une gouvernance partenariale ouverte et opérationnelle....37

Action 5.2 : Renforcer l'animation technique du schéma et pérenniser les outils partagés....37

Action 5.3 : Étudier et installer un outil de mutualisation à moyen terme....37

Action 5.4 : Veiller à porter le sujet de l'accueil et de l'habitat des Gens du Voyage au sein de la Conférence intergouvernementale franco-luxembourgeoise....37

Prescriptions....42

Méthode de définition des prescriptions....42

Les prescriptions par EPCI....44

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Introduction

L'élaboration du nouveau Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage 2026-2032 s'appuie sur un diagnostic approfondi qui met en lumière les enjeux en termes de grand passage, d'accueil, d'ancrage et d'accompagnement social des gens du voyage en Meurthe-et-Moselle.

Le département se distingue par une sollicitation importante lors des grands passages, avec 77 grands passages recensés entre 2021 et 2024, principalement autour de la Métropole du Grand Nancy et de la CA du Grand Longwy. Toutefois, l'offre dédiée reste fragile, reposant majoritairement sur des aires provisoires ou tournantes : seulement 1 aire de grand passage pérenne est aujourd'hui fonctionnelle. Ce déficit génère une gestion des grands passages sous tension pour les collectivités, et ce, malgré la reconduction du poste de médiateur départemental assurant la coordination des grands passages.

En parallèle, la Meurthe-et-Moselle dispose d'une offre importante d'aires permanentes d'accueil (APA) avec 11 équipements représentant 275 places, soit un des niveaux les plus élevés à l'échelle régionale. Néanmoins, leur occupation est inégale avec des aires sous-occupées et d'autres sédentarisées. Ces déséquilibres s'expliquent par des enjeux de localisation, de gestion, de tarification, mais aussi par des besoins différenciés des ménages. À cela s'ajoute une diversité des pratiques de gestion, qui fragilise la lisibilité et l'équité de l'accueil à l'échelle départementale.

Le département connaît de nombreuses situations d'ancrage de ménages gens du voyage, se traduisant de différentes manières (ancrage sur des équipements dédiés à l'accueil, errance subie, habitat privé non conforme aux règles d'urbanisme). Face à ces situations, la pénurie de solutions d'habitats pérennes dédiées ne permet pas de répondre aux besoins des ménages les plus précaires. Alors que plus de 400 ménages sont identifiés comme sédentarisés ou en errance forcée, dont 85 % dans des conditions précaires, le département ne dispose que de 2 terrains familiaux locatifs (TFL) totalisant 9 places-caravanes. Une dynamique de développement de l'offre est néanmoins à souligner, avec l'engagement de MOUS sur certains territoires.

Sur le volet social, les besoins sont nombreux : scolarisation, santé, accès aux droits, insertion professionnelle. En 2023, l'association Amitiés Tsiganes a assuré plus de 1 500 visites à domicile, accompagné 888 ménages domiciliés (environ 2 500 personnes) et suivi 1 170 bénéficiaires du RSA. Si la scolarisation progresse (322 EFIV scolarisés en 2023-2024 contre 207 l'année précédente), 42 % des enfants restent présents à l'école moins de 3 mois par an, et 62 enfants étaient non scolarisés à l'automne 2023. Le recrutement en 2025 de 2 médiatrices socio-éducatives vise à veiller à une meilleure assiduité à l'école de tous les enfants. L'accès à la santé reste aussi limité, malgré le déploiement d'un poste de médiateur santé. Le vieillissement de la population et l'exposition aux risques liés à l'habitat (saturnisme, insalubrité) renforcent ces fragilités.

Ces constats soulignent un aspect clé pour le SDAHGV : les volets du schéma sont interdépendants. Il ne peut y avoir d'accompagnement social durable sans un habitat stable et décent. Les démarches d'insertion, la scolarisation des enfants ou encore la prévention en santé supposent une sécurisation des conditions d'habitat, un accès aux droits effectif, et une coordination entre acteurs. Ainsi, l'accueil, l'ancrage et l'accompagnement social doivent être pensés de manière croisée, dans une logique de parcours résidentiel et de continuité des droits.

Le présent plan d'actions vise donc à répondre à ces enjeux de manière coordonnée et territorialisée, en conciliant politiques spécifiques et droit commun. Il propose des leviers concrets pour structurer une politique d'accueil et d'habitat respectueuse des situations de

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

vie plurielles des gens du voyage, en renforçant la gouvernance, la lisibilité de l'offre, et l'engagement collectif de l'ensemble des acteurs du territoire.

Le SDAHGV 2026-2032 s'articule autour de 5 orientations, se déclinant en 25 actions.

Présentation des orientations

Orientation 1 : Stabiliser l'offre d'aires de grand passage via des aires pérennes, et coordonner la gestion des grands passages

La stabilisation de l'offre d'accueil des grands passages constitue un enjeu prioritaire. Les passages annoncés et constatés chaque année confirment le rôle central de la Meurthe-et-Moselle dans les itinéraires régionaux, notamment autour de la métropole nancéienne et du nord du département. Ces dynamiques saisonnières, bien qu'anticipées, reposent encore largement sur des solutions provisoires ou tournantes, générant pour les collectivités une mobilisation complexe, des incertitudes logistiques et des coûts récurrents.

L'absence d'une offre pérenne suffisante a des conséquences en chaîne : stationnements illicites, occupation de sites inadaptés ou non prévus, saturation ponctuelle des aires existantes, déséquilibres entre territoires, tensions avec les riverains et difficultés d'entretien des équipements. Ces constats ont conduit à une attente forte des collectivités en faveur de solutions plus lisibles, plus durables et mieux coordonnées.

Face à ces constats, l'objectif de cette première orientation est triple :

- Stabiliser l'offre d'accueil en AGP, en confortant les sites existants et en favorisant la réalisation d'aires pérennes, selon les contraintes locales (foncier, risques, coûts) ;
- Renforcer la coordination inter-EPCI, en s'appuyant sur des outils communs, un appui départemental et une relation étroite avec les représentants des grands passages ;
- Prévenir les dégradations et sécuriser les équipements, en dotant les collectivités d'outils de régulation, de suivi et de gestion adaptés.

Cette orientation constitue un socle structurant pour assurer un accueil maîtrisé, équitable et soutenable des grands passages sur l'ensemble du département.

Orientation 2 : Maintenir l'offre d'accueil actuelle et accompagner les contextes d'occupation des aires

La Meurthe-et-Moselle dispose aujourd'hui d'une offre significative en aires permanentes d'accueil (APA), avec 11 équipements représentant 275 places, soit l'un des plus hauts niveaux d'équipement à l'échelle régionale. Cette couverture, globalement conforme aux prescriptions du précédent schéma, constitue une base précieuse pour l'accueil des groupes itinérants toute l'année.

Cependant, le diagnostic territorial révèle une grande hétérogénéité des situations d'occupation. Certaines aires sont peu sollicitées ou souffrent de tensions locales, d'autres sont occupées de manière quasi permanente par des ménages sédentarisés, contraignant leur vocation première.

Ces constats témoignent d'un décalage croissant entre les usages réels des aires et le modèle d'accueil tournant défini par la réglementation, dans un contexte où la frontière entre itinérance choisie et subie est de plus en plus floue. Ils posent également la question

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

de la lisibilité et de l'équité des conditions d'accueil, alors que les modalités de gestion (tarifs, règlements intérieurs, services associés) varient d'un territoire à l'autre.

Dans ce contexte, cette orientation vise à :

- Conforter et améliorer l'offre existante, en consolidant les équipements en place et en répondant aux besoins repérés, y compris par la création ciblée de nouvelles aires ou de solutions équivalentes en TFL sur certains territoires ;
- Harmoniser les conditions d'accueil, en travaillant à une convergence progressive des pratiques en matière de gestion, de tarification et de règlement intérieur, pour garantir un cadre lisible et équitable à l'échelle départementale.

Orientation 3 : Répondre au besoin d'habitat en développant une offre d'ancrage, dans des conditions sécurisées et adaptées

Le diagnostic territorial confirme l'existence d'un besoin massif et urgent de solutions d'ancrage.

Plus de 400 ménages sont aujourd'hui sédentarisés ou en situation d'errance forcée sur le territoire départemental, dont 85 % dans des conditions précaires, non réglementaires ou insalubres. La très grande majorité de ces ménages ne dispose pas de solutions de logement adaptées à ses besoins. Ces situations de mal-logement alimentent des situations d'exclusion, de non-recours aux droits, et de ruptures dans les parcours de scolarisation, de santé ou d'insertion.

Face à cette réalité, l'offre publique d'ancrage est quasi inexistante : seuls 2 terrains familiaux locatifs (TFL) sont aujourd'hui en fonctionnement, totalisant 9 places.

Répondre à ces enjeux suppose de reconnaître pleinement la diversité des formes d'ancrage (en aire d'accueil, sur terrain privé, dans l'errance) et de proposer une offre graduée, adaptée aux profils des ménages et à leurs souhaits d'habitat.

Cette orientation se décline autour de plusieurs axes d'intervention :

- Développer une offre d'ancrage nouvelle, via la réalisation de terrains familiaux locatifs ou de solutions équivalentes ;
- Accompagner les collectivités, y compris celles non inscrites dans les prescriptions du schéma, dans le montage opérationnel des projets ;
- Soutenir les ménages dans leur parcours vers un habitat pérenne, en veillant à l'adéquation entre les projets proposés et leurs besoins ;
- Explorer des formes alternatives d'ancrage, plus souples, sécurisées et compatibles avec les documents d'urbanisme, en particulier dans les territoires à forte pression foncière.

Orientation 4 : Assurer l'accès aux droits et à un accompagnement social pour les personnes les plus vulnérables

Les enjeux d'accompagnement social des gens du voyage sont transversaux à l'ensemble du schéma : ils touchent à la scolarisation, la santé, l'insertion professionnelle, l'accès aux droits, et la domiciliation. Ces besoins sont d'autant plus prégnants lorsque les ménages vivent dans des conditions précaires – stationnements illicites, errance contrainte, habitat insalubre – qui fragilisent l'accès aux services publics et les parcours de vie. L'instabilité vient alors limiter l'accès effectif aux dispositifs de droit commun.

Sur le territoire de la Meurthe-et-Moselle, l'accompagnement est principalement porté par l'association Amitiés Tsiganes, qui assure chaque année le suivi de plusieurs milliers de

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

personnes sur l'ensemble des sujets d'accompagnement, en lien avec les institutions, les partenaires sociaux et les gestionnaires d'aires. Le déploiement de médiateurs scolaires et de médiateurs santé a renforcé les capacités d'intervention, mais de nombreux besoins demeurent, notamment en matière médiation scolaire et de scolarisation durable, de suivi des publics vieillissants, de fracture numérique ou encore d'insertion professionnelle des jeunes.

Cette orientation vise à garantir l'égal accès aux droits fondamentaux pour tous les ménages, quels que soient leurs lieux de vie, en articulant accompagnement individuel, actions collectives et coordination partenariale.

Elle se décline en plusieurs priorités d'action :

- Améliorer l'accès aux dispositifs de droit commun, en assurant une meilleure information des ménages et leur orientation vers les relais locaux (CAF, France Services, Maisons départementales des solidarités, etc.) ;
- Garantir la scolarisation des enfants et suivre leur assiduité, en soutenant les médiateurs, en renforçant le lien avec les établissements et en sécurisant les parcours éducatifs ;
- Déployer des actions de prévention et de santé, notamment sur les questions de vaccination, de vieillissement, et en assurant un suivi spécifique des situations de grande précarité ;
- Soutenir l'insertion professionnelle, y compris en accompagnant les jeunes dans leurs obligations de formation, les auto-entrepreneurs dans le maintien de leurs droits, et les partenaires dans la montée en compétences via des référents spécialisés ;
- Renforcer l'autonomie des ménages dans leurs démarches administratives, en luttant contre la fracture numérique et les discriminations liées à la domiciliation ;
- Développer les projets socio-éducatifs, en lien avec les gestionnaires et les partenaires locaux, pour renforcer la cohésion, l'ouverture culturelle et la participation citoyenne.

Orientation 5 : Assurer une gouvernance et une animation du schéma dans le temps et sur l'ensemble du territoire

L'efficacité du Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage repose autant sur la qualité de ses actions que sur la capacité à les piloter, à les suivre dans la durée et à associer l'ensemble des acteurs concernés.

Si la Commission Départementale Consultative des Gens du Voyage (CDCGV) a constitué un socle régulier de dialogue tout au long du précédent schéma, les besoins exprimés par les partenaires locaux mettent en évidence l'intérêt d'un pilotage plus opérationnel, technique et décentralisé, au plus près des réalités de terrain. Des dynamiques ont déjà émergé, notamment via des COPIL locaux entre EPCI, mais restent ponctuelles et hétérogènes.

L'orientation vise ainsi à renforcer la gouvernance à plusieurs niveaux: en élargissant les acteurs associés à la CDCGV, en relançant le comité permanent comme espace de travail technique, et en consolidant les dispositifs locaux de suivi là où ils existent.

Par ailleurs, le maintien du poste de médiateur départemental et la montée en puissance d'outils de connaissance partagée comme RESANA sont essentiels pour appuyer techniquement la mise en œuvre du schéma et harmoniser les pratiques.

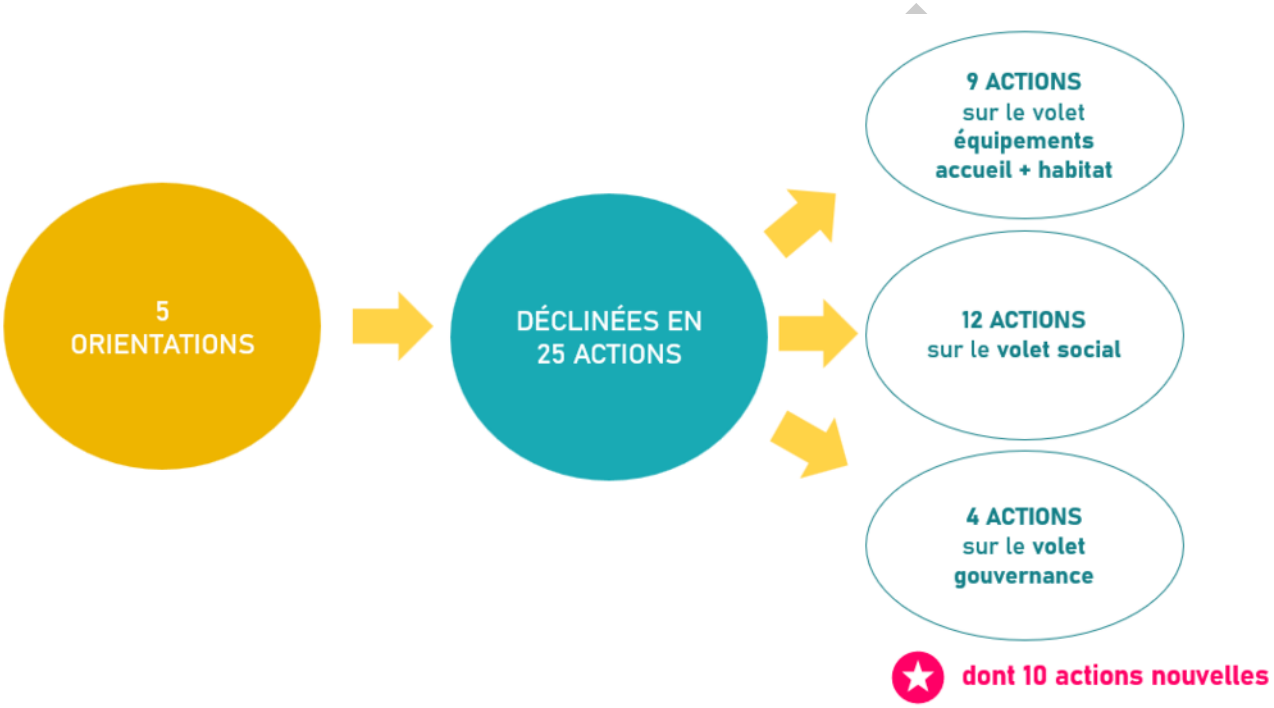
Enfin, la réflexion autour d'outils de mutualisation de moyens permettra à moyen terme d'assurer une ingénierie territoriale plus stable, au service des collectivités engagées.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Cette orientation se décline à travers quatre actions :

- Une gouvernance ouverte, à la fois départementale et territorialisée, incluant tous les acteurs concernés et des instances techniques régulières ;
- Une animation renforcée du schéma, articulée autour du poste de médiateur, d'outils numériques partagés et de temps de travail thématiques ;
- Une perspective de mutualisation de moyens à moyen terme, pour accompagner les collectivités dans la mise en œuvre concrète des actions ;
- Une prise en compte de la problématique transfrontalière.



Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Orientation 1 : Stabiliser l'offre d'AGP via des aires pérennes et coordonner la gestion des grands passages

- **Action 1.1 :** Réaliser 5 aires de grand passage pérennes et conforter/améliorer l'offre existante
- **Action 1.2 :** Préparer une meilleure coordination inter-EPCI pour l'accueil des grands passages
- **Action 1.3 :** Mettre en place des outils afin de réguler des dégradations sur les équipements

Les étoiles roses signalent qu'il s'agit d'une nouvelle action / modalité d'action introduite par le schéma 2026-2032.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Action 1.1	**Réaliser 5 aires de grand passage pérennes et conforter/améliorer l'offre existante**
Objectifs	Pérenniser une offre d'aires de grand passage en adéquation avec les besoins Répartir l'offre de manière équitable sur le département afin d'éviter les stationnements illicites
Territorialisation	Sur les EPCI concernés par des prescriptions : CCBPAM, CCTLB, CCTT, MGN, CCPSV, CCBP, CCMM, CAGL, CCT2L, CCPHVA.
Pilotage et partenariat	Pilote : Préfecture Chefs de projet : EPCI Partenaires : DDT, communes, médiateur départemental, gestionnaires et agents de médiation sur les aires d'accueil, Amitiés Tsiganes, représentant(s) Action Grand Passage
Modalités	Secteur Sud : réaliser 4 AGP soit un objectif de 600 places Secteur Nord : réaliser 1 AGP soit un objectif de 200 places *(voir détail dans la rubrique « prescriptions », ainsi que dans les fiches EPCI annexées au schéma)* ✶ Associer le(s) référent(s) Action Grand Passage dans la médiation et la création des équipements dédiés au grand passage, comme cela a pu être fait sur l'AGP de Toul, afin de veiller à la conformité des aires au regard des besoins des groupes
Moyens à mobiliser	Réunion en plénière conviant les pilotes du schéma, les EPCI et le(s) référent(s) Action Grand Passage Appui de la Préfecture et de la DDT pour la prospection foncière et l'analyse des terrains identifiés par les EPCI, ainsi que pour les financements mobilisables
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	• Réalisation des prescriptions : nombre d'aires pérennes ou tournantes créées, nombre de places pérennes ou tournantes créées • Diminution des stationnements illicites liés au grand passage (groupes supérieurs à 40 caravanes) • Retours des EPCI gestionnaires de l'année écoulée

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Action 1.2	Préparer une meilleure coordination inter-EPCI pour l'accueil des grands passages
Objectifs	Faciliter l'accueil des grands passages en répartissant les groupes par territoire Anticiper au mieux l'arrivée des groupes en améliorant le dispositif de recensement des stationnements Éviter les stationnements illicites liés aux grands passages
Territorialisation	Sur les EPCI concernés par des prescriptions : MGN, CCBPAM, CCTLB, CCTT, CCPSV, CCBP, CCMM, CAGL, CCT2L, CCPHVA.
Pilotage et partenariat	Pilote : Préfecture Partenaires : DDT, EPCI, médiateur départemental, gestionnaires et agents de médiation sur les aires d'accueil, représentant(s) Action Grand Passage
Modalités	• Formaliser les conditions d'accueil pour chaque aire de grand passage (règlement, tarifs, etc.) • Maintenir le poste de médiateur départemental • Animer des réunions plénières avec le représentant d'Action Grand Passage et les EPCI : en avril (préparatoire) et en octobre (bilan) : calendrier des missions, fréquentation, améliorations possibles/ souhaitées • Renforcer l'utilisation et la mise en commun de l'outil RESANA entre tous les EPCI et la Préfecture
Moyens à mobiliser	RESANA, rapports du médiateur, réunions ponctuelles conviant les EPCI concernés, le médiateur, le(s) référent(s) Action Grand Passage et la préfecture
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	• Tableau de bord RESANA : nombre de grands passages accueillis, nombre de caravanes des groupes, durée des séjours…

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Action 1.3	Mettre en place des outils afin de réguler les dégradations sur les équipements
Objectifs	Limiter les dégradations matérielles sur les aires de grand passage (AGP) et les équipements mis à disposition des groupes Préserver la qualité d'accueil et garantir la pérennité des sites sur le long terme Responsabiliser les usagers
Territorialisation	Sur l'ensemble des EPCI disposant d'une aire de grand passage, pérenne, tournante ou provisoire
Pilotage et partenariat	Pilote : Préfecture Partenaires : DDT, EPCI, médiateur départemental, gestionnaires et agents de médiation sur les aires d'accueil, représentant(s) Action Grand Passage
Modalités	• Réaliser un suivi renforcé de l'état des équipements en amont et en aval du séjour en renseignant une fiche d'entrée / sortie. ✶ Élaborer une charte d'usage spécifique aux AGP, intégrée dans les règlements et signée par les groupes à l'entrée sur l'aire. ✶ Réaliser des bilans annuels des dégradations afin d'en faire un retour aux groupes et aux partenaires lors de temps d'échanges réguliers (voir orientation 5 sur la gouvernance du schéma, Action 5.2)
Moyens à mobiliser	Mobilisation du poste de médiateur pour le suivi des groupes et la sensibilisation à l'entretien des lieux Appui des services techniques intercommunaux pour l'état des lieux des AGP à l'entrée et la sortie Éventuel accompagnement juridique ou conventionnel pour structurer les engagements réciproques Réunions techniques partenariales
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	• Bilans annuels des dégradations : types de dégradation, coûts pour les EPCI, remboursement des dégradations par les groupes…

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Orientation 2 : Maintenir l'offre d'accueil actuelle et accompagner les contextes d'occupation des aires

- **Action 2.1 :** Réaliser entre 10 et 12 aires d'accueil (ou équivalence TFL) et conforter/améliorer l'offre existante
- **Action 2.2 :** Harmoniser les conditions d'accueil

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Action 2.1	Réaliser entre 10 et 12 aires d'accueil (ou équivalence TFL) et conforter/améliorer l'offre existante
Objectifs	Maintenir une offre d'accueil suffisante et qualitative pour accueillir les ménages itinérants tout au long de l'année Pour les EPCI qui n'ont pas réalisé la totalité des prescriptions du SDAHGV 2019-2024, réaliser une offre d'accueil (ou bien d'ancrage) Tendre vers une individualisation des sanitaires lorsque c'est possible
Territorialisation	Sur l'ensemble des EPCI concernés
Pilotage et partenariat	Pilotage : DDT Chefs de file : EPCI Partenaires : communes, gestionnaires et agents de médiation sur les aires d'accueil, Département de Meurthe-et-Moselle
Modalités	Réaliser les nouvelles prescriptions fixées par le schéma : • CC Orne Lorraine Confluences : 20 places (ou 21 places d'ancrage) • CC du Pays Haut Val d'Alzette : 10 places (ou 10 places d'ancrage) • Métropole du Grand Nancy : réhabilitation de l'aire de Manitas de Plata et création de 20 places supplémentaires • Fermeture de l'aire d'accueil de Neuves-Maisons de 14 places (après report sur Manitas) Entretenir les aires existantes (maintenance préventive et curative) voire amélioration des infrastructures existantes (cf. recommandations inscrites aux fiches équipements en annexe)
Moyens à mobiliser	Réunions conviant les pilotes du schéma et les EPCI et gestionnaires (cf. orientation 5 sur la gouvernance). Appui de la Préfecture et de la DDT pour les recherches de terrain instiguées par les EPCI Subventions Etat mobilisables pour la création de nouveaux équipements : BOP135, DETR Subventions de fonctionnement : aides ALT2 (État/CAF) et aides du Conseil départemental
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	• Réalisation des prescriptions du schéma : nombre d'APA créées, nombre de places totales d'accueil sur le département • Réalisation des recommandations en matière de travaux/entretien sur les APA existantes

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Action 2.2	Harmoniser les conditions d'accueil
Objectifs	Proposer des conditions d'accueil similaires sur l'ensemble des aires permanentes d'accueil du département, afin notamment d'anticiper des stratégies d'évitement de certaines aires par les groupes
Territorialisation	Sur les EPCI disposant d'une aire permanente d'accueil : MGN, CCBP, CCBPAM, CCTLB, CCMM, CCTT, CCOLC, CCT2L, CAGL
Pilotage et partenariat	Pilote : DDT Chefs de file : EPCI Partenaires ; communes, gestionnaires et agents de médiation sur les aires d'accueil, Conseil départemental
Modalités	• Harmoniser l'ensemble des règlements intérieurs sur la base du règlement type existant (décret 2019), ainsi que les redevances et cautions appliquées sur les aires d'accueil. Ces tarifs peuvent varier d'un équipement à l'autre en fonction des services proposés sur chaque APA. • Réaliser un suivi renforcé de l'état des APA en amont et en aval du séjour en renseignant une fiche d'entrée / sortie. ✶ Mettre en place un tableau comparatif des tarifs des équipements
Moyens à mobiliser	Mettre à jour le référentiel départemental des APA et créer un tableau comparatif des tarifs appliqués sur les APA Réunions ponctuelles conviant les techniciens des EPCI concernés ainsi que les gestionnaires et les pilotes du schéma
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	• Harmonisation des règlements intérieurs, des redevances et des cautions de toutes les APA du département • Réalisation d'un tableau comparatif des tarifs des équipements

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Orientation 3 : Répondre au besoin d'habitat en développant une offre d'ancrage, dans des conditions sécurisées et adaptées

- **Action 3.1 :** Réaliser entre 113 et 154 places d'ancrage en terrain familial locatif ou équivalent
- **Action 3.2 :** Accompagner les collectivités, y compris les EPCI non prescrits par le schéma
- **Action 3.3 :** Accompagner les ménages en s'assurant de l'adéquation entre l'offre et les besoins recensés, et en favorisant l'accès ou le maintien dans le logement
- **Action 3.4 :** Réfléchir à de nouvelles modalités d'ancrage et alternatives d'habitat
- **Action 3.5 :** Favoriser le parcours résidentiel des ménages vers des solutions d'habitat de droit commun

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Action 3.1	Réaliser entre 113 et 154 places d'ancrage en terrain familial locatif ou équivalent
Objectifs	Répondre aux besoins d'ancrage des ménages sédentarisés sur le département. Une priorité sera apportée à la réponse aux besoins d'habitat pérenne de ménages en situation d'itinérance forcée et de ménages en mode de résidentialisation sur les aires permanentes d'accueil. Veiller à l'adéquation des projets vis-à-vis des besoins des familles
Territorialisation	Sur les EPCI concernés par des situations d'ancrage et d'errance
Pilotage et partenariat	Pilotes : DDT, Conseil départemental de la Meurthe-et-Moselle Chefs de file : EPCI Partenaires : communes, Amitiés Tsiganes, CAL Soliha, bailleurs sociaux
Modalités	Réaliser les prescriptions fixées par le schéma (voir tableau des prescriptions) : • CC Orne Lorraine Confluences : 21 places (ou 20 places d'accueil) et envisager la transformation de l'aire de Jarny, entièrement sédentarisée • CC du Pays Haut Val d'Alzette : 10 places (ou 10 places d'accueil) en Meurthe-et-Moselle • Métropole du Grand Nancy : 40 places • CA du Grand Longwy : 34 places • CC des Pays du Sel et du Vermois : 5 places • CC des Terres Touloises : 10 à 20 places • CC du Territoire de Lunéville à Baccarat : 5 places + conversion éventuelle de places d'accueil existantes en TFL ou équivalent • CC du Bassin de Pompey : 5 places • CC du Bassin de Pont-à-Mousson : 5 places Maintien des 2 TFL de 9 places existants (6 places pour la CA du Grand Longwy et 3 places pour la CC Moselle et Madon) Précisions : 1 TFL = 1 ménage = 2 à 6 places-caravanes A noter que le schéma ne peut que prescrire des places en terrain familial locatif. Il est ainsi proposé une procédure d'équivalence : s'il est considéré plus opportun de réaliser une autre solution d'habitat, au regard des besoins identifiés par la MOUS, les prescriptions peuvent s'appliquer à de l'habitat adapté ou une solution d'habitat alternative (cf action 3.4). Calcul d'équivalence de places TFL pour de l'habitat adapté : *1 habitat adapté = 1 ménage = environ 3 places TFL* • Poursuivre les MOUS individuelles, permettant de recenser les besoins des ménages identifiés pour des projets d'ancrage

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

	• Envisager une nouvelle étude départementale de la MOUS pour recenser le nombre de ménages en attente d'une solution d'ancrage. Cette nouvelle étude pourrait être réalisée en 2029 soit 10 ans après la dernière étude de recensement.
Moyens à mobiliser	MOUS (financement Conseil départemental et État (BOP 135)) via 3 bons de commande proposés : • 1 bon de commande dédié à l'accompagnement des collectivités pour étudier la faisabilité de projets de TFL • 1 bon de commande dédié à la réalisation de diagnostic sociaux et urbains auprès de ménages identifiés • 1 bon de commande pour l'accompagnement des ménages pendant 6 mois après l'entrée dans les lieux. Subventions à la réalisation de TFL et d'habitat adapté • Etat : BOP 135, DETR, DSIL, FNADT / FNAP (Habitat-adapté) • Conseil départemental : Aides à la Pierre • EPCI : Aides à la Pierre • + autres financeurs : associations, mécènes, CAF… Prêts aidés mobilisables pour la réalisation de TFL et d'habitat adapté • TFL : prêt PHARE • Habitat adapté : PLAI-adapté
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032) Étude de recensement des ménages sédentarisés ou en recherche de solution d'ancrage : 2029
Indicateurs de suivi et d'évaluation	• Réalisation des prescriptions du schéma en matière d'ancrage : TFL et Habitat adapté • Nombre d'études MOUS conduites au cours du schéma

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Action 3.2	Accompagner les collectivités, y compris les EPCI non prescrits par le schéma
Objectifs	Soutenir l'engagement de nouvelles collectivités, y compris non prescrites par le schéma, dans la mise en œuvre d'une offre d'ancrage ou d'accueil adaptée Réduire les inégalités territoriales de réponse aux besoins en habitat des gens du voyage Favoriser l'émergence de projets locaux dans une logique volontaire et coopérative
Territorialisation	EPCI concernés par des situations d'ancrage et d'errance de ménages gens du voyage
Pilotage et partenariat	Pilotes : DDT, Conseil départemental de la Meurthe-et-Moselle Chefs de file : EPCI Partenaires : communes, Amitiés Tsiganes, CAL Soliha, bailleurs sociaux
Modalités	✶ Proposer un appui individualisé aux EPCI non prescrits par le schéma pour étudier les besoins et identifier des solutions adaptées, ✶ Mettre à disposition des territoires des outils de diagnostic simplifiés, de pré-évaluation foncière et de projection financière (calibration des coûts, subventions et prêts mobilisables…) ✶ Organiser des réunions techniques interterritoriales pour partager les retours d'expérience et lever les freins (juridiques, fonciers, techniques) ✶ Mobiliser les acteurs du champ social pour faire le lien entre besoins repérés et la faisabilité locale, en lien avec les données issues de la MOUS
Moyens à mobiliser	MOUS, via les bons de commande dédiés aux études de faisabilité des solutions d'ancrage adaptées (TFL et habitat adapté) Subventions de l'État et du Conseil Départemental Ingénierie technique de la DDT Interventions de bailleurs sociaux ou opérateurs de l'habitat pour former / informer les collectivités
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Nombre d'EPCI ayant mobilisé ce dispositif d'appui Nombre de réunions techniques interterritoriales organisées

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Action 3.3	**Accompagner les ménages en s'assurant de l'adéquation entre l'offre et les besoins recensés, et en favorisant l'accès ou le maintien dans le logement**
Objectifs	Garantir une réponse adaptée aux profils et attentes des ménages en recherche d'ancrage ou en situation d'habitat précaire Sécuriser les parcours résidentiels et éviter les ruptures Soutenir les capacités d'autonomie et d'appropriation du logement, en lien avec les réalités culturelles et sociales
Territorialisation	Sur les EPCI concernés par des situations d'ancrage et d'errance subie
Pilotage et partenariat	Pilotes : Conseil départemental et DDETS Partenaires : DDT, EPCI, communes, Amitiés Tsiganes, CAL Soliha, bailleurs sociaux
Modalités	• Réaliser des entretiens individualisés pour évaluer les besoins précis des ménages et leurs projets d'ancrage en amont de l'accès au logement (type d'habitat, localisation, capacités économiques, attachement communautaire, etc.) • Faciliter les démarches d'accès au logement (justificatifs, domiciliation, inscription DALO, médiation administrative) • Développer un accompagnement à l'installation ou au maintien, incluant l'apprentissage des usages locatifs, la gestion budgétaire, les droits et devoirs liés au logement ✶ Suivre dans le temps les ménages relogés ou ancrés, pour prévenir les situations d'échec ou de retour à l'errance
Moyens à mobiliser (droit commun)	MOUS, via le bon de commande dédié à l'accompagnement des ménages pendant 6 mois après l'entrée dans les lieux. Dispositifs de droit commun : FSL, AVDL, ASLL, demande de logement social, DALO
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	• Nombre de ménages relogés • Les types de solution de relogement (TFL, habitat adapté, logement social, logement privé…) • Nombre de mesures MOUS mobilisées pour l'accompagnement des ménages et bilan

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Action 3.4	Réfléchir à de nouvelles modalités d'ancrage et alternatives d'habitat
Objectifs	Explorer des formes d'habitat permettant de concilier ancrage résidentiel et maintien du mode de vie en caravane Répondre aux situations d'ancrage où les solutions classiques (TFL, habitat adapté, logement social) ne sont pas adaptées ou possibles, notamment en régularisant des situations existantes, lorsque cela est possible Encourager des formes souples, évolutives et acceptables localement Inscrire ces formes d'habitat non prévues par la loi dans le décompte des prescriptions fixées par le schéma
Territorialisation	Sur les EPCI concernés par des situations d'ancrage et d'errance
Pilotage et partenariat	Pilotes : DDT, Conseil départemental de la Meurthe-et-Moselle Partenaires : EPCI, communes, Amitiés Tsiganes, CAL Soliha, bailleurs sociaux
Modalités	✶ Envisager des formes d'habitats non réglementées mais éligibles à des subventions, comme le terrain aménagé locatif public ou le projet d'accession avec intervention de la collectivité. ✶ Rédiger et mettre en œuvre une procédure d'équivalence au TFL, comme pour l'habitat adapté (cf action 3.1) ✶ Envisager la régularisation de situations d'installation non conforme (zones constructibles), via des STECAL, si le contexte le permet ✶ Intégrer l'habitat mobile et démontable dans les PLU (zones U et AU) • Accompagner les ménages dans leur parcours résidentiel
Moyens à mobiliser	MOUS, ingénierie technique de la DDT, financements possibles de l'Etat (DETR) et du Conseil départemental si prévus au schéma, accompagnement par Amitiés Tsiganes et les professionnels du champ social
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	• Rédaction d'une procédure d'équivalence de modalités d'ancrage alternatives au TFL • Nombre de solutions d'ancrage alternatives au TFL en projet / réalisées • Nombre de ménages relogés grâce à ces solutions d'ancrage alternatives • Nombre de situations régularisées par des STECAL • Autorisation de l'habitat caravane dans les PLU • Nombre de ménages ayant bénéficié d'un accompagnement social dans le cadre de leur parcours résidentiel

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Action 3.5	Favoriser le parcours résidentiel des ménages vers des solutions d'habitat de droit commun
Objectifs	Encourager les familles voyageuses à se diriger vers de l'habitat dit « de droit commun », en adéquation avec leurs besoins et aspirations résidentielles (logement social, locatif libre, accession sociale, accession libre…) Promouvoir les solutions d'habitats existantes, non spécifiques : logement social, parc locatif privé, accession sociale à la propriété, accession libre Mettre en conformité avec les règles d'urbanisme des situations d'ancrage existantes.
Territorialisation	Sur les EPCI concernés par des situations d'ancrage et d'errance
Pilotage et partenariat	Pilotes : DDT, Conseil départemental de la Meurthe-et-Moselle Partenaires : EPCI, communes, Amitiés Tsiganes, CAL Soliha, bailleurs sociaux
Modalités (droit commun)	✶ Communiquer sur les solutions d'habitat de droit commun, abordables, accessibles et en adéquation avec les aspirations des familles ✶ Sensibiliser l**es ménages aux règles d'urbanisme,** à travailler en relai avec Amitiés Tsiganes et les fédérations de notaires ✶ **Aller vers l'autorisation encadrée de l'habitat caravane au sein de certaines zones U des PLU et étudier la possibilité de créer des STECAL en zones A, N** pour les ménages souhaitant maintenir un mode de vie en caravane, afin soit de réguler des situations préexistantes, soit permettre à des ménages de maintenir un de mode d'habitat caravane dans leur parcours résidentiel.
Moyens à mobiliser	MOUS Ingénierie technique de la DDT Accompagnement par Amitiés Tsiganes et les professionnels du champ social
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	• Nombre de situations d'installations régularisées • Nombre de ménages relogés dans le parc locatif social et privé • Nombre de ménages ayant accédé à la propriété • Nombre de ménages ayant bénéficié d'un accompagnement social dans le cadre de leur parcours résidentiel

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Orientation 4 : Assurer l'accès aux droits et à un accompagnement social pour les personnes les plus vulnérables et lutter contre le non-recours

- ✶ **Action transversale 4.0 :** S'assurer de la communication à tous les ménages de l'existence des dispositifs de droit commun et de leur orientation vers les points de relais/information (Maisons Départementales des Solidarités, France Service, CAF…)

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Action transversale 4.0	**S'assurer de la communication à tous les ménages de l'existence des dispositifs de droit commun et de leur orientation vers les points de relais/information (MDS, France Service, CAF…)**
Objectifs	Réduire le non-recours aux droits sociaux, sanitaires, éducatifs et résidentiels Assurer une information claire, compréhensible et équitable pour tous les ménages, quel que soit leur lieu de vie ou leur situation administrative Créer une passerelle entre les dispositifs institutionnels et les réalités de terrain vécues par les gens du voyage
Territorialisation	Sur l'ensemble du département et des lieux de vie
Pilotage et partenariat	Pilotes : Conseil départemental de la Meurthe-et-Moselle et DDETS Partenaires : Amitiés Tsiganes, EPCI, gestionnaires et agents de médiation sur les aires d'accueil, Éducation Nationale (CASNAV-DSDEN), ARS, CCAS, France Services, Maisons départementales des solidarités, CAF, France Travail, Missions locales, Référents uniques
Modalités	✶ Concevoir et diffuser des outils d'information adaptés portant sur l'ensemble des droits et services accessibles : santé, logement, éducation, emploi, démarches administratives, etc. ✶ Afficher et distribuer ces supports dans les lieux de vie et de passage, lors d'interventions sociales ou médicales, ou via les gestionnaires d'aires • Organiser des temps d'information collectifs ou des permanences mobiles à destination des gens du voyage
Moyens à mobiliser	Moyens existants des partenaires : médiation, permanences, outils de communication, etc. Appui technique du Conseil départemental pour la coordination et la mise en lien avec les opérateurs institutionnels
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	• Réalisation et diffusion d'outils de communication adaptés sur les dispositifs de droit commun en matière d'accompagnement social • Nombre de temps d'information animés auprès des gens du voyage

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Scolarisation

- **Action 4.1 :** Garantir la scolarisation des enfants de 3 à 16 ans
- **Action 4.2 :** Améliorer le recensement et le suivi des EFIV inscrits, scolarisés et en âge de l'être, ainsi que leur assiduité

Action 4.1	**Garantir la scolarisation des enfants de 3 à 16 ans**
Objectifs	Rendre effective l'obligation de scolarisation des EFIV dès la maternelle (3 ans) Garantir le suivi de la scolarisation jusqu'à 16 ans
Territorialisation	Sur l'ensemble du département et des lieux de vie
Pilotage et partenariat	Pilote : Éducation Nationale (CASNAV-DSDEN) Partenaires : DDETS gestionnaires et agents de médiation sur les aires d'accueil, Amitiés Tsiganes, EPCI
Modalités	✶ Travailler la co-éducation en mutualisant tous les partenaires (développement d'un protocole local de scolarisation) ✶ Institutionnaliser la relation entre les médiatrices socio-éducatives et les référents EFIV dans les établissements ✶ Mettre en place des temps d'échange et d'interconnaissance à l'école pour lutter contre les stigmatisations ✶ Développer l'accès à internet sur les aires d'accueil ✶ Développer les actions extra et périscolaires pour faire le lien avec tous les temps de l'enfant (cantine, sport, culture, aide aux devoirs, etc.)
Moyens à mobiliser	Partenariat : DDETS amilles, médiatrices socio-éducatives d'Amitiés Tsiganes, Enseignants de l'éducation nationale, CASNAV, EPCI, communes, gestionnaires et agents de médiation sur les aires d'accueil Postes de médiateurs scolaires financés par la DDETS via les crédits DIHAL dédiés, dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt médiation scolaire (dispositif national – 5 départements pilotes)
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	• Réalisation d'un protocole local de scolarisation • Nombre de temps d'échange entre les médiatrices socio-éducatives et les référents EFIV des établissements • Nombre de temps d'échange et d'interconnaissance organisés • Intégralité des aires d'accueil couvertes par un accès internet • Nombre et type d'actions extra et périscolaires organisées

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Action 4.2	Améliorer le recensement et le suivi des EFIV inscrits, scolarisés et en âge de l'être, ainsi que leur assiduité
Objectifs	Avoir une meilleure connaissance de la scolarisation et l'assiduité effective des EFIV Affiner le suivi des EFIV tout au long de l'année scolaire
Territorialisation	Sur l'ensemble du département et des lieux de vie
Pilotage et partenariat	Pilote : Éducation Nationale Partenaires : DDETS, Amitiés Tsiganes, Inspection académique, gestionnaires et agents de médiation sur les aires d'accueil, EPCI, communes
Modalités	✶ Mobiliser les médiatrices socio-éducatives d'Amitiés Tsiganes recrutées dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'intérêt (AMI) afin de réaliser un recensement précis et actualisé de la scolarisation des EFIV. Renforcer les liens avec les établissements scolaires, gestionnaires et Amitiés Tsiganes pour communiquer au mieux sur la situation des EFIV.
Moyens à mobiliser	Rapports réguliers des médiatrices socio-éducatives d'Amitiés Tsiganes Partenariat : établissements scolaires, gestionnaires, Amitiés Tsiganes
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	• Progression du nombre d'EFIV scolarisés • Progression de l'assiduité des EFIV à l'école

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Santé

- **Action 4.3 :** Renforcer les actions de prévention et de sensibilisation sur l'ensemble des sites d'installation des gens du voyage
- **Action 4.4 :** Assurer un suivi spécifique des familles vivant dans des conditions précaires voire indignes, notamment les familles vieillissantes
- **Action 4.5 :** Réaliser un bilan annuel des enjeux du territoire en matière de santé et des actions menées dans le cadre de la médiation santé financée par l'ARS

Action 4.3	**Renforcer les actions de prévention et de sensibilisation sur l'ensemble des sites d'installation des gens du voyage**
Objectifs	Favoriser l'accès autonome aux soins et à la prévention via les services de santé **de droit commun** Sensibiliser aux enjeux de santé (ex. dépistages de cancer, vaccination etc.) Renforcer les partenariats avec les structures de santé
Territorialisation	Sur l'ensemble du département et des lieux de vie
Pilotage et partenariat	Pilote : Agence Régionale de Santé – délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle Partenaires : Amitiés Tsiganes, professionnels locaux de santé, agents de médiation sur les aires d'accueil
Modalités **(droit commun)**	• Poursuivre l'accompagnement individuel en matière de santé • Poursuivre les actions collectives de prévention sur les aires d'accueil (projets socio-éducatifs) et tout autre site d'installation de ménages gens du voyage • Développer des partenariats avec les acteurs de santé, notamment locaux : Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (CPTS), professionnels de santé de ville, CPAM, MDS, PMI, exercices coordonnés ✶ Assurer le relais des campagnes d'actions Plan de Prévention Santé nationales ou régionales, auprès des gens du voyage
Moyens à mobiliser	Médiateur santé (ETP financé par l'ARS)
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	• Nombre de bénéficiaires d'un accompagnement santé • Nombre d'actions Prévention Promotion de la Santé mises en place : individuelles ou collectives • Évolution du nombre de participants aux différentes actions • Nombre d'actions vis-à-vis des professionnels de santé : information, sensibilisation, mobilisation d'acteurs • Relai des campagnes d'action nationales ou régionales

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Action 4.4	Assurer un suivi spécifique des familles vivant dans des conditions précaires voire indignes, notamment les familles vieillissantes
Objectifs	Prévenir les situations d'habitat indignes et les effets néfastes sur la santé (non-raccordement aux réseaux, ferraillage, absence de lieu de vie pérenne, etc.)
Territorialisation	Sur l'ensemble du département
Pilotage et partenariat	Pilote : Agence Régionale de Santé – délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle Partenaires : Amitiés Tsiganes, partenaires locaux de santé, EPCI, communes, agents de médiation sur les aires d'accueil
Modalités	• Repérer les ménages vivant dans des conditions d'habitat précaires • Sensibiliser les familles aux risques sanitaires de leurs conditions d'habitat ✶ Intégrer les dimensions liées à la santé et la perte d'autonomie dans les futurs projets d'ancrage (lien avec les actions de l'orientation 3) ✶ Mettre en place une veille sanitaire pour les familles menacées d'expulsion ✶ Sensibiliser les collectivités sur les enjeux de santé des gens du voyage
Moyens à mobiliser	Médiateur santé (ETP financé par l'ARS) Rapports annuels des interventions menées auprès des familles et des collectivités
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	• Nombre d'actions de sensibilisation individuelles et collectives à destination des gens du voyage • Nombre de projets d'ancrage intégrant une dimension santé

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Action 4.5	Réaliser un bilan annuel des enjeux du territoire en matière de santé et des actions menées dans le cadre de la médiation santé financée par l'ARS
Objectifs	Disposer d'un état des lieux régulier sur les problématiques sanitaires rencontrées par les gens du voyage en Meurthe-et-Moselle Suivre et valoriser les actions de médiation santé mises en œuvre, notamment celles financées par l'ARS
Territorialisation	Sur l'ensemble du département
Pilotage et partenariat	Pilote : Amitiés Tsiganes, Partenaires : Agence Régionale de Santé – délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle, partenaires locaux de santé, EPCI
Modalités	✶ Élaborer un outil de bilan annuel partagé, permettant de centraliser les données d'intervention, les constats du terrain, et les indicateurs de santé observés (accès aux soins, vaccination, pathologies, etc.). ✶ Organiser un comité santé annuel en lien avec l'ARS pour présenter les constats, ajuster les priorités et coordonner les interventions (vaccination, dépistages, accompagnement spécialisé) ✶ Documenter les freins à l'accès aux soins (mobilité, couverture sociale, non-recours, barrière linguistique ou culturelle) et proposer des pistes d'amélioration ✶ Valoriser le travail de médiation santé (entretiens, accompagnements, animations collectives) dans une logique de pilotage et de plaidoyer
Moyens à mobiliser	Financement actuel de l'ARS pour la médiation santé et appui pour la méthodologie employée et l'animation du bilan Temps d'échange entre les partenaires concernés
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	• Création et animation d'un outil de bilan annuel partagé en matière d'actions santé • Nombre de comités de santé annuel organisés

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Insertion professionnelle

- **Action 4.6 :** Accompagner les projets professionnels dans leur diversité, notamment sur le volet de l'auto-entreprenariat
- **Action 4.7 :** Accompagner la formation professionnelle obligatoire pour les 16-18 ans
- **Action 4.8 :** Former des référents dédiés à l'insertion professionnelle des Gens du voyage
- **Action 4.9 :** Expérimenter des temps de partage pour former à la participation citoyenne

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Action 4.6	Accompagner les projets professionnels dans leur diversité, notamment sur le volet de l'auto-entreprenariat
Objectifs	Accompagner l'insertion professionnelle des gens du voyage, en particulier les bénéficiaires du RSA (BRSA) en lien avec le plein emploi Accompagner les gens du voyage à la création d'entreprise, avec un volet formation et un suivi post-création
Territorialisation	Sur l'ensemble du département
Pilotage et partenariat	Pilote : Conseil départemental de la Meurthe-et-Moselle Partenaires : Amitiés Tsiganes, France Travail, Missions locales, CAP Emploi, ensemble du réseau pour l'emploi RPE, Conseil Régional, DDETS, Conseil départemental et ses délégataires (BRSA), structures d'aide à la création d'entreprises (ex: ALACA)
Modalités **(droit commun)**	• Poursuivre l'accompagnement des BRSA et des travailleurs indépendants, notamment dans la création d'entreprises ✶ Développer des partenariats et renforcer les liens avec France Travail et les missions locales ✶ Convier les représentants des gens du voyage aux instances départementales relatives à l'insertion professionnelle
Moyens à mobiliser	Travailleurs sociaux d'Amitiés Tsiganes Instances départementales relevant de l'insertion professionnelle
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	• Indicateurs quantitatifs et qualitatifs de l'accompagnement des BRSA et des travailleurs indépendants (nombre d'accompagnements, de rendez-vous, types d'accompagnements, …) • Rapport d'activité annuel d'Amitiés Tsiganes établi par mission confiée, et par territoire. • Nombre d'entreprises créées

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Action 4.7	Accompagner la formation professionnelle obligatoire pour les 16-18 ans
Objectifs	Développer la formation qualifiante des jeunes dans le cadre de l'obligation de formation. Mettre en place un accompagnement socio-professionnel et une orientation adaptée en lien avec les partenaires locaux, vers des formations qui correspondent aux besoins des jeunes
Territorialisation	Sur l'ensemble du département
Pilotage et partenariat	Partenaires : Amitiés Tsiganes, France Travail, Missions locales, Conseil Régional, DDETS, Département (BRSA), Education Nationale, Chambres consulaires, organisations patronales et branches professionnelles, OPCO (organisme collecteur)
Modalités **(droit commun)**	• Orienter les jeunes vers des dispositifs de droit commun d'insertion vers l'emploi ✶ Développer des partenariats et renforcer les liens avec France Travail et les missions locales ✶ Proposer des stages de découvertes des métiers au sein des collectivités
Moyens à mobiliser	Travailleurs sociaux d'Amitiés Tsiganes, Dispositifs de droit commun (services civiques, structures d'insertion par l'activité économique, Périodes de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP), stages de découverte, etc.)
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	- Nombre de jeunes orientés vers des dispositifs d'insertion professionnelle - Nombre de mises en situation en milieu professionnel

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Action 4.8	Former des référents dédiés à l'insertion professionnelle des Gens du voyage
Objectifs	Former des « référents » au sein des services de droit commun (missions locales, antennes de France Travail, structures d'aide à la création d'entreprise…) aux besoins spécifiques des gens du voyage ancrés localement.
Territorialisation	Sur l'ensemble du département
Pilotage et partenariat	Pilote : Conseil départemental Partenaires : Missions locales, France Travail, CAP Emploi, structures d'aide à la création d'entreprises, Amitiés Tsiganes, Conseil Régional, DDETS, Chambres consulaires
Modalités **(droit commun)**	✶ Organiser une journée de formation (socle de base de connaissances) puis développer des outils de formation et des supports de communication
Moyens à mobiliser	Expertise d'Amitiés Tsiganes sur les besoins spécifiques des gens du voyage Connaissances des gestionnaires et agents de médiation sur les aires d'accueil Partenariat
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	• Organisation de 1 journée de formation • Développement d'outils de formation / communication

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Action 4.9	Expérimenter des temps de partage pour former les professionnels à la participation citoyenne
Objectifs	Mieux associer les gens du voyage aux projets d'aménagement et d'animation des lieux de vie collectifs que sont les aires permanentes d'accueil
Territorialisation	Expérimentation à mener sur une ou deux aires d'accueil du département
Pilotage et partenariat	Pilote : EPCI volontaires Partenaires : gestionnaires et agents de médiation sur les aires d'accueil, Amitiés Tsiganes, Fédération du bâtiment et autres spécialistes métiers
Modalités	✶ Organiser des groupes d'échanges et de partage, par grand domaine d'activité, sur les aires d'accueil : • Mettre en place des temps de préparation • Organiser des temps d'information et d'échanges • Recueillir la parole des gens du voyage et leurs propositions ✶ Mettre en place d'autres actions qui répondent aux besoins d'insertion des gens du voyage
Moyens à mobiliser	Partenariat : gestionnaires et agents de médiation sur les aires d'accueil, Amitiés Tsiganes, Fédération du bâtiment et autres spécialistes métiers
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	• Nombre d'actions menées en matière de participation citoyenne • Nombre de professionnels formés à la participation citoyenne

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Accès aux droits et domiciliation

- **Action 4.10 :** Accompagner les ménages vers l'autonomie dans leurs démarches administratives
- **Action 4.11 :** Accompagner le maintien de la domiciliation quel que soit le lieu de vie et face aux éventuelles discriminations

Action 4.10	**Accompagner les ménages vers l'autonomie dans leurs démarches administratives**
Objectifs	Lutter contre la fracture numérique Accompagner les ménages vers l'accès aux droits et les dispositifs de droit commun
Territorialisation	Sur l'ensemble du département
Pilotage et partenariat	Pilote : DDETS, préfecture Partenaires : Amitiés Tsiganes, Conseil départemental (MDS), Maisons France Services, EPCI et autres collectivités territoriales, opérateurs internet
Modalités (droit commun)	✶ Tendre vers une connexion à internet stable sur l'ensemble des aires d'accueil (couverture du réseau mobile pour les usagers et/ou filaire pour les gestionnaires) • Poursuivre l'accompagnement vers l'accès aux droits, notamment via des permanences au sein des locaux d'Amitiés Tsiganes et sur les lieux de vie des gens du voyage via un bus itinérant • Renforcer les partenariats avec les dispositifs de droit commun : MDS, MFS ✶ Partage d'expériences auprès des CCAS et CIAS
Moyens à mobiliser	Travailleurs sociaux d'Amitiés Tsiganes Bus itinérant Feuilles de route de l'inclusion numérique (DDETS, CD54, Métropole du Grand Nancy)
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	• Nombre d'APA couvertes par une connexion internet stable • Nombre et lieux des permanences

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Action 4.11	Accompagner le maintien de la domiciliation quel que soit le lieu de vie et face aux éventuelles discriminations
Objectifs	Permettre une domiciliation équitable sur l'ensemble du territoire, auprès des organismes domiciliataires
Territorialisation	Sur l'ensemble du département, et plus particulièrement dans l'arrondissement de Val de Briey en raison de l'éloignement des bureaux d'Amitiés Tsiganes faisant office de service de domiciliation
Pilotage et partenariat	Pilote : DDETS Partenaires : Amitiés Tsiganes, CAARUD, ARELIA, ALISES, ARS, UCCAS, CIAS, CCAS, EPCI
Modalités	✶ Mettre en place un réseau d'échange et d'information concernant la domiciliation, notamment auprès des services de domiciliation sur l'arrondissement de Val de Briey ✶ Réfléchir à d'autres modalités de domiciliation afin de lutter contre les discriminations à l'emploi ✶ Faciliter l'accès au courrier des ménages le temps de leur séjour sur les aires d'accueil (ex. renvoi de courrier vers une boîte à lettres de l'aire)… • Harmoniser/Repréciser le règlement relatif à la domiciliation, notamment à destination des communes
Moyens à mobiliser	Comité de pilotage du schéma départemental de la domiciliation Liste de référents en domiciliation Brochure explicative sur le droit à la domiciliation Rapport annuel d'Amitiés Tsiganes sur la domiciliation
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	• Nombre de services domiciliataires mobilisés dans le cadre du réseau d'échange • Diffusion d'une brochure explicative sur le droit à la domiciliation • Nombre de refus de domiciliation (rapports d'activité annuels)

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Projets socio-éducatifs

✶ **Action 4.12 :** Déployer des actions socio-éducatives sur l'ensemble des EPCI dotés d'aires d'accueil

Action 4.12	**Déployer des actions socio-éducatives sur l'ensemble des EPCI dotés d'aires d'accueil**
Objectifs	Favoriser des animations et projets qui ont du sens sur les aires d'accueil, au regard des attentes des ménages mais aussi des besoins identifiés
Territorialisation	Sur l'ensemble des EPCI dotés d'une aire d'accueil
Pilotage et partenariat	Pilotes : EPCI Partenaires : Amitiés Tsiganes, gestionnaires et agents de médiation sur les aires d'accueil, communes, Conseil départemental (ex : service d'action de sensibilisation sur les déchets…), partenaires locaux
Modalités	• Déployer et pérenniser des partenariats avec des structures locales (santé, dépistage, premiers secours, culture, loisirs créatifs, cuisine, gestion des déchets, etc.) ✶ Mettre en place un club de gestionnaires pour valoriser les bonnes pratiques sur les aires d'accueil et les animations organisées ✶ Inscrire dans les fiches de poste de l'ensemble des gestionnaires le volet de médiation socio-éducative ✶ Mettre en place une gouvernance des actions socio-éducatives entre EPCI ✶ Harmoniser les modalités de projets socio-éducatifs menés sur les aires
Moyens à mobiliser	Temps d'échange trimestriels entre gestionnaires et EPCI Réunion annuelle avec les services de l'État et du département Rapport annuel par EPCI présentant les évènements organisés
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	• Nombre de réunions visant à promouvoir la mise en place de projets socio-éducatifs à l'échelle des EPCI, entre EPCI et à l'échelle du département • Nombre de projets socio-éducatifs mis en place dans le département • Intégration du volet socio-éducatif dans les fiches de poste de l'ensemble des gestionnaires d'aires d'accueil

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Orientation 5 : Assurer une gouvernance et une animation du schéma dans le temps et sur l'ensemble du territoire

- **Action 5.1 :** Structurer une gouvernance partenariale ouverte et opérationnelle
- **Action 5.2 :** Renforcer l'animation technique du schéma et pérenniser les outils partagés
- **Action 5.3 :** Étudier et installer un outil de mutualisation à moyen terme
- **Action 5.4 :** Veiller à porter le sujet de l'accueil et de l'habitat des Gens du Voyage au sein de la Conférence intergouvernementale franco-luxembourgeoise

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Action 5.1	Structurer une gouvernance partenariale ouverte et opérationnelle
Objectifs	Renforcer la gouvernance départementale en associant un panel élargi d'acteurs (institutionnels, techniques, associatifs, représentants des gens du voyage) reflétant les ambitions du SDAHGV 2026-2032. Consolider les dynamiques locales de pilotage sur les territoires volontaires ou à enjeux Redonner un rôle actif et stratégique au comité permanent du schéma
Territorialisation	Sur l'ensemble du département
Pilotage et partenariat	Pilotes : DDT, DDETS, Préfecture et Conseil départemental Partenaires : EPCI, communes, gestionnaires et agents de médiation sur les aires d'accueil, Amitiés Tsiganes, CAL Soliha, Action Grand Passage, Éducation Nationale (CASNAV-DSDEN), ARS
Modalités	• Réactualiser le fonctionnement de la CDCGDV avec des temps de travail réguliers, une animation ciblée et une représentation élargie en incluant de nouveaux membres comme les bailleurs sociaux ou encore France Travail ✶ Relancer et redéfinir le rôle du comité permanent comme instance technique et stratégique de suivi du schéma ✶ Encourager la pérennisation ou la création de COPIL territoriaux ou thématiques sur les EPCI concernés par la présence de gens du voyage itinérants et/ou « sédentaires »
Moyens à mobiliser	Temps de travail partagé entre partenaires pour contribuer à la gouvernance active du schéma
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	• Réunions régulières du comité permanent • Nombre d'EPCI animant des COPIL

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Action 5.2	Renforcer l'animation technique du schéma et pérenniser les outils partagés
Objectifs	Assurer un pilotage technique structuré, suivi et outillé du schéma à l'échelle départementale Maintenir les ressources-clés pour la coordination opérationnelle : poste de médiateur, outils numériques, échanges inter-EPCI, partenariat Créer un réseau d'acteurs autour des sujets d'accueil, d'habitat et d'accompagnement social des gens du voyage à l'échelle du département afin de diffuser la connaissance, partager les retours d'expérience et favoriser les expérimentations. Harmoniser les pratiques et favoriser l'émergence d'une culture de travail commune entre territoires
Territorialisation	Sur l'ensemble du département
Pilotage et partenariat	Pilotes : DDT, Préfecture, Conseil départemental Partenaires : EPCI, gestionnaires et agents de médiation sur les aires d'accueil
Modalités	• Maintenir le poste de médiateur départemental comme ressource technique pour l'organisation des grands passages, le suivi des stationnements illicites, l'appui aux EPCI, et la médiation avec les groupes ✶ Organiser des temps techniques réguliers à l'échelle du département : groupes de travail thématiques, échanges de pratiques, ateliers territoriaux… Ces groupes temps techniques pourront mobiliser les territoires (EPCI, communes) mais aussi d'autres partenaires selon les thématiques (gestionnaires des aires, médiateur départemental, bailleurs sociaux, Amitiés Tsiganes et autres partenaires des champs socio-éducatifs…) • Actualiser et pérenniser l'outil numérique partagé (type RESANA ou autre plateforme) pour le suivi des séjours, la gestion des places et la circulation de l'information
Moyens à mobiliser	Médiateur départemental Outils numériques partagés (RESANA) Réunions techniques
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	• Maintien du poste de médiateur départemental • Nombre de réunions techniques organisées • Thématiques de ces réunions techniques • Participants aux réunions techniques • Pérennisation d'un outil numérique partagé de type RESANA

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Action 5.3	Étudier et installer un outil de mutualisation à moyen terme
Objectifs	Renforcer la capacité collective à porter, suivre et mettre en œuvre les prescriptions et actions du schéma, notamment en matière d'ingénierie, de portage foncier et de gestion des équipements d'accueil Instaurer un cadre de coopération entre EPCI, piloté et soutenu dans le temps
Territorialisation	Sur l'ensemble du département
Pilotage et partenariat	Pilotes : DDT, Préfecture, Conseil départemental Chefs de file : EPCI
Modalités	✶ Réaliser une étude de faisabilité ou un benchmark sur les formes juridiques possibles : syndicat mixte, GIP, etc. ✶ Lancer une concertation auprès des EPCI intéressés pour définir un périmètre, une gouvernance et un rôle à l'outil de mutualisation des moyens. Définir un plan de mise en œuvre à moyen terme, en lien avec les priorités du schéma et les ressources disponibles
Moyens à mobiliser	Benchmark
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	• Réalisation d'un benchmark des outils de mutualisation de moyens existants ailleurs en France • Réalisation d'une concertation auprès des EPCI • Définition d'un plan de mise en œuvre opérationnelle d'un outil de mutualisation • Création d'un outil de mutualisation

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Action 5.4	Veiller à porter le sujet de l'accueil et de l'habitat des Gens du Voyage au sein de la Conférence intergouvernementale franco-luxembourgeoise
Objectifs	Améliorer la communication avec les territoires limitrophes et particulièrement le Luxembourg compte-tenu de la porosité de la frontière et des besoins.
Territorialisation	Arrondissement de Val-de-Briey
Pilotage et partenariat	Pilote : Préfecture, Sous-préfecture et Conseil départemental Partenaires : DDT, EPCI de l'arrondissement de Val-de-Briey (CA Grand Longwy, CC du Pays Haut Val d'Alzette, CC Terre Lorraine du Longuyonnais), Luxembourg
Modalités	✶ Dans le cadre de la Conférence Intergouvernementale France-Luxembourg : - Aborder à l'ordre du jour le sujet de l'accueil des gens du voyage sur le secteur frontalier du nord du département - Négocier un accord de partenariat entre la France et le Luxembourg concernant l'accueil de gens du voyage travaillant au Luxembourg mais ancrés localement en France sur les communes frontalières avec le Luxembourg (par exemple : accueil de groupes au Luxembourg, participation financière du Luxembourg aux frais d'accueil de groupes à la frontière…)
Moyens à mobiliser	Conférence intergouvernementale franco-luxembourgeoise
Délai de mise en œuvre	Durée du schéma (2026-2032)
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Accord de partenariat entre la France et le Luxembourg sur l'accueil et l'ancrage des gens du voyage sur le secteur frontalier

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Prescriptions

✶ Méthode de définition des prescriptions

Ce que dit la loi - Cadre national

- Les **communes de plus de 5 000 habitants** figurent obligatoirement au schéma départemental.
- Les **EPCI sont compétents** en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des **aires d'accueil** des gens du voyage, des **aires de grand passage** et des **terrains familiaux locatifs publics**.
- La **définition des secteurs d'implantation des équipements d'accueil et d'habitat à réaliser** (Aire de Grand Passage, Aires Permanentes d'Accueil et Terrains Familiaux Locatifs) est réalisée à l'appui « d'une **évaluation préalable des besoins et de l'offre existante** ».

Définition des prescriptions en Meurthe-et-Moselle

→ Evaluation des besoins + Evaluation de l'offre → Ciblage des prescriptions sur les EPCI prescrits (EPCI comportant à minima 1 commune de plus de 5 000 habitants)

11 EPCI prescrits au schéma 2026-2032

32 communes de + de 5 000 habitants
Dont 2 nouvelles Pulnoy et Seichamps sur la Métropole du Grand Nancy.

CA du Grand Longwy
- Mont-Saint-Martin ; Longwy

CC du Pays Haut Val d'Alzette
- Villerupt

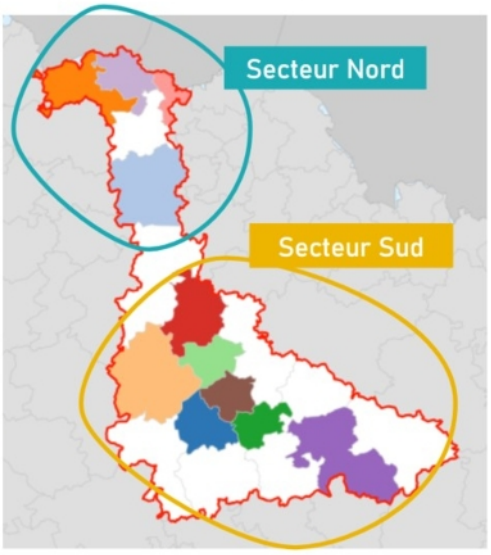
CC Orne Lorraine Confluences
- Homécourt; Jœuf ; Val de Briey ; Jarny

CC Terre Lorraine du Longuyonnais
- Longuyon

CC des Pays du Sel et du Vermois
- Saint-Nicolas-de-Port ; Dombasle-sur-Meurthe

CC Moselle et Madon
- Neuves-Maisons

CC Terres Touloises
- Toul



Métropole du Grand Nancy
Heillecourt ; Ludres ; Laneuveville-devant-Nancy ; Malzéville ; Essey-lès-Nancy ; Tomblaine ; Jarville-la-Malgrange ; Maxéville ; Saint-Max ; Laxou ; Villers-lès-Nancy ; Vandœuvre-lès-Nancy ; Nancy

Nouvelles communes de + de 5000 habitants : Seichamps ; Pulnoy

CC du Bassin de Pont-à-Mousson
- Pont-à-Mousson

CC du Bassin de Pompey
- Liverdun ; Frouard ; Champigneulles

CC du Territoire de Lunéville à Baccarat
- Lunéville

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Rappel : Que peut prescrire un schéma?

APA Des **Aires Permanentes d'Accueil** divisées en emplacements de 2 places-caravanes

AGP Des **Aires de Grand Passage** de 4 hectares soit 200 places-caravanes (sauf dérogation préfectorales pour réduire cette superficie)

TFL Des **Terrains Familiaux Locatifs** calculés en nombre de places-caravanes*

Localisation : par défaut sur les communes de + de 5000 habitants d'un EPCI, ou sur les communes de moins de 5000 habitants dans une même "zone géographique". 1 EPCI peut répondre à ses obligations en participant au financement d'un équipement dans un autre territoire

Places d'ancrage (TFL ou équivalent HA*)

1 place d'ancrage = 1 caravane
1 TFL = jusqu'à 6 places
**Le SDAHGV prescrit uniquement du TFL mais une équivalence entre Habitat adapté et TFL est possible*
1 ménage = environ 3 places TFL = 1 HA
*Les **TFL sont pris en compte dans le décompte de la loi SRU,** au même titre que les logements locatifs sociaux*

Evaluation des besoins	Evaluation de l'offre	Ciblage des prescriptions sur les EPCI prescrits
Volume de grands passages en hausse autour de Nancy (secteur Sud) et **Grand Longwy** (secteur Nord) **Des aires permanentes d'accueil au niveau d'occupation variable** : de la sous-occupation à la sédentarisation. **Une sédentarisation d'ampleur et croissante** sur l'ensemble du département et de nombreuses situations de précarités. Des ménages aspirant à conserver la caravane sur leur lieu d'habitat. Des **stationnements illicites** relevant du grand passage et du phénomène d'ancrage.	**Une offre dédiée aux gens du voyage tournée essentiellement vers l'accueil** : • **Pour les grands passages, les 2/3 de l'offre est provisoire** • Pour **l'accueil toute l'année**, les **équipements sont globalement en bon état** et **réalisés** sur la majorité des EPCI prescrits **Une offre dédiée à l'ancrage constituée aujourd'hui de 2 TFL.** Plusieurs **projets sont en réflexion.**	Des prescriptions qui ciblent : • La **pérennisation des aires de grand passage** • **Le maintien de la capacité d'accueil des APA** • **Le développement des places d'ancrage** (TFL ou équivalence en habitat adapté) sur tout le département

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

✶ Les prescriptions par EPCI

Les prescriptions sont calculées en places-caravanes. Un équivalent en ménages est donné à titre indicatif pour l'habitat. Pour les TFL une équivalence en habitat adapté est possible.

EPCI secteur Sud	Aires de grand passage	Aires d'accueil	Terrains familiaux locatifs
Métropole du Grand Nancy	1 AGP pérenne mutualisée et cofinancée de 200 places	Maintien de l'aire de Tomblaine (8 places) Agrandissement de l'aire de Manitas de Plata de 60 à 80 places. Individualisation des sanitaires. Fermeture de l'aire de Neuves-Maisons possible une fois les travaux de Manitas réalisés (report des 14 places existantes dans les 20 places à créer)	40 places (soit env 13 ménages) (à créer) Phasage : 20 places dans un délai de 4 ans et 20 places supplémentaires dans un délai de 6 ans à compter de l'approbation du schéma
Moselle et Madon			3 places (1 ménage) - (existantes)
Pays du Sel et du Vermois			5 places (2 ménages) - (à créer)
Bassin de Pompey		Maintien de l'aire de Pompey (10 places)	5 places (2 ménages) - (à créer)
Bassin de Pont-à-Mousson	1 AGP pérenne de 150 places (existante à hauteur de 80 à 100 places) Dérogation de surface : l'EPCI disposera d'un délai de 3 années pour atteindre une capacité de 150 places	Maintien de l'aire existante (40 places)	5 places (2 ménages) (à créer)
Terres Touloises	Maintien de l'AGP de 150 places (existante)	Maintien de l'aire existante (34 places)	10 à 20 places (env 5 ménages) - (à créer) A déterminer par l'EPCI en fonction des conclusions de la MOUS en cours
Lunéville à Baccarat	1 AGP pérenne de 150 places (à créer)	Maintien de l'aire d'accueil existante (20 places) + 5 places TFL (2 ménages) à créer ou conversion d'une partie des 20 places de l'aire d'accueil de Lunéville en places de TFL (proportion et localisation à déterminer) pour un total de 25 places TFL + APA	
Total Sud	**4 AGP pour 550 puis 600 places**	**6 aires 192 places**	**Total 73 à 83 places (26 ménages)**

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

EPCI secteur Nord	Aires de grand passage	Aires d'accueil	Terrains familiaux locatifs
Orne Lorraine Confluences	Suppression de l'AGP de 80 places	Maintien de l'aire de Jarny (17 places) + création de 20 places d'accueil ou 21 places TFL (9 ménages)	
Grand Longwy	1 AGP pérenne de 200 places mutualisée et cofinancée à l'échelle de 3 EPCI. Terrain définitif à identifier.	Maintien des 2 aires existantes (60 places)	Création de 34 places Maintien des 6 places dont 6 existantes) (13 ménages) Phasage : 20 places dans un délai de 4 ans et 20 places supplémentaires dans un délai de 6 ans à compter de l'approbation du schéma
Pays Haut Val d'Alzette		30 places en APA (20 places au titre de la Moselle, et 10 places au titre de la Meurthe-et-Moselle) réparties sur 1 ou 2 aires, les 10 places prévues au titre des obligations du schéma 54 pouvant être transformées en 10 places TFL.	
Terre Lorraine du Longuyonnais		Maintien de l'aire existante (12 places)	Pas de prescription
Total Nord	**1 AGP 200 places**	**4 à 6 aires (89 à 119 places)**	**40 à 71 places (13 à 25 ménages)**
Total département	**5 AGP 750 à 800 places**	**10 à 12 aires (281 à 311 places)**	**113 à 154 places (39 à 51 ménages)**

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage de Meurthe-et-Moselle 2026-2032

Annexes :

1. Recensement des terrains privés aménagés dans les conditions prévues à l'article L. 444-1 du code de l'urbanisme pour l'installation de résidences mobiles et des terrains mis à disposition des gens du voyage par leurs employeurs, notamment dans le cadre d'emploi saisonniers
2. Fiches synthétiques par EPCI
3. Fiches équipements
4. Paroles de Voyageurs : extraits des ateliers usagers
5. Liste des abréviations

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

1. Recensement des terrains privés aménagés dans les conditions prévues à l'article L. 444-1 du code de l'urbanisme pour l'installation de résidences mobiles et des terrains mis à disposition des gens du voyage par leurs employeurs, notamment dans le cadre d'emploi saisonniers

- L'étude sédentarisation (CAL SOLIHA et Amitiés Tsiganes, 2022) a identifié 51 propriétaires occupants en zone constructible sur le département.
- Il n'a pas été recensé de terrains mis à disposition des gens du voyage par leurs employeurs, notamment dans le cadre d'emploi saisonniers.

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

2. Fiches synthétiques par EPCI

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Référence de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Fiche EPCI : Communauté de communes Orne Lorraine Confluences

41 communes

52 938 habitants

La Communauté de communes Orne Lorraine Confluences est un EPCI du nord du département. Desservi par l'autoroute A4, sa localisation lui confère une certaine attractivité, aux portes de Metz, et non loin de la frontière luxembourgeoise.

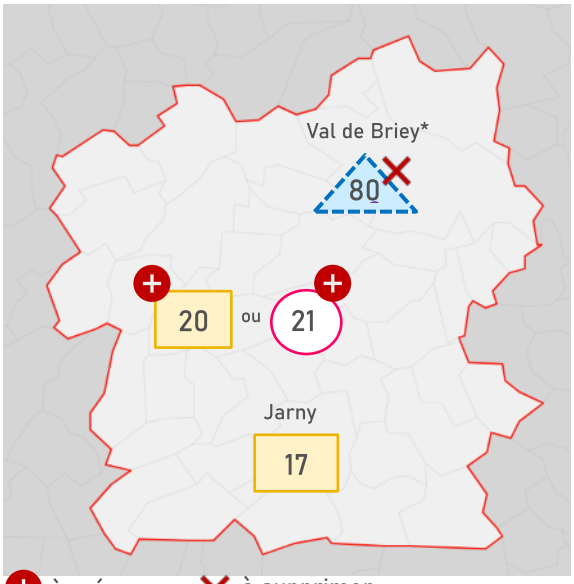
Le territoire est concerné par de nombreuses situations d'ancrage de ménages gens du voyage, engorgeant les équipements d'accueil dédiés à l'itinérance et aux grands passages. Ainsi, de réels enjeux se posent en matière de réalisation de solutions d'ancrage.

Un projet de terrain familial locatif de 21 places est à l'étude en 2024 sur la commune d'Auboué, un projet accompagné par la MOUS départementale.

Les communes de + de 5 000 habitants

(Insee, 2021)

- Homécourt
- Joeuf
- Val de Briey
- Jarny



à créer à supprimer

Existant

17 places (APA)

80 places AGP (non fonctionnelles)

A créer

21 places d'ancrage ou 20 places d'accueil

Places d'accueil (APA)

Places provisoires dédiées au grand passage en 2024 (AGP)

Places d'ancrage

	Prescriptions SDAHGV 2019-2024	Existant	Prescriptions SDAHGV 2026 - 2031
Grand passage (AGP)	1 AGP – 200 places	1 AGP – 80 places (1,6 ha)	Suppression de l'AGP
Aire permanente d'accueil (APA)	36 places	1 APA - 17 places	Maintien de l'APA de Jarny + 20 places d'accueil (APA) ou 21 places d'ancrage (TFL)
Ancrage (TFL ou HA)	X	X	

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Référence de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2026-2032 de Meurthe-et-Moselle

Fiche EPCI : Communauté de communes Orne Lorraine Confluences

41 communes

52 938 habitants

Les grands passages

L'aire de grand passage de Val de Briey, l'AGP de la Brouchetière, a été réalisée en 2006.

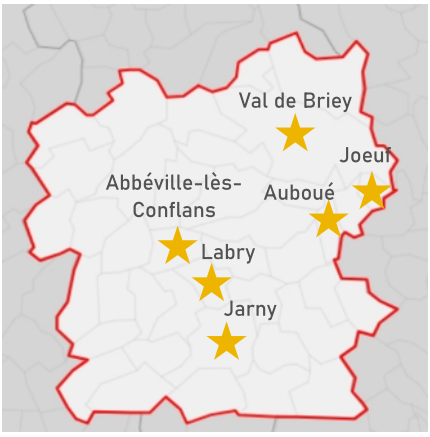
Depuis sa création, elle n'a jamais pu accueillir de grands passages. En effet, elle est entièrement sédentarisée par deux groupes locaux, en attente d'une solution d'habitat sur le territoire. De plus, sa localisation ainsi que sa conception ne sont pas adaptées à l'accueil de grands passages. La demande est faible sur le territoire.

Ainsi, le nord du département ne dispose que d'une AGP, l'AGP de Longlaville sur la CA du grand Longwy.

Enjeu pour la CCOLC :
Des grands passages qui ne peuvent pas être accueilli sur l'EPCI en raison d'une situation de sédentarisation historique sur l'AGP et d'une aire inadaptée aux besoins.

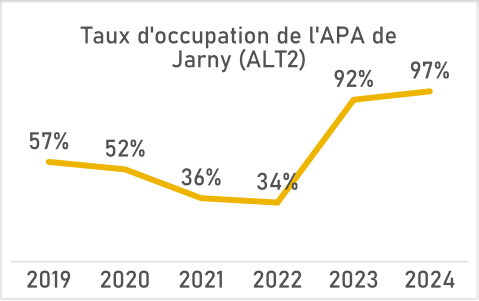
Les stationnements illicites

2021 : **4**
2022 : **2**
2023 : **2**
2024 : **3**



11 stationnements illicites sur le territoire entre 2021 et 2024, la majorité étant actuellement en cours sur plusieurs sites : l'aire de grand passage de Val de Briey, le cimetière d'Auboué, la rue du régiment à Auboué, ou encore le parking de la médiathèque à Joeuf, accueillant des familles locales. Ces stationnements concernant des groupes allant de 5 à 12 caravanes. Aussi, des stationnements ont eu lieu à Labry en 2021 (rue Jules Rollin) et à Conflans en 2024 (ZAC Val de l'Orme), rassemblant 17 et 13 caravanes.

L'itinérance toute l'année



L'aire permanente d'accueil de Jarny est actuellement sédentarisée par des ménages locaux. En effet, seulement quelques places connaissent une rotation de certaines familles, qui sont généralement des connaissances des occupants de l'aire. L'aire présente des signes forts d'ancrage : auto-construction (mobil-home), clôtures, boites aux lettres. Des dépôts sauvages sont aussi constatés sur l'aire. L'aire dispose d'un bloc sanitaire collectif, composé de 6 WC et 4 douches pour les 17 places. Les équipements sanitaires présentent un état dégradé.

Enjeu pour la CCOLC :
Une aire permanente d'accueil sédentarisée gelant la capacité d'accueil de l'EPCI. Des familles en recherche de solutions d'ancrage sur le territoire.

L'ancrage

30 ménages sédentarisés recensés par la MOUS dans l'étude sédentarisation (2022).

Les familles sédentarisées sur le territoire sont des groupes de longue date, ayant toujours vécu sur la CCOLC.
Certaines familles sont installées depuis plus de vingt ans.

- Jarny (aire d'accueil) : 6 ménages
- Joeuf (parking de la médiathèque) : 3 ménages
- Val de Briey (aire de grand passage) : 9 ménages
- Auboué : 10 ménages
- Batilly : 1 ménage
- Fléville Lixières : 1 ménage ayant acheté deux terrains et construit une maison

Une MOUS a été engagée pour la création d'un projet TFL de 21 places à Auboué.

Enjeu pour la CCOLC :
Réaliser des projets d'ancrage, en lien avec la MOUS.

Projets et premières perspectives

APA et AGP : modernisation des borniers de distribution de fluides en projet.

Recherche de foncier en cours pour un projet de TFL.

Enjeux sur le volet social du schéma

L'aire de Jarny n'accueille pas de projets socio-éducatifs. Toutefois, Amitiés Tsiganes se rend régulièrement sur site et sur l'ensemble des lieux de stationnements des familles sur le territoire.

Un enjeu à poursuivre l'accompagnement des ménages sur l'ensemble des volets du champ social, notamment pour les familles sédentarisées dans des conditions précaires.
Assurer la régularité scolaire malgré l'isolement de certains groupes.
Renforcer le suivi en matière de santé sur les parkings et terrains tolérés.
Assurer la continuité des droits des familles en semi-sédentarisation Soutenir les activités indépendantes et salariales existantes.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2026-2032 de Meurthe-et-Moselle

Fiche EPCI : Communauté de Communes du Bassin de Pont-à-Mousson

31 communes

40 238 habitants

La Communauté de Communes du Bassin de Pont-à-Mousson se localise sur un axe départemental important entre Nancy et le Luxembourg, en passant par Metz, via l'A31. L'EPCI se situe sur un bassin vallonné, avec des zones inondables et des problématiques de glissements de terrains. Cette situation géographique est contraignante, comme le démontre la mise en place de l'aire de grand passage provisoire en zone inondable pour l'année 2024.

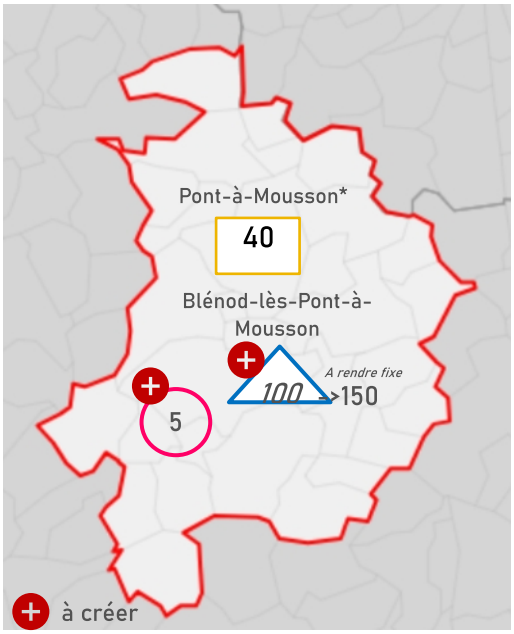
L'EPCI est concerné par des grands passages fréquents, des stationnements illicites chaque année et des situations d'ancrage sur des parcelles privées mais non adaptées et souvent précaires (irrégularité avec les règles d'urbanisme, zones inondables, absences de raccordement aux fluides…).

Les communes de + de 5 000 habitants

(Insee, 2021)

- Pont-à-Mousson*

Blénod-lès-Pont-à-Mousson : 4 645 habitants – variation annuelle de +0,3%
Dieulouard : 4 836 habitants – variation annuelle de -0,12%



Existant

40 places (APA)

1 AGP provisoire

A créer :

- **1 AGP pérenne de 150 places**
- **5 places d'ancrage**

Places d'accueil existantes (APA)
Places provisoires dédiées au grand passage (AGP) en 2024
Places pérennes dédiées au grand passage(AGP)
Places d'ancrage

** commune de + de 5 000 habitants porteuses d'équipement(s)*

	Prescriptions SDAHGV 2019-2024	Existant	Prescriptions SDAHGV 2026 - 2032
Grand passage (AGP)	1 AGP – 150 places	1 AGP provisoire – 80 à 100 places (2 ha)	**1 AGP pérenne – 150 places** *Dérogation temporaire à 80/100 places en attendant l'acquisition de terrains.*
Aire permanente d'accueil (APA)	40 places	1 APA – 40 places	**Maintien 1 APA – 40 places**
Ancrage (TFL ou HA)	X	X	**Création de 5 places**

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

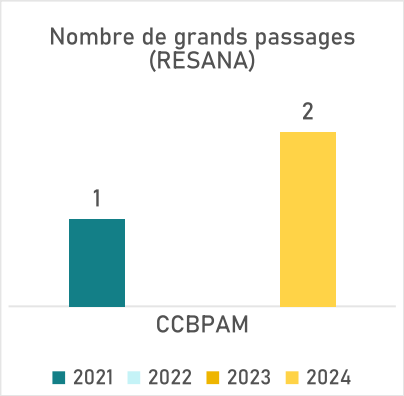
Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2026-2032 de Meurthe-et-Moselle

Fiche EPCI : Communauté de Communes du Bassin de Pont-à-Mousson

31 communes

40 238 habitants

Les grands passages



3 grands passages recensés sur RESANA entre 2021 et 2024 dont seulement 1 annoncé et 1 stationnement illicite en 2021, avant la mise à disposition de l'aire de grand passage provisoire. Les grands passages s'étendent sur une période de 12 à 34 jours et rassemblent entre 90 et 300 caravanes. Ce faible nombre de grands passages est à relativiser par l'absence d'aire avant 2024. En 2024, l'AGP provisoire a été concernée par des problèmes d'impayés, de vols et de dégradations, coûteuses pour l'EPCI.

1 grand passage en stationnement non autorisé recensé entre 2021 et 2024

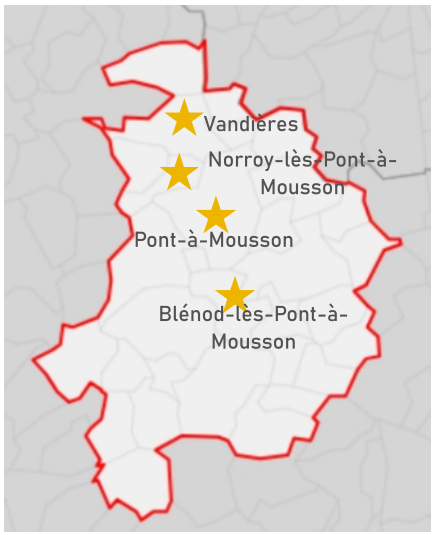
Enjeu pour la CCBPAM : Pérenniser l'aire de grand passage et la mettre en conformité avec le SDAHGV.

Les stationnements illicites

2022 : **4**

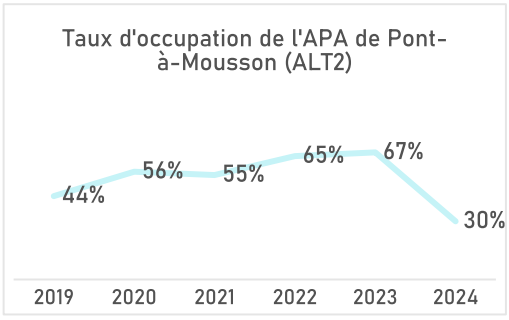
2023 : **2**

2024 : **3**



9 stationnements illicites sur le territoire entre 2021 et 2024, dont 4 sur le terrain de football de Norroy, pour des durées de 1 à 19 jours et de tailles variables entre 4 et 100 caravanes. Ils concernent principalement des groupes locaux en quête de sédentarisation.

L'itinérance toute l'année



L'aire permanente d'accueil ne présente pas de problématiques spécifiques, malgré une baisse de son occupation par rapport à 2023 et des situations de dépôts sauvages.

Ce sont majoritairement des groupes locaux qui occupent cette aire, en alternance avec celle de Marly (57). Des actions collectives sont portées par la conseillère sociale de Saint-Nabor Services à destination des enfants.

Enjeu pour la CCBPAM : Maintenir l'aire d'accueil pour les groupes itinérants.

L'ancrage

10 ménages sédentarisés recensés dans l'étude sédentarisation (2022).

Des situations de sédentarisation parfois anciennes (30 ans et plus) sont recensées sur Jezainville, Montauville, mais aussi Atton, Blénod-lès-Pont-à-Mousson, Maidières et Pont-à-Mousson, sur une vingtaine de parcelles privées acquises par les gens du voyage dont certaines en zone inondable. Certaines situations ont pu être travaillées via des MOUS par le passé mais les projets n'ont pas tous abouti en raison des ressources et/ou de l'adhésion des ménages. Des problématiques de pollution liée au ferraillage sont également à noter. Des familles en itinérance forcée qui stationnent régulièrement sur le territoire (stationnement illicite ou sur l'APA) qui cherchent des solutions d'ancrage.

Enjeu pour la CCBPAM : Mettre en œuvre les objectifs d'accompagnement vers la sédentarisation fixés dans le PLH (action 1.5) : mettre en œuvre les MOUS, créer des terrains familiaux locatifs.

Projets et premières perspectives

Acquisition en projet de terrains permettant d'agrandir l'AGP de Blénod-lès-Pont-à-Mousson pour atteindre la capacité de 150 places.

Enjeux sur le volet social du schéma

Poursuivre et renforcer les actions collectives menées sur l'aire d'accueil (ateliers numériques), par des partenariats multiples entre la conseillère sociale, les travailleurs sociaux d'Amitiés Tsiganes, la Mission Locale, France Travail..., afin de favoriser l'autonome, l'accès aux droits (santé, droits sociaux...) ainsi que l'insertion professionnelle.

Renforcer la sensibilisation des familles itinérantes à la scolarisation des enfants.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Référence de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2026-2032 de Meurthe-et-Moselle

Fiche EPCI : Métropole du Grand Nancy

20 communes

257 412 habitants

La Métropole du Grand Nancy est la plus petite métropole de France en nombre de communes et en superficie (142,3 km²). La métropole compte 15 communes de plus de 5 000 habitants (sur les 20 communes de la métropole), Deux nouvelles communes ont atteint le seuil de 5 000 habitants et sont donc nouvellement inscrites au SDAHGV 2025-2030 : **Pulnoy** et **Seichamps**.

Bénéficiant d'une attractivité, le territoire connaît une pression foncière importante entre la production de 1 000 logements par an prévu au PLUi-HD majoritairement en densification (renouvellement urbain, densification de l'habitat…) et porte des projets de développement urbain d'ampleur (mobilités, équipements, zones d'activités économiques…). En outre, le dynamisme de la métropole rayonne sur un bassin de vie plus large qui s'étend au sur les EPCI limitrophes.

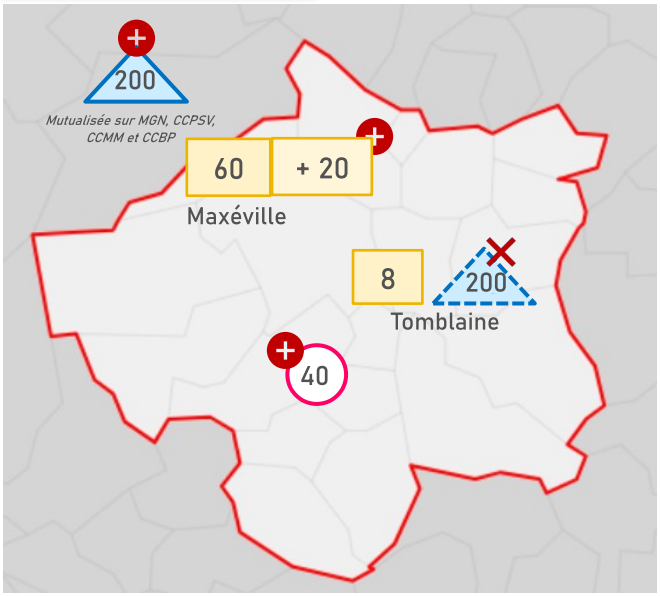
L'attractivité de la métropole l'est également pour les groupes de gens du voyage, qu'ils soient sédentaires/ semi-sédentaires sur ou itinérants. Malgré deux aires d'accueil et une aire de grand passage temporaire, des stationnements illicites sont recensés sur la métropole. Enfin, l'offre destinée à la sédentarisation des gens du voyage n'est pas encore développée.

Les communes de + de 5 000 habitants

(Insee, 2021)

Heillecourt, Ludres, Laneuveville-devant-Nancy, Malzéville, Essey-lès-Nancy, Tomblaine, Jarville-la-Malgrange, Maxéville, Saint-Max, Laxou, Villers-lès-Nancy, Vandœuvre-lès-Nancy, Nancy, Seichamps, Pulnoy

Nouvelles communes de + de 5 000 habitants



à créer à supprimer

Existant

68 places (APA)

1 AGP provisoire (200 places)

A créer :

- **1 AGP fixe de 200 places, mutualisée avec la CCBP, la CCPSV et la CCMM**
- **40 places d'ancrage**
- **+ 20 places sur l'APA de Maxéville (MGN)**

Places d'accueil (APA)
Places fixes dédiées au grand passage (AGP)
Places provisoires dédiées au grand passage en 2024 (AGP)
Places d'ancrage

	Prescriptions SDAHGV 2019-2024	Existant	Prescriptions SDAHGV 2026 - 2032
Grand passage (AGP)	1 AGP – 180 places	1 AGP provisoire – 200 places (4 ha)	**1 AGP fixe de 200 places, mutualisée avec la CCBP, la CCPSV et la CCMM**
Aire permanente d'accueil (APA)	2 APA – 68 places	2 APA – 68 places	**Maintien 2 APA + 20 places sur l'APA de Maxéville**
Ancrage (TFL ou HA)	22 places	X	**40 places**

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Référence de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

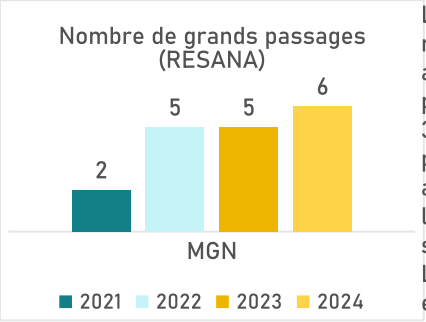
Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2026-2032 de Meurthe-et-Moselle

Fiche EPCI : Métropole du Grand Nancy

20 communes

257 412 habitants

Les grands passages



Les grands passages sont réguliers sur la métropole, avec en moyenne 5 grands passages annoncés sur les 3 dernières années. La plupart des passages sont annoncés et séjournent sur le territoire durant 1 à 3 semaines.

La taille des groupes varie entre 70 et 200 caravanes. Certains groupes locaux rejoignent certains rassemblements sur le département.

Si certains passages se déroulent sans difficulté particulière, la gestion de certains groupes soulève plusieurs enjeux : le respect du planning annoncé, le paiement du séjour ou encore la dégradation du site.

Le site provisoire de l'AGP bénéficie d'une localisation intéressante à proximité des transports et des commerces.

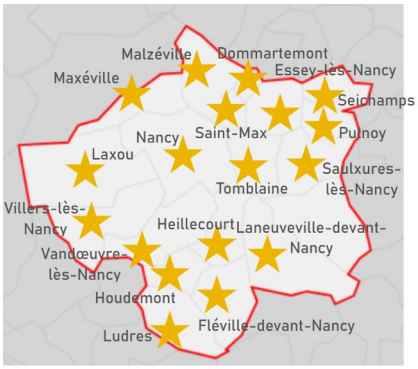
9 grands passages en stationnement non autorisé recensés entre 2021 et 2024.

Enjeu pour la MGN : Des grands passages réguliers sur la métropole et de taille importante jusqu'à 200 caravanes.

Les stationnements illicites

2021 : **74** 2023 : **38**
2022 : **52** 2024 : **39**

211 stationnements illicites ont été recensés entre 2021 et 2024, sur 17 communes du territoire, avec des communes davantage concernées comme Essey (20), Heillecourt (23, Laxou (19), Ludres (19), Maxéville (24), Nancy (24).

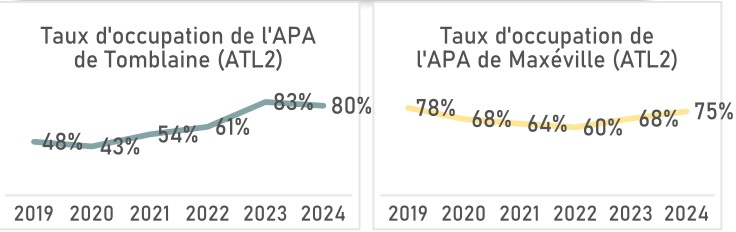


En moyenne, ce sont entre 7 et 10 stationnements qui sont constatés en permanence sur la métropole. Les durées de séjour varient entre quelques jours (1, 6, 7, 9 jours), quelques semaines (1, 2 semaines) et jusqu'à 15 mois. Ces stationnements concernent de quelques caravanes (1, 5, 10, 15 caravanes) jusqu'à des groupes de très grande taille (50 à 130 caravanes).

Une stratégie d'évitement des APA par certains groupes liée au coût des aires est constatée.

Enjeu pour la MGN : Des stationnements illicites constatés en permanence sur la métropole.

L'itinérance toute l'année



L'APA de Tomblaine a vu son occupation augmenter progressivement au cours des 5 derniers années. La petite capacité de l'aire induit souvent la présence de groupes familiaux occupant l'intégralité de l'aire. L'APA de Maxéville, de très grande capacité, présente une occupation constante de ménages ancrés sur la métropole. Les deux aires sont à proximité des transports, des commerces et des écoles notamment. L'APA de Maxéville a connu ces dernières années des situations de tension importante entre les groupes ainsi qu'avec les agents de gestion (incendies, menaces, coup de feu), du fait d'une minorité d'usagers. Un projet de réhabilitation est en cours sur l'APA, en concertation avec les gens du voyage.

Enjeu pour la MGN : Une capacité d'accueil partiellement gelée par la présence de ménages ancrés sur la métropole.
Renforcer l'attractivité de l'aire de Manitas, notamment en individualisant les sanitaires.

L'ancrage

110 ménages sédentarisés recensés dans l'étude sédentarisation (2022) et à la suite des dernières actualisations, dont :

- 20 ménages sédentarisés sur l'APA de Maxéville
- 70 ménages ancrés sur la métropole sur plus de 30 lieux de stationnement : 7 stationnements en simultané
- 20 ménages sédentarisés à Tomblaine en situation de grande précarité

Des situations de sédentarisation qui perdurent depuis de nombreuses années et des familles en attente de relogement sur des terrains familiaux locatifs ou de l'habitat adapté.
Les 22 places de TFL prescrites au SDAHGV 2019-2024 n'ont pas été réalisées.

Enjeu pour la MGN : De multiples situations d'ancrage sur la métropole sans solution publique dédiée.

Projets et premières perspectives

Projet d'agrandissement et de modernisation de l'aire de Manitas

Pour l'AGP mutualisée entre la CCBP la MGN, la CCPSV et la CCMM, un foncier est à l'étude

1 TFL de 6 places en projet à Jarville-la-Malgrange

Enjeux sur le volet social du schéma

Des actions sociales conséquentes portées sur l'APA de Maxéville en lien avec l'Éducation Nationale, Amitiés Tsiganes, la PMI et les services de la métropole, sur différents sujets : santé, gestion des déchets, fêtes de Noël, etc.

Aussi, de 2012 jusqu'en 2024, l'aire de Manitas bénéficiait d'un poste de référent aux gens du voyage dont les missions consistaient à coordonner un réseau de partenaires pour proposer des activités, assurer le lien entre les structures municipales et les occupants de l'aire, et intervenir dans les domaines de l'orientation, de la médiation et de l'animation.

L'Éducation Nationale recense 19 enfants non scolarisés sur la Métropole, localisés à Maxéville : 10 sur l'aire de Manitas et 9 en stationnements illicites (parking du Zénith, Rue Fruchard) (au 04/11/2025).

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Fiche EPCI : Communauté de Communes Moselle et Madon

19 communes

28 274 habitants

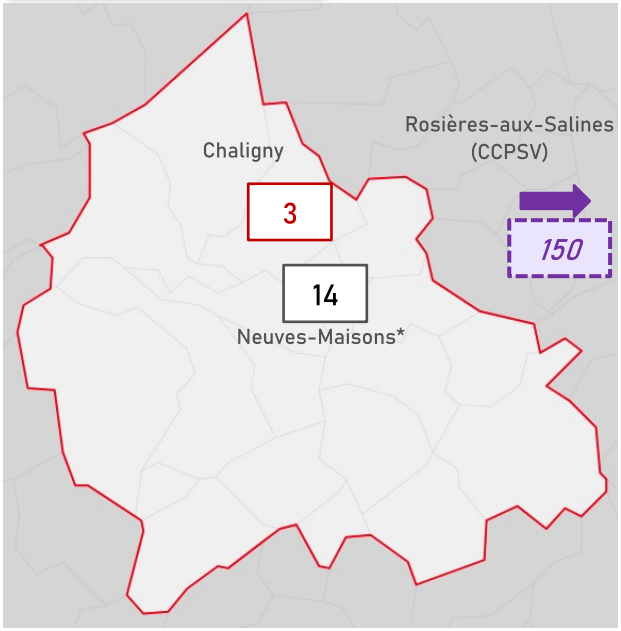
La Communauté de Communes Moselle et Madon est située aux portes de la métropole nancéenne, au Sud Ouest du département et bénéficie ainsi de l'attractivité de la métropole. Sa commune centre, Neuves-Maisons, totalise 6 619 habitants et figure comme la seule commune de l'EPCI de plus de 5 000 habitants. L'EPCI est desservi au Nord et à l'Ouest par l'A31 qui relie la Meurthe-et-Moselle aux Vosges et à l'Est par l'A330 qui relie également le Sud du département. Situé dans un bassin historique minier, l'aménagement du territoire est contraint.

L'EPCI est concerné par des situations d'ancrage des gens du voyage sur l'un des deux terrains familiaux locatifs du département ainsi que sur des parcelles privées acquises par des ménages. L'aire permanente d'accueil de Neuves-Maisons accueille des groupes itinérants toute l'année. Les grands passages sont accueillis sur le territoire sur une aire de grand passage tournante avec deux autres EPCI frontaliers à la métropole, dans une logique de « solidarité » : la CC du Bassin de Pompey et la CC des Pays du Sel et du Vermois.

Les communes de + de 5 000 habitants

(Insee, 2021)

- Neuves-Maisons*



Existant

14 places (APA)

3 places (TFL)

1 AGP tournante

CCBP - Frouard - "site du lancer de Marteau" parcelles AC 065 062 0113 0171	2019, 2020, 2021
2022 : année blanche	
CCPSV - Rosières aux Salines - parcelle OH070	2023, 2024, 2025
CCMM	**2026, 2027, 2028**

A créer

- **1 AGP fixe de 200 places, mutualisée avec la CCBP, la CCPSV et la MGN**

Places d'accueil existantes (APA)

Places tournantes dédiées au grand passage (AGP)

Places d'ancrage existantes (TFL)

** commune de + de 5 000 habitants porteuse d'équipement(s)*

	Prescriptions SDAHGV 2019-2024	Existant	Prescriptions SDAHGV 2026 - 2032
Grand passage (AGP)	**1 AGP tournante – 150 places** (commune à la CCPSV et la CCBP)	**1 AGP tournante – 150 places sur la CCPSV (4 ha)**	**1 AGP fixe de 200 places, mutualisée avec la CCBP, la CCPSV et la MGN**
Aire permanente d'accueil (APA)	**14 places** (commune à la CCPSV)	**1 APA - 14 places**	**Suppression possible avec report préalable sur l'aire de la MGN (+20 places)**
Ancrage (TFL ou HA)	X	**1 TFL – 3 places**	**Maintien du TFL existant**

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Référence de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

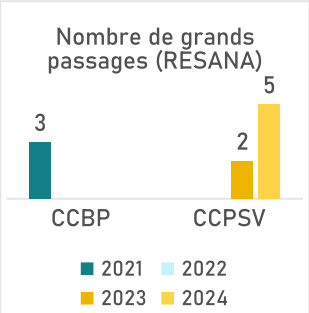
Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage de Meurthe-et-Moselle 2026-2032

Fiche EPCI : Communauté de Communes Moselle et Madon

19 communes

28 274 habitants

Les grands passages



Les grands passages sont redirigés vers l'AGP mise à disposition par l'un des 3 EPCI adhérant au système de l'AGP tournante.
Sur l'AGP tournante entre la CCMM, la CCBP et la CCPSV, 10 grands passages ont été recensés entre 2021 et 2024. Les grands passages s'étendent majoritairement entre 1 et 2 semaines, avec néanmoins 2 passages plus longs d'une durée de 6 ou 7 semaines.

Si les séjours sur l'AGP tournante sont organisés pour des groupes de passage sur le département, des groupes locaux se joignent régulièrement à ces groupes et ont tendance à stationner au-delà de la durée de séjour sur l'AGP.
Les 3 EPCI se coordonnent financièrement chaque année via un comité de pilotage. La gestion des grands passages revient à l'EPCI où se situe l'AGP tournante.

2 grands passages en stationnement non autorisé recensés entre 2021 et 2024

Enjeu pour la CCMM : Maintenir une offre d'accueil pour les grands passages, soit en pérennisant une aire de grand passage au sein d'un des trois EPCI concernés par la prescription, soit en maintenant le système d'AGP tournante.

Les stationnements illicites

2022 : **4**

2023 : **12**

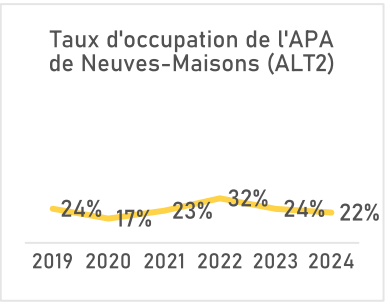
2024 : **11**

27 stationnements illicites sur le territoire entre 2021 et 2024, entre 6 et plus de 100 jours, avec des groupes toujours stationnés sur le parking du Intermarché à Neuves-Maisons.



Ces stationnements concernent entre 7 et plus de 40 caravanes. Ce sont majoritairement des groupes locaux ancrés sur le territoire, qui stationnent en marge des grands passages notamment.
Les stationnements ont lieu sur des terrains privés (parkings) et publics (friches, zones économiques).
Pour certains stationnements, des conventions d'occupation temporaire ont pu être signées.

L'itinérance toute l'année



L'APA de Neuves-Maisons (mutualisée avec la CCPSV) dispose d'une bonne localisation, à proximité du centre-ville (école, gymnase, hôpital) et sur un site calme. Elle reste sous-occupée, en partie à cause de ses blocs sanitaires collectifs dissuadant l'arrivée de groupes qui ne se connaissent pas et de la proximité de l'aciérie.

Ce sont majoritairement des groupes locaux qui occupent cette aire, les dérogations sont facilement octroyées, notamment avec la proximité de l'hôpital et de l'école ou pour des motifs professionnels. Les durées de séjour s'allongent au fil des années, révélant un phénomène d'ancrage des familles (1 ménage est considéré comme sédentarisé sur l'aire). Quelques animations sur l'aire sont proposées par le gestionnaire et les EPCI sur les sujets de santé, gestion des déchets, alimentation…

Enjeu pour la CCMM : maintenir l'aire d'accueil pour les groupes itinérants et mettre en place des blocs sanitaires individuels.

L'ancrage

19 ménages sédentarisés recensés par la MOUS dans l'étude sédentarisation (2022), sur 7 communes du territoire : Maron, Chaligny, Chavigny, Neuves-Maisons, Pont-Saint-Vincent, Frolois et Pulligny.

- Un ménage est sédentarisé sur l'APA de Neuves-Maisons
- 1 ménage habite le TFL de Chaligny, un exemple réussi, permettant l'habitat d'un ménage ancré sur le territoire depuis des dizaines d'années. A proximité du TFL, 1 famille vieillissante est sédentarisée (caravanes en trop mauvais état pour être déplacées). Amitiés Tsiganes relève un besoin d'habitat autre que le TFL pour ce ménage.
- 9 ménages stationnent sur le territoire, dont 2 illicitement.
- 6 ménages sont propriétaires de terrains à Maron et à Pont-Saint-Vincent, dont 4 en zone non constructible, et vivent en caravane et dans de l'auto-construction.

Enjeu pour la CCMM : Mettre en œuvre les objectifs d'accompagnement vers la sédentarisation fixés dans le PLH (action 7) : Mettre en œuvre les conditions matérielles et financières à la sédentarisation des familles.
Réfléchir à d'autres solutions d'ancrage que du TFL.

Projets et premières perspectives

Pour l'Aire de Grand Passage mutualisée entre la CCBP, la MGN, la CCPSV et la CCMM, un foncier est à l'étude

Enjeux sur le volet social du schéma

L'Education Nationale recense 2 enfants non scolarisés à Neuves-Maisons, vivant en illicite à proximité de l'Intermarché, bénéficiant toutefois d'un accompagnement et de démarches de scolarisation (au 04/11/2024).

Accompagner l'insertion des jeunes en fin de scolarisation, en particulier pour les jeunes itinérants en proposant un suivi régulier quelques soient les lieux de vie.

Poursuivre l'accompagnement en matière de santé des ménages vieillissants sédentarisés hors des aires d'accueil.

Accompagner l'insertion professionnelle des adultes.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Référence de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Fiche EPCI : Communauté de Communes des Pays du Sel et du Vermois

16 communes

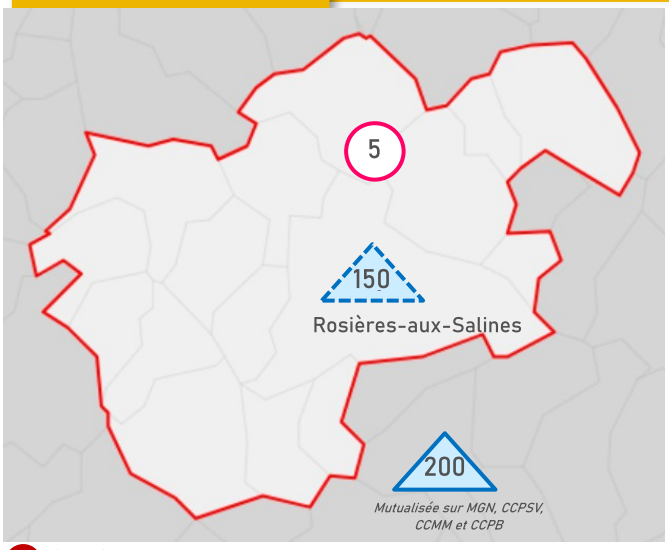
28 855 habitants

La Communauté de Communes des Pays du Sel et du Vermois est située aux portes de la métropole nancéenne, au Sud Est du département et bénéficie ainsi de l'attractivité de la métropole. Ses 4 communes urbaines – Dombasle-sur-Meurthe, Rosières-aux-Salines, Saint-Nicolas-de-Port et Varangéville – situées le long de la Meurthe, concentrent l'attractivité démographique de l'EPCI. Ce sont sur ces mêmes communes que des ménages gens du voyage sont présents. L'EPCI est traversé par l'A33 d'Ouest en Est, reliant le territoire à la métropole. Situé dans un bassin historique minier et encore en activité autour de la production de sel, l'aménagement du territoire est contraint entre affaissements du terrain, zones inondables et bassins de décantation.

Les grands passages sont accueillis sur le territoire sur une aire de grand passage tournante avec deux autres EPCI frontaliers à la métropole, dans une logique de « solidarité » : la CC du Bassin de Pompey et la CC Moselle et Madon. L'aire permanente d'accueil de Neuves-Maisons située sur la CC Moselle et Madon et mutualisée avec la CC des Pays du Sel et du Vermois, accueille des groupes itinérants toute l'année. L'EPCI est concerné par des situations d'ancrage des gens du voyage semi-sédentaire en itinérance subie sur le territoire ainsi que sur des parcelles privées en zones non constructibles acquises par des ménages.

Les communes de + de 5 000 habitants *(Insee, 2021)*

- Saint-Nicolas-de-Port
- Dombasle-sur-Meurthe



à créer

à supprimer

Existant

14 places (APA) mutualisée avec CCMM

1 AGP tournante

CCBP - Frouard - "site du lancer de Marteau" parcelles AC 065 062 0113 0171	2019, 2020, 2021
2022 : année blanche	
CCPSV - Rosières aux Salines - parcelle OH070	2023, 2024, 2025
CCMM	**2026, 2027, 2028**

A créer :

- **1 AGP fixe de 200 places, mutualisée avec la MGN, la CCBP et la CCMM.**
- **5 places d'ancrage**

Places d'accueil (APA)

Places fixes dédiées au grand passage (AGP)

Places tournantes dédiées au grand passage en 2024 (AGP)

Places d'ancrage

	Prescriptions SDAHGV 2019-2024	Existant	Prescriptions SDAHGV 2026 - 2032
Grand passage (AGP)	**1 AGP tournante – 150 places** (commune à la CCMM et la CCBP)	**1 AGP tournante – 150 places sur la CCPSV (4 ha)**	**1 AGP fixe de 200 places, mutualisée avec la MGN, la CCBP et la CCMM**
Aire permanente d'accueil (APA)	**14 places** (commune à la CCMM)	**1 APA - 14 places**	**Fermeture de l'APA de Neuves-Maisons possible sous réserve de la création préalable de 20 places supplémentaires sur l'APA de Maxéville (MGN)**
Ancrage (TFL ou HA)	X	X	**Création de 5 places d'ancrage**

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

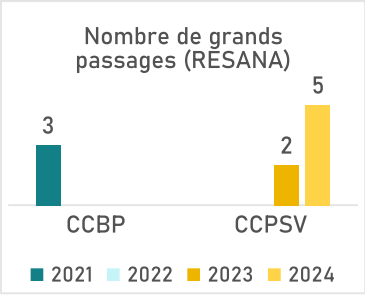
Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2026-2032 de Meurthe-et-Moselle

Fiche EPCI : Communauté de Communes des Pays du Sel et du Vermois

16 communes

28 855 habitants

Les grands passages



Les grands passages sont redirigés vers l'AGP mise à disposition par l'un des 3 EPCI adhérant au système de l'AGP tournante. Sur l'AGP tournante entre la CCMM, la CCBP et la CCPSV, 10 grands passages ont été recensés entre 2021 et 2024. Les grands passages s'étendent majoritairement entre 1 et 2 semaines, avec néanmoins 2 passages plus longs d'une durée de 6 ou 7 semaines.

Le planning initial annoncé des passages est souvent peu respecté, complexifiant la gestion pour l'EPCI. Des groupes locaux se joignent régulièrement à ces groupes et ont tendance à stationner au-delà de la durée de séjour sur l'AGP. Des incivilités sont régulièrement constatées (déchets, vols), sur ce site difficile à clôturer, notamment en 2024. Cela induit des coûts de gestion important pour l'EPCI. Le foncier de 4 hectares sur la CCPSV mobilisé pour l'AGP tournante sera prochainement dédié à l'extension d'une zone économique. Les 3 EPCI se coordonnent financièrement chaque année via un comité de pilotage. La gestion des grands passages revient à l'EPCI où se situe l'AGP tournante. *1 grand passage en stationnement non autorisé recensé entre 2021 et 2024.*

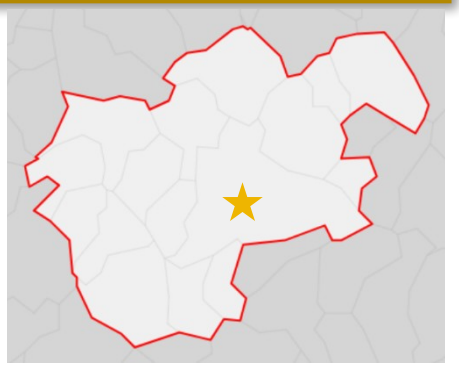
Enjeu pour la CCPSV : Maintenir une offre d'accueil pour les grands passages, soit en pérennisant une aire de grand passage au sein d'un des quatre EPCI concernés par la prescription, soit en maintenant le système d'AGP tournante.

Les stationnements illicites

2022 : **2**

2023 : **7**

2024 : **1**

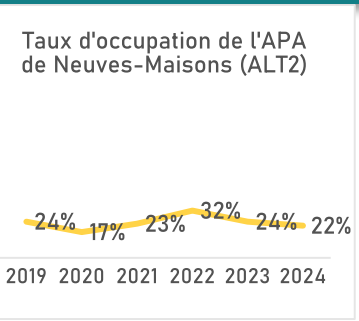


10 stationnements illicites sur le territoire entre 2021 et 2024, sur des durées entre 1 et 3 mois. Un groupe de 2 caravanes a occupé un stationnement pendant près de 3 ans.

Ces stationnements concernent entre 2 et 70 caravanes. Ce sont majoritairement des groupes locaux semi-sédentaires sur le territoire, qui rayonnent sur un secteur de 20 km. Ils stationnent régulièrement en marge des grands passages. Les stationnements ont lieu sur des terrains privés (parkings) et publics (friches, zones économiques).

Enjeu pour la CCPSV : Des stationnements illicites liées à une recherche de solutions d'ancrage ou d'accueil par des groupes semi-sédentaires.

L'itinérance toute l'année



L'APA de Neuves-Maisons (mutualisée avec la CCMM) dispose d'une bonne localisation, à proximité du centre-ville (école, gymnase, hôpital) et sur un site calme. Elle reste sous-occupée, en partie à cause de ses blocs sanitaires collectifs dissuadant l'arrivée de groupes qui ne se connaissent pas et de la proximité de l'aciérie.

Ce sont majoritairement des groupes locaux qui occupent cette aire, les dérogations sont facilement octroyées, notamment avec la proximité de l'hôpital et de l'école ou pour des motifs professionnels. Les durées de séjour s'allongent au fil des années, révélant un phénomène d'ancrage des familles (1 ménage est considéré comme sédentarisé sur l'aire). Quelques animations sur l'aire sont proposées par le gestionnaire et les EPCI sur les sujets de santé, gestion des déchets, alimentation…

L'ancrage

15 ménages sédentarisés recensés dans l'étude sédentarisation (2022), sur 2 communes du territoire : Varangéville (13 ménages) et Dombasle-sur-Meurthe (2 ménages).

- Certains ménages vivent en caravane et sont ancrées sur le territoire, quelques fois depuis plusieurs années.
- Certains ménages ont acquis du foncier agricole ou naturel donc non constructibles et non viabilisés, sans permis de construire et parfois en zones inondables.
- Le territoire est concerné par le stationnement de caravanes « ventouses » quasi permanent correspondant à une semi-sédentarisation

A noter que l'habitat caravane ne figure pas dans le PLUI de l'EPCI.

Enjeu pour la CCPSV : Un besoin d'ancrage pour des ménages sédentarisés et ancrés sur le territoire, parfois depuis plusieurs années, dans des conditions souvent précaires.

Projets et premières perspectives

Pour l'Aire de Grand Passage mutualisée entre la CCPB, la MGN, la CCPSV et la CCMM, un foncier est à l'étude

Enjeux sur le volet social du schéma

Une scolarisation des enfants qui s'effectue en pointillé

→Accompagner les familles vers la scolarisation des enfants

→Poursuivre l'accompagnement en matière de santé des ménages vieillissants sédentarisés hors des aires d'accueil.

→Accompagner l'insertion professionnelle des adultes

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2026-2032 de Meurthe-et-Moselle

Fiche EPCI : Communauté de communes du Bassin de Pompey

13 communes

39 750 habitants

La Communauté de communes du Bassin de Pompey se localise au nord de la Métropole du Grand Nancy. Le territoire fait face à des enjeux de maintien d'attractivité, en lien avec la perte d'emplois dans l'activité sidérurgique.

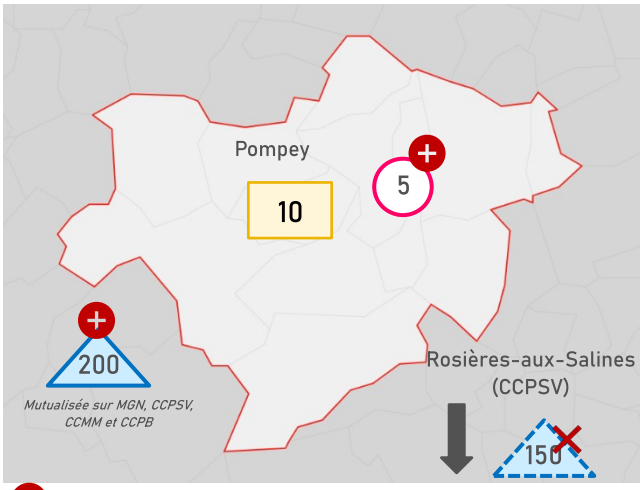
Les grands passages sont accueillis sur le territoire sur une aire de grand passage tournante avec deux autres EPCI frontaliers à la métropole, dans une logique de « solidarité » : la CC Moselle et Madon et la CC des Pays du Sel et du Vermois. L'EPCI a mis à disposition une AGP entre 2019 et 2021, localisée toutefois en zone inondable.

Desservie par l'A31, l'aire permanente d'accueil de Pompey accueille des groupes itinérants toute l'année. Les quelques stationnements illicites observés sur le territoire se localisent principalement autour de cet axe, reliant notamment le Luxembourg à Metz et Nancy.

Les communes de + de 5 000 habitants *(Insee, 2021)*

- Liverdun
- Frouard
- Champigneulles

Pompey : 4 943 habitants – variation annuelle de -0,14%



à créer
à supprimer

Existant

10 places (APA)

1 AGP tournante

CCBP - Frouard - "site du lancer de Marteau" parcelles AC 065 062 0113 0171	2019, 2020, 2021
2022 : année blanche	
CCPSV - Rosières aux Salines - parcelle OH070	2023, 2024, 2025
CCMM	

A créer :

- **1 AGP fixe de 200 places, mutualisée avec la MGN, la CCPSV et la CCMM**
- **5 places d'ancrage**

Places d'accueil (APA)
Places fixes dédiées au grand passage (AGP)
Places tournantes dédiées au grand passage (AGP)
Places d'ancrage

	Prescriptions SDAHGV 2019-2024	Existant	Prescriptions SDAHGV 2026 - 2032
Grand passage (AGP)	1 AGP tournante – 150 places (commune à la CCPSV et la CCMM)	1 AGP tournante – 150 places sur la CCPSV (4 ha)	1 AGP pérenne de 200 places, mutualisée avec la MGN, la CCPSV et la CCMM
Aire permanente d'accueil (APA)	10 places	1 APA - 10 places	Maintien 1 APA – 10 places
Ancrage (TFL ou HA)	X	X	5 places (2 ménages) à créer

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

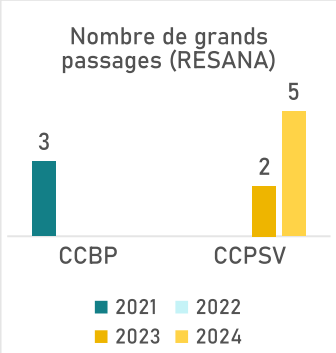
Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2026-2032 de Meurthe-et-Moselle

Fiche EPCI : Communauté de Communes du Bassin de Pompey

13 communes

39 750 habitants

Les grands passages



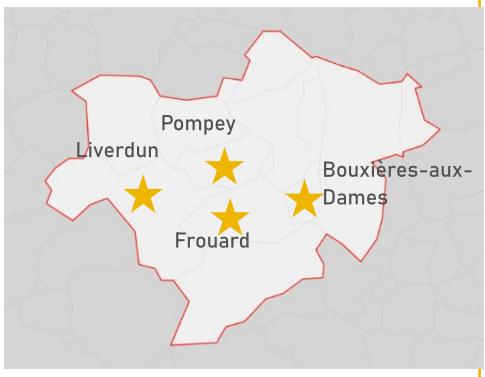
Les grands passages sont redirigés vers l'AGP mise à disposition par l'un des 3 EPCI adhérant au système de l'AGP tournante. Sur l'AGP tournante entre la CCMM, la CCBP et la CCPSV, 10 grands passages ont été recensés entre 2021 et 2024. Les grands passages s'étendent majoritairement entre 1 et 2 semaines, avec néanmoins 2 passages plus longs d'une durée de 6 ou 7 semaines.

Le non-respect des plannings met à mal l'organisation des grands passages avec des venues non-annoncées ou des grands passages annoncés qui ne viennent pas. L'EPCI a dû accueillir des groupes sur l'AGP en dehors de ces années de fonctionnement. Les 3 EPCI se coordonnent financièrement chaque année via un comité de pilotage. La gestion des grands passages revient à l'EPCI où se situe l'AGP tournante.

Enjeu pour la CCBP : Maintenir une offre d'accueil pour les grands passages en pérennisant une aire de grand passage au sein d'un des 4 EPCI concernés par la prescription.

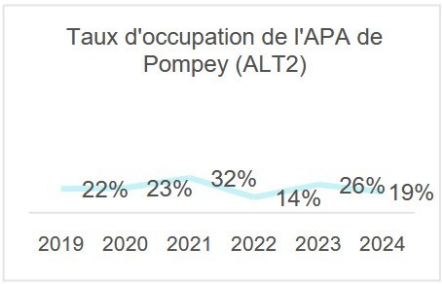
Les stationnements illicites

2021 : **3**
2022 : **3**
2023 : **3**
2024 : **5**



Entre 3 et 5 stationnements illicites sont observés sur l'EPCI, rassemblant entre 2 et 30 caravanes sur des périodes d'environ 2 semaines, et de manière générale n'excédant pas 2 mois. En 2022, un groupe a stationné pendant plus d'un an sur l'aire d'accueil de Pompey. L'aire de grand passage a également accueilli des stationnements illicites sur les 4 dernières années. Aussi, plus récemment, des groupes ont stationné sur le terrain de football de Bouxières-aux-Dames, mais aussi sur le chemin du Pâquis. A Frouard, un groupe s'est installé sur l'ancien site industriel Munch.

L'itinérance toute l'année



L'aire de Pompey est globalement assez faiblement occupée, avec des ménages qui séjournent pendant 2 ou 3 semaines maximum. Un seul ménage est sédentarisé sur l'aire.

Des groupes irlandais fréquentent l'aire tous les ans, ce qui peut parfois complexifier le dialogue. Les tarifs pratiqués sont évolutifs, en passant de 3 € à 6 € au bout de 45 jours de présence sur l'aire.

L'aire bénéficie d'une localisation intéressante, à proximité des aménités urbaines et desservie par l'A31.

Enjeu pour la CCBP : Maintenir l'aire d'accueil pour les groupes itinérants.

L'ancrage

3 ménages sédentarisés recensés dans l'étude sédentarisation (2022).

L'étude sédentarisation identifie 3 ménages sédentarisés.
Depuis 8 ans, des familles vivent à Liverdun. Elles ont acheté un terrain identifié dans le PLU et ont eu l'autorisation d'y construire un logement de 50 m² et d'y stationner leur caravane. Se posent toutefois des problématiques en matière d'assainissement.
A Frouard, une famille avait signé une convention d'occupation, mais un drame a mené à l'expulsion du ménage.
L'étude identifie également une famille sédentaire sur la commune de Marbache.

Enjeu pour la CCBP : Identifier plus précisément le nombre de ménages concernés par la problématique de sédentarisation et réfléchir à l'opportunité de mettre en place une MOUS afin de proposer des solutions d'ancrage aux ménages sédentaires (action 9 du PLUiH)

Projets et premières perspectives

Pour l'Aire de Grand Passage mutualisée entre la CCBP, la MGN, la CCPSV et la CCMM, un foncier est à l'étude

Enjeux sur le volet social du schéma

Des comités de pilotage ont été mis en place dans le cadre de l'ancien SDAHGV. Toutefois, les résultats n'ont pas été concluants.

Amitiés Tsiganes et le CCAS de Pompey accompagnent les groupes et mettent en œuvre des actions.

En 2024, Amitiés Tsiganes s'est rendu 4 fois sur l'aire d'accueil. Hors aire d'accueil, les ménages sont globalement indépendants, l'association intervenant à leur demande, soit au domicile soit au siège de l'association.

Il y a un enjeu à poursuivre cet accompagnement social, notamment en matière de scolarisation et d'accès/maintien aux droits. En effet, l'Education Nationale recense 3 enfants non scolarisés sur l'APA de Pompey (au 04/11/2025). Il y a également un enjeu à accompagner les jeunes vers la formation.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2026-2032 de Meurthe-et-Moselle

Fiche EPCI : Communauté de Communes du Territoire de Lunéville à Baccarat

43 communes

40 556 habitants

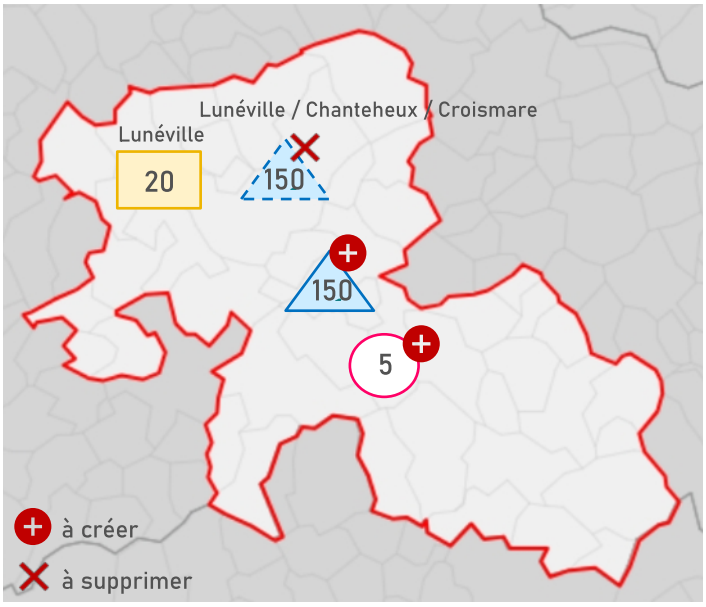
La Communauté de Communes du Territoire de Lunéville à Baccarat est située au Sud Est du département, à la frontière avec le département des Vosges. Composé majoritairement de communes rurales, l'EPCI rayonne grâce à deux communes de taille plus importante : Lunéville et Baccarat. Reconnu comme Territoire d'Industrie par l'ANCT et bénéficiant d'une situation géographique à la croisée de l'Allemagne, du Luxembourg et de l'Alsace, de nombreuses entreprises ciblent le territoire pour leurs implantations. Partie prenante du PETR du Pays du Lunévillois, l'EPCI développe son territoire en coopération avec 3 autres EPCI du Sud Est du département.

L'EPCI est concerné par des grands passages traversant le Sud Est du département et a accueilli sur son AGP provisoire un rassemblement régional de 500 caravanes en 2024. Le territoire accueille des ménages ancrés sur le territoire depuis plusieurs générations, notamment autour de Lunéville. Le seul équipement pérenne dédié aux gens du voyage sur l'EPCI, l'APA de Lunéville, est actuellement fermé à la suite de dégradations.

Les communes de + de 5 000 habitants

(Insee, 2021)

- Lunéville



Existant

20 places (APA)

1 AGP provisoire (150 places)

A créer

- **1 AGP pérenne de 150 places**
- **5 places d'ancrage**

Places d'accueil (APA)
Places provisoires dédiées au grand passage (AGP)
Places fixes dédiées au grand passage (AGP)
Places d'ancrage

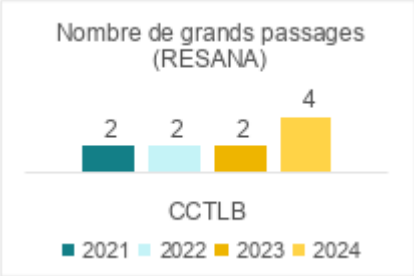
	Prescriptions SDAHGV 2019-2024	Existant	Prescriptions SDAHGV 2026 - 2032
Grand passage (AGP)	1 AGP – 150 places	1 AGP provisoire – 150 places à 500 (en 2024)	Création de 1 AGP pérenne – 150 places
Aire permanente d'accueil (APA)	1 APA – 20 places	1 APA – 20 places	Maintien 1 APA – 20 places + 5 places (TFL) à créer *ou conversion d'une partie des places d'APA en TFL (TOTAL APA + TFL = 25 places)*
Ancrage (TFL ou HA)	X	X	

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Référence de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Fiche EPCI : Communauté de Communes du Territoire de Lunéville à Baccarat

43 communes
40 556 habitants

Les grands passages



Les grands passages sont réguliers sur la CCTLB, avec entre 2 et 4 grands passages chaque année. En 2024, 2 groupes annoncés sur les Vosges ont été accueillis en plus sur l'EPCI à la suite d'inondations sur une AGP des Vosges.

La plupart des passages sont annoncés et séjournent sur le territoire pendant 2 semaines. Quelques groupes ont pu séjourner plus ou moins longtemps (de 1 à 4 semaines). La taille des groupes varie entre 90 et 200 caravanes. En 2024, un rassemblement régional de 500 caravanes a été accueilli par l'EPCI. Lors des grands passages, des groupes locaux tentent de rejoindre l'AGP.

La localisation de l'AGP provisoire à proximité de l'aérodrome pose régulièrement des enjeux de voisinage (commerces, aéro-club et propriétaires privés d'avions, fermes, riverains) : dégradations, vandalisme, déchets, branchements sauvages, circulation sur les pistes de l'aérodrome…

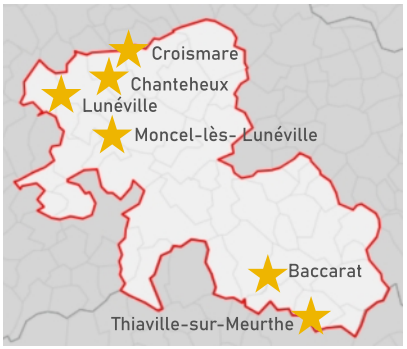
4 grands passages en stationnement non autorisé recensés entre 2021 et 2024

Enjeu pour la CCTLB : Des grands passages réguliers sur le Sud Est du département et une absence d'AGP pérenne sur ce secteur.

Les stationnements illicites

2021 : **2** 2023 : **4**
2022 : **4** 2024 : **8**

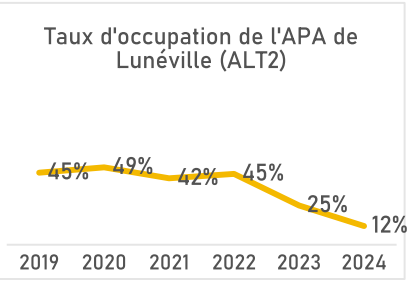
18 stationnements illicites ont été recensés entre 2021 et 2024, sur 6 communes du territoire. Les durées de séjour varient entre quelques jours (4, 6, 7, 9 jours), quelques semaines (1, 2 semaines) et plusieurs mois (90, 143 et jusqu'à 160 jours).



Ces stationnements concernent parfois quelques caravanes (1, 5, 6, 15 caravanes), il s'agit généralement de groupes locaux ancrés sur le territoire. Des stationnements de très grande taille (50, 80, 100 et jusqu'à 150 caravanes) sont également recensés.

Enjeu pour la CCTLB : Des stationnements illicites sur le Nord et le Sud de l'EPCI.

L'itinérance toute l'année



L'APA de Lunéville connaît une légère sous-occupation sur les 5 dernières années (moins de 50%). L'aire est régulièrement occupée par des ménages ancrés sur le lunévillois. L'aire a été fermée pour une réhabilitation de novembre 2023 à février 2024.

Avant la réhabilitation, des stationnements illicites et des situations de tension ont pu être constatés sur l'aire. Depuis la réouverture, l'aire a été peu occupée et un incendie volontaire sur le local d'accueil en octobre 2024 a conduit à la fermeture de l'aire par arrêté administratif. Des activités de ferraillage sont constatées lors de la présence de groupes sur l'aire.

L'aire bénéficie d'une localisation intéressante, à proximité d'une école, des transports, de commerces.

Enjeu pour la CCTLB : Une capacité d'accueil ôtée à la suite de la fermeture de l'aire et des enjeux d'occupation illicite de l'APA.

L'ancrage

5 ménages sédentarisés recensés dans l'étude sédentarisation (2022).

- 1 ménage est sédentarisé sur l'APA de Lunéville (en 2022)
- 1 ménage est installé sur un terrain inondable à Jolivet,
- 1 ménage a acquis une petite maison à Jolivet.
- 2 ménages sont sédentarisés sur Lunéville

Des familles ancrées sur le territoire depuis plusieurs décennies. Des situations de sédentarisation bien insérées sur le territoire, avec notamment une scolarisation des enfants, ne posant pas d'enjeu particulier, mise à part le cas du ménage sédentarisé sur l'APA.

Enjeu pour la CCTLB : Des ménages ancrés historiquement sur le territoire sans solution publique d'ancrage.

Projets et premières perspectives

Réflexion : conversion partielle de places APA en TFL.

Recherche de foncier AGP pérenne.

Enjeux sur le volet social du schéma

Les ménages ancrés sur le territoire vivent avec peu de ressources (RSA, intérim, auto-entrepreneurs), et certaines familles ont pu faire appel aux banques alimentaires.
Les ménages sédentaires sont domiciliés en CCAS ou auprès de Amitiés Tsiganes. Certains ménages rencontrent des difficultés à ouvrir un compte bancaire en raison de leur domiciliation.
Des situations d'illettrisme et d'illectronisme complexifient l'accès aux démarches administratives. Une scolarisation assidue jusqu'au lycée au sein de certains ménages sédentaires sur le territoire est constatée.
Des enjeux à : réintégrer les enfants déscolarisés suite à la fermeture de l'aire ; organiser des campagnes mobiles de santé ; renforcer les liens avec PMI et CPAM ; soutenir les démarches de domiciliation, retraite ; renforcer les ateliers numériques et administratifs sur les communes de vie ; accompagner les jeunes dans les projets d'activité ou de formation

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Référence de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Fiche EPCI : Communauté de Communes Terres Touloises

41 communes
44 575 habitants

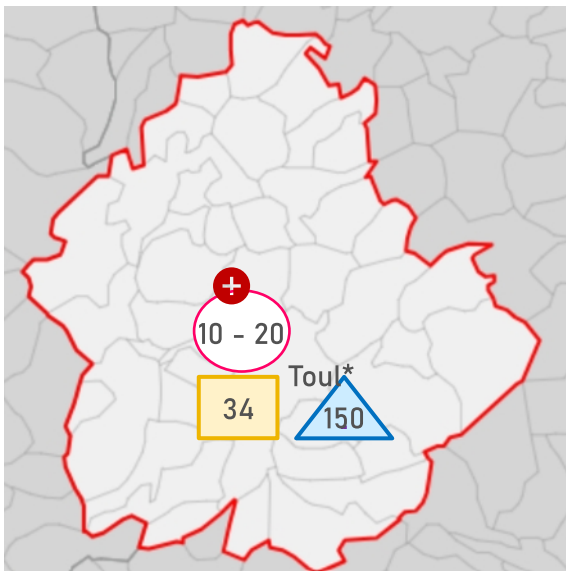
La Communauté de Communes Terres Touloises est située à l'Ouest de la métropole de Nancy. L'EPCI s'organise autour de la couronne urbaine de Toul, qui compte environ 20 000 habitants. De nombreuses voies routières principales traversent l'EPCI, notamment l'A31 qui relie Toul à Nancy (20 min de route). Le territoire est particulièrement attractif pour des projets industriels, aujourd'hui plusieurs implantations d'usines ont été récemment rénovées ou sont en cours de rénovation.

Le territoire propose une offre d'accueil stable à destination des grands passages et des groupes itinérants toute l'année, avec la seule Aire de Grand Passage pérenne qui conserve sa vocation d'accueil sur le département, et une Aire Permanente d'Accueil fonctionnelle. L'EPCI est également concerné par des situations d'ancrage des gens du voyage semi-sédentaires en itinérance subie sur le territoire ainsi que sur des parcelles privées en zones non constructibles acquises par des ménages. Des stationnements illicites sont constatés sur quelques communes du territoire. L'EPCI a mis en place un comité de pilotage annuel en lien avec la préfecture afin de suivre les enjeux et les situations sur le territoire.

Les communes de + de 5 000 habitants*

(Insee, 2021)

- Toul*



+ à créer

Existant

34 places (APA)

150 places AGP

A créer :

Création de 10 à 20 places d'ancrage

Places d'accueil (APA)

Places fixes dédiées au grand passage (AGP)

Places d'ancrage

	Prescriptions SDAHGV 2019-2024	Existant	Prescriptions SDAHGV 2026 - 2032
Grand passage (AGP)	1 AGP - 100 places	1 AGP - 150 places (5 ha)	Maintien 1 AGP – 150 places
Aire permanente d'accueil (APA)	1 APA – 34 places	1 APA – 34 places	Maintien 1 APA – 34 places
Ancrage (TFL ou HA)	X	X	Création de 10 à 20 places (à définir par l'EPCI à l'issue de la MOUS en cours)

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

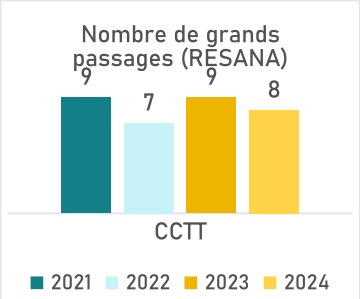
Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2026-2032 de Meurthe-et-Moselle

Fiche EPCI : Communauté de Communes Terres Touloises

41 communes

44 575 habitants

Les grands passages



Les grands passages sont réguliers et à volume soutenu avec entre 7 et 9 grands passages accueillis chaque année.
Les grands passages s'étendent majoritairement entre 2 jours et 4 semaines, la majorité séjournant sur 1 ou 2 semaines.
L'AGP de Toul figure comme la seule AGP permanente du département avec une fonction d'accueil des grands passages (la seule autre AGP permanente sur Val-de-Briey est sédentarisée depuis 2019). De nombreux grands passages sont accueillis sur l'aire en report de la pénurie d'offre sur le secteur métropolitain et le lunévillois.
La gestion des grands passages est satisfaisante grâce à des liens étroits établis entre l'EPCI, le médiateur et le pasteur référent d'Action Grand Passage sur la région, ainsi que grâce à la présence d'un gestionnaire salarié de l'EPCI.

1 grand passage en stationnement non autorisé recensé entre 2021 et 2024.

Enjeu pour la CCTT : Un territoire d'accueil bien identifié par les grands passages grâce à une offre pérenne.

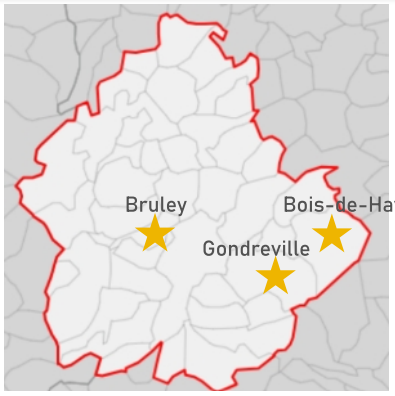
Les stationnements illicites

2022 : **6**

2023 : **10**

2024 : **2**

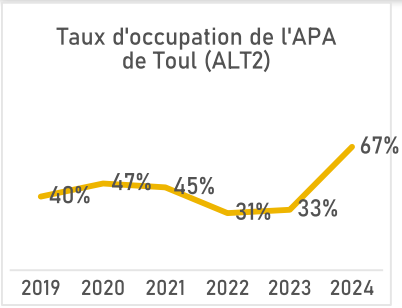
18 stationnements illicites sur le territoire entre 2021 et 2024, sur des durées entre quelques jours et 2 mois.



La majorité des stationnements sont recensés sur la commune de Gondreville. Ces stationnements concernent entre 3 et 50 caravanes, installées exclusivement sur des terrains privés. Quelques stationnements relèvent d'installation de circassiens.

En cas de stationnement sur des terrains privés, l'EPCI se mobilise pour apporter des bennes à ordures sur le site et à assurer un approvisionnement en eau, facturé aux groupes.

L'itinérance toute l'année



L'APA de Toul a vu son taux d'occupation augmenter significativement ces cinq dernières années.

La moitié des occupants concerne des groupes locaux en quête de solutions d'habitat. Ainsi, ils stationnent sur l'aire sur des périodes de plus en plus longues.

Les dérogations sont acceptées pour les motifs de scolarisation, d'emploi et d'hospitalisation.

L'aire reste assez éloignée des aménités urbaines, mais les écoles sont en proximité piétonne.

Un agent gestionnaire présent sur site grâce à un logement de fonction, qui garantit un cadre sécurisé aux gens du voyage séjournant sur l'aire.

Enjeu pour la CCTT : Une aire d'accueil appréciée des gens du voyage, mais une occupation qui s'intensifie ces dernières années.

L'ancrage

30 ménages sédentarisés ou ancrés recensés dans l'étude sédentarisation (2022), sur 6 communes du territoire : Chaudeney-sur-Moselle (8 ménages), Dommartin-lès-Toul (6 ménages), Toul (10 ménages), Domgermain (3 ménages), Ecrouves (2 ménages), Bicqueley (1 ménage).

- Depuis de nombreuses années, une quinzaine de ménages se sont sédentarisés le long du canal, sur les communes de Dommartin-lès-Toul et de Chaudeney, et vivent dans des conditions très précaires (pas d'eau courante, terrains pollués, etc.)
- A Dommartin-lès-Toul, des ménages sont installés sur des jardins communaux ou ont acheté des terrains. Les constructions ont été faites sans permis de construire à cause de la nature des terrains.
- A Chaudeney, des ménages sont aussi installés dans des conditions très difficiles, avec des problèmes environnementaux et une accumulation de déchets issus du ferraillage.

A noter que **l'habitat caravane a été intégré dans le PLUI.**

Enjeu pour la CCTT : Des ménages sédentarisés et ancrés sur le territoire, parfois depuis plusieurs années.

Projets et premières perspectives

MOUS Sédentarisation en cours

Foncier potentiel identifié

Enjeux sur le volet social du schéma

Une bonne scolarisation des enfants accueillis sur l'APA de Toul, grâce à un suivi opéré par le gestionnaire de l'aire directement auprès des directeurs d'école.

Accompagner les familles vers la scolarisation des enfants.

Poursuivre l'accompagnement en matière de santé des ménages vieillissants sédentarisés hors des aires d'accueil.

Favoriser les démarches de formation professionnelle ; rendre lisibles les dispositifs locaux pour les jeunes.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Référence de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2026-2032 de Meurthe-et-Moselle

Fiche EPCI : Communauté de Communes du Pays Haut Val d'Alzette

8 communes

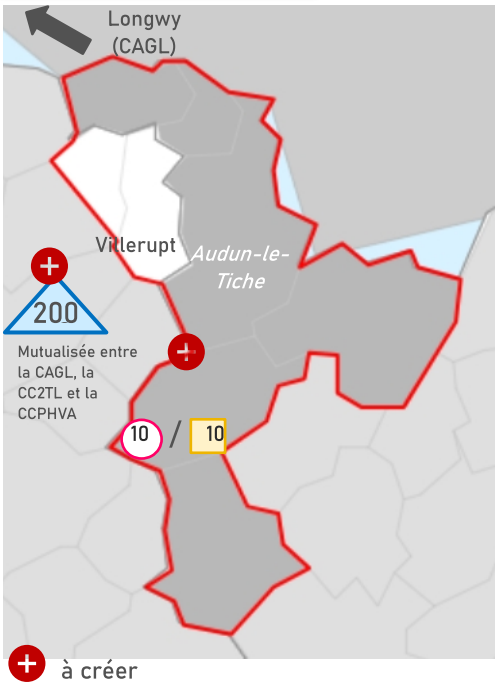
29 401 habitants

La Communauté de Communes Pays Haut Val d'Alzette se situe sur deux départements : la Moselle et la Meurthe-et-Moselle. Cette localisation implique le besoin d'un travail concerté entre les deux départements, notamment en matière de prescriptions d'équipements à destination des gens du voyage. Territoire frontalier du Luxembourg, l'EPCI est attractif pour des groupes de gens du voyage travaillant au Luxembourg. D'autre part, le territoire est sujet à une topographie spécifique, avec des vallées mais aussi des sols miniers et pollués. L'EPCI est concerné par une Opération d'Intérêt National (OIN), visant la production de plus 8 000 logements d'ici 2040.

Deux communes se localisent en Meurthe-et-Moselle, dont la commune de Villerupt, qui rassemble plus de 5 000 habitants. Sur le département de la Moselle, c'est la commune d'Audun-le-Tiche qui accueille plus de 5 000 habitants.

Les communes de + de 5 000 habitants *(Insee, 2021)*

- Villerupt
- *Audun-le-Tiche (Moselle)*



Existant

1 AGP provisoire (200 places) sur la CAGL

A créer :

- **1 AGP pérenne de 200 places mutualisée avec la CAGL et la CCT2L**
- **10 places APA ou TFL**

Places fixes dédiées au grand passage (AGP)
Places provisoires dédiées au grand passage en 2024 (AGP)
Places d'ancrage
Places d'accueil (APA)

	Prescriptions SDAHGV 2019-2024	Existant	Prescriptions SDAHGV 2026 - 2032
Grand passage (AGP)	**1 AGP – 150 places** (commune à la CCT2L et à la CAGL)	**1 AGP provisoire en 2025 – 200 places sur la CAGL (4 ha) non cofinancée**	**1 AGP pérenne de 200 places mutualisée avec la CAGL et la CCT2L**
Aire permanente d'accueil (APA)	**30 places** (15 en Moselle, 15 en Meurthe-et-Moselle)	X	**10 places APA ou TFL** (incluses dans la prescription totale de 30 places à l'échelle des départements 54 et 57)
Ancrage (TFL ou HA)	X	X	

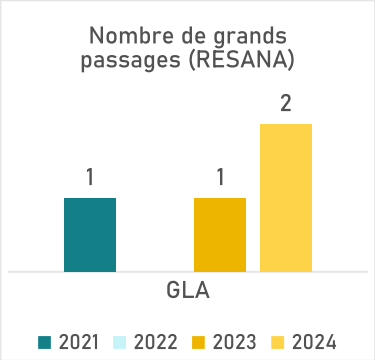
Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Référence de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Fiche EPCI : Communauté de Communes du Pays Haut Val d'Alzette

8 communes

29 401 habitants

Les grands passages



Aucun grand passage n'a été recensé ces dernières années dans la CCPHVA sur la plateforme RESANA. Le SDAHGV 2019-2024 prévoit une prescription commune d'une AGP sur la CCPHVA avec la CAGL et la CCT2L.

L'AGP mise à disposition en 2024 par la CAGL n'a pas été utilisée par les groupes de voyageurs, les grands passages s'étant installés en illicite.

Sur la CAGL, 4 grands passages ont été recensés sur RESANA entre 2021 et 2024, dont 1 n'ayant pas été annoncé. Ils ont concerné entre 40 et 200 caravanes sur des durées entre 4 et 14 jours.

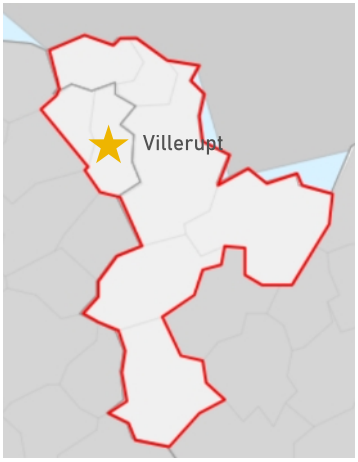
Enjeu pour la CCPHVA : Contribuer à l'offre d'accueil de grand passage sur le Nord du département.

Les stationnements illicites

*2022 : 2**

*2023 : 7**

2024 : **2**



11 stationnements illicites sur le territoire entre 2021 et 2024, dont 2 en 2024 sur la partie de Meurthe-et-Moselle. Ces stationnements concernent entre 10 et 21 caravanes, ayant stationné successivement sur le parking de l'Arche de Villerupt, propriété de l'EPA. Le premier stationnement a duré 1 mois, le second plus de 3 mois.
Une aire d'accueil provisoire a été réalisée en 2022-2023, sur un terrain appartenant au SIVOM. L'aire a depuis été fermée.

*en Moselle

L'itinérance toute l'année

L'EPCI ne dispose d'aucune aire d'accueil sur son territoire, malgré des prescriptions de 30 places lors du précédent schéma.

Enjeu pour la CCPHVA : Réaliser des aires permanentes d'accueil.

L'ancrage

15 ménages sédentarisés recensés dans l'étude sédentarisation (2022).

Ces ménages sont installés à Audun-le-Tiche (Moselle), leur situation n'étant pas vraiment connue par la MOUS.
D'autres ménages sont installés à Villerupt, soit une cinquantaine de caravanes.
Aussi, depuis plusieurs années, des familles vivent à Aumetz et Boulange (en Moselle), ces derniers étant propriétaires de terrains non constructibles où des problématiques de régularisation se posent.

Enjeu pour la CCPHVA : Accompagner les gens du voyage dans leur trajectoire de sédentarisation.

Projets et premières perspectives

1 AGP de 200 places à l'échelle de 3 EPCI (CAGL, CCT2L, CCPHVA)

- avec une convention de co-financement (investissement + fonctionnement)
- [MAJ 01/07/26 : clé de répartition entre EPCI en cours de définition]
- Maintien de l'aire provisoire en 2026.
- Terrain définitif à identifier.

Enjeux sur le volet social du schéma

En raison de l'absence d'équipements d'accueil sur le territoire, les actions en matière d'accompagnement social sont complexes à mettre en œuvre.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Référence de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2026-2032 de Meurthe-et-Moselle

Fiche EPCI : Communauté de communes Terre Lorraine du Longuyonnais

27 communes

15 379 habitants

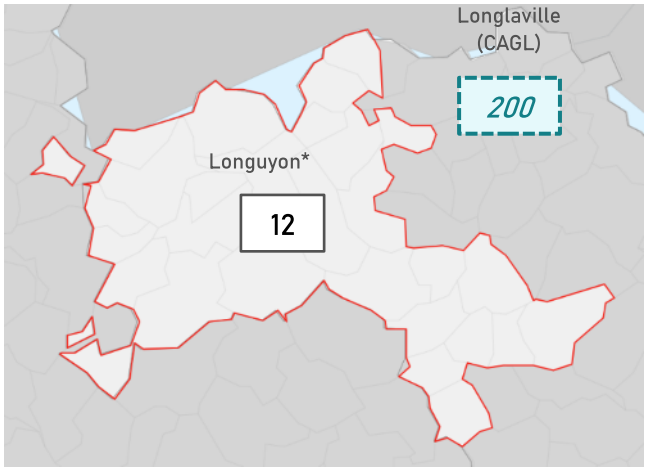
La Communauté de communes Terre Lorraine du Longuyonnais se localise au nord du département, non loin de la frontière avec la Meuse mais aussi la frontière luxembourgeoise, ce qui lui confère une certaine attractivité pour les travailleurs frontaliers. L'EPCI s'organise autour de Longuyon, sa ville-centre. Toutefois, son rayonnement reste moins important que d'autres EPCI comme la CA du Grand Longwy, en raison d'un certain enclavement au sein du département.

L'EPCI dispose d'une aire d'accueil. Un arrêté municipal sur Longuyon interdit le stationnement de groupes Gens du Voyage en-dehors de cette aire. Ainsi, peu de passage est observé sur le territoire, en-dehors de l'aire d'accueil. Cela peut aussi s'expliquer par l'attractivité moindre du territoire par rapport à la CA du Grand Longwy ou Villerupt.

Les communes de + de 5 000 habitants

(Insee, 2021)

- Longuyon*



** commune de + de 5 000 habitants porteuse d'équipement(s)*

Existant

12 places

1 AGP provisoire (200 places sur la CAGL)

Places d'accueil existantes (APA)

Places provisoires dédiées au grand passage (AGP)

	Prescriptions SDAHGV 2019-2024	Existant	Prescriptions SDAHGV 2026-2032
Grand passage (AGP)	**1 AGP – 150 places** (commune à la CCPHVA et au GLA)	**1 AGP provisoire – 200 places sur la CAGL (4 ha) non cofinancée**	**1 AGP pérenne de 200 places mutualisée avec la CAGL et la CCPHVA**
Aire permanente d'accueil (APA)	**12 places**	**1 APA - 12 places**	**Maintien de l'APA existante**
Ancrage (TFL ou HA)	X	X	X

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2026-2032 de Meurthe-et-Moselle

Fiche EPCI : Communauté de Communes Terre Lorraine du Longuyonnais

27 communes

15 379 habitants

Les grands passages

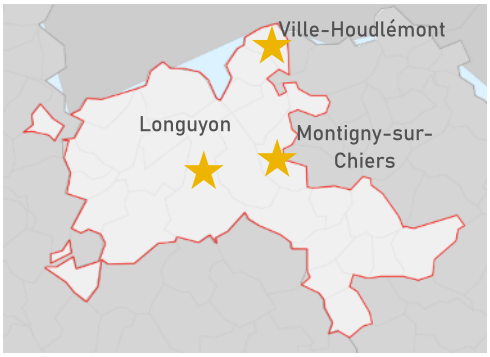
Aucun grand passage n'a été recensé ces dernières années dans la CC2TL sur la plateforme RESANA. Le SDAHGV 2019-2024 prévoit une prescription commune d'une AGP sur la CCT2L avec la CAGL et la CCPHVA. L'AGP mise à disposition en 2024 par la CAGL n'a pas été utilisée par les groupes de voyageurs, les grands passages s'étant installés en illicite. Sur la CAGL, 4 grands passages ont été recensés sur RESANA entre 2021 et 2024, dont 1 n'ayant pas été annoncé. Ils ont concerné entre 40 et 200 caravanes sur des durées entre 4 et 14 jours.

1 grand passage en stationnement non autorisé recensé entre 2021 et 2024

Enjeu pour la CCT2L :
Contribuer à l'offre d'accueil de grand passage sur le Nord du département.

Les stationnements illicites

2022 : **3**
2023 : **1**



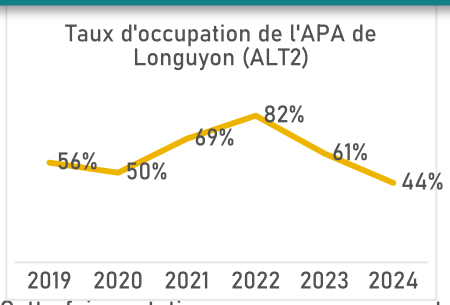
Entre 2021 et 2024, 4 stationnements illicites ont été recensés sur des terrains publics.

Ces stationnements ont rassemblé entre 11 et 50 caravanes, sur des durées n'excédant pas 2 semaines.

En 2022, 26 caravanes ont stationné à Ville-Houdlémont, 12 à Longuyon au complexe de loisirs, et 50 caravanes sur l'ancien stade de foot de Montigny-sur-Chiers.

En 2023, 11 caravanes se sont installées sur le parking de la salle Brassens à Longuyon.

L'itinérance toute l'année



L'aire permanente de Longuyon se localise en limite communale, à proximité de la nationale et de la départementale.

Elle est rarement occupée dans son intégralité.

Cette fréquentation assez moyenne peut s'expliquer par les tarifs pratiqués, relativement élevés par rapport à la moyenne (redevance journalière de 4,50 €).

Elle est globalement occupée par des groupes locaux ancrés sur le territoire. Certains ménages occupent l'aire une bonne partie de l'année pour la scolarisation des enfants.

Enjeu pour la CCT2L :
Maintenir l'aire d'accueil pour les groupes itinérants.

L'ancrage

1 ménage sédentarisé recensé par la MOUS dans l'étude sédentarisation (2022).

L'étude identifie un ménage sédentarisé sur un terrain naturel inondable, situé en face de l'aire permanente d'accueil de Longuyon.

En 2017, une procédure de régularisation du terrain et de MOUS a été envisagée puis abandonnée en raison de non-conformité aux règlements d'urbanisme.

Enjeu pour la CCT2L :
Envisager des projets d'ancrage, en lien avec la MOUS.

Projets et premières perspectives

1 AGP de 200 places à l'échelle de 3 EPCI (CAGL, CCT2L, CCPHVA)

- avec une convention de co-financement (investissement + fonctionnement)
- [MAJ 01/07/26 : clé de répartition entre EPCI en cours de définition]
- Maintien de l'aire provisoire en 2026.
- Terrain définitif à identifier.

Enjeux sur le volet social du schéma

Les occupants de l'aire ne semblent pas toujours vouloir adhérer aux animations proposées par Amitiés Tsiganes sur le Pays Haut. Des guides et contacts sont disponibles dans le local d'accueil de l'APA.

Les partenaires identifient des difficultés à faire revenir les enfants à l'école depuis le covid.

Des actions d'aller-vers ont été menées avec la maison de santé, notamment pour la vaccination mais aussi pour assurer un suivi médical régulier avec un médecin traitant. Des difficultés ont été recensées à ce sujet.

Des familles sont domiciliées au CCAS, ce pose parfois des difficultés pour recevoir le courrier à temps.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Référence de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2026-2032 de Meurthe-et-Moselle

Fiche EPCI : CA du Grand Longwy

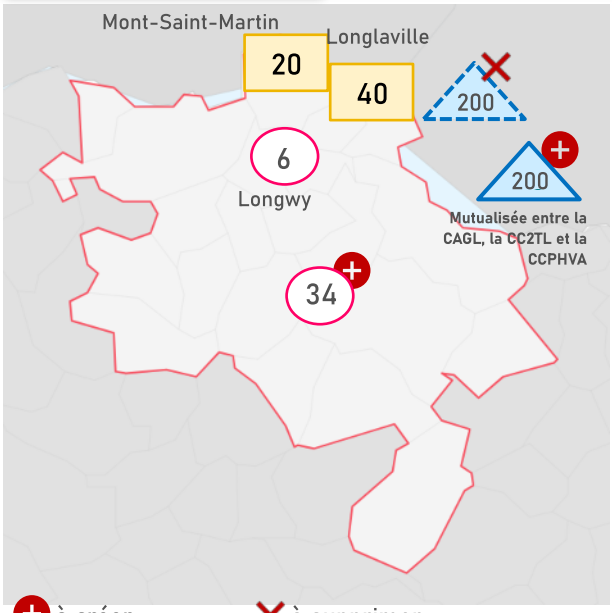
21 communes

63 238 habitants

La CA du Grand Longwy se localise à la frontière luxembourgeoise et belge. Cette situation stratégique induit une forte attractivité du territoire, qui connaît une pression foncière élevée. Des problématiques de terrains soumis aux inondations ou aux pollutions liées aux mines sont constatées. L'agglomération se compose d'une zone urbaine en fond de vallée, rassemblant les communes de Longwy, Mont-Saint-Martin et Longlaville qui concentrent la moitié des habitants du territoire. Elle est très fréquentée, notamment par des groupes locaux de gens du voyage, ancrés sur le territoire et travaillant pour la plupart au Luxembourg. L'autre partie, plus rurale, attire moins de flux de population. Ainsi, la zone urbaine du Grand Longwy est concernée par de forts enjeux en matière de sédentarisation mais aussi de grand passage. C'est l'EPCI le plus concerné par le stationnement de caravanes avec la Métropole de Nancy, bien que le nombre d'habitants sur l'agglomération soit bien moindre que sur la Métropole.

Les communes de + de 5 000 habitants *(Insee, 2021)*

- Mont-Saint-Martin
- Longwy



Existant

60 places (APA) | 6 places (TFL)

1 AGP provisoire (200 places)

A créer :

- **1 AGP pérenne de 200 places mutualisée avec la CCPHVA et la CCT2L**
- **34 places d'ancrage**

Places d'accueil (APA)
Places fixes dédiées au grand passage (AGP)
Places provisoires dédiées au grand passage en 2024 (AGP)
Places d'ancrage

	Prescriptions SDAHGV 2019-2024	Existant	Prescriptions SDAHGV 2026 - 2032
Grand passage (AGP)	**1 AGP – 150 places** (commune à la CCT2L et la CCPHVA)	**1 AGP provisoire en 2025 – 200 places (4 ha)**	**1 AGP pérenne de 200 places mutualisée avec la CCPHVA et la CCT2L** *Maintien de l'aire provisoire en 2026*
Aire permanente d'accueil (APA)	**59 places**	**2 APA – 60 places**	**Maintien 2 APA – 60 places**
Ancrage (TFL ou HA)	**20 places**	**1 TFL – 6 places**	**40 places : maintien du TFL existant et création de 34 places**

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

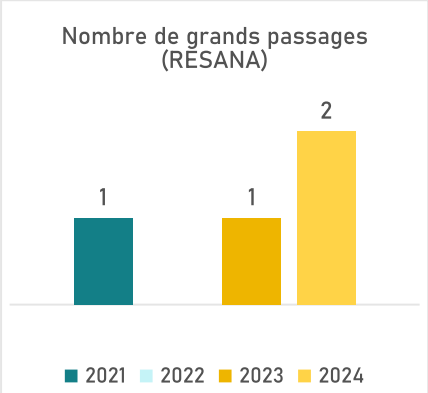
Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2026-2032 de Meurthe-et-Moselle

Fiche EPCI : CA du Grand Longwy

21 communes

63 238 habitants

Les grands passages



4 grands passages recensés sur RESANA entre 2021 et 2024, dont 1 n'ayant pas été annoncé. Ils ont concerné entre 40 et 200 caravanes sur des durées entre 4 et 14 jours. Malgré la mise à disposition de l'aire de grand passage depuis 2024, les groupes ne s'y installent pas en raison de sa localisation en zone inondable et de son revêtement goudronné.

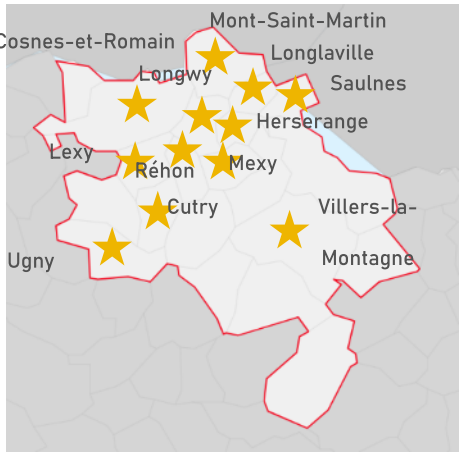
Cela a induit des stationnements illicites sur des terrains privés ou publics de l'agglomération, notamment sur le terrain de foot de Longwy et le Point Central de Longlaville, accompagnés de dégradations.

8 grands passages en stationnement non autorisé recensés entre 2021 et 2024.

Enjeu pour la CAGL : Pérenniser une aire de grand passage (ou aire tournante) au sein des EPCI concernés par la prescription, avec une solidarité financière.

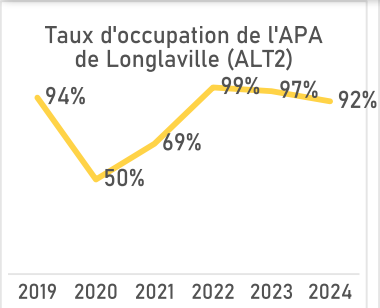
Les stationnements illicites

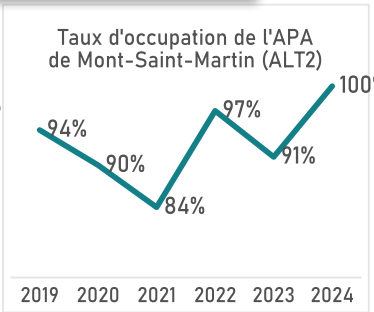
2021 : **37**
2022 : **62**
2023 : **47**
2024 : **45**



191 stationnements illicites sur le territoire entre 2021 et 2024, sur des durées allant d'un jour à plus d'un an, avec des groupes toujours stationnés, notamment sur des parkings à Longlaville, Mont-Saint-Martin ou encore sur la ZI du Pulventeux à Longwy. Ces stationnements concernent entre 2 et 160 caravanes, installées sur autant de terrains privés que publics. Ce sont majoritairement des groupes locaux ancrés sur le territoire. Des détériorations, vols et branchements sauvages sont constatés.

L'itinérance toute l'année





Des aires appréciées et quasi saturées, accueillant une majorité de ménages locaux en quête de solution d'ancrage. Le gestionnaire Vago propose des projets socio-éducatifs par le biais du coordinateur social : 39 animations en 2024, à destination des enfants et des parents. Des actions d'aides à l'insertion professionnelle, aux démarches administratives, à la domiciliation ainsi que des permanences sont proposées.

Enjeu pour la CAGL : Maintenir les aires d'accueil pour les groupes itinérants.

L'ancrage

112 ménages sédentarisés recensés dans l'étude sédentarisation, dont 54 ménages ancrés (2022).

Des stationnements liés à l'ancrage, localisés sur les aires d'accueil (33 ménages) mais aussi sur des terrains publics et privés à Mexy, Longlaville et Mont-Saint-Martin. 32 propriétaires occupent un terrain non constructible et 28 ménages stationnent sans autorisation. 18 ménages stationnent sur le Parc Central de Longlaville depuis plusieurs années. 14 ménages occupent un terrain soumis au régime forestier à Mexy où des maisons ont été construites sans autorisation et le terrain déboisé.

Un terrain a été régularisé en TFL (antérieur et non conforme au décret de 2019) et accueille un ménage ancré sur le territoire depuis plusieurs années.

Une MOUS est en cours pour un projet d'habitat adapté à Mont-Saint-Martin. Des projets sont en réflexion à Cosnes-et-Romain et Longlaville (pas de MOUS engagée)

Enjeu pour la CAGL : Mettre en œuvre les projets dans le cadre de la MOUS. Envisager des régularisations quand cela est possible.

Projets et premières perspectives

1 AGP de 200 places à l'échelle de 3 EPCI (CAGL, CCT2L, CCPHVA)

- avec une convention de co-financement (investissement + fonctionnement)
- [MAJ 01/07/26 : clé de répartition entre EPCI en cours de définition]
- Maintien de l'aire provisoire en 2026.
- Terrain définitif à identifier.

Enjeux sur le volet social du schéma

Des actions d'accompagnement social considérables menées sur les lieux de stationnement mais aussi au sein des locaux d'accueil des aires et dans la Maison Départementale des Solidarité de Mont-Saint-Martin.

Des animations variées proposées : livre de recettes, Octobre Rose, ateliers numériques, ateliers impôts, prévention, dépistage, etc.

Poursuivre les activités menées en faveur de la scolarisation, déjà bien entamées sur le territoire. L'Education Nationale recense 44 enfants non scolarisés : 10 sur l'APA de Longwy/Longlaville, 8 sur le parking Kineopolis, 7 au Pulventeux et 9 à Mont-Saint-Martin vivant en illicite (parkings auto-école, Conforama). 10 d'entre eux bénéficient d'un accompagnement et de démarches de scolarisation.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

3. Fiches Équipements

Aires de grand passage

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

AIRE PROVISOIRE

conforme au décret 2007-690 du 3 mai 2007 (agrément provisoire)

AIRE DE GRAND PASSAGE PROVISOIRE BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON CC du Bassin de Pont-à-Mousson

Route de Dieulouard – 54700 BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON

Visite du 03/02/2025 réalisée par Habitat et Territoires Conseil en présence d'un élu et d'un technicien de la CCBPAM et du gestionnaire Saint-Nabor Services

Informations générales :

Année de mise en service : 2024 **Maitre d'ouvrage** : CCBPAM

Gestionnaire : gestion en prestation (Saint-Nabor Services)

Capacité : 100 places

Surface : 2 ha

Revêtement : enherbé

Ouverture de l'aire : du 1er mai au 30 septembre inclus pour les groupes d'au moins 25 caravanes

Accès à l'aire : 2 accès (entrée/sortie) et voie de circulation dont le revêtement est adapté aux poids lourds - Aire non clôturée

Equipements : bornes de raccordement à l'eau et à l'électricité, bennes à ordures

Localisation de l'aire / AN63 AN65 AN72 AN73 AN75 AN45



Fournisseur de matériaux et usine EDF

Axe routier

Situation sur l'aire :

Une aire facilement accessible, localisée en limites communales et en zone inondable, à proximité de fournisseurs de matériaux de construction et de l'usine EDF

Des situations de dégradations, branchements sauvages et stationnements illicites opérées par un groupe.

En zone inondable

Modalités de gestion :

Redevance forfaitaire *(au 1er février 2024)* (comprenant l'occupation, la consommation des fluides, l'entretien et le ramassage des ordures) : 42 € / semaine / caravane double-essieux

Caution : 1 000 € / séjour / groupe

Modalités de paiement : paiements hebdomadaires en espèces ou chèques

Durée de séjour autorisée : 7 jours, renouvelables une fois avec une période de carence de 7 jours

Environnement de l'aire :

- Proximité d'un axe routier départemental

- Zone d'activité économique
- Usine EDF

Occupation du site :

Cette aire provisoire a accueilli 2 groupes en 2024, dont 1 groupe non-annoncé.

Durant le grand passage d'un groupe de caravanes, des dégradations, vols de matériels et branchements sauvages ont été constatés, ce qui a mené à l'enlèvement de l'ensemble des équipements de raccordement aux fluides. De plus, le nettoyage de l'aire a été très coûteux pour l'EPCI au départ du groupe.

Elle a également fait l'objet d'un stationnement illicite d'une vingtaine de caravanes au mois de septembre 2024 pendant 3 jours.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

PHOTOS



Plan de l'aire



Un des accès à l'aire



Voie au revêtement adapté aux poids lourds



Equipements électriques (retirés hors période de grands passages)

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE



Aire inondée lors de la visite de HTC



Terrain en période estivale

Dépenses globales (2024) : **124 242 € (dont 86 110 € d'aménagement)**

Dont fluides : **6 899 €**

Recettes : **1 794 €**

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

AIRE DE GRAND PASSAGE
VAL DE BRIEY
CC Orne Lorraine Confluences

La Brouchetière – 54300 VAL DE BRIEY

Visite du 06/02/2025 réalisée par Habitat et Territoires Conseil en présence de techniciens de la CCOLC

AIRE PERENNE *(non fonctionnelle)*

Informations générales :

Années de mise en service : 2006 **Maitre d'ouvrage** : CCOLC

Gestionnaire : gestion en prestation (VAGO Gestion)

Capacité : 80 places

Surface : 1,6 ha

Revêtement : terre, graviers

Ouverture de l'aire : toute l'année

Accès à l'aire : 1 accès par un portail – Aire engrillagée

Équipements : bornes de raccordement à l'eau et à l'électricité, WC mobiles, bennes à ordures, éclairage public

Des sanitaires en « dur » vont être installés pour améliorer le confort des familles. A cela s'ajoutent des travaux de nettoyage et d'entretien, conformément aux demandes familles.

Modalités de gestion :

Redevance forfaitaire *(au 1er février 2024)* (comprenant l'occupation, la consommation des fluides, l'entretien et le ramassage des ordures) : 35 € / semaine / caravane double-essieux

Caution : non spécifiée

Modalités de paiement : paiements hebdomadaires en espèces ou chèques

Durée de séjour autorisée : non spécifiée

Localisation de l'aire / OC0457



Carrière — Industries (Compagnie des eaux, fabricant de tuyauterie, de béton)

Situation sur l'aire :

L'aire est située en bas d'une carrière, posant des risques de glissements de terrains mais aussi de poussière

L'aire est entièrement sédentarisée depuis 2019

Les ménages se sont appropriés les lieux (auto-construction, ferraillage)

Le manque de graviers sur le revêtement est fortement contesté par les groupes

Des dépôts sauvages sont réalisés par des externes de l'aire, notamment des entreprises

Environnement de l'aire :

✓
- Centre-ville à 30 min à pied

✗
- Carrière
- Proximité d'industries

Occupation du site :

L'aire est entièrement sédentarisée depuis 2019 par deux grands groupes locaux en demande d'une solution d'habitat. Une partie d'un des groupes familiaux présents est installée à Joeuf. Les groupes n'ont pas une bonne entente, mais cohabitent sans trop d'encombre.

L'aire est occupée par des familles en situation de grande précarité, la plupart bénéficiant du RSA ou travaillant dans la récupération de matériaux. Les familles sont connues par Amitiés Tsiganes.

L'aire présente de l'auto-construction (mobil-home, cabane) et les ménages pratiquent une activité de ferraillage. Des branchements sauvages sont réalisés pour les raccordements aux fluides (travaux de remise en état des alimentations prévus). Par conséquent l'aire est inadaptée à l'accueil des grands passages.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

PHOTOS



Revêtement de l'aire et WC mobile



Dépôts sauvages



Autoconstruction

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

AIRE DE GRAND PASSAGE PROVISOIRE
Aérodrome de Lunéville-Croismare
CC du Territoire de Lunéville à Baccarat

Aérodrome de Lunéville - Croismare – 54300 CHANTEHEUX

Visite du 05/02/2025 réalisée par Habitat et Territoires Conseil en présence d'un technicien de la CCBTLB ainsi que Saint-Nabor Services

AIRE PROVISOIRE

conforme au décret 2007-690 du 3 mai 2007 (agrément provisoire)

Informations générales :

Années de mise en service : 2023 **Maître d'ouvrage** : CCTLB

Gestionnaire : gestion en prestation (Saint-Nabor Services)

Capacité : 200 places *(hors rassemblement régionaux et nationaux)*

Surface : 4 ha *(hors rassemblement régionaux et nationaux)*

Revêtement : enherbé

Ouverture de l'aire : du 1er mai au 30 septembre inclus

Accès à l'aire : 1 accès par une barrière – Aire engrillagée

Équipements : bornes de raccordement à l'eau et à l'électricité, WC mobiles, bennes à ordures

Localisation de l'aire / AI14 AI122 AE325



Axe routier | Zone d'activité | Aérodrome | Ferme | Voie ferrée

Situation sur l'aire :

Une localisation de l'aire appréciée par les groupes accueillis, à proximité d'une zone d'activité et de la départementale

Elle pose parfois des situations de dégradations, vandalisme, dépôts et branchements sauvages, troubles de voisinage, etc.

La présence des groupes impacte l'activité de l'aérodrome

Modalités de gestion :

Redevance forfaitaire *(au 1er février 2024)* (comprenant l'occupation, la consommation des fluides, l'entretien et le ramassage des ordures) : 6,50 € / jour / caravane double-essieux soit 45,50 € / semaine

Caution : 84 € / caravane

Modalités de paiement : paiements hebdomadaires en espèces ou chèques

Durée de séjour autorisée : non spécifiée

Environnement de l'aire :

✓
- Proximité d'un axe routier départemental
- Zone d'activité

✗
- Aérodrome

Occupation du site :

En 2024, l'aire provisoire a accueilli au moins 4 grands passages, chacun rassemblant environ 100 caravanes pendant 15 jours. Par ailleurs, elle a accueilli en septembre le rassemblement régional de l'association « Vie et Lumière », regroupant 500 caravanes.

Si le rassemblement régional s'est globalement bien passé, les autres grands passages posent davantage de problématiques : dégradations, vandalisme, branchements sauvages, circulations sur les pistes de l'aérodrome, troubles de voisinage avec les infrastructures aux alentours (Intermarché, club canin, Aéro club, ferme de Bellevue).

Lors de la visite de HTC, deux groupes installés illicitement venaient de quitter l'aérodrome, laissant sur leur passage un réfrigérateur et des détritus.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

PHOTOS



Revêtement de l'aire provisoire



Revêtement de l'aire provisoire

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE



Dégradations et équipement laissé sur l'aire après des stationnements illicites



Dépenses globales : Non communiquées

Dont fluides :

Recettes :

Déficit :

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

AIRE PERENNE TOURNANTE
(CCPSV, CCBP, CCMM)

conforme au décret n° 2019-171

AIRE DE GRAND PASSAGE TOURNANTE ROSIERES-AUX-SALINES
CC des Pays du Sel et du Vermois

ZAC des Sables – 54110 ROSIERES-AUX-SALINES
Visite du 05/02/2025 réalisée par Habitat et Territoires Conseil en présence d'un élu et d'un technicien de la CCPSV

Aire tournante entre la CCPSV, la CCBP et la CCMM

Informations générales :

Année de mise en service : 2023 **Maitre d'ouvrage** : CCPSV

Gestionnaire : gestion en prestation (Saint-Nabor Services)

Capacité : 150 places

Surface : 4 ha

Revêtement : enherbé

Ouverture de l'aire : du 23 juin au 30 septembre 2024

Accès à l'aire : 1 accès - Aire non clôturée *(chemin piéton public à proximité)*

Equipements : bornes de raccordement à l'eau et à l'électricité, bennes à ordures

Modalités de gestion :

Redevance forfaitaire *(au 1er février 2024)* (comprenant l'occupation, la consommation des fluides, l'entretien et le ramassage des ordures) : 30 € / semaine

Caution : 500 € / séjour / groupe

Modalités de paiement : paiements hebdomadaires en espèces ou chèques

Durée de séjour autorisée : non spécifiée

Localisation de l'aire / H044



Situation sur l'aire :

Une aire localisée à Rosières-aux Salines en limite de Dombasle-sur-Meurthe, à proximité directe de sociétés de transport routier, de construction, de logistique, de traitement de déchets, etc.

Environnement de l'aire :

- Commerces
- Arrêt de bus

- Zone industrielle

Occupation du site :

En 2024, 5 groupes se sont rendus sur l'aire, rassemblant entre 100 et 200 caravanes sur des durées allant d'une à deux semaines. Certaines arrivées de groupes de grands passages ont été contraintes par la présence de groupes locaux.

La présence d'un chemin public empêche la résidentialisation de l'aire. Ainsi, le terrain est labouré et les câbles et les coffrets de raccordement aux fluides sont retirés par la communauté de communes afin d'éviter des stationnements illicites hors période de grands passages.

L'EPCI constate des problématiques avec les groupes locaux : vols, dégradations dans la zone industrielle, dépôts sauvages (150 m3 de bois), stationnements illicites.

La zone se localise à proximité d'un site conservé (ZNIEFF) et fait l'objet d'un futur projet d'aménagement (vocation économique).

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

PHOTOS



Aire labourée et câbles enterrées hors période de grands passages



Équipements de raccordement aux fluides



Dépenses globales : non communiquées

Dont fluides :

Recettes :

Déficit :

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

AIRE DE GRAND PASSAGE PROVISOIRE TOMBLAINE

Métropole du Grand Nancy

Plaine Flageul – 54510 TOMBLAINE

Visite du 03/02/2025 réalisée par Habitat et Territoires Conseil en présence d'un technicien de la MGN

AIRE PROVISOIRE

conforme au décret 2007-690 du 3 mai 2007 (agrément provisoire)

Informations générales :

Année de mise en service : 2024 **Maître d'ouvrage** : MGN

Gestionnaire : gestion en régie directe (MGN)

Capacité : 200 places

Surface : 4 ha

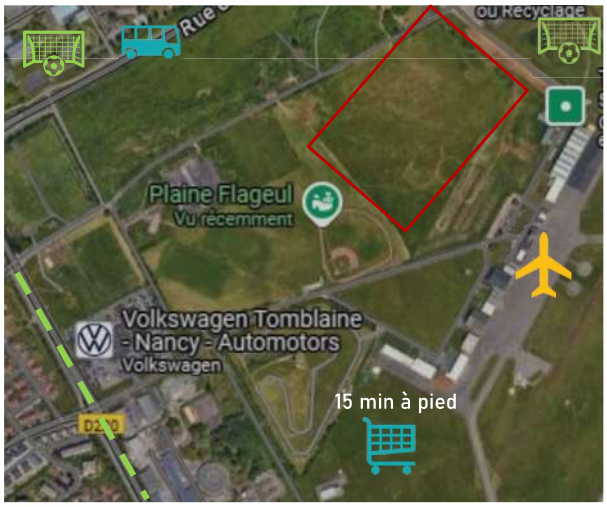
Revêtement : enherbé

Ouverture de l'aire : du 23 juin au 30 septembre 2024

Accès à l'aire : 1 accès – Aire non clôturée

Équipements : bornes de raccordement à l'eau et à l'électricité, WC mobiles, bennes à ordures

Localisation de l'aire / AI146



Stade — Arrêt de bus — Supermarché

Axe routier — Écoles de parachutisme et pilotage aéronautique, aéroclub

Modalités de gestion :

Redevance forfaitaire *(au 1er février 2024)* (comprenant l'occupation, la consommation des fluides, l'entretien et le ramassage des ordures) : 4 € / jour / caravane double-essieux soit 28 € / semaine

Caution : 300 € / séjour / groupe

Modalités de paiement : paiements hebdomadaires en espèces ou chèques

Durée de séjour autorisée : non spécifiée

Situation sur l'aire :

Une localisation de l'aire appréciée des groupes accueillis à proximité des infrastructures routières et des commerces.

Une aire sans voirie de desserte interne et difficilement praticable en cas d'intempéries.

Environnement de l'aire :

✓
- Commerces à 15 min
- Arrêt de bus
- Terrains de sport

✗
- Infrastructures aéronautiques

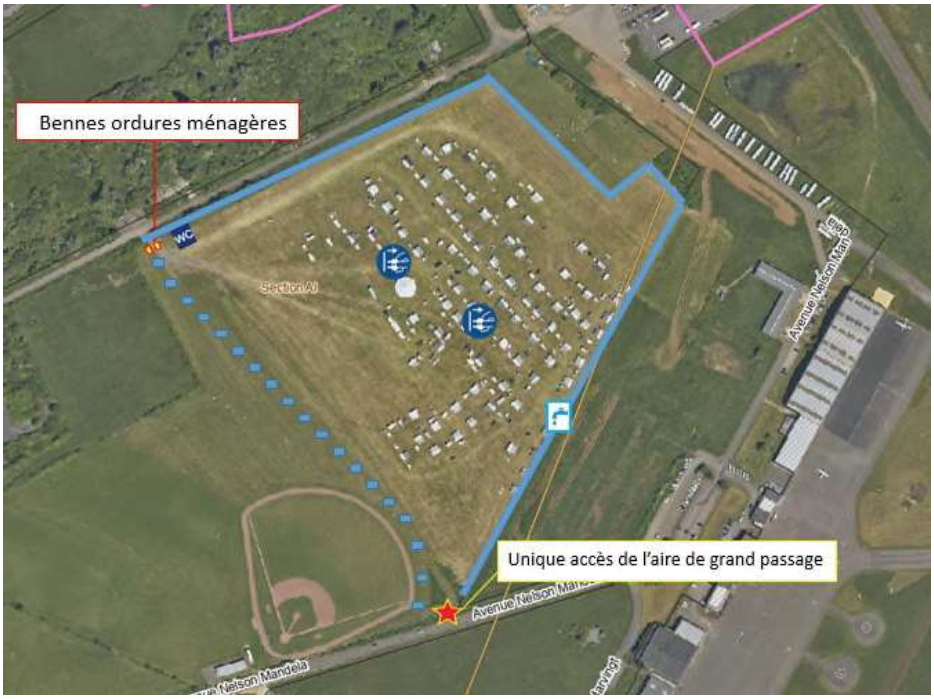
Occupation du site :

En 2024, 6 groupes ont été accueillis sur l'AGP provisoire. La taille des groupes varie entre 100 et 200 caravanes, sur des durées allant de 1 à 2 semaines. Certains groupes locaux rejoignent des rassemblements séjournant sur l'aire.

Si certains passages se déroulent sans difficulté particulière, la gestion de certains groupes soulève plusieurs enjeux : le respect du planning annoncé, le paiement du séjour ou encore la dégradation du site. Cela donne lieu à des coûts considérables en termes de nettoyage et d'entretien de l'aire.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

PHOTOS



Plan de l'aire



Accès à l'aire

Coûts d'aménagement : **40 000 €**

Dépenses liées aux fluides (2024) : **25 000 €**

Recettes : **11 480 €**

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

AIRE PERENNE

AIRE DE GRAND PASSAGE
TOUL
CC Terres Touloises

Route de Verdun D904 – 54200 TOUL

Visite du 05/02/2025 réalisée par Habitat et Territoires Conseil en présence d'un gestionnaire de la CCTT

Informations générales :

Année de mise en service : 2012 **Maître d'ouvrage** : CCTT

Gestionnaire : CCTT

Capacité : 150 places + 50 places

Surface : 5 ha

Revêtement : une partie enherbée (150 caravanes) accessible par un chemin, l'autre partie goudronnée (50 caravanes)

Ouverture de l'aire : du 1er mai au 30 septembre inclus

Accès à l'aire : 1 accès par une barrière

Équipements : bornes de raccordement à l'eau et à l'électricité, WC fixes, bennes à ordures, vide-cassettes

Modalités de gestion :

Redevance forfaitaire *(au 1er février 2024)* (comprenant l'occupation, la consommation des fluides, l'entretien et le ramassage des ordures) : Forfait selon le nombre de caravanes double-essieux : entre 300 € (moins de 20 caravanes) et 1 450 € (au-delà de 100 caravanes)

Caution : 1 000 € / séjour / groupe

Modalités de paiement : paiements hebdomadaires en espèces ou chèques

Durée de séjour autorisée : non spécifiée

Localisation de l'aire / OE0100 OE0107 OE0230 OE0231



Axe routier Déchetterie

Situation sur l'aire :

Une aire localisée en limites communales, à proximité de la déchetterie

Des situations de vols et branchements sauvages constatés

Environnement de l'aire :

- ✓ Proximité d'un axe routier départemental
- ✗ Déchetterie

Occupation du site :

En 2024, l'inondation de l'aire a reporté l'installation d'un groupe sur d'autres communes. A l'exception de ce groupe, l'AGP a accueilli 7 grands passages rassemblant 7 à 20 caravanes sur des durées allant d'1 à 3 semaines. 4 groupes n'étaient pas annoncés.

L'aire accueille environ 9 missions par an.

Le WC étant insuffisant pour des groupes volumineux mais aussi très peu utilisé, un vide-cassettes a été installé sur l'aire.

Des problématiques de branchements sauvages et de dégradations arrivent de manière ponctuelle.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

PHOTOS



Accès à l'aire



Partie enherbée de l'aire



Chemin d'accès à la partie enherbée de l'aire

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE



Partie goudronnée de l'aire



Sanitaires

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE





Vide-cassettes, bornes de raccordement



Dépenses globales : non communiquées

Dont fluides :

Recettes :

Déficit :

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

AIRE PROVISOIRE

AIRE DE GRAND PASSAGE PROVISOIRE LONGLAVILLE / MONT-SAINT-MARTIN CA du Grand Longwy

D618 – 54350 MONT-SAINT-MARTIN

Visite du 04/02/2025 réalisée par Habitat et Territoires Conseil en présence d'un technicien et d'un élu de la CAGL

Informations générales :

Année de mise en service : 2024 **Maître d'ouvrage** : CAGL

Gestionnaire : gestion en régie directe (CAGL)

Capacité : 200 places

Surface : 4 ha

Revêtement : goudron

Ouverture de l'aire : du 1er mai au 30 septembre inclus

Accès à l'aire : 1 accès - Aire non clôturée

Équipements : bornes de raccordement à l'eau et à l'électricité, bennes à ordures

Modalités de gestion :

Redevance forfaitaire *(au 1er février 2024)* (comprenant l'occupation, la consommation des fluides, l'entretien et le ramassage des ordures) : 2 € / jour / caravane double-essieux soit 14 € / semaine

Caution : 25 € / caravane double-essieux

Modalités de paiement : paiements hebdomadaires en espèces ou chèques

Durée de séjour autorisée : non spécifiée

Localisation de l'aire



Axe routier
Zone commerciale
Usine de recyclage de plastique
Frontière luxembourgeoise

Situation sur l'aire :

Une aire localisée en zone inondable, à proximité d'une zone commerciale et de la frontière avec le Luxembourg

Une aire qui n'est pas fréquentée par les groupes de grands passages

En zone inondable

Environnement de l'aire :

- Proximité d'un axe routier départemental
- Zone commerciale

Occupation du site :

Malgré la mise à disposition de l'aire, les groupes de grands passages se sont installés en stationnement illicite, en justifiant l'absence d'espace enherbé sur l'aire et la localisation en zone inondable.

En 2024, deux groupes de 150 et 200 caravanes ont été annoncés. Toutefois, ces derniers se sont installés en illicite : l'un pendant une semaine sur le terrain de football de Longwy, le 2e pendant 3 semaines sur le Point Central de Longlaville. Ces stationnements ont été accompagnés de dégradations des lieux et ont imposé à l'EPCI d'importants coûts de nettoyage.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

PHOTOS



Accès à l'aire (bloqué hors période de grands passages)



Revêtement de l'aire goudronné

Dépenses globales : Non communiquées

Dont fluides :

Recettes :

Déficit :

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

3. Fiches équipements

Aires Permanentes d'Accueil

PROJET

ANNEXE : GRILLE DE COTATION

EU : eaux usées

EV : eaux vannes

EP : eaux pluviales

ECS : eau chaude sanitaire

NOTE	Accès et circulation	Espaces verts	Locaux d'accueil	Clos-couvert	Plomberie	Equipement-sanitaire	ECS / chauffage	Ventilation	Equipement électrique
1	Routes impraticables, mal signalées, nids-de-poule Résidentialisation (par des clôtures, grillages, etc.) absente ou inutilisable.	Arbres morts, absence d'entretien	Locaux récents ou rénovés, conformes aux normes de sécurité, d'hygiène et de confort. Tous les équipements (structure, plomberie, chauffage, ventilation, électricité) sont en bon état et fonctionnent parfaitement. Aucun travail à prévoir à court ou moyen terme.	Risque structurel (apparition multiple de fers, lézardes en façade), défauts d'isolation importants. Simple vitrage ou nombreuses menuiseries en mauvais état	Réseau hors service, défaut majeur. Colonnes EU/EV/EP vétustes occasionnant de nombreuses infiltrations	"Pack sanitaire" vétuste occasionnant de nombreuses infiltrations	Très dégradé/ cas critique (chauffage central à maintenance onéreuse, chaudières individuelles en fin de vie)	Pathologies en logements (risques respiratoires occupant)	Pas de disjoncteur différentiel 30mA, présence de fusibles et/ou prises sans terre. Equipements d'éclairage défectueux. Réseau hors service, défaut majeur
2	Trous, nids-de-poule (très localisé)	Sol naturel : arbres morts, trous, absence d'entretien (très localisé)	Locaux en mauvais état, nécessitant des travaux importants mais restant utilisables.	Façade sale et/ou comportant de petites fissures, défauts d'isolation mineurs	Colonnes EU/EV/EP aux infiltrations localisées	"Pack sanitaire" ancien	Etat vétuste mais fonctionnel	Pathologies localisées avec ventilation naturelle ou ancienne VMC	Protection 30mA + fusibles et prises avec terre. Equipement d'éclairage non efficace
3	Voirie faiblement endommagée	Espaces verts en bon état, absence d'entretien (très localisé)	Locaux globalement fonctionnels et sécurisés, malgré des signes d'usure.	Façade en bon état avec des fissures ou salissures très localisées	Bon état (plus de 10 ans)	Bon état (plus de 10 ans)	Bon état général (appareils de chauffage renouvelés et maintenance sur appareil plus anciens correcte)	VMC de plus de 10 ans ou ventilation naturelle sans pathologie en logement	Bon état (plus de 10 ans)
4	Très bon état/neuf (moins de 10 ans)	Très bon état/neuf (moins de 10 ans)	Très bon état/neuf (moins de 10 ans)	Très bon état/neuf (moins de 10 ans)	Très bon état/neuf (moins de 10 ans)	Très bon état/neuf (moins de 10 ans)	Très bon état/neuf (moins de 10ans)	Très bon état/neuf (moins de 10ans)	Très bon état/neuf (moins de 10ans)

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Référence de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

AIRE PERMANENTE D'ACCUEIL JARNY
CC Orne Lorraine Confluences

Avenue de Nancy – 54800 JARNY

Visite du 06/02/2025 réalisée par Habitat et Territoires Conseil en présence de techniciens de la CCOLC

Localisation de l'aire



Arrêt de bus Ecole Axe routier
Société de transport routier

Informations générales :

Année de mise en service : 2009 **Maître d'ouvrage** : CCOLC

Gestionnaire : gestion en prestation (VAGO Gestion)

Capacité : 17 places

Blocs sanitaires : 1 bloc collectif comprenant 6 WC et 4 douches, dont 1 douche et 1 WC adaptés PMR, buanderie ouverte

Équipements : local technique, local d'accueil, pas d'espaces verts ou de communs

Surface : 4 000 m² / 77 m² par place

Ouverture de l'aire : toute l'année, fermetures annuelles pour travaux en été

Modalités de gestion :

Présence sur site : présence quotidienne, astreinte téléphonique en cas d'urgence

Redevance *(au 1er février 2024)* : 5 € / jour (35 € par semaine) *(moyenne des APA du 54 : 3,73 €/jour)*

Charges fluides : 3,21 €/m3 *(moyenne des APA du 54 : 4,04 €/m3)* - 0,10 €/kWh *(moyenne des APA du 54 : 0,20 €/kWh)*

Caution : 80 € (rarement demandée aux ménages dans les faits)

Modalités de paiement : paiements hebdomadaires en espèces ou chèques (prochainement télégestion)

Pièces justificatives : justificatif d'identité, carte grise, assurances des véhicules

Durée de séjour autorisée (hors dérogation) : 3 mois, mais tolérance accordée aux ménages sédentarisés

Occupation du site :

Nombre de ménages présents lors de la visite : capacité d'accueil saturée

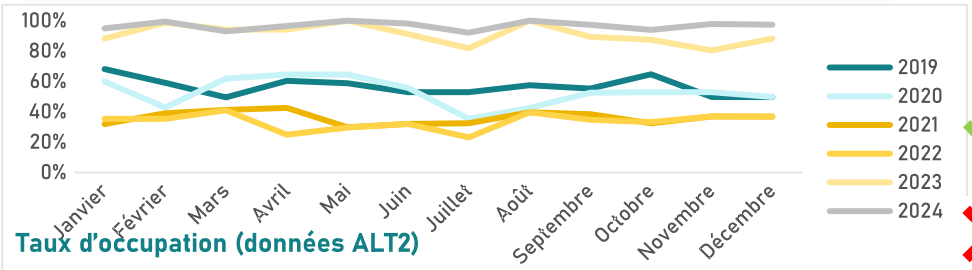
Informations sur les ménages : des groupes locaux sédentarisés sur l'aire

Durée moyenne de séjour : durée indéterminée

Sédentarisation sur l'aire : une aire presque entièrement sédentarisée : présence d'auto-construction, de boites aux lettres, emplacements clôturés. Seulement quelques emplacements connaissent une rotation, mais il y a peu d'itinérance sur le territoire

Scolarisation des enfants : informations parcellaires

Projets socio-éducatifs : non, mais visites ponctuelles d'Amitiés Tsiganes et de l'antenne mobile



Taux d'occupation (données ALT2)

Situation sur l'aire :

Une assez bonne localisation de l'aire, toutefois en limites communales et assez éloignée du centre-ville

L'aire est entièrement sédentarisée et appropriée par des groupes locaux (auto-construction, boîtes aux lettres, grillages, appropriation du local)

Des dépôts sauvages à l'entrée de l'aire

Une gestion complexe

Environnement de l'aire :

- École et arrêt de bus à 20 min
- Route départementale à proximité

- Limites communales
- Société de transport routier

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

ETAT TECHNIQUE DE L'AIRE

Note globale* :

2,3/4

Cotation HTC selon la grille ci-dessous

Travaux réalisés :

- X

Cotation technique :

	Note	Commentaire
Accès et circulation	3	Enrobé faiblement endommagé
Espaces verts	NC	
Local d'accueil	2	Façades dégradées, toiture d'origine
Clos-couvert	2	Façades dégradées, toiture d'origine
Plomberie	2	Changements ponctuels de certaines chasses d'eau
Equipement-sanitaire	1	Equipements très dégradés
Chauffage	2	Cumulus changés récemment et petits chauffages qui coupent
Ventilation	3	VMC
Equipement électrique	3	Bon état (plus de 10 ans), disjoncteur 30 mA

Préconisations de travaux à réaliser :

- Rénovation des blocs sanitaires
- Réfection des façades, de la toiture et étanchéité
- Travaux d'assainissement
- Réfection de la plomberie
- Remplacement des petits chauffages peu fonctionnels
- Réhabilitation des bornes d'alimentation
- Végétalisation

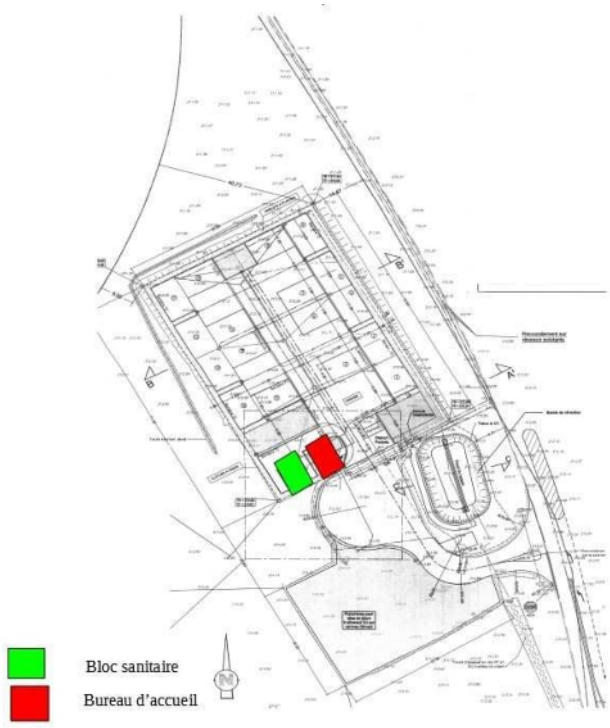
Dépenses de fonctionnement : non communiquées

Dont fluides :

Recettes :

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

PHOTOS



Plan de l'aire



Dépôts sauvages







Une résidentialisation de l'aire : auto-construction (mobil-homes), boites aux lettres et grillages délimitant les emplacements

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

LES TRAVAUX POTENTIELS A MENER





Équipement sanitaire - remplacement



Travaux d'assainissement

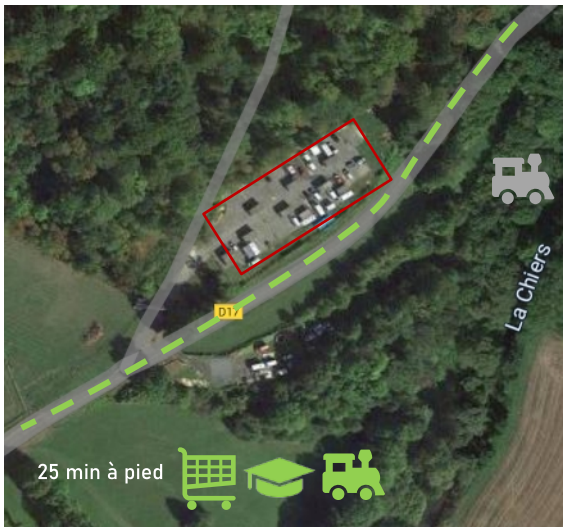
Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Référence de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

AIRE PERMANENTE D'ACCUEIL LONGUYON
CC Terre Lorraine du Longuyonnais

Route de Viviers – 54260 LONGUYON

Visite du 04/02/2025 réalisée par Habitat et Territoires Conseil en présence d'un élu de la CCT2L ainsi que la Société VAGO Gestion

Localisation de l'aire



Axe routier · Gare · Commerces/ Services · École · Voie ferrée

Informations générales :

Année de mise en service : 2010 **Maitre d'ouvrage** : CCT2L

Gestionnaire : gestion en prestation (VAGO Gestion)

Capacité : 24 emplacements – 12 places

Blocs sanitaires : 6 blocs individuels doubles dont 1 douche et 1 WC adaptés PMR, buanderie ouverte

Equipements : locaux techniques, local d'accueil, espaces verts (balançoire)

Surface : 4 000 m² / 110 m² par place

Ouverture de l'aire : toute l'année, fermetures annuelles estivales pour travaux

Présence sur site : début de semaine pour les relevés des fluides, astreinte téléphonique en cas d'urgence

Redevance *(au 1er février 2024)* : 4,50 € / jour *(moyenne des APA du 54 : 3,73 €/jour)*

Charges fluides : 4,33 €/m3 *(moyenne des APA du 54 : 4,04 €/m3)* – 0,25 €/kWh *(moyenne des APA du 54 : 0,20 €/kWh)*

Caution : 105 €

Modalités de paiement : télégestion, paiements hebdomadaires en espèces ou chèques

Pièces justificatives : justificatif d'identité, attestation de domiciliation, carte grise, assurances des véhicules

Durée de séjour autorisée (hors dérogation) : 3 mois, mais tolérance accordée jusqu'à la fermeture annuelle de l'aire

Occupation du site :

Nombre de ménages présents lors de la visite : 3

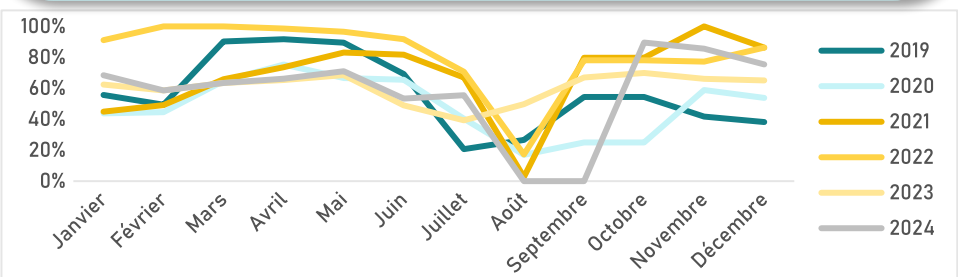
Informations sur les ménages : des familles travaillant dans l'élagage, les espaces verts, en quête d'ancrage

Durée moyenne de séjour : sédentarisation de certains ménages pour la scolarisation des enfants jusqu'à la fermeture annuelle pour travaux

Sédentarisation sur l'aire : non

Scolarisation des enfants : la majorité des enfants va à l'école mais la scolarisation reste difficile depuis le COVID

Projets socio-éducatifs : quelques animations sont proposées avec Amitiés Tsiganes mais de nombreuses familles semblent ne pas y adhérer



← Taux d'occupation (données ALT2)

Situation sur l'aire :

Une aire localisée en limite communale, à 25 minutes du centre-ville et de la gare. Elle bénéficie de la proximité de la nationale et de la D17.

L'aire est rarement complète et est majoritairement occupée par des locaux.

Environnement de l'aire :

- ✓ Routes départementale et nationale
- ✓ Centre-ville à 25 min
- ✗ Limites communales

Les données de 2024 sont prévisionnelles

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

ÉTAT TECHNIQUE DE L'AIRE

Note globale* :

2,9/4

Cotation HTC selon la grille ci-dessous

Travaux de réhabilitation réalisés :

- Travaux de mise à niveau électrique (éclairage, équipements de sécurité)
- Réfection de la peinture des blocs sanitaire et du local d'accueil

Cotation technique :

	Note	Commentaire
Accès et circulation	3	Enrobé faiblement endommagé
Espaces verts	3	Bon état (plus de 10 ans)
Local d'accueil	3	Façade en bon état, quelques salissures localisées
Clos-couvert	2	Façade entièrement refaite, peinte. Toiture terrasse vétuste avec des infiltrations ponctuelles
Plomberie	3	Bon état (plus de 10 ans)
Equipement-sanitaire	3	Bon état (plus de 10 ans)
Chauffage	2	Cumulus de plus de 10 ans avec des pannes ponctuelles
Ventilation	3	Ventilation naturelle : vigilance
Equipement électrique	4	Très bon état (moins de 10 ans), disjoncteur 30 mA

Préconisations de travaux à réaliser :

- Remplacement des cumulus
- Réfection de la toiture et étanchéité

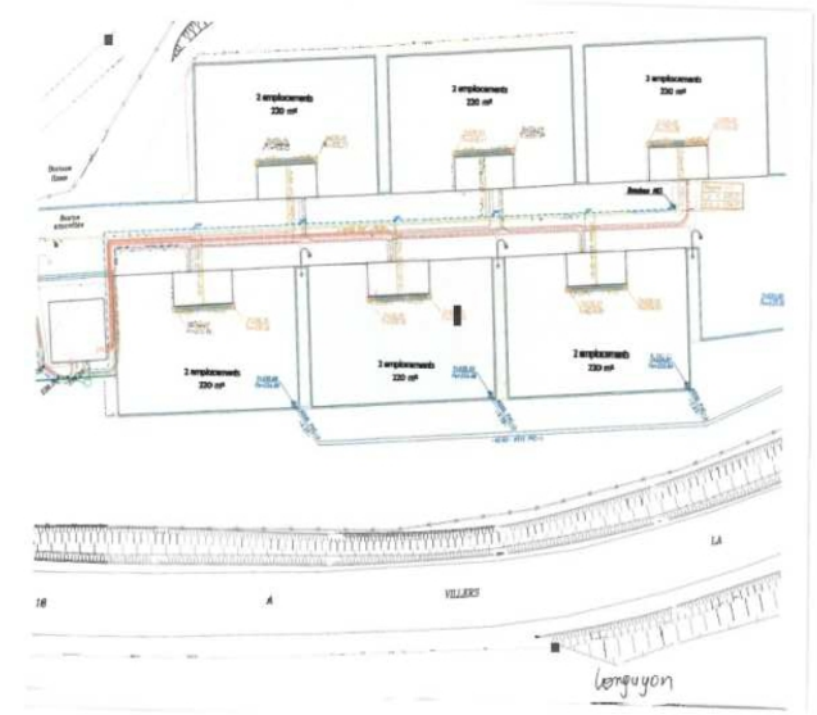
Dépenses de fonctionnement : non communiquées

Dont fluides :

Recettes :

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

PHOTOS



Plan de l'aire



Une aire moyennement occupée, principalement par des groupes locaux

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

LES TRAVAUX POTENTIELS A MENER



Réfection étanchéité toiture



Cumulus datés

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Référence de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

AIRE PERMANENTE D'ACCUEIL LUNEVILLE
CC du Territoire de Lunéville à Baccarat

Chemin du Rianois – 54300 LUNEVILLE

Visite du 05/02/2025 réalisée par Habitat et Territoires Conseil en présence d'un technicien de la CCBTLB ainsi que Saint-Nabor Services

Aire fermée lors de la visite, à la suite d'un incendie sur le local d'accueil

Localisation de l'aire



Informations générales :

Année de mise en service : 2013 **Maître d'ouvrage** : CCTLB

Gestionnaire : gestion en prestation (Saint-Nabor Services)

Capacité : 10 emplacements - 20 places

Blocs sanitaires : 5 blocs individuels doubles dont 2 douches et 2 WC adaptés PMR, buanderie ouverte

Équipements : locaux techniques, local d'accueil, espaces verts

Surface : 4 400 m² / Entre 91 m² et 129 m² par place

Ouverture de l'aire : aire régulièrement fermée pour dégradations

Modalités de gestion :

Présence sur site : présence quotidienne, astreinte téléphonique en cas d'urgence

Redevance *(au 1er février 2024)* : 4 € / jour *(moyenne des APA du 54 : 3,73 €/jour)*

Charges fluides : 4,18 €/m3 *(moyenne des APA du 54 : 4,04 €/m3)* - 0,18 €/kWh *(moyenne des APA du 54 : 0,20 €/kWh)*

Caution : 170 €

Modalités de paiement : télégestion (mais problème de dégradations de l'armoire électrique et branchements sauvages), paiements hebdomadaires en espèces ou chèques

Pièces justificatives : carte grise, justificatif d'identité, assurances des véhicules, certificats de vaccination des animaux

Durée de séjour autorisée (hors dérogation) : 2 fois 2 mois, avec 2 mois de carence à respecter entre 2 séjours

Occupation du site :

Nombre de ménages présents lors de la visite : 0 (aire fermée)

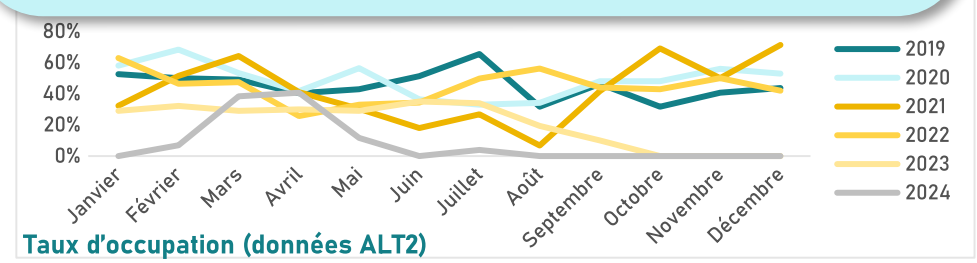
Informations sur les ménages : L'aire est régulièrement occupée par des groupes locaux en quête de sédentarisation. Des stationnements illicites sont parfois constatés sur l'aire ainsi que des tensions entre groupes.

Durée moyenne de séjour : variable selon les groupes, avec un sentiment d'insécurité pour certains (tirs de balles)

Sédentarisation sur l'aire : stationnements illicites lors de la fermeture

Scolarisation des enfants : la majorité fréquente l'école située à proximité

Projets socio-éducatifs : non, mais visites ponctuelles de l'antenne mobile



Taux d'occupation (données ALT2)

Situation sur l'aire :

Une bonne localisation de l'aire, bien intégrée dans l'environnement urbain

Une aire globalement sous-occupée, par des groupes locaux principalement

Des tensions et des dégradations avec anciennement la présence de ferraillage et des tirs

Environnement de l'aire :

- Écoles
- Arrêt de bus
- Axe routier
- Complexe sportif / terrain de tennis
- Stand de tir

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

ETAT TECHNIQUE DE L'AIRE

Note globale* :

3,4/4

Cotation HTC selon la grille ci-dessous

Travaux de réhabilitation réalisés :

- Réhabilitation récente 2024, travaux portant sur : portail, nouveaux grillages, poutrelle électrique, rénovation complète des sanitaires, mise aux normes électrique, reprise plomberie et peinture
- Évacuation de déchets (volume important)
- Création d'espaces verts avec table de pique-nique

Cotation technique :

	Note	Commentaire
Accès et circulation	3	Portail d'accès dégradé
Espaces verts	4	Petit espace vert clôturé
Clos-couvert	2	Toiture en état vétuste avec infiltrations apparentes dans les sanitaires
Plomberie	3	Très bon état (moins de 10 ans)
Equipement-sanitaire	3	Bon état
Chauffage	3	Changement des cumulus en 2020
Ventilation	2	Ventilation naturelle avec taches d'humidité
Equipement électrique	4	Très bon état (moins de 10 ans), disjoncteur 30 mA

Le local d'accueil n'a pas pu être coté, en raison de l'incendie déclaré quelques semaines avant la visite, bien qu'il ait fait l'objet d'une réfection récente.

Préconisations de travaux à réaliser :

- Installation VMC dans les blocs sanitaires
- Réfection toiture et étanchéité

Dépenses de fonctionnement : aire fermée

Dont fluides :

Recettes :

Déficit :

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

PHOTOS



Plan de l'aire



Une aire sous-occupée et souvent sujette à des dégradations



Traces d'hydrocarbures sur un emplacement à la suite d'activités de ferraillage

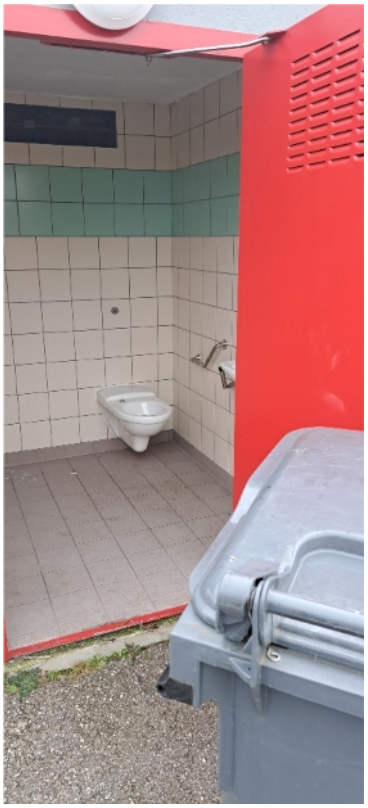
Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

LES TRAVAUX POTENTIELS A MENER





Réfection toiture + étanchéité



Ventilation naturelle dans les douches

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Référence de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

AIRE PERMANENTE D'ACCUEIL « MANITAS DE PLATA »
Métropole du Grand Nancy

Rue Jean Monnet – 54320 MAXEVILLE

Visite du 03/02/2025 réalisée par Habitat et Territoires Conseil en présence d'agents médiateurs de la MGN

Informations générales :

Année de mise en service : 2006 **Maître d'ouvrage** : MGN

Gestionnaire : gestion en régie directe (MGN)

Capacité : 60 places (prochainement 60 emplacements donc 120 places)

Blocs sanitaires : 12 blocs collectifs dont 1 douche et 1 WC adaptés PMR

Équipements : locaux techniques, local d'accueil, salle commune d'animation, espaces verts, terrain de sport, abri en bois

Surface : 56 939 m² / 100 m² par place (+ 30 m² en herbe)

Ouverture de l'aire : toute l'année, fermetures annuelles pour travaux en été

Localisation de l'aire



Modalités de gestion :

Présence sur site : présence quotidienne, astreinte téléphonique en cas d'urgence

Redevance *(au 1er février 2024)* : 3,73 € / jour, 2,20 € pour les + 65 ans, tarif hivernal : 2,14 € *(moyenne des APA du 54 : 3,73 €/jour)*

Charges fluides : 3,97 €/m3 *(moyenne des APA du 54 : 4,04 €/m3)* - 0,18 €/kWh *(moyenne des APA du 54 : 0,20 €/kWh)*

Caution : 80 €

Modalités de paiement : télégestion, paiements hebdomadaires en espèces ou chèques, prochainement CB

Pièces justificatives : justificatif d'identité, carte grise, assurances des véhicules

Durée de séjour autorisée (hors dérogation) : 3 mois, mais tolérance accordée jusqu'à la fermeture annuelle de l'aire

Occupation du site :

Nombre de ménages présents lors de la visite : 53

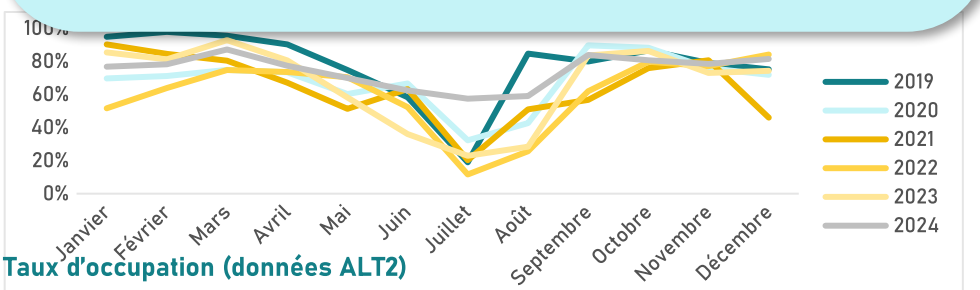
Informations sur les ménages : une occupation de l'aire par des groupes locaux en quête d'ancrage

Durée moyenne de séjour : des durées pouvant atteindre près de 1 an

Sédentarisation sur l'aire : l'aire n'étant jamais entièrement occupée, une tolérance est accordée aux ménages pour des durées excédant les 3 mois

Scolarisation des enfants : 10 enfants non scolarisés (au 04/11/2024, EN), des actions menées pour la scolarisation et l'insertion professionnelle

Projets socio-éducatifs : animations régulières à destination des enfants et des adultes avec les agents médiateurs de la MGN, via des partenariats multiples (EN, PMI, Amitiés Tsiganes, commune de Maxéville)



Taux d'occupation (données ALT2)

Situation sur l'aire :

Une assez bonne localisation de l'aire, à proximité de la Métropole

Une aire végétalisée qui propose de nombreuses prestations et de la médiation : animations, formations, groupes de travail, terrain de sport

Des tensions surviennent occasionnellement avec les agents

Environnement de l'aire :

- Proximité de Nancy
- Arrêt de bus
- Autoroute A1
- Stade
- Centre-ville à 30 min

- Centre pénitentiaire

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

ETAT TECHNIQUE DE L'AIRE

Note globale* :

3,0/4

***Cotation HTC selon la grille ci-dessous**

Travaux de réhabilitation réalisés :

- De futurs travaux de réhabilitation sont prévus, en concertation avec les familles sur l'aire via des groupes de travail (rénovation et passage à des blocs sanitaires individuels et PMR)

Cotation technique :

	Note	Commentaire
Accès et circulation	3	Piste cyclable, dos d'âne
Espaces verts	4	Maintenance espaces verts
Local d'accueil	4	Façade en bon état, quelques salissures localisées
Clos-couvert	3	Façade en bon état, quelques salissures localisées
Plomberie	2	Des travaux seront réalisés sur la plomberie
Equipement-sanitaire	2	Equipements dégradés - passage à des blocs sanitaires individuels
Chauffage	3	1 remplacement en 3 ans
Ventilation	3	Ventilation naturelle : vigilance
Equipement électrique	3	Bon état (plus de 10 ans), disjoncteur 30 mA

Préconisations de travaux à réaliser :

- Projet de réfection plomberie
- Projet de réfection du pack sanitaire avec un passage en individuel et adapté PMR

Dépenses de fonctionnement (2024) : **254 337 €**

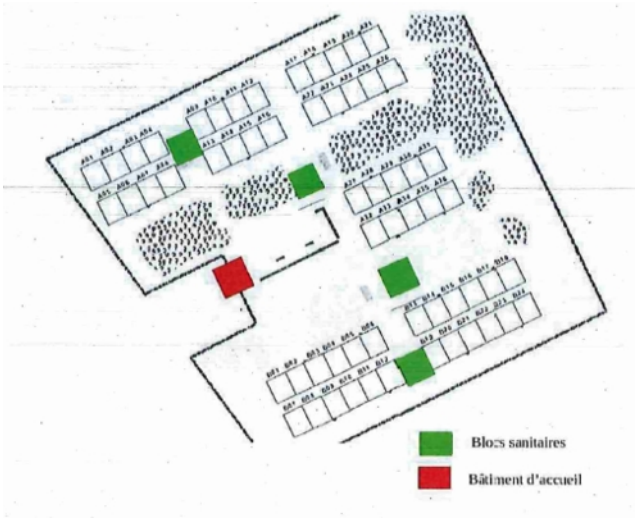
Dont fluides : **159 424 €**

Recettes : **95 545 €**

Déficit : **94 876 €**

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

PHOTOS



Plan de l'aire



Une aire végétalisée



Présence d'un équipement sportif

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

LES TRAVAUX POTENTIELS A MENER





Équipement sanitaire et plomberie

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

AIRE PERMANENTE D'ACCUEIL MONT-SAINT-MARTIN
CA du Grand Longwy

Route de l'abattoir – 54350 MONT-SAINT-MARTIN

Visite du 04/02/2025 réalisée par Habitat et Territoires Conseil en présence d'un élu et d'un technicien de la CAGL ainsi que la Société VAGO Gestion

Localisation de l'aire



Arrêt de bus
Commerces/ Services
École
Frontière belge

Informations générales :

Année de mise en service : 2023 *(ancienne APA relocalisée)* **Maître d'ouvrage** : CAGL

Gestionnaire : gestion en prestation (VAGO Gestion)

Capacité : 10 emplacements - 20 places (+ 5 places créées au cours du SDAHGV 2019-2024)

Blocs sanitaires : 5 blocs individuels doubles dont 1 douche et 1 WC adaptés PMR (blocs conformes au décret 2019 à 2 WC par emplacement), buanderie fermée

Équipements : locaux techniques, local d'accueil, salle commune d'animation, espaces verts, aire de jeux, table de ping-pong

Surface : 21 170 m² / 200 m² par place

Ouverture de l'aire : toute l'année, fermetures annuelles pour travaux en été

Modalités de gestion :

Présence sur site : présence quotidienne, astreinte téléphonique en cas d'urgence

Redevance *(au 1er février 2024)* : 4 € / jour *(moyenne des APA du 54 : 3,73 €/jour)*

Charges fluides : 1,94 €/m3 *(moyenne des APA du 54 : 4,04 €/m3)* - 0,22 €/kWh *(moyenne des APA du 54 : 0,20 €/kWh)*

Caution : 120 €

Modalités de paiement : télégestion, paiements hebdomadaires en espèces ou chèques

Pièces justificatives : justificatif d'identité, attestation de domiciliation, carte grise, assurances des véhicules

Durée de séjour autorisée (hors dérogation) : 3 mois, avec 1 mois de carence à respecter entre 2 séjours

Occupation du site :

Nombre de ménages présents lors de la visite : 10

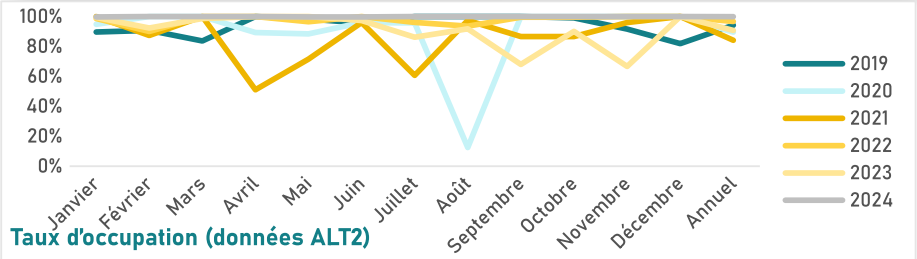
Informations sur les ménages : une forte occupation de l'aire par des groupes locaux en quête d'ancrage

Durée moyenne de séjour : entre 3 et 7 mois

Sédentarisation sur l'aire : des ménages sédentarisés via dérogations (école, hospitalisation) et en attente de solutions d'ancrage

Scolarisation des enfants : la totalité des enfants va à l'école

Projets socio-éducatifs : animations régulières (pour enfants et adultes) avec le médiateur social de VAGO, via des partenariats multiples



Taux d'occupation (données ALT2)

Situation sur l'aire :

Une assez bonne localisation de l'aire, toutefois en limites communales et assez éloignée du centre-ville

L'aire est assez appréciée des occupants, bien que l'absence d'éclairage public soit regrettée

Une saturation de l'aire à l'arrivée des itinérants dès le printemps

Environnement de l'aire :

- Arrêt de bus
- Route nationale à proximité
- Centre-ville à 25 min à pied
- Limites communales, entre la frontière et le centre-ville de Mont-Saint-Martin

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

ETAT TECHNIQUE DE L'AIRE

Note globale* :

3,9/4

**Cotation HTC selon la grille ci-dessous*

Travaux réalisés :

- Aire récente (2023)

Cotation technique :

	Note	Commentaire
Accès et circulation	3	Pas de portail d'accès, nids de poule pour accéder à l'aire
Espaces verts	4	Espace de jeux, enherbé
Local d'accueil	4	Façade en très bon état
Clos-couvert	4	Façade en très bon état
Plomberie	4	Très bon état (moins de 10 ans)
Equipement-sanitaire	4	Très bon état (moins de 10 ans)
Chauffage	4	Très bon état (moins de 10 ans)
Ventilation	4	VMC
Equipement électrique	4	Très bon état (moins de 10 ans), disjoncteur 30 mA

Préconisations de travaux à réaliser :

- Installation d'un portail d'accès, réfection de l'enrobé pour accéder à l'aire

Dépenses de fonctionnement (2024) : **386 221 €**

Dont fluides : **172 097 €**

Recettes : **218 019,48 €** dont
- *111 651 € recettes tarifaires*

Déficit : **168 202 €**

Pour les 2 APA de l'EPCI en 2024 (source EPCI)

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

PHOTOS



Une aire entièrement occupée par des groupes locaux



Salle d'animation de l'aire

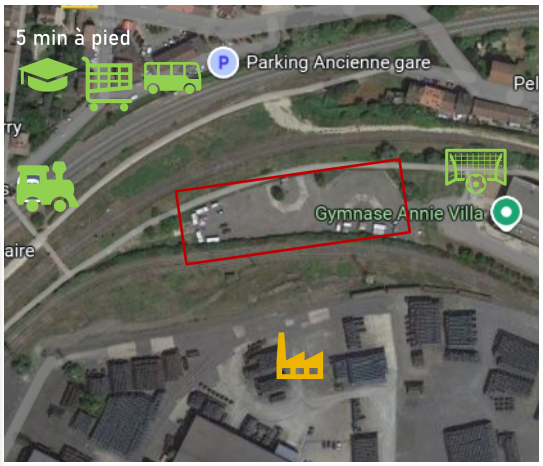
Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

AIRE PERMANENTE D'ACCUEIL NEUVES-MAISONS
CC Moselle et Madon

Rue des Fourrières – 54230 NEUVES-MAISONS

Visite du 05/02/2025 réalisée par Habitat et Territoires Conseil en présence d'un élu et d'un technicien de la CCMM ainsi que Saint-Nabor Services

Localisation de l'aire



Gare · École · Gymnase · Arrêt de bus · Commerces/ Services · Aciérie

Informations générales :

Année de mise en service : 2006 **Maître d'ouvrage** : CCMM

Gestionnaire : gestion en prestation (Saint-Nabor Services) - Convention partenariale avec la CCPSV

Capacité : 7 emplacements - 14 places

Blocs sanitaires : 3 blocs collectifs (2 WC-1 douche) + 1 sanitaire adapté PMR, buanderie ouverte

Équipements : locaux techniques, local d'accueil dans le gymnase, bacs de tri, peu d'espaces verts

Modalités de gestion :

Présence sur site : présence quotidienne, astreinte téléphonique en cas d'urgence

Redevance *(au 1er février 2024)* : 3,10 € / jour *(moyenne des APA du 54 : 3,73 €/jour)*

Charges fluides : 6 €/m³ *(moyenne des APA du 54 : 4,04 €/m³)* - 0,25 €/kWh *(moyenne des APA du 54 : 0,20 €/kWh)*

Caution : 130 € (200 € en l'absence de carte grise)

Modalités de paiement : télégestion, paiements hebdomadaires en espèces ou chèques

Pièces justificatives : justificatif d'identité, carte grise, assurance des véhicules

Durée de séjour autorisée (hors dérogation) : 2 fois 3 mois, avec 1 mois de carence à respecter entre 2 séjours

Occupation du site :

Nombre de ménages présents lors de la visite : capacité de l'aire saturée

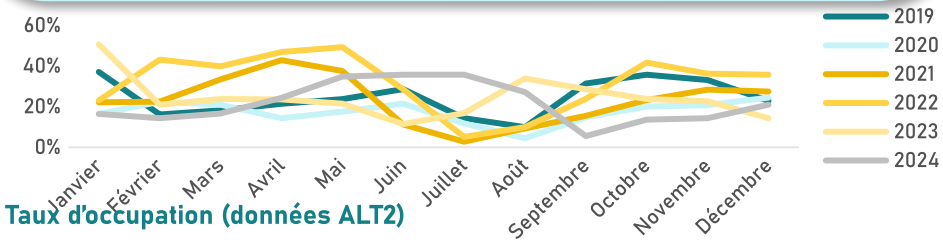
Informations sur les ménages : une aire d'ordinaire sous-occupée, accueillant des itinérants et des sédentaires. Lors de la visite, l'aire était remplie en raison de la fermeture de l'aire de Lunéville. Des ménages travaillant dans les espaces verts, le ferraillage ou sans emploi.

Durée moyenne de séjour : entre 3 et 6 mois

Sédentarisation sur l'aire : des ménages sédentarisés via dérogations (école, hospitalisation), tolérance pour 1 ménage vieillissant avec l'installation d'un vélo d'intérieur et d'un auvent

Scolarisation des enfants : la totalité des enfants est scolarisée

Projets socio-éducatifs : évènements autour de la gestion des déchets, visites ponctuelles de l'antenne mobile mais aussi de la PMI



Taux d'occupation (données ALT2)

Situation sur l'aire :

Une bonne localisation de l'aire, à 2 pas du centre-ville mais en face de la l'aciérie SAM qui génère une importante quantité de poussière et du bruit

Installation de poubelles de tri sur l'aire, dispositif qui semble bien fonctionner

Des blocs sanitaires collectifs contraignant l'installation de ménages qui ne se connaissent pas

Environnement de l'aire :

✓
- Centre-ville (commerces, services)
- Gare / Arrêt de bus
- Écoles
- Gymnase

✗
- Aciérie

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

ETAT TECHNIQUE DE L'AIRE

Note globale* :

2,4/4

Cotation HTC selon la grille ci-dessous

Travaux réalisés :

- Travaux d'aménagements : Réfection portail, enclos à poubelles
- Réfection étanchéité toiture

Cotation technique :

	Note	Commentaire
Accès et circulation	3	Enrobé faiblement endommagé
Espaces verts	NC	
Local d'accueil	2	Equipement inadapté mais fonctionnel
Clos-couvert	2	Salissures sur les façades ponctuelles
Plomberie	2	Etat vétuste mais fonctionnel
Equipement-sanitaire	2	Blocs sanitaires collectifs vétustes
Chauffage	2	Etat vétuste mais fonctionnel
Ventilation	3	Ventilation naturelle : vigilance
Equipement électrique	3	Bon état (plus de 10 ans), disjoncteur 30 mA

Préconisations de travaux à réaliser :

- Rafraîchissement des façades
- Réfection de la plomberie et des cumulus datant de 2005
- Réfection des blocs sanitaires et borne de branchement

Dépenses de fonctionnement (2024) : **98 185 €**

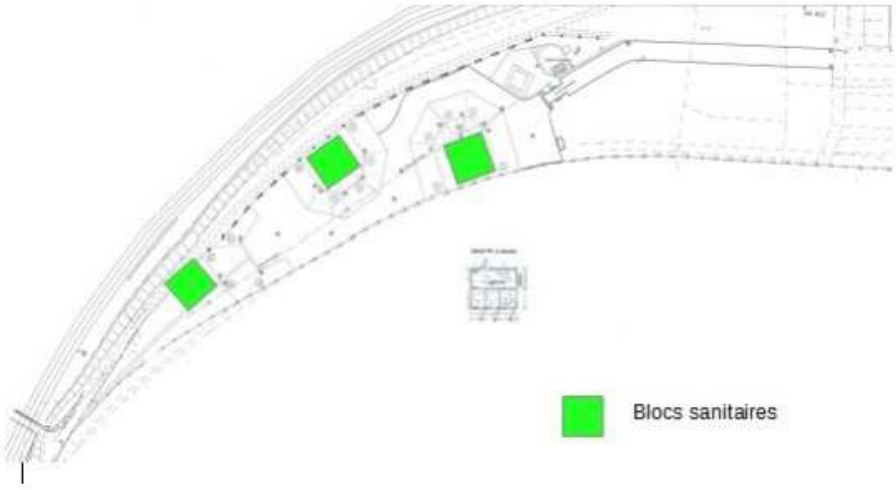
Recettes : NC

- *12 000 € subvention État*
- *3 500 € subvention Département*

Déficit : **NC**

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

PHOTOS



Plan de l'aire



Une aire localisée en face de l'aciérie

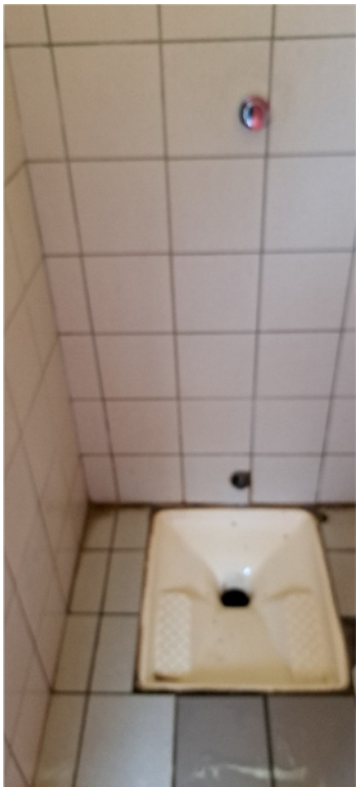


Accès à l'aire

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

LES TRAVAUX POTENTIELS A MENER





Équipement sanitaire



Cumulus datés

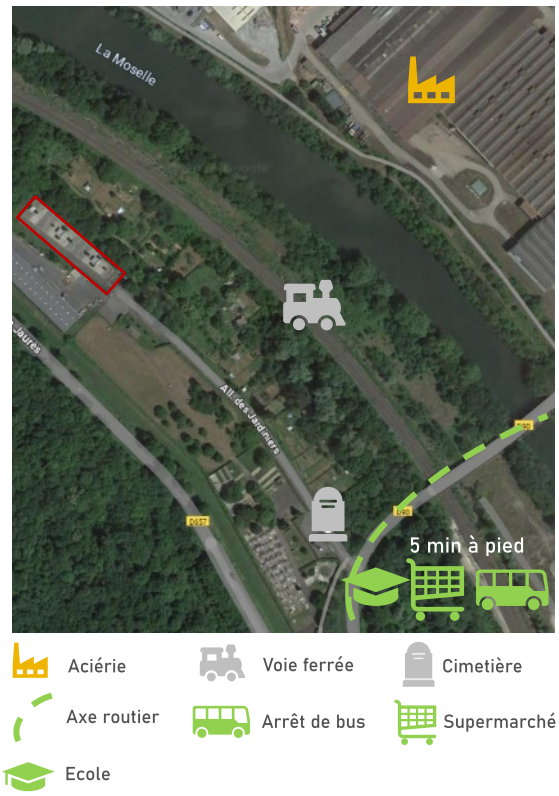
Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Référence de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

AIRE PERMANENTE D'ACCUEIL POMPEY
CC du Bassin de Pompey

Allée des jardiniers – 54340 POMPEY

Visite du 03/02/2025 réalisée par Habitat et Territoires Conseil en présence d'un technicien de la CCBP et d'un policier de la brigade intercommunale

Localisation de l'aire



Informations générales :

Année de mise en service : 2007 **Maître d'ouvrage** : CCBP

Gestionnaire : gestion en régie directe (CCBP et Brigade intercommunale de police municipale)

Capacité : 5 emplacements - 10 places

Blocs sanitaires : 5 blocs individuels doubles dont 1 douche et 1 WC adaptés PMR, buanderie ouverte

Équipements : locaux techniques, local d'accueil, pas d'espaces verts ou de communs

Surface : 2 000 m² / Entre 75 m² et 100 m² par place

Ouverture de l'aire : toute l'année, fermetures annuelles pour travaux de 15 jours au mois de juillet

Modalités de gestion :

Présence sur site : début de semaine pour les relevés des fluides, astreinte téléphonique en cas d'urgence

Redevance *(au 1er février 2024)* : 3 € / jour puis 6 € au bout de 45 jours *(moyenne des APA du 54 : 3,73 €/jour)*

Charges fluides : 4,04 €/m3 *(moyenne des APA du 54 : 4,04 €/m3)* - 0,19 €/kWh *(moyenne des APA du 54 : 0,20 €/kWh)*

Caution : 200 €

Modalités de paiement : pas de télégestion, relevé des fluides et paiements hebdomadaires en espèces ou chèques

Pièces justificatives : justificatif d'identité, carte grise

Durée de séjour autorisée (hors dérogation) : 3 mois, avec 1 mois de carence à respecter entre 2 séjours

Occupation du site :

Nombre de ménages présents lors de la visite : 4

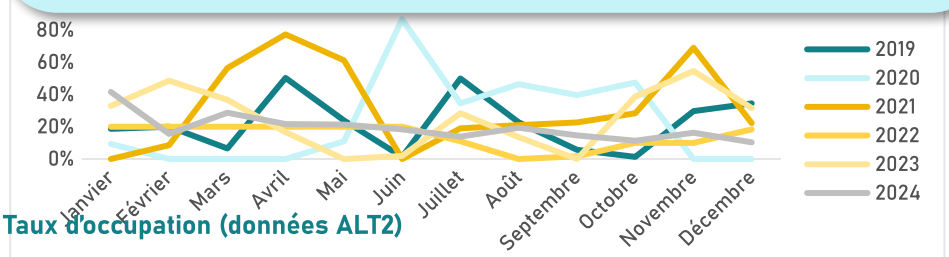
Informations sur les ménages : présence de familles anglaises/irlandaises, une occupation plus élevée que d'habitude, avec 4 emplacements occupés sur les 5

Durée moyenne de séjour : entre 15 jours et 3 semaines

Sédentarisation sur l'aire : 1 ménage sédentarisé (profession dans l'élagage)

Scolarisation des enfants : 3 enfants non scolarisés (au 04/11/2024, EN)

Projets socio-éducatifs : non. Visites ponctuelles d'amitiés Tsiganes



Taux d'occupation (données ALT2)

Situation sur l'aire :

Une bonne localisation de l'aire, bien intégrée dans l'environnement urbain

Une aire sous-occupée

Pas de situation particulière à relever : absence de ferraillage, dépôts sauvages, déchets, etc.

Environnement de l'aire :

✓
- Commerces
- Écoles
- Arrêt de bus
- Axe routier

✗
- Aciérie
- Voie ferrée

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

ETAT TECHNIQUE DE L'AIRE

Note globale* :

2,9/4

Cotation HTC selon la grille ci-dessous

Travaux réalisés :

- Aucune rénovation globale n'a été réalisée depuis la mise en service de l'aire, mais des travaux d'entretien courant sont effectués ponctuellement. L'aire est globalement en bon état.

Cotation technique :

	Note	Commentaire
Accès et circulation	3	Enrobé faiblement endommagé
Espaces verts	NC	
Local d'accueil	NC	
Clos-couvert	3	Façade en bon état, quelques salissures localisées
Plomberie	3	Bon état (plus de 10 ans)
Equipement-sanitaire	3	Bon état (plus de 10 ans)
Chauffage	2	Campagne éventuelle de remplacement de composants : cumulus (problèmes d'eau chaude ponctuels), chauffage grille-pain
Ventilation	3	Ventilation naturelle : vigilance
Equipement électrique	3	Bon état (plus de 10 ans), disjoncteur 30 mA

Préconisations de travaux à réaliser :

- Remplacement des cumulus
- Remplacement des convecteurs présents dans les locaux techniques
- Rafraîchissement des façades
- Végétalisation

Dépenses de fonctionnement (2024) : **23 594 €**

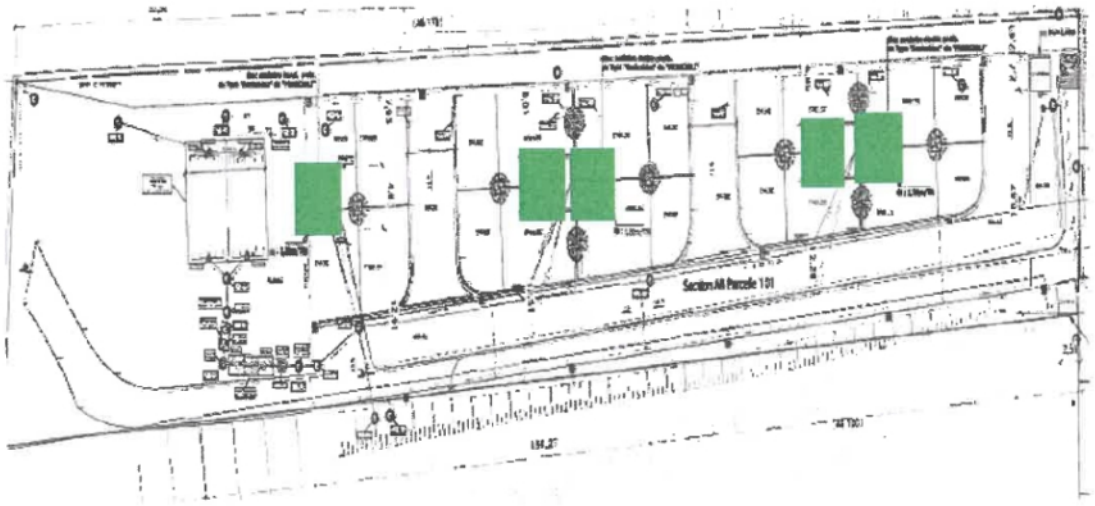
Dont fluides : **17 208 €**

Recettes : **5 974 €**

Déficit (absence des données relatives aux subventions) : **17 620 €**

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

PHOTOS



Plan de l'aire

Blocs sanitaires



Une aire en bon état

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

LES TRAVAUX POTENTIELS A MENER



Ventilation naturelle dans les douches



Salissures localisées sur les façades



Chauffage grille-pain dans les locaux techniques



Equipement sanitaire - douche



Cumulus datés

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Référence de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

AIRE PERMANENTE D'ACCUEIL PONT-A-MOUSSON
CC du Bassin de Pont-à-Mousson

Route de Lesménils - D910 – La Frûche - 54700 PONT-A-MOUSSON

Visite du 03/02/2025 réalisée par Habitat et Territoires Conseil en présence d'un élu et d'un technicien de la CCBPAM ainsi que Saint-Nabor Services

Localisation de l'aire



Informations générales :

Année de mise en service : 2007 **Maître d'ouvrage** : CCBPAM

Gestionnaire : gestion en prestation (Saint-Nabor Services)

Capacité : 20 emplacements - 40 places

Blocs sanitaires : 10 blocs individuels doubles dont 1 douche et 1 WC adaptés PMR, buanderie ouverte

Équipements : locaux techniques, local d'accueil, salle de réunion, salle commune d'animation, deux bureaux, logement de fonction, espaces verts

Surface : 31 246 m² / Entre 100 m² et 110 m² par place

Ouverture de l'aire : toute l'année, fermetures annuelles si besoin de travaux

Modalités de gestion :

Présence sur site : présence quotidienne, astreinte téléphonique en cas d'urgence

Redevance *(au 1er février 2024)* : 4 € / jour, 2 € pour 1 essieu et + 65 ans, tarif hivernal : 3 € *(moyenne des APA du 54 : 3,73 €/jour)*

Charges fluides : 5,45 €/m³ *(moyenne des APA du 54 : 4,04 €/m³)* - 0,40 €/kWh *(moyenne des APA du 54 : 0,20 €/kWh)*

Caution : 80 € (150 € en l'absence de carte grise)

Modalités de paiement : pas de télégestion, relevé des fluides et paiements hebdomadaires en espèces ou chèques

Pièces justificatives : carte grise, justificatif d'identité, certificats de vaccination des enfants et des animaux, assurances des véhicules

Occupation du site :

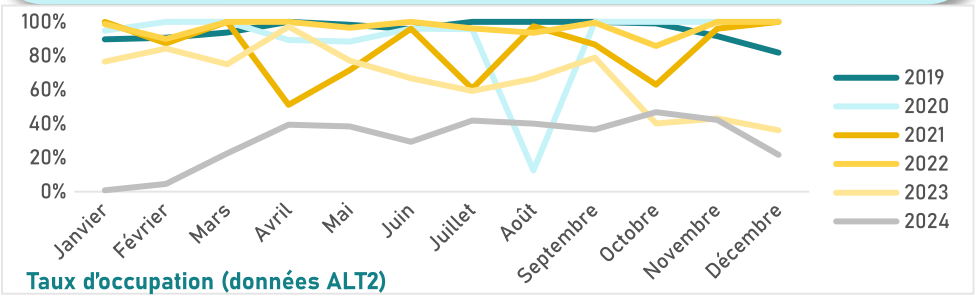
Nombre de ménages présents lors de la visite : 6

Durée moyenne de séjour : entre 3 et 6 mois

Sédentarisation sur l'aire : non

Scolarisation des enfants : la totalité des enfants est scolarisée

Projets socio-éducatifs : présence de la conseillère sociale de SNS, proposant des animations tous les mercredis et lors des vacances scolaires via des partenariats multiples



Taux d'occupation (données ALT2)

Situation sur l'aire :

Une assez bonne localisation de l'aire, à 2 km du centre-ville mais en face d'un centre de traitement de déchets

Une aire globalement moins occupée que les années précédentes

Environnement de l'aire :

- Centre-ville à 2 km
- Écoles
- Supermarché

- Centre de traitement de déchets
- Limites communales

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

ETAT TECHNIQUE DE L'AIRE

Note globale* :

2,9/4

Cotation HTC selon la grille ci-dessous

Travaux réalisés :

- Réhabilitation réalisée en 2007

Cotation technique :

	Note	Commentaire
Accès et circulation	2	Enrobé dégradé
Espaces verts	4	Graviers, re-végétalisation réalisée
Local d'accueil	3	Local refait récemment
Clos-couvert	2	Salissures localisées sur les façades
Plomberie	3	Réfection des canalisations récente
Equipement-sanitaire	3	Bon état (plus de 10 ans)
Chauffage	3	Bon état (plus de 10 ans)
Ventilation	3	Ventilation naturelle : vigilance
Equipement électrique	3	Bon état (plus de 10 ans), disjoncteur 30 mA

Préconisations de travaux à réaliser :

- Nettoyage des façades
- Réfection de l'enrobé

Dépenses de fonctionnement (2023) : **247 535 €**

Dont fluides : **70 021 €**

Recettes : **12 630 €**

Déficit (absence des données relatives aux subventions de l'État) : **234 905 €**

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

PHOTOS



Plan de l'aire



Une aire en bon état



Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

LES TRAVAUX POTENTIELS A MENER



Réfection enrobée



Salissures localisées sur les façades

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Référence de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

AIRE PERMANENTE D'ACCUEIL TOMBLAINE
Métropole du Grand Nancy

Boulevard de l'avenir – 54510 TOMBLAINE

Visite du 03/02/2025 réalisée par Habitat et Territoires Conseil en présence d'agents médiateurs de la MGN

Localisation de l'aire



École Supermarché Arrêt de bus

Informations générales :

Année de mise en service : 2013 **Maître d'ouvrage** : MGN

Gestionnaire : gestion en régie directe (MGN)

Capacité : 4 emplacements – 8 places

Blocs sanitaires : 4 blocs individuels doubles dont 1 douche et 1 WC adaptés PMR, buanderie fermée

Équipements : local technique, local d'accueil, pas d'espaces verts ou communs

Surface : 2 405 m² / 75 m² par place

Ouverture de l'aire : toute l'année, fermetures annuelles pour travaux en été

Modalités de gestion :

Présence sur site : présence quotidienne, astreinte téléphonique en cas d'urgence

Redevance *(au 1er février 2024)* : 2,69 € / jour *(moyenne des APA du 54 : 3,73 €)*

Charges fluides : 3,83 €/m3 *(moyenne des APA du 54 : 4,04 €/m3)* - 0,18 €/kWh *(moyenne des APA du 54 : 0,20 €/kWh)*

Caution : 200 € (400 € si deux blocs affectés)

Modalités de paiement : télégestion, paiements hebdomadaires en espèces ou chèques, prochainement CB

Pièces justificatives : justificatif d'identité, carte grise, assurances des véhicules

Durée de séjour autorisée (hors dérogation) : 3 mois, avec 1 mois de carence à respecter entre 2 séjours

Occupation du site :

Nombre de ménages présents lors de la visite : 6

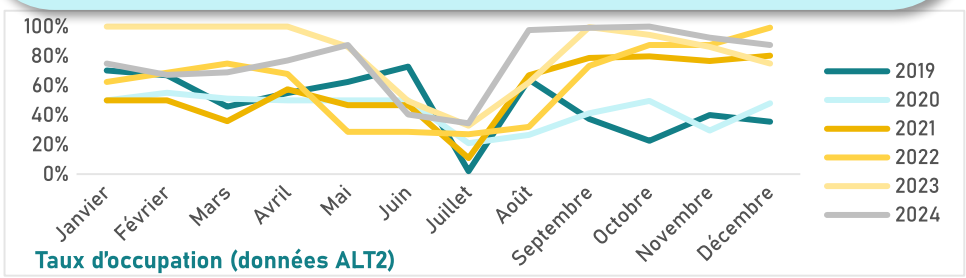
Informations sur les ménages : une occupation de l'aire par des groupes locaux en quête d'ancrage

Durée moyenne de séjour : des durées pouvant dépasser les 3 mois en cas de dérogation scolaire

Sédentarisation sur l'aire : non

Scolarisation des enfants : la totalité des enfants est scolarisée, des actions menées pour la scolarisation et l'insertion professionnelle des jeunes

Projets socio-éducatifs : animations régulières à destination des enfants et des adultes avec les agents médiateurs de la MGN, via des partenariats multiples



Taux d'occupation (données ALT2)

Situation sur l'aire :

Une très bonne localisation de l'aire, à proximité de la Métropole et de l'école

Une aire de petite capacité avec un taux d'occupation élevé mais non saturée, qui accueille souvent des groupes qui se connaissent

Environnement de l'aire :

- École
- Commerces
- Arrêt de bus
- Proximité de Nancy

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

ETAT TECHNIQUE DE L'AIRE

Note globale* :

3,1/4

Cotation HTC selon la grille ci-dessous

Travaux réalisés :

- Travaux de rafraichissement ponctuels
- Réfection de l'étanchéité des toitures (2024)

Cotation technique :

	Note	Commentaire
Accès et circulation	3	Enrobé faiblement endommagé, portail d'accès
Espaces verts	NC	
Local d'accueil	3	Façade en bon état, quelques salissures localisées
Clos-couvert	4	Etanchéité des toits terrasses refaite
Plomberie	3	Bon état (plus de 10 ans)
Equipement-sanitaire	3	Bon état (plus de 10 ans)
Chauffage	3	Bon état (plus de 10 ans)
Ventilation	3	Ventilation naturelle : vigilance
Equipement électrique	3	Bon état (plus de 10 ans), disjoncteur 30 mA

Préconisations de travaux à réaliser :

- X

Dépenses de fonctionnement (2024) : **57 942 €**

Dont fluides : **22 807 €**

Recettes : **15 829 €**

Déficit : **33 279 €**

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

PHOTOS





Plan de l'aire



Une aire de petite capacité appréciée par les groupes locaux pour l'école à proximité

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

AIRE PERMANENTE D'ACCUEIL TOUL
CC Terres Touloises

Route de Verdun D904 – 54200 TOUL

Visite du 05/02/2025 réalisée par Habitat et Territoires Conseil en présence d'un gestionnaire de la CCTT

Localisation de l'aire



Informations générales :

Année de mise en service : 2007 **Maître d'ouvrage** : CCTT

Gestionnaire : gestion en régie directe (CCTT)

Capacité : 17 emplacements – 34 places

Blocs sanitaires : 7 blocs collectifs doubles dont 1 bloc adapté PMR, buanderie ouverte

Équipements : locaux techniques, local d'accueil, salle de réunion, un bureau, logement de fonction, étendoirs à linge et bacs de tri, espaces verts

Surface : 6 500 m² / Entre 90 m² et 140 m² par place

Modalités de gestion :

Présence sur site : présence quotidienne, astreinte téléphonique en cas d'urgence

Redevance *(au 1er février 2024)* : 3 € / jour, 2 € pour les + 60 ans, 2 caravanes : 5 € *(moyenne des APA du 54 : 3,73 €/jour)*

Charges fluides : 4,46 €/m3 *(moyenne des APA du 54 : 4,04 €/m3)* - 0,19 €/kWh *(moyenne des APA du 54 : 0,20 €/kWh)*

Caution : 90 €

Modalités de paiement : pas de télégestion, relevé des fluides et paiements hebdomadaires en espèces, chèques ou CB

Pièces justificatives : justificatif d'identité, carte grise, assurances des véhicules

Durée de séjour autorisée (hors dérogation) : 2 fois 2 mois, avec 1 mois de carence à respecter entre 2 séjours

Occupation du site :

Nombre de ménages présents lors de la visite : 15

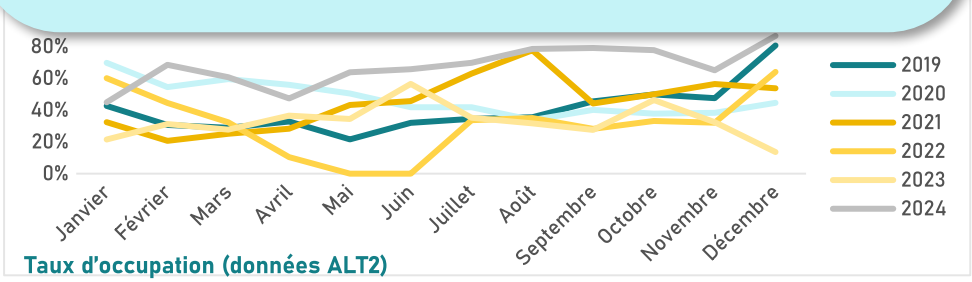
Informations sur les ménages : environ la moitié des occupants sont des groupes locaux qui souhaitent se sédentariser

Durée moyenne de séjour : certains ménages bénéficient de dérogations pour l'école ou l'hospitalisation et donc d'une durée de séjour allongée

Sédentarisation sur l'aire : l'aire n'étant jamais entièrement occupée, certains ménages restent sur l'aire sur des durées allongées via des dérogations, un travail de médiation est entrepris pour faire respecter les durées de séjour

Scolarisation des enfants : la majorité des enfants fréquente l'école

Projets socio-éducatifs : non, mais visites ponctuelles d'Amitiés Tsiganes



Taux d'occupation (données ALT2)

Situation sur l'aire :

Une aire éloignée des aménités urbaines

L'absence de blocs sanitaires individuels contraint l'arrivée de groupes qui ne se connaissent pas

Un gestionnaire dont les missions de médiation permettent un accompagnement des ménages dans les tâches administratives notamment

Environnement de l'aire :

- École et collège à proximité
- Commerces et services à 15 min
- Route départementale
- Limites communales

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

ETAT TECHNIQUE DE L'AIRE

Note globale* :

2,6/4

**Cotation HTC selon la grille ci-dessous*

Travaux réalisés :

- Travaux électriques : équipements de sécurité, prises de courant.
- Réfection de l'étanchéité des toitures et peinture des façades
- Remplacement ponctuel des cumulus mais certains sont encore d'origine

Cotation technique :

	Note	Commentaire
Accès et circulation	3	Enrobé faiblement endommagé
Espaces verts	2	Espaces verts abîmés par le passage des caravanes
Local d'accueil	3	Façade en bon état, quelques salissures localisées
Clos-couvert	3	Façade en bon état, quelques salissures localisées
Plomberie	3	Bon état (plus de 10 ans)
Equipement-sanitaire	3	Le gestionnaire a installé lui-même des WC classiques et non des WC turcs car plainte des odeurs
Chauffage	2	Présence de cumulus à l'état d'origine, vétustes
Ventilation	2	Ventilation naturelle et présence de traces d'humidité
Equipement électrique	3	Bon état (plus de 10 ans), disjoncteur 30 mA

Préconisations de travaux à réaliser :

- Changement des cumulus
- Installation de VMC dans les blocs sanitaires

Dépenses de fonctionnement : non communiquées

Dont fluides :

Recettes :

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

PHOTOS



Plan de l'aire



Une aire sous-occupée

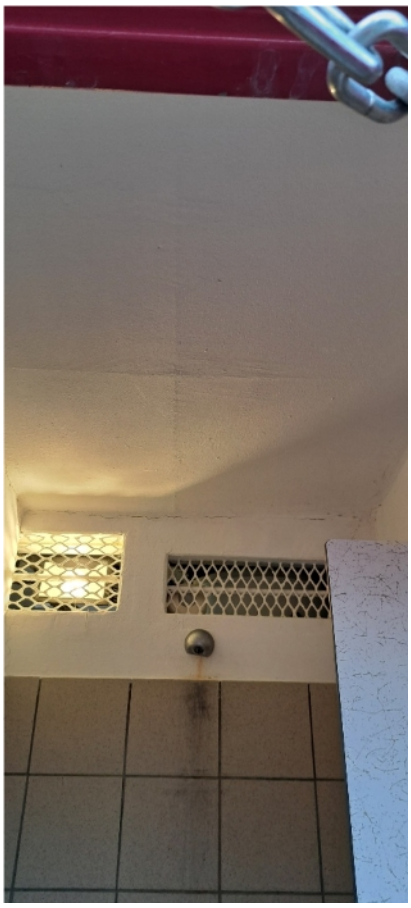


Des blocs sanitaires collectifs, mais une mise à disposition d'étendoirs et de bennes pour chaque emplacement

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

LES TRAVAUX POTENTIELS A MENER





Ventilation naturelle dans les douches



Cumulus datés

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

3. Fiches équipements

Terrains Familiaux Locatifs

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Terrain familial locatif (TFL)
CC Moselle et Madon

Chemin du stade – 54230 Chaligny

Visite du 04/02/2025 réalisée par Habitat et Territoires Conseil en présence d'une élue et d'un agent de la CC Moselle et Madon

Le cabinet HTC n'a pas pris de photos, à la demande de la famille.

Localisation du TFL



Arrêt de bus — Commerces

École — Terrain de sport

Informations générales :

Année de mise en service : 2018

Gestionnaire : CCMM

Capacité : 3 places

Surface : 1 380 m²

Équipements : une **pièce de vie** de 20 m² comprenant : fenêtres, portes, éclairage au plafond et prises électriques, ventilation naturelle, coin cuisine avec évier, emplacement pour gazinière et frigo, une **partie sanitaire** comportant 2 WC, 1 douche, 1 lavabo, 1 bac à laver

Modalités de gestion :

Redevance d'occupation *(au 1er février 2024)* : 80 € / mois (+30 € pour la participation à la pose d'une clôture)

Charges fluides : à la charge du locataire, selon ses abonnements

Informations complémentaires :

- Le TFL de Chaligny est localisé à proximité du tissu urbain. Il accueille une famille implantée sur le territoire depuis plusieurs générations.
- La famille a signé une convention d'occupation précaire à durée indéterminée avec la Communauté de communes.
- Le terrain comporte une pièce de vie. La famille dort dans les 3 caravanes qui maintiennent leur vocation de chambre.
- L'espace extérieur est aménagé et approprié par le ménage.

Environnement du TFL :

- Commerces à 20 min
- École à 15 min
- Arrêt de bus
- Proximité du Canal de l'Est

L'opération a coûté 60 000 € à la CCMM avec 80% de subvention dont 32 000 € de l'État et 15 000 € du CD

En dehors du zonage PPRI

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

ETAT TECHNIQUE DE L'AIRE

Note globale* :

3,8/4

Cotation HTC selon la grille ci-dessous

Travaux réalisés :

- Remplacement du cumulus

Cotation technique :

	Note	Commentaire
Accès et circulation	3	
Espaces verts	4	
Local d'accueil	NC	
Clos-couvert	4	
Plomberie	3	Remplacement de la pompe de relevage
Equipement-sanitaire	4	
Chauffage	3	Chauffage grille-pain à remplacer
Ventilation	4	
Equipement électrique	4	

Préconisations de travaux à réaliser :

- Remplacement du convecteur électrique
- Remplacement de la pompe de relevage

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

ANNEXE : GRILLE DE COTATION

EU : eaux usées

EV : eaux vannes

EP : eaux pluviales

ECS : eau chaude sanitaire

NOTE	Accès et circulation	Espaces verts	Locaux d'accueil	Clos-couvert	Plomberie	Equipement-sanitaire	ECS / chauffage	Ventilation	Equipement électrique
1	Routes impraticables, mal signalées, nids-de-poule Résidentialisation (par des clôtures, grillages, etc.) absente ou inutilisable.	Arbres morts, absence d'entretien	Locaux récents ou rénovés, conformes aux normes de sécurité, d'hygiène et de confort. Tous les équipements (structure, plomberie, chauffage, ventilation, électricité) sont en bon état et fonctionnent parfaitement. Aucun travail à prévoir à court ou moyen terme.	Risque structurel (apparition multiple de fers, lézardes en façade), défauts d'isolation importants. Simple vitrage ou nombreuses menuiseries en mauvais état	Réseau hors service, défaut majeur. Colonnes EU/EV/EP vétustes occasionnant de nombreuses infiltrations	"Pack sanitaire" vétuste occasionnant de nombreuses infiltrations	Très dégradé/ cas critique (chauffage central à maintenance onéreuse, chaudières individuelles en fin de vie)	Pathologies en logements (risques respiratoires occupant)	Pas de disjoncteur différentiel 30mA, présence de fusibles et/ou prises sans terre. Equipements d'éclairage défectueux. Réseau hors service, défaut majeur
2	Trous, nids-de-poule (très localisé)	Sol naturel : arbres morts, trous, absence d'entretien (très localisé)	Locaux en mauvais état, nécessitant des travaux importants mais restant utilisables.	Façade sale et/ou comportant de petites fissures, défauts d'isolation mineurs	Colonnes EU/EV/EP aux infiltrations localisées	"Pack sanitaire" ancien	Etat vétuste mais fonctionnel	Pathologies localisées avec ventilation naturelle ou ancienne VMC	Protection 30mA + fusibles et prises avec terre. Equipement d'éclairage non efficace
3	Voirie faiblement endommagée	Espaces verts en bon état, absence d'entretien (très localisé)	Locaux globalement fonctionnels et sécurisés, malgré des signes d'usure.	Façade en bon état avec des fissures ou salissures très localisées	Bon état (plus de 10 ans)	Bon état (plus de 10 ans)	Bon état général (appareils de chauffage renouvelés et maintenance sur appareil plus anciens correcte)	VMC de plus de 10 ans ou ventilation naturelle sans pathologie en logement	Bon état (plus de 10 ans)
4	Très bon état/neuf (moins de 10 ans)	Très bon état/neuf (moins de 10 ans)	Très bon état/neuf (moins de 10 ans)	Très bon état/neuf (moins de 10 ans)	Très bon état/neuf (moins de 10 ans)	Très bon état/neuf (moins de 10 ans)	Très bon état/neuf (moins de 10ans)	Très bon état/neuf (moins de 10ans)	Très bon état/neuf (moins de 10ans)

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Terrain familial locatif (TFL) LONGWY
CA du Grand Longwy

Lieu-dit Pulventeux – 54400 LONGWY

Visite du 04/02/2025 réalisée par Habitat et Territoires Conseil en présence d'un élu et d'une adjointe de la CAGL

Le cabinet HTC n'a pas pris de photos, à la demande de la famille, et n'a pas coté le TFL, n'étant pas conforme au décret de 2019 (aménagement antérieur).

Localisation du TFL



Axe routier
Supermarché
Déchetterie

Informations générales :

Année de mise en service : 2012

Gestionnaire : Commune de Longwy

Capacité : 6 places

Surface : 6 347 m²

Équipements : 1 pièce de vie, et une maison construite par le ménage

Modalités de gestion :

Redevance d'occupation *(au 1er février 2024)* : 150 € / mois

Charges fluides : à la charge du locataire, selon ses abonnements

Modalités de paiement : virement bancaire

Informations complémentaires :

- Le TFL de Longwy n'est pas conforme au décret de 2019. Il répond néanmoins au besoin d'ancrage du ménage occupant.
- Le terrain se localise dans une zone commerciale, à proximité des services et des transports.
- 3 entreprises sont situées sur le terrain, dans le domaine de la mécanique et du ferraillage (récupération de pièces, etc.).
- Un algéco a été installé par la communauté d'agglomération, et le ménage a construit une maison « en dur » où i y vit. La caravane n'a plus sa fonction d'habitation ni de lieu de vie.
- La famille entretient de bons rapports avec le voisinage et se considère complètement intégrée au tissu local, étant installée sur le territoire depuis toujours.

Environnement du TFL :

✓
- Zone commerciale et industrielle (positive pour l'activité exercée par le ménage)
- Proximité de la route nationale

✗
- Déchetterie

En dehors du zonage PPRI

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Annexe 4. Paroles de voyageurs.

Fiches persona réalisées à partir de 4 ateliers de recueil de parole de voyageurs organisés dans les 4 arrondissements du département en mars 2025.

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Le parcours de J.

Bonjour, je m'appelle J., j'ai 42 ans. Je vis avec ma femme et mes trois enfants sur l'aire de Manitas de Plata.

Auto-entrepreneur, je travaille dans les espaces verts et la peinture. Ma clientèle est ici autour de Nancy. On est des vrais lorrains, on a toujours vécu sur le territoire.

Nous avons stationné sur le parking du Zénith à Maxéville dans des conditions précaires. On doit bouger tout le temps de terrain en terrain, c'est fatigant.

Nous voudrions nous sédentariser sur le territoire, avoir une « petite maison avec tout dedans » et garder la caravane pour voyager l'été.





Les attentes

- Offrir une vie meilleure à mes enfants, les encourager à faire des études
- Un terrain à nous pour se poser, avoir un chez nous
- S'intégrer dans la société, être domicilié chez soi

Les tâches

- On déplace les caravanes au rythme des expulsions
- J'exerce mon activité professionnelle sur le territoire Nancéen
- Mes enfants vont à l'école et au CNED, on fait en sorte qu'ils restent dans la même école

Les difficultés

- On doit se déplacer de terrain en terrain tout le temps, c'est physique et fatigant, surtout quand on a des problèmes de santé
- J'ai vécu dans des conditions précaires (insalubrité, rats, pollution, etc.)
- J'ai du mal à exercer mon activité professionnelle, à cause de l'absence d'adresse fixe et personnelle
- L'aire de Manitas est trop chère, les sanitaires sont vétustes et on vit les uns sur les autres avec les autres groupes

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Le parcours de J.



	HIER	AUJOURD'HUI	DEMAIN
ACCUEIL	On stationnait en illicite sur un parking privé (Zénith, Maxéville), le temps d'avoir une place en aire d'accueil. On devait aller dans la nature faire nos besoins ou au Burger King. On avait peur, on ne se sentais pas chez nous, on craignait d'attraper des microbes, il y a des rats. On enchainait les expulsions	On vit actuellement sur l'APA de Manitas mais elle nous coûte cher. Elle est bien située mais on est les uns sur les autres et les sanitaires sont dégradés et insuffisants. La cohabitation n'est pas toujours facile avec les autres groupes	On continuera de fréquenter des aires en été, mais les déplacements coûtent trop cher, on continuera à voyager dans les départements voisins (Vosges, Moselle)
HABITAT	On déménage sans cesse de terrain en terrain, c'est fatigant, on souhaiterait avoir notre propre terrain		On souhaiterait avoir un terrain à nous, pour pourvoir se poser. On aimerait une petite maison et ne garder la caravane que pour voyager l'été. On voudrait pouvoir s'intégrer à la société.
SCOLARISATION	L'école des enfants était parfois éloignée des lieux de stationnement	On bénéficie de dérogation pour la scolarisation des enfants. L'école se passe bien, ils ne changent pas d'école, c'est mieux pour eux. Ma fille a pu faire un stage de secrétariat chez Amitiés Tsiganes	J'espère que les enfants vont vouloir continuer leurs études
INSERTION PROFESSIONNELLE	Je travaille dans les espaces verts et le bâtiment. Ma clientèle est sur Nancy. Je rencontre parfois des difficultés et subis des discriminations lorsqu'on voit que je suis domicilié chez Amitiés Tsiganes		Je sais qu'une fois sédentarisé, il sera plus simple pour moi d'avoir du travail
SANTÉ	Avec les problèmes de santé, c'était compliqué de se déplacer constamment, de remballer toutes les affaires, et de trouver un nouveau lieu de stationnement	L'APA de Manitas est bien située, à proximité de l'hôpital, et on peut avoir des dérogations facilement	Être sédentarisé permettrait d'avoir un réel suivi médical
ACCÈS AUX DROITS	Amitiés Tsiganes nous sauve la vie, ils nous accompagnement dans l'ensemble de nos démarches		Même si on arrive à avoir une solution d'habitat pérenne, on continuera de prendre des nouvelles d'Amitiés Tsiganes, on les invitera à prendre le café

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Le parcours de V.

Bonjour, je m'appelle V., j'ai 59 ans.
Circassienne, je vis sur le parking d'un ancien supermarché à Neuves-Maisons depuis 9 ans, que je dois désormais quitter dans les prochains jours.

Je n'ai pas accès aux aires d'accueil en raison de mon activité dans les métiers du cirque, ce qui rend difficile mon installation sur des terrains.

Je vieillis, il m'est de plus en plus difficile de me déplacer, et je suis malade, c'est pourquoi nous étions installés sur le parking ces dernières années afin que je puisse avoir un suivi médical adapté à mes besoins.

Aujourd'hui, je souhaiterais avoir un terrain sur lequel m'installer de manière pérenne.



Les attentes

- J'aimerais garder la caravane, c'est ma sécurité
- J'ai besoin de confort
- Je voudrais vivre soit dans une maison avec une chambre, ou un terrain familial
- Je souhaiterais m'installer de manière pérenne sur un terrain



Les tâches

- Je tricote
- Je m'occupe de mes petits-enfants qui travaillent eux-aussi dans le monde du cirque
- J'entretiens de bons rapports avec le voisinage

Les difficultés

- Je suis âgée et malade, j'ai besoin d'un suivi médical régulier
- Je suis en train de me faire expulsée du terrain où je vivais depuis 9 ans
- Il fait froid l'hiver dans la caravane

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Le parcours de V.



	HIER	AUJOURD'HUI	DEMAIN
 ACCUEIL  HABITAT	Je voyageais beaucoup dans toute la France. Je n'avais pas accès aux aires d'accueil avec les véhicules et équipements du cirque trop encombrants.	Je suis stationnée sur le parking d'un ancien supermarché depuis maintenant 9 ans. Je vais devoir quitter les lieux, en raison d'un projet de construction d'un établissement scolaire sur ce terrain. L'hiver il fait froid dans la caravane, c'est de plus en plus compliqué vu mon âge.	Je voudrais habiter chez des personnes de ma famille, qui ont acquis des terrains à proximité, mais il y a peu de place Je n'ai pas les moyens d'acheter un terrain J'aimerais avoir ma propre maison, avec une chambre, où je peux y installer ma caravane. La caravane c'est la sécurité, mais je vieillis : j'ai besoin d'un certain confort.
 SCOLARISATION	Je n'avais pas un bon souvenir de l'école. Les enseignants nous mettaient au fond de la salle à faire des coloriages et je subissais des moqueries. Je ne sais ni lire ni écrire.	Mes petits-enfants vont à l'école mais ils savent déjà qu'ils veulent travailler dans le monde du cirque.	
 INSERTION PROFESSIONNELLE	Je travaillais dans le cirque. Aujourd'hui mes petits-enfants prennent la relève, ils font de la musique et des spectacles.	Je suis à la retraite.	
 SANTÉ	Je suis très malade, je nécessite un suivi médical régulier et donc d'une installation pérenne sur un terrain.		
 ACCÈS AUX DROITS		Je suis domiciliée chez Amitiés Tsiganes, c'est très bien. Les travailleurs sociaux m'aident à réaliser les démarches administratives.	

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Le parcours de M.

Bonjour, je m'appelle M., j'ai 45 ans. Je vis avec ma maman (71 ans) et mes deux enfants sur un terrain communal à Chaligny/Pont-Saint-Vincent depuis 20 ans.

Nous ne voyageons pas depuis des années, nous nous sommes déjà rendues sur des aires mais ça coûte cher. Aussi, pour l'école, on préfère rester sur le territoire.

Nous sommes identifiés pour un projet d'ancrage à Chaligny depuis 10 ans, mais sommes toujours en attente.

Ma mère vieillit, il est de plus en plus difficile de vivre dans ces conditions, sans accès direct à l'eau potable.



Les attentes

- Nous voudrions un terrain familial locatif, un habitat adapté ou bien juste un terrain où l'on a la possibilité d'installer la caravane
- On voudrait conserver de bons rapports avec le voisinage
- On est en attente d'une solution d'habitat sur Chaligny depuis 10 ans



Les tâches

- Je fais des mots croisés
- J'encourage mes enfants à aller à l'école, ma fille veut devenir dentiste
- Avant, je faisais les vendanges tous les ans, j'ai arrêté il y a 4 ans

Les difficultés

- Nous vivons dans des conditions précaires (pas de raccord à l'eau potable) et ma mère vieillit, ce n'est pas adapté
- Les sangliers nous effraient, ils labourent le terrain et nous faisons face à des incendies
- Nous sommes dans l'incertitude d'avoir un jour un terrain familial
- Nous ne sommes pas raccordés à l'eau, seulement à l'électricité, nous devons aller à la fontaine pour avoir accès à l'eau potable et acheter des bouteilles

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Le parcours de M.



	HIER	AUJOURD'HUI	DEMAIN
 ACCUEIL  HABITAT	Nous avons occupé des aires d'accueil mais elles sont chères	On est sur un terrain depuis 20 ans, nous sommes raccordés à l'électricité mais pas à l'eau, ce qui nous oblige à aller à la fontaine ou acheter des bouteilles d'eau	Nous sommes identifiés pour un projet d'habitat à Chaligny depuis 10 ans, nous attendons que ça se concrétise. Tout ce que nous voulons c'est avoir une pièce de vie ou une maison avec des chambres, à condition de pouvoir garder la caravane, d'avoir un espace extérieur et d'être à l'écart. Je ne veux pas aller en logement social comme mon frère, il paye 800 €, n'a même pas d'extérieur et ne s'entend pas avec le voisinage.
 SCOLARISATION  INSERTION PROFESSIONNELLE	J'ai été à l'école jusqu'à mes 12 ans, je sais lire et compter, c'est important	Mes enfants vont à l'école et sont assidus. Mon fils est au lycée et ma fille au collège. Je suis très fière et heureuse de voir que les gens du voyage sont davantage intégrés qu'avant à l'école.	Mon fils ne sait pas encore ce qu'il veut faire plus tard, sûrement plombier ou plaquiste. Ma fille aimerait devenir dentiste.
 SANTÉ	Depuis 1991, je faisais les vendanges, j'ai arrêté il y a 4 ans	Je ne travaille plus, je m'occupe des enfants et de ma mère	
 ACCÈS AUX DROITS	Ma mère nécessite un suivi médical assez régulier. Il est important que nous soyons proches des professionnels qui nous suivent habituellement.		
		Nous avons notre propre adresse, mais Amitiés Tsiganes nous accompagne dans nos démarches	

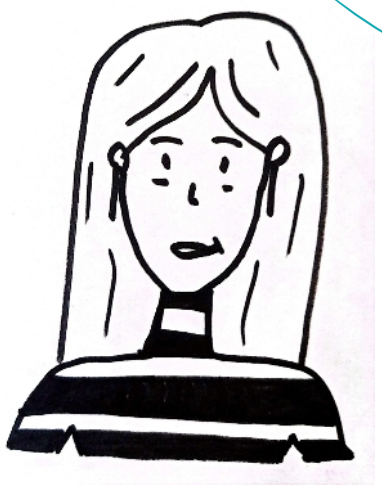
Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Le parcours de L.

Bonjour, je m'appelle L., j'ai 38 ans. Je vis actuellement sur l'aire permanente d'accueil de Neuves-Maisons avec mon mari et mes 5 enfants. Cela fait maintenant 6 mois que j'y suis. J'ai bénéficié de dérogations pour la scolarisation et l'hospitalisation de mon mari

J'ai une maison dans la Meuse, dans laquelle je vis l'hiver. Le reste de l'année, j'occupe des aires d'accueil dans les départements alentours, comme en Alsace et en Meurthe-et-Moselle.

J'aime bien l'aire de Neuves-Maisons, seulement la proximité avec l'usine émet beaucoup de poussière et de pollution.



Les attentes

J'aimerais qu'il y ait plus d'aires d'accueil autour de Nancy

J'aimerais qu'il y ait plus d'aires d'accueil, pour qu'on puisse plus facilement voyager



Les tâches

Je vis dans ma maison dans la Meuse de novembre à février

Je me déplace le reste de l'année sur les départements alentours

Je fréquente régulièrement l'aire de Neuves-Maisons, on bénéficie de dérogations

Les difficultés

Les aires d'accueil sont chères

L'état de santé de mon mari nous empêche de voyager pour le moment

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Le parcours de L.



	HIER	AUJOURD'HUI	DEMAIN
 ACCUEIL	Nous nous sommes rendus sur plusieurs APA en Alsace, en Meurthe-et-Moselle (Toul), mais aussi dans la Creuse	Nous sommes installés sur l'aire de Neuves-Maisons car nous bénéficions d'une dérogation pour la scolarisation des enfants et l'hospitalisation de mon mari. L'aire est chère, nous avons 3 caravanes donc les redevances et les charges sont élevées	Je voudrais davantage d'aires d'accueil, pour qu'on puisse voyager sur d'autres territoires, et ce plus facilement. Aussi, j'ai de la famille dans la Meuse et en Alsace, nous allons souvent leur rendre visite
 HABITAT		J'ai une maison dans la Meuse, dans laquelle nous vivons de novembre à février	
 SCOLARISATION		Ma fille va à l'école et mes adolescents font le CNED, ça se passe très bien. Ils bénéficient du camion école, qui vient toutes les semaines et les aident en cas de besoin	
 INSERTION PROFESSIONNELLE		Deux de mes fils sont auto-entrepreneurs (toiture, plaquiste), ainsi que mon mari, qui est couvreur	
 SANTÉ		Mon mari a des problèmes de santé, c'est pourquoi nous restons sur l'aire de Neuves-Maisons le temps qu'il faut	Quand il sortira de l'hôpital, nous pourrons continuer de voyager durant l'été
 ACCÈS AUX DROITS		Quand on voyage, on est domicilié chez Amitiés Tsiganes	

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Le parcours de S.

Bonjour, je m'appelle S., j'ai 50 ans. Je vis sur l'aire de Longlaville depuis plusieurs années. Je suis installée avec mon mari et mes enfants.

J'ai toujours vécu ici, sur le territoire. Le pays est tellement beau qu'on ne peut pas aller ailleurs, et puis le gazole coûte cher.

Cela fait plus de 10 ans que nous attendons des solutions d'habitat sur le Pays Haut. Avant je vivais sur le terrain central de Longlaville.

Aujourd'hui, j'aspire à de meilleures conditions de vie, en pouvant vivre sur un terrain avec mes enfants, même quand ils grandiront et auront leur caravane.



Les attentes

Je souhaiterais bénéficier d'un terrain familial, je sais en quoi cet habitat consiste. Le problème étant que j'ai peur que ça ne soit pas assez grand pour accueillir mes enfants quand ils auront leur caravane

L'idéal serait d'avoir un terrain sur lequel installer ma caravane et raccorder les fluides

Je veux absolument rester sur le territoire, c'est là que j'ai toujours vécu



Je vais voir le voisinage et ma famille, je me tiens au courant des nouvelles

J'emmène mes enfants à l'école et au collège

Je prends part aux animations proposées par le gestionnaire sur l'aire de Mont-Saint-Martin

Les tâches

L'absence de réseau ou de WIFI sur l'aire complexifie la réalisation des tâches administratives et l'accès au portail numérique du collège

Les difficultés

La vie sur l'APA n'est pas toujours facile : promiscuité avec les autres groupes, froid en hiver, coûts élevés, etc.

Je ne voyage plus, ça coûte trop cher et puis je veux que mes enfants poursuivent leur scolarité dans le même établissement

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Le parcours de Sofia



	HIER	AUJOURD'HUI	DEMAIN
ACCUEIL / HABITAT	Je vivais sur le terrain central de Longlaville. Le terrain n'était pas viabilisé, mais il était raccordé aux fluides. On était plusieurs ménages sur le terrain, tout se passait bien mais on était assez serrés sur le terrain.	Je suis installée sur l'APA de Longlaville. Je trouve qu'on est trop proches des autres groupes. Aussi, l'emplacement et les charges nous coûtent cher chaque semaine. Nous avons un coin cuisine (buanderie ouverte), mais l 'eau coule en temps de pluie, c'est mal abrité. C'est difficile d'aller prendre une douche en plein hiver. Aussi, la nuit on n'a pas d'éclairage extérieur sur l'aire et pas de grillage au fond de l'aire, on a peur des sangliers.	On a été identifiés par la MOUS pour des projets de TFL. Le projet me convient, cela me permet de pouvoir continuer à dormir dans la caravane et d'avoir mon chez-moi. Mais je crains que lorsque nous bénéficierons de ce terrain, sa superficie ne soit plus adaptée aux nombres de personnes dans la famille. En effet, une fois que mes enfants seront grands, ils auront leur propre caravane et j'ai peur qu'il n'y ait pas la place.
SCOLARISATION / INSERTION PROFESSIONNELLE		L'antenne mobile se déplace régulièrement sur l'aire, mais mes enfants vont à l'école et au collège à 10 minutes. Ils n'aiment pas beaucoup l'école mais ils y vont. Ils participent aux projets socio-éducatifs organisés sur l'aire.	J'espère que mes enfants iront au moins jusqu'au CAP pour avoir un métier qui leur convient.
SANTÉ		Je ne travaille plus, je suis au RSA. Mon mari est auto-entrepreneur.	
ACCÈS AUX DROITS	On est bien identifiés par les professionnels de santé sur Longlaville, on a nos médecins traitants là-bas, cela fait plusieurs années maintenant.		
		Il n'y a pas de WIFI sur l'aire, ce n'est pas évident pour faire les démarches administratives ou suivre les notes et les devoirs de mon enfant au collège.	

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Le parcours de M.

Bonjour, je m'appelle M., j'ai 40 ans et je suis élagueur. Je vis avec ma femme et mes 4 enfants. Je suis actuellement installé sur un parking d'une friche industrielle.

Je viens du territoire, j'ai toujours vécu là. Faute de solutions d'ancrage et d'accueil suffisantes, j'enchaîne les stationnements illicites, au fil des expulsions. J'ai déjà fréquenté les APA de Lunéville, de Neuves-Maisons, de Manitas, l'aérodrome de Lunéville-Croismare, des parkings (Intermarché de Chanteheux, Trailor).

J'ai acheté un terrain il y a quelques années mais l'on m'a appris qu'il était non-constructible et on m'a empêché d'y raccorder les fluides. Ainsi, je ne peux pas vivre sur le terrain qui m'appartient.





Les attentes

J'aimerais qu'on soit davantage intégré dans la société et que mes enfants aient une meilleure vie
On a le sentiment d'être des pestiférés

J'aimerais qu'on régularise le terrain que j'ai acheté, afin de pouvoir y vivre

Les tâches

Je travaille dans l'élagage

Nous devons mentir sur notre identité de gens du voyage pour accéder à un emploi

Les difficultés

Je subis des expulsions constamment
Je dois me déplacer de terrain en terrain de manière illicite

Les conditions d'habitat dans lesquelles je vis sont indécentes

Je subis des discriminations en tant que Gens du Voyage : emploi, voisinage, achat de terrain

Sur l'aire d'accueil de Lunéville, on est trop serrés et elle coûte cher

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

Le parcours de M.



	HIER	AUJOURD'HUI	DEMAIN
ACCUEIL	Nous avons fréquenté l'aire de Lunéville, mais elle coûtait cher, et nous payions parfois près de 900 euros pour 2 caravanes. Aussi, en été, il faisait très chaud, l'aire manque d'herbe. On a enchainé des stationnements illicites sur des parkings à Neuves-Maisons et Lunéville mais nous nous sommes fait expulser rapidement. Les procédures sont très rapides et nous avons payé de grosses amendes.	L'aire de Lunéville a fermé, on subit les casses d'autres personnes. Aujourd'hui, on stationne sur le parking de Trailor, dans des conditions précaires	Si on devait continuer de fréquenter des aires, on aimerait bien payer un forfait à la semaine, pour toute la famille
HABITAT	J'ai acheté un terrain et raccordé aux fluides pour pouvoir installer la caravane. Mais la commune a refusé, a tout retiré et nous a expulsé du terrain. Pourtant, le terrain est considéré comme résidence secondaire, et nous devons payer les impôts et la taxe d'habitation. Nous nous sentons discriminés sous prétexte que nous sommes Gens du Voyage		J'aimerais que mon terrain soit régularisé, que je puisse m'y installer avec ma famille. Il y a vraiment des solutions différentes pour chaque famille, nous voulons pouvoir nous installer sur le terrain dont nous sommes propriétaires
SCOLARISATION		Mes enfants sont scolarisés à Lunéville. Mon fils est en bac pro logistique.	On a le sentiment que les enfants travaillent pour un diplôme qui ne leur servira à rien vu les discriminations à l'embauche que l'on subit
INSERTION PROFESSIONNELLE	Ma femme a subi des discriminations à l'emploi : elle travaillait comme femme de ménage mais elle s'est faite licencier lorsque le patron a appris qu'elle était gens du voyage	Je travaille dans l'élagage, mon fils est en interim. Il a du divulguer son identité de voyageur pour accéder à un emploi en interim.	On espère que tout se passera bien et que nos enfants pourront exercer leur métier comme ils l'entendent
SANTÉ	On a vécu des expulsions même malgré des problèmes médicaux lourds		
ACCÈS AUX DROITS	Amitiés Tsiganes nous aide dans nos démarches, notamment bancaires. Nous sommes domiciliés chez eux, ils nous sont d'une grande aide		

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

5. Liste des abréviations

AGP	Aire de Grand Passage
ALACA	Association Lorraine d'Accompagnement à la Création et au développement d'Activités
ALT2	Aide au Logement Temporaire 2
APA	Aire Permanente d'Accueil
ARELIA	Association RÉgionale pour le Logement et l'Insertion par l'Activité
ARS	Agence Régionale de Santé
ASLL	Accompagnement Social Lié au Logement
AVDL	Accompagnement Vers et Dans le Logement
BOP135	Budget Opérationnel de Programme 135
BRSA	Bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active
CAARUD	Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers de Drogues
CAF	Caisse d'Allocations Familiales
CAGL	Communauté d'Agglomération du Grand Longwy
CASNAV	Centre Académique pour la Scolarisation des élèves allophones Nouvellement Arrivés et Voyageurs
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale
CCBP	Communauté de communes du Bassin de Pompey
CCBPAM	Communauté de communes du Bassin de Pont-à-Mousson
CCMM	Communauté de communes du Bassin de Moselle et Madon
CCOLC	Communauté de communes du Bassin Orne Lorraine Confluences
CCPHVA	Communauté de communes du Pays Haut Val d'Alzette
CCPS	Communauté de communes du Pays du Saintois
CCPSV	Communauté de communes du Pays du Sel et du Vermois
CCSGC	Communauté de communes Seille Grand Couronné

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

CCT2L	Communauté de communes Terre Lorraine du Longuyonnais
CCTLB	Communauté de communes du Bassin du Territoire de Lunéville à Baccarat
CCTT	Communauté de communes Terres Touloises
CDCGDV	Commission Départementale Consultative des Gens Du Voyage
CIAS	Centre Intercommunal d'Action Sociale
CLS	Contrats Locaux de Santé
CNCGDV	Commission Nationale Consultative des Gens Du Voyage
CNED	Centre National d'Enseignement à Distance
CPAM	Caisse Primaire d'Assurance Maladie
DALO	Droit Au Logement Opposable
DDETS	Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
DDT	Direction Départementale des Territoires
DETR	Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux
DGESCO	Direction Générale de l'Enseignement SCOlaire
DIHAL	Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement
DSDEN	Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale
DSIL	Dotation de Soutien à l'Investissement Local
EFIV	Élèves issus de Familles Itinérantes et de Voyageurs
EPCI	Établissement Public de Coopération Intercommunale
ETP	Équivalent Temps Plein
FNADT	Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire
FNAP	Fond National des Aides à la Pierre
FNASAT-GV	Fédération Nationale des Associations Solidaires d'Action avec les Tsiganes et les Gens du Voyage
FSL	Fond de Solidarité Logement
GIP	Groupement d'Intérêt Public

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

HA	Habitat Adapté
IEF	Instruction En Famille
kWh	Kilowatt-heure
MDS	Maison Départementale des Solidarités
MED	Mise En Demeure
MFS	Maison France Services
MGN	Métropole du Grand Nancy
MOUS	Maîtrise d'Œuvre Urbaine et Sociale
PDALHPD	Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées en Meurthe-et-Moselle
PLH	Programme Local de l'Habitat
PLU	Plan Local d'Urbanisme
PLUI	Plan Local d'Urbanisme Intercommunal
PLUI-H	Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Habitat
PLUI-HD	Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Habitat et Déplacements
PMI	Protection Maternelle et Infantile
PMR	Personne à Mobilité Réduite
PMSMP	Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel
PPRI	Plan de Prévention des Risques Inondation
PPRMT	Plan de Prévention des Risques Mouvement de Terrain
RSA	Revenu de Solidarité Active
SDAHGV	Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage
STECAL	Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limité
TFL	Terrain Familial Locatif
URSSAF	Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales
ZAC	Zone d'Aménagement Concerté

PROJET

Réception au contrôle de légalité le 01/10/2026 à 08h58
Réference de l'AR : 054-200070589-20260924-23_09_2026-DE

PROJET